

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Autour de la GGI</b> .....	<b>9</b>
<b>Semaine du 23 avril 2012</b> .....	<b>9</b>
TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité sur sept ans: Les jeunes libéraux soutiennent la «solution globale» - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 23h21 .....	9
TVANOUVELLES: Syndicats de l'extérieur du Québec: Coup de pouce financier aux étudiants - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 21h28 .....	9
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Appui aux étudiants : Des syndicats de l'extérieur du Québec offrent de l'aide - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 20H05   Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 20H22.....	9
Appui financier du Québec .....	9
Afficher 3 commentaires (Québec) .....	9
Afficher 5 commentaires (Montréal) .....	10
LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: la CLASSE rejette les offres du gouvernement – Dimanche 29 avril 2012, 16h50.....	10
RADIO-CANADA / POLITIQUE: Le PLQ déplace son conseil général en raison des manifestations étudiantes – Mise à jour le dimanche 29 avril 2012 à 16 h 39 HAE .....	10
Les commentaires (276).....	11
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Québec solidaire : Une plate-forme électorale - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 15H50   Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 18H35 .....	11
Une plateforme à gauche .....	11
Printemps québécois .....	11
Afficher 4 commentaires (Québec) .....	11
Afficher 8 commentaires (Montréal) .....	11
TVANOUVELLES: Le négociateur est un ancien contributeur du PLQ: Les étudiants évoquent un «problème éthique» - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 14h29 .....	11
Mauvaise foi .....	11
Nuances .....	11
LE SOLEIL / LA TRIBUNE: Les libéraux se réuniront à Victo plutôt qu'à Montréal - Publié le dimanche 29 avril 2012 à 13h38   Mis à jour le dimanche 29 avril 2012 à 17h30 / Publié le dimanche 29 avril 2012 à 19h20 .....	12
Les étudiants s'organisent .....	12
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Le PLQ déplace son Conseil général - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 11H48   Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 20H50 .....	12
Les étudiants se déplaceront .....	12
Afficher 11 commentaires (Québec) .....	12
Afficher 71 commentaires (Montréal).....	12
LA PRESSE.CA: La CLASSE dit non à l'offre de Québec - Publié le dimanche 29 avril 2012 à 11h45   Mis à jour le dimanche 29 avril 2012 à 14h27 .....	13
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Le congrès du PLQ déplacé à Victoriaville - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 11h38 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 19h22 .....	13
Les étudiants se déplaceront .....	13
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : CLASSE : Offre rejetée - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 11H32   Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 13H52 .....	13
Afficher 1-80 de 92 commentaires (Montréal).....	14
Afficher 17 commentaires (Québec) .....	14
TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité: La CLASSE rejette l'offre de Charest - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 11h16 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 14h55 .....	14
TVANOUVELLES: Le mouvement étudiant persiste: Plaintes déposées à la Ligue des droits et libertés - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 10h34.....	14
Plaintes à la Ligue des droits .....	14
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Leadership : Nadeau-Dubois contesté? - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 8H31   Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 9H59 .....	14
Afficher 1-80 de 143 commentaires (Montréal).....	14
Afficher 9 commentaires (Québec) .....	14
TVANOUVELLES: Depuis le début du conflit étudiant: Plus de 1 200 arrestations - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 08h16 .	15
TVANOUVELLES: Gabriel Nadeau-Dubois au congrès de la CLASSE: «Il n'y a aucun vote pour me destituer»- Première publication dimanche 29 avril 2012 à 08h08 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 09h24 .....	15
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : l'offre de Québec à l'étude – Mise à jour le dimanche 29 avril 2012 à 7 h 13 HAE.....	15
Manifestation pacifique.....	15
Commente (511).....	16
TVANOUVELLES: Marois réagit à l'offre du gouvernement aux étudiants: Trop peu, trop tard - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 07h17 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 14h29 .....	16
La position péquiste.....	16
Démonstration de force.....	16
LE SOLEIL: Le porte-parole de la CLASSE contesté? - Publié le dimanche 29 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le dimanche 29 avril 2012 à 12h47 .....	16
Personnalisation du débat .....	17
LEDEVOIR.COM: Grève étudiante - Le rejet des offres du gouvernement se manifeste – Samedi 28 avril 2012, 23h39 .....	17
Rejet des offres.....	17
Vos réactions (23) .....	17
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Les médias sociaux au service des étudiants - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H38   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H48.....	17
Faussetés.....	18

Afficher 18 commentaires (Montréal).....	18
Montrer 1 commentaire (Québec).....	18
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Nadeau-Dubois prendrait trop de place - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H24   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H29 .....	18
Afficher 27 commentaires (Montréal).....	18
Afficher 19 commentaires (Québec) .....	18
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Pierre Pilote   Étudiants : Un « problème éthique » - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H12   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H23 .....	19
Mauvaise foi .....	19
Confiance brisée .....	19
Pas un médiateur.....	19
Afficher 5 commentaires (Montréal) .....	19
Afficher 26 commentaires (Québec) .....	19
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : La CLASSE en congrès à Québec - Publié le: samedi 28 avril 2012, 19H07   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H28.....	19
Afficher 16 commentaires (Québec) .....	19
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Internet : Un concours offre le remboursement des hausses de frais de scolarité - Publié le: samedi 28 avril 2012, 18H51   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H10.....	19
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Idées   Conflit étudiant : Manifestations comme dans les années 60? - Publié le: samedi 28 avril 2012, 18H39   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H20.....	20
Raymond Hudon .....	20
Un certain rite de passage .....	20
Autre enjeu.....	20
Le moment présent .....	20
Jean-Noël Tremblay .....	20
Moment d'humeur .....	20
Bas souci électoraliste.....	21
Contorsions.....	21
Afficher 3 commentaires (Québec) .....	21
LE SOLEIL: Conflit étudiant: vers un rejet massif de la «solution globale» - Publié le samedi 28 avril 2012 à 15h39   Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 18h59.....	21
Pas de réponse finale de la CLASSE.....	21
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Pauline Marois répond à Jean Charest - Publié le: samedi 28 avril 2012, 15H29   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H39 .....	22
Afficher 21 commentaires (Montréal).....	22
Afficher 4 commentaires (Québec).....	22
LA PRESSE.CA: Québec essuiera un refus, croient les leaders étudiants - Publié le samedi 28 avril 2012 à 13h36   Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 16h44.....	22
LE MONDE.FR: Au Québec, une grève étudiante paralyse les universités à l'approche des élections - Samedi 28 avril 2012 à 12h49 .....	22
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Pauline Marois répond à Jean Charest - Première publication samedi 28 avril 2012 à 12h45 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 18h00 .....	23
LEDEVOIR.COM : Les grévistes québécois suscitent l'intérêt à l'échelle internationale - Samedi 28 avril 2012, 12h10 .....	23
Vos réactions (8) .....	24
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Droits de scolarité : Une première association rejette l'offre - Publié le: samedi 28 avril 2012, 10H51   Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 11H05.....	24
Afficher 3 commentaires (Québec) .....	24
Afficher 1-80 de 90 commentaires (Montréal).....	24
TVANOUVELLES: Proposition globale de Québec: «Vers un refus» des étudiants - Première publication samedi 28 avril 2012 à 10h47 - Mise à jour : samedi 28 avril 2012 à 20h06 .....	24
Des refus.....	24
Manifestation nocturne vendredi soir .....	24
Solution .....	25
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE réunie en congrès à Québec - Mise à jour le samedi 28 avril 2012 à 10 h 46 HAE.....	25
Les commentaires (83).....	25
LA PRESSE.CA: Droits de scolarité: le caucus libéral divisé - Publié le samedi 28 avril 2012 à 08h21   Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 14h37.....	25
LA PRESSE: 10+1 questions avec Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin - Publié le samedi 28 avril 2012 à 05h00 .....	26
LE DEVOIR: QS cherchera à récolter les carrés rouges - Samedi 28 avril 2012 .....	27
Vos réactions (6) .....	27
LE DEVOIR: L'«ignoble» élection sur le dos de la jeunesse - Samedi 28 avril 2012 .....	27
Loi et ordre .....	27
Vos réactions (8) .....	28
LE DEVOIR: La jeunesse qui pousse le Québec à la maturité: [Entrevue avec Nicolas Lévesque]: Face à l'échec du modèle d'autorité néolibéral, les «Y» avancent une vision humaniste à long terme - Samedi 28 avril 2012.....	29
Vos réactions (34) .....	29
LE DEVOIR: Le coût de la gratuité: Les calculs indiquent que Québec devrait y consacrer moins de 1 % de son budget de dépenses - Samedi 28 avril 2012 .....	29
La commission Parent.....	30
Vos réactions (9) .....	30
LE DEVOIR: En opposition carrée, par Jean-François Nadeau - Samedi 28 avril 2012 .....	31
À deux vitesses .....	31
Un terrible paradoxe.....	31

Vos réactions (3) .....	31
LE DEVOIR : Confédération des syndicats nationaux - Pour une reprise en force du débat citoyen : Les associations étudiantes « pourraient nous conseiller dans le dossier du renouveau syndical ! » - Samedi 28 avril 2012 .....	32
Retraites .....	32
Plan Nord .....	32
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les étudiants accueillent froidement l'offre de Québec – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23 h 39 HAE .....	33
La FEUQ propose un temps d'arrêt .....	33
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec propose d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23 h 38 HAE .....	33
Pas de hausse d'impôts .....	34
Les étudiants sceptiques .....	34
Manque de leadership selon la CAQ, trop peu selon Québec solidaire .....	34
LE DEVOIR: Québec dévoile ses offres et demande aux étudiants de retourner en classe – Vendredi 27 avril, 17h55.....	34
Manifestation organisée .....	35
Cours annulé à Sherbrooke .....	35
Gatineau reconduit .....	35
Vos réactions (100) .....	36
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : DGE : Des élections en juin ? - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 16H07   Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 16H25.....	36
Afficher 2 commentaires (Montréal) .....	36
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Michel Grant: «La balle est maintenant dans le camp étudiant» - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 15h06 .....	36
«La négociation est un rapport de force» .....	36
Le vote secret, une question de «crédibilité» .....	36
BLOGUE.RADIO-CANADA: Hausse de 82 % sur 7 ans : le calcul, par Gérald Fillion - Vendredi 27 avril 2012 à 13 h 19 .....	36
Les commentaires (111).....	36
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Une offre mal reçue - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 12H54   Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 12H56 .....	36
Afficher 1-80 de 197 commentaires (Montréal).....	37
Afficher 18 commentaires (Québec) .....	37
TVANOUVELLES: Offre du gouvernement aux étudiants: Un rejet «massif» à prévoir - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 12h25 - Mise à jour : vendredi 27 avril 2012 à 18h59 .....	37
Une proposition «insultante» .....	37
Un rejet «massif» à prévoir.....	37
Réponse insuffisante.....	37
Intervention d'un médiateur? .....	37
Demandes de la CLASSE.....	37
LE SOLEIL: Droits de scolarité: Québec offre d'étaler la hausse sur 7 ans - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 12h10   Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23h01 .....	37
Sept ans au lieu de cinq .....	38
Accueil froid .....	38
RADIO-CANADA: RDI En direct: Grève étudiante : point de presse de Jean Charest et Line Beauchamp – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 11 h 46 HAE .....	38
Les commentaires (183).....	38
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Grève des étudiants : Charest étale la hausse sur 7 ans - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 11H31   Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 13H04 .....	40
La solution Charest - Beauchamp .....	40
Une offre mal reçue.....	41
50 cents par jour .....	41
Accueil froid .....	41
Halte à la violence! .....	41
Grotesque .....	41
Réactions .....	41
Afficher 1-40 de 73 commentaires (Québec) .....	41
Afficher 1-80 de 277 commentaires (Montréal).....	41
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Offre surprise de Québec - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 10H37   Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 11H34 .....	41
Afficher 60 commentaires (Montréal).....	41
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Charest et Beauchamp feront une annonce à 11 h - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 10H33   Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 10H49.....	41
TVANOUVELLES: Un plan pour dénouer l'impasse: Étalement de la hausse sur sept ans - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 10h11 - Mise à jour : vendredi 27 avril 2012 à 12h41 .....	41
Halte à la violence.....	42
LA PRESSE: Droits de scolarité: l'offre de Québec est accueillie froidement - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 10h07   Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 15h42 .....	42
> Sur le web: communiqué du gouvernement sur l'offre globale.....	42
Couverture en direct de la Conférence de presse .....	42
TVANOUVELLES: Impasse dans les négos: Médiation envisagée par les associations étudiantes - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 07h21 .....	42
Humilité .....	43
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Marois réclame des élections - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 07h21 .....	43

LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: pour une reprise du dialogue - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 07h00 .....	43
LA PRESSE: Manifs étudiantes: Gérald Tremblay redoute une tragédie - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h45 .....	44
Médiateur réclamé .....	44
L'image de Montréal «ternie».....	44
LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: hausse des prime d'assurance en vue - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h41 .....	44
LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: les commerçants paient les pots cassés - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h37   Mis à jour le	44
vendredi 27 avril 2012 à 06h37 .....	44
Climat d'incertitude .....	45
En bref: .....	45
LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: les hôteliers inquiets - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h30   Mis à jour le vendredi 27 avril	45
2012 à 09h14 .....	45
En bref:.....	45
LA PRESSE: Grève étudiante: le recours à un médiateur est envisagé - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le vendredi 27	45
avril 2012 à 06h06.....	45
La CLASSE toujours exclue .....	46
TVANOUVELLES: Grève étudiante : Des commerçants en ont assez des manifs - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 05h27 ....	46
Bon pour le 450 .....	46
Rien de grave .....	46
LE SOLEIL: Exclusion de la CLASSE: les trois fédérations de professeurs indignées - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 05h00.....	46
LE DEVOIR: L'UQAM ne remboursera pas les étudiants: Il n'y aura pas de remboursement si l'université est contrainte d'annuler les cours -	47
vendredi 27 avril 2012.....	47
Vos réactions (23).....	47
LE DEVOIR: Crise étudiante: l'horizon est bouché: Québec rejette l'idée d'une médiation - Gabriel Nadeau-Dubois, persona non grata -	47
Vendredi 27 avril 2012 .....	47
Quelle solution ? .....	48
Propos de Robert Dutil : Nadeau-Dubois inquiet .....	48
Vos réactions (148) .....	48
LE DEVOIR: Des professeurs dénoncent le cynisme du gouvernement - Vendredi 27 avril 2012 .....	48
Vos réactions (2) .....	48
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Grève étudiante : Les Québécois partagés - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 23H14   Mise à	48
jour: jeudi 26 avril 2012, 23H21 .....	48
Appui au gouvernement .....	49
Incapables de faire tourner le vent .....	49
Méthodologie .....	49
Afficher 19 commentaires (Québec) .....	49
Afficher 1-80 de 261 commentaires (Montréal).....	49
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec décline l'invitation de la FECQ et de la FEUQ pour la reprise des négociations - Mise à jour le jeudi 26	49
avril 2012 à 23 h 09 HAE .....	49
La CLASSE accepte l'offre de la FEUQ.....	49
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : Charest intransigeant - Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 18 h 11 HAE .....	50
Beauchamp et Dutil attaquent aussi la CLASSE .....	50
Une manifestation dégénère à Montréal.....	51
Les commentaires (905).....	51
LE DEVOIR: Droits de scolarité: Québec refuse l'offre de discussion des étudiants: La FEUQ voulait céder deux sièges à la CLASSE - Jeudi	51
26 avril 2012, 16h37.....	51
«Vendetta» .....	51
Québec inflexible.....	52
Charest dit avoir pris ses responsabilités.....	52
Pas de moratoire .....	52
Des professeurs indignés .....	52
Vos réactions (146) .....	52
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Marois réclame des élections - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 16H29   Mise	52
à jour: jeudi 26 avril 2012, 23H56.....	52
Violence .....	52
Afficher 36 commentaires (Québec) .....	52
Afficher 1-80 de 131 commentaires (Montréal).....	52
JOURNALDEMONTRÉAL : Grève étudiante : Quatre écoles de la CSDM fermées en raison de la grève - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 15H02	52
Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 15H14 .....	52
Les parents inquiets.....	53
Montrer 1 commentaire .....	53
TVANOUVELLES: Le maire de Montréal craint un événement tragique: «Assez, c'est assez!» - Première publication jeudi 26 avril 2012 à	53
13h33 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 18h32.....	53
RADIO-CANADA / MONTRÉAL: Le maire de Montréal somme Québec et les étudiants de s'entendre - Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 14	53
h 58 HAE .....	53
Des manifestations qui coûtent cher aux contribuables .....	54
Les commentaires (42).....	54
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Bernard Landry: «Nous vivons une tragédie nationale» - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 14h55	54
- Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 15h56 .....	54
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : La CLASSE encore rejetée - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 14H18   Mise à	54
jour: jeudi 26 avril 2012, 14H37 .....	54
«Violence économique» .....	54
Afficher 1-80 de 112 commentaires (Montréal).....	54

Afficher 1-40 de 43 commentaires (Québec) .....	54
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : La FEUQ persiste et signe - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 13H19   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 13H35 .....	54
Afficher 36 commentaires (Montréal).....	55
Afficher 13 commentaires (Québec) .....	55
LE DROIT: Le gouvernement rejette une invitation à reprendre les discussions - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 12h48 .....	55
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Conflit entre Québec et les étudiants : le regard d'experts et d'analystes – Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 12 h 42 HAE .....	55
Dénouer la crise .....	56
Les erreurs stratégiques.....	56
Manque de cohérence du message .....	56
Mettre de l'eau dans son vin.....	56
Les commentaires (4).....	57
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Les élus montréalais réclament un médiateur - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 12h01 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 15h55 .....	57
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Le gouvernement réduit à acheter la paix - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 11H19   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 14H53 .....	57
«Cynisme» .....	57
Afficher 8 commentaires (Montréal) .....	57
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit étudiant : Reprise des pourparlers souhaitée - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 11H03   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 11H08.....	58
Des éléments à proposer .....	58
Mode opératoire .....	58
Afficher 22 commentaires (Québec) .....	58
Afficher 23 commentaires (Montréal).....	58
LE SOLEIL: La FEUQ et la FECQ prêtes à reprendre les négos si la CLASSE en fait partie - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 10h55   Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 11h23 .....	58
Expulsion mercredi de la CLASSE .....	59
LA PRESSE: Québec rejette la proposition de la FEUQ - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 10h32   Mis à jour le jeudi 26 avril 2012 à 15h35 ..	59
Les manifestations s'enchaînent à Montréal.....	59
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Conflit : Charest réitère l'invitation au dialogue avec la FECQ et la FEUQ - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 10H25   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 10H39.....	59
Les fédérations de professeurs critiquent Line Beauchamp.....	60
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Conflit étudiant : Reprise des pourparlers ? - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 10H22 .....	60
TVANOUVELLES: Québec refuse la présence des représentants de la CLASSE: Le conflit étudiant dans l'impasse - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 10h01 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 18h22.....	60
«Vendetta» contre Gabriel Nadeau-Dubois .....	60
Main tendue à la FECQ et à la FEUQ .....	60
Le PQ pour une suspension de la hausse .....	60
LE QUOTIDIEN: »Les manifestations, c'est tannant« - Jean Tremblay, maire de Saguenay - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 07h50 .....	60
LA PRESSE: La CLASSE perd-elle le contrôle de ses membres? - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 07h11.....	61
LA PRESSE: Négociations: ce qui est resté sur la table - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 06h55 .....	61
LE SOLEIL: Droits de scolarité: Québec prêt à faire un pas - Publié le 26 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le 26 avril 2012 à 09h25 .....	61
LE DEVOIR: Fin de trêve, à qui la faute? – Jeudi 26 avril 2012, à 02h53.....	62
Vos réactions (6) .....	62
LE DEVOIR: 40 heures, deux offres, deux refus: Les négociateurs n'avaient pas le mandat de discuter hausse des droits de scolarité – Jeudi 26 avril 2012 .....	62
Vos réactions (6) .....	63
LE DEVOIR: Crise étudiante: le feu aux poudres: Beauchamp reproche aux étudiants d'avoir choisi la perturbation, une excuse, répondent les étudiants – Jeudi 26 avril 2012 .....	63
Vos réactions (82) .....	64
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC: Violence dans les manifestations: Une stratégie de la CLASSE, selon le ministre Dutil / Dutil appelle au calme - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 21h38 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 11h01 / Publié le: mercredi 25 avril 2012, 23H59   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 24H01 .....	64
Métropole isolée .....	64
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Dutil appelle au calme - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 23H59   Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 24H01 .....	64
Métropole isolée .....	64
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Négociations suspendues : les étudiants solidaires – Mise à jour le mercredi 25 avril 2012 à 21 h 19 HAE.....	64
Conflit étudiant - Qui est responsable de l'impasse?: Réactions en direct .....	64
Trêve « unilatérale », selon la FEUQ .....	64
Une tentative de diversion, estime la CLASSE .....	65
Le PQ suggère une suspension de la hausse pour 2012 .....	65
Les commentaires (1591).....	65
LE DEVOIR: Line Beauchamp exclut la CLASSE des discussions sur les droits de scolarité: Les deux autres fédérations étudiantes suspendent les discussions – Mercredi 25 avril 2012, 14h55 .....	65
Vos réactions (169) .....	66
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL: La CLASSE exclue: Retour à la case départ - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 13H57   Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 23H59 .....	66
« Maîtresse d'école » .....	66
« De l'huile sur le feu » .....	66
Afficher 38 commentaires (Québec) .....	66

Afficher 77 de 188 commentaires (Montréal).....	66
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante : L'UQAR vient en aide aux étudiants appauvris - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 13h11 / Publié le: mercredi 25 avril 2012, 18H02   Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 18H14.....	66
Afficher 2 commentaires (Montréal) .....	67
TVANOUVELLES: À la suite de l'exclusion de la CLASSE par la ministre: Négociations rompues - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 12h54 - Mise à jour : mercredi 25 avril 2012 à 18h14.....	67
«Inacceptable», estime la CLASSE.....	67
La FEUQ et la FECQ «extrêmement déçues».....	67
Mauvaise humeur.....	67
Appel au calme.....	67
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: Appel au calme des étudiants - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 12H24   Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 12H43 .....	67
Afficher 11 commentaires (Montréal).....	68
Afficher 13 commentaires (Québec).....	69
LA TRIBUNE: Session d'hiver: les associations étudiantes sont mécontentes - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 11h39 .....	69
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Trêve fragilisée - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 10H55   Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 15H37.....	70
Afficher 19 commentaires (Montréal).....	70
Afficher 2 commentaires (Québec).....	70
LE SOLEIL: Line Beauchamp «jette de l'huile sur le feu», réagit la CLASSE - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 10h53   Mis à jour le mercredi 25 avril 2012 à 16h21 .....	70
LA PRESSE: La CLASSE exclue, la guerre de mots continue - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 10h41   Mis à jour le jeudi 26 avril 2012 à 06h53.....	71
LA PRESSE: Qui négocie avec les étudiants? - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h31 .....	71
LA PRESSE: Le Québec, un laboratoire pour un chercheur ontarien - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h13.....	72
LA PRESSE: Grève étudiante: facture salée pour la sécurité publique - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 06h58 .....	72
TVANOUVELLES: En pleine grève étudiante: Des recteurs dans le Sud - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 05h01 - Mise à jour : mercredi 25 avril 2012 à 19h38 .....	72
Grogne chez les étudiants.....	72
LA PRESSE: Le coût de la grève éclipse la hausse des droits de scolarité - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le mercredi 25 avril 2012 à 06h14 .....	73
Pertes de revenus.....	73
LE DEVOIR: Négociations avec les étudiants - Le suspense se poursuit à Québec: Le climat s'est envenimé à l'Assemblée nationale - Mercredi 25 avril 2012.....	73
Manifestations d'élèves du secondaire.....	73
Impatience et inquiétude.....	74
Vos réactions (77).....	74
LE DEVOIR: La CLASSE avait prévu d'«exiger», pas de «négocier»: Québec a embauché comme négociateur l'avocat Pierre Pilote - Mercredi 25 avril 2012.....	74
Vos réactions (31).....	75
LE DEVOIR: Des mesures exceptionnelles sont adoptées au Conservatoire de musique - Mercredi 25 avril 2012.....	75
Vos réactions (4).....	75
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Éducation supérieure : les discussions reprennent ce matin - Mise à jour le mercredi 25 avril 2012 à 0 h 35 HAE.....	75
Vifs échanges à l'Assemblée nationale.....	75
Jean Charest pour un retour en classe.....	75
Débrayage au secondaire.....	75
La judiciarisation du conflit se poursuit.....	76
Les commentaires (544).....	76
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève   étudiants: Des recteurs dans le sud: En pleine grève, des dirigeants d'université voyagent en première classe - Publié le: mardi 24 avril 2012, 22H38   Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 23H18 .....	76
Un voyage coûteux .....	76
Des recteurs dans le sud - Images.....	76
Des hôtels luxueux.....	76
Des recteurs dans le sud - Images.....	76
Montrer 1 commentaire (Québec).....	76
Afficher 62 de 64 commentaires (Montréal).....	77
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Discussions - Grève étudiante: Un «ton respectueux» - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H58   Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 18H09 .....	77
Afficher 15 de 15 commentaires (Montréal).....	77
Afficher 9 de 9 commentaires (Québec) .....	77
TVANOUVELLES: Moqueries à l'endroit des étudiants: Jean Charest refuse de s'excuser - Première publication mardi 24 avril 2012 à 15h34 - Mise à jour : mardi 24 avril 2012 à 23h13 .....	78
Négociations.....	78
Ton respectueux .....	78
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Discussions - Grève étudiante: Un «ton respectueux» - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H58   Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 18H09 .....	78
Afficher 9 commentaires (Québec).....	78
Afficher 15 commentaires (Montréal).....	79
LA PRESSE: Négociation avec les étudiants: Beauchamp veut prolonger la trêve - Publié le mardi 24 avril 2012 à 13h27.....	79

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Blagues   Étudiants: Charest refuse de s'excuser - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H06	
Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 15H18 .....	80
Trois mois perdus, dit le PQ .....	80
48 heures pour dénouer l'impasse.....	80
Afficher 79 de 96 commentaires (Montréal).....	80
Afficher 14 commentaires (Québec).....	80
TVANOUVELLES: Rencontre entre la ministre et les représentants étudiants: Les discussions se poursuivent - Première publication mardi 24	
avril 2012 à 12h26 - Mise à jour : mardi 24 avril 2012 à 18h28 .....	81
48 heures pour dénouer l'impasse.....	81
Trêve.....	81
LE SOLEIL: La TaCEQ, un nouveau joueur à la table de discussions - Publié le mardi 24 avril 2012 à 08h34.....	81
Au nom de 65 000 étudiants.....	81
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La discussion entre Québec et les étudiants est ouverte – Mise à jour le mardi 24 avril 2012 à 7 h 09 HAE....	81
Une quatrième association prend part à la discussion .....	81
La FECQ et la FEUQ veulent parler de droits de scolarité .....	82
La CLASSE critique la demande de la ministre.....	82
La judiciarisation du conflit étudiant se poursuit .....	82
Les commentaires (948).....	82
TVANOUVELLES: Grève des étudiants : Trêve de 48 heures - Première publication mardi 24 avril 2012 à 06h16 .....	82
Trêve de 48 heures .....	82
Désobéissance civile .....	83
LE SOLEIL: Sondage CROP: les libéraux passent en tête... par défaut - Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le mardi 24 avril	
2012 à 08h20 .....	83
Montée par défaut .....	83
Résumé de la méthodologie .....	83
LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: les négociations amorcées - Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00   Mis à jour le mardi 24 avril 2012 à	
07h33 .....	83
Pas de promesse.....	83
LA PRESSE.CA / LA PRESSE: Deux écoles secondaires sont en grève à Montréal - Publié le mardi 24 avril 2012 à 07h03   Mis à jour le mardi	
24 avril 2012 à 13h09 / Publié le 24 avril 2012 à 17h50 .....	84
La direction se faite discrète.....	84
Grève à l'Académie Roberval .....	84
L'école Édouard-Montpetit aussi touchée .....	84
LE DEVOIR: Finalement, Beauchamp discute: Le ministre s'assoit avec toutes les associations d'étudiants en grève – Mardi 24 avril 2012	84
Réactions nuancées .....	85
Une condamnation « ambiguë » .....	85
Vos réactions (110) .....	85
LE DROIT: La ministre Beauchamp demande une trêve - Publié le lundi 23 avril 2012 à 23h45   Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 14h19	85
TaCEQ: Au nom de 65 000 étudiants.....	85
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Grèves étudiantes: Le patronat en faveur de la hausse des frais de	
scolarité - Publié le: lundi 23 avril 2012, 19H53   Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 20H06 / Première publication lundi 23 avril 2012 à	
22h58 .....	85
Afficher 5 de 29 commentaires (Montréal).....	86
LE DEVOIR: Les discussions sont lancées entre les étudiants et Line Beauchamp – Lundi 23 avril 2012, 16h50 .....	86
La position de la CLASSE .....	86
Condamner le vandalisme?.....	86
Vos réactions (132) .....	86
TVANOUVELLES: Grève des étudiants: Place à la discussion... à condition d'une trêve - Première publication lundi 23 avril 2012 à 16h33 -	
Mise à jour : lundi 23 avril 2012 à 18h52 .....	86
Ambiguë .....	87
LE DEVOIR: Grève étudiante - Un moratoire tout de suite, réclament des personnalités du monde culturel et politique: Les anciens ministres	
Jean Cournoyer et Robert Burns au nombre des signataires – Lundi 23 avril, 15h19.....	87
Vent de fraîcheur.....	87
Vos réactions (110) .....	88
LA PRESSE: Vers un étalement de la hausse? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h36   Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 23h13.....	88
Changement de ton .....	88
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève: De Léo à Éliane - Publié le: lundi 23 avril 2012, 22H59   Mise à jour: lundi 23 avril	
2012, 23H01.....	88
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: CSDM: Perturbations possibles dans les écoles secondaires - Publié le: lundi 23 avril 2012,	
22H10   Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 22H21.....	88
Montrer 1 commentaire (Montréal) .....	88
JOURNALDEQUÉBEC: Se serrer le ceinturon : Les manifestations et le nouvel horaire de travail forcent déjà la police à faire des choix -	
Publié le: lundi 23 avril 2012, 20H17   Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 23H53 .....	88
Appel au calme .....	89
Neutralité .....	89
200 heures chacun .....	89
Témoignages coûteux.....	89
Montrer 1 commentaire (Québec).....	89
LE SOLEIL: La ministre Beauchamp demande une trêve à la CLASSE - Publié le lundi 23 avril 2012 à 14h05.....	89
LA PRESSE: Vers un étalement de la hausse? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h36   Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 23h13.....	90
Changement de ton .....	90

LE SOLEIL: La CLASSE condamne la violence contre les individus mais pas le vandalisme - Publié le 23 avril 2012 à 13h16 .....	90
LAPRESSE.CA: Coûts des manifs étudiantes: Gérald Tremblay rencontrera Québec - Publié le lundi 23 avril 2012 à 12h07   Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 14h34.....	91
JOURNALEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève des étudiants: Sortie de crise discutée - Publié le: lundi 23 avril 2012, 11H49   Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 22H34 .....	91
Trêve de 48 heures .....	91
Désobéissance civile .....	92
Afficher 60 de 63 commentaires (Montréal).....	92
Afficher 37 commentaires (Québec) .....	92
JOURNALEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: La CLASSE attend une invitation : La ministre Line Beauchamp n'a plus de raisons d'exclure la Coalition des négociations - Publié le: lundi 23 avril 2012, 10H48 / Publié le: lundi 23 avril 2012, 11H24   Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 12H18.....	92
Un long congrès.....	92
Afficher 22 de 23 commentaires (Montréal – 10h48) .....	92
Afficher 3 commentaires (Montréal – 11h24).....	92
LE SOLEIL / LE NOUVELLISTE: Beauchamp rencontrera au moins la FEUQ et la FECQ / Rencontre entre les étudiants et la ministre aujourd'hui - Publié le lundi 23 avril 2012 à 09h16 / Publié le lundi 23 avril 2012 à 09h41 .....	92
Actes de violence.....	92
Abus policiers.....	93
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE condamne la violence délibérée dans les manifestations – Mise à jour le lundi 23 avril 2012 à 8 h 52 HAE .....	93
La FECQ force le jeu .....	93
Le temps presse, dit la FECQ.....	93
Les commentaires (261).....	94
LE DEVOIR: Des personnalités lancent un appel d'urgence – Lundi 23 avril 2012 .....	94
Vos réactions .....	94
LE DEVOIR: La CLASSE condamne la violence à demi-mot: La ministre Beauchamp n'a pas fait connaître sa réponse aux demandes des étudiants – Lundi 23 avril 2012.....	95
«Vendre l'éducation aux entreprises» .....	95
Vos réactions (70) .....	95



**TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité sur sept ans: Les jeunes libéraux soutiennent la «solution globale» - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 23h21**



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI

Les **jeunes libéraux** estiment que les étudiants devraient accepter «la **solution globale**» que le

gouvernement de **Jean Charest** a offerte vendredi, comprenant notamment **l'étalement de la hausse des droits de scolarité** sur sept ans plutôt que cinq.

«Avec l'offre actuelle du gouvernement, plus personne au Québec ne peut affirmer que la hausse des droits de scolarité menace l'accessibilité», a affirmé dimanche par communiqué **Kevin-Alexandre Lavoie**, président de la **Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec**, martelant que les étudiants qui «boycottent» leur cours doivent absolument considérer l'offre du premier ministre.

Pour les jeunes libéraux, la «solution globale», qui comprend le remboursement proportionnel

au revenu, la bonification de l'aide financière et la mise sur pied d'un conseil d'évaluation des universités, est «responsable et est garante de l'accessibilité aux études pour les prochaines générations».

Or, pour les représentants des trois fédérations étudiantes, cette offre ne comprend rien de nouveau et ne s'attaque pas au problème central, soit celui de l'augmentation des droits de scolarité. Ils ont toutefois spécifié que ce serait aux étudiants de juger de l'offre lors des assemblées. La Commission-Jeunesse regroupe les membres du PLQ âgés de 16 à 25 ans.

**TVANOUVELLES: Syndicats de l'extérieur du Québec: Coup de pouce financier aux étudiants - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 21h28**



Crédit photo : Archives Agence QMI

Par Giuseppe Valiante | Agence QMI

Le **mouvement étudiant québécois** reçoit plus qu'un appui moral de divers syndicats de l'extérieur du Québec; l'Agence QMI a appris qu'au moins deux sections locales du **Syndicat canadien de la fonction publique** (SCFP) de l'Ontario ont voté l'**envoi de 30 000\$** à l'**Association pour une solidarité syndicale étudiante** (ASSÉ).

Nancy MacBain, de la section locale du SCFP qui représente le personnel enseignant de l'Université McMaster, à Hamilton, a confirmé à l'Agence QMI que l'organisation avait récemment voté un appui de 10 000\$.

Le président du SCFP qui représente les travailleurs de l'éducation de l'Université de Toronto, Wayne Dealy, a pour sa part indiqué que sa section locale avait donné 20 000\$.

M. Dealy a souligné que cette somme avait été offerte en guise de geste de solidarité. Le syndicat a toujours fait preuve d'un grand engagement envers les étudiants de partout au pays, selon lui.

«Nous pensons que nous avons l'obligation morale d'aider», a-t-il spécifié. Appui financier du Québec

Le mouvement étudiant reçoit aussi un soutien financier et moral de la part de syndicats québécois.

Caroline Valiquette, de la **Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec**, a affirmé à l'Agence QMI avoir donné une «contribution financière» au mouvement étudiant, sans en préciser le montant.

Par ailleurs, la **Confédération des syndicats nationaux** (CSN) invite ses membres à porter le carré rouge, mardi prochain, à l'occasion de la fête des Travailleurs, et à tenir des piquets de grève symboliques sur l'heure du dîner, à l'extérieur des lieux de travail, pour démontrer leur appui aux étudiants en grève.

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Appui aux étudiants : Des syndicats de l'extérieur du Québec offrent de l'aide - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 20H05 | Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 20H22**



Photo Yves Charlebois / Agence QMI

*La Confédération des syndicats nationaux (CSN) invite ses membres à porter le carré rouge, mardi prochain, à l'occasion de la fête des Travailleurs.*

Giuseppe Valiante / Agence QMI

**MONTRÉAL** – Le **mouvement étudiant québécois** reçoit plus qu'un appui moral de divers syndicats de l'extérieur du Québec; l'Agence QMI a appris qu'au moins deux sections locales du **Syndicat canadien de la fonction publique** (SCFP) de l'Ontario ont voté l'**envoi de 30 000\$** à l'**Association pour une solidarité syndicale étudiante** (ASSÉ).

• M.Bédard

dien de la fonction publique (SCFP) de l'Ontario ont voté l'**envoi de 30 000 \$** à l'**Association pour une solidarité syndicale étudiante** (ASSÉ).

Nancy MacBain, de la section locale du SCFP qui représente le personnel enseignant de l'Université McMaster, à Hamilton, a confirmé à l'Agence QMI que l'organisation avait récemment voté un appui de 10 000 \$.

Le président du SCFP qui représente les travailleurs de l'éducation de l'Université de Toronto, Wayne Dealy, a pour sa part indiqué que sa section locale avait donné 20 000 \$.

M. Dealy a souligné que cette somme avait été offerte en guise de geste de solidarité. Le syndicat a toujours fait preuve d'un grand engagement envers les étudiants de partout au pays, selon lui. « Nous pensons que nous avons l'obligation morale d'aider », a-t-il spécifié.

**Appui financier du Québec**

Le mouvement étudiant reçoit aussi un soutien financier et moral de la part de syndicats québécois.

Caroline Valiquette, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, a affirmé à l'Agence QMI avoir donné une « contribution financière » au mouvement étudiant, sans en préciser le montant.

Par ailleurs, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) invite ses membres à porter le carré rouge, mardi prochain, à l'occasion de la fête des Travailleurs, et à tenir des piquets de grève symboliques sur l'heure du dîner, à l'extérieur des lieux de travail, pour démontrer leur appui aux étudiants en grève.

Mais de quel droit un syndicat peut prendre l'argent des travailleurs afin d'appuyer une

cause étudiante qui n'a rien en commun avec le travail.....

Baillarg

- Inviter et non obliger !!!
- [Jean Brochu](#) on commencera par me consulter avant de m'inviter à porter le carré rouge, ce qui n'est pas le cas et je suis syndiqué CSN

### Afficher 5 commentaires (Montréal)

- MartinRiopel  
" Le syndicat a toujours fait preuve d'un grand engagement envers les étudiants de partout au pays, selon lui. « Nous pensons que nous avons l'obligation morale d'aider », a-t-il spécifié."  
Obligation morale d'aider, ou déduction d'impôts ? Anyways, si j'étais Léo ou Martine, je me sentirais lésé de voir que mon association ne mérite pas une cenne alors que mon association ne fait pas de vandalisme, pendant que la classe qui commet les méfaits

(classe associée au black block) reçoit une aide financière de 30 000\$.

Je crois que pour me venger, j'irais à la table de négociation sans la classe. Ils ont les moyens, après tout, de continuer à faire la grève, non ?

- Sarcastique  
Bien raison Joseph Armand, je dois cesser de toujours parler de Gabriel, vivement un troisième porte-parole juste pour nous faire un nouveau nom à aimer :)
- Sarcastique  
So So solidarité !! À quand une statue de bronze pour Gabriel ?  
Voilà de la belle argent pour payer des autobus et visiter le Québec :)  
Pourquoi pas un télé thon ? Plusieurs artistes québécois pourraient sûrement nous

faire de formidables performances, Vigneault, Piché, Desjardins, etc.

JordanRud  
Le Gouvernement Charest reçoit un appui plus que moral de Power Corporation, des compagnies de Construction, des firmes d'ingénieries et j'en passe... On parle de centaines de milliers de dollars... C'est scandaleux de savoir que les étudiants ont reçu 30 000 \$ d'un syndicat... Quel scandale épouvantable !

myriam77  
DERNIÈRE NOUVELLE: JOLIETTE  
Le syndicat des profs du CEGEP de Joliette ont voté une aide aux jeunes de \$20,000.00, supposément à l'unanimité. Mais ce n'est pas tout les profs qui se sont présentés à cette réunion.

## LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: la CLASSE rejette les offres du gouvernement – Dimanche 29 avril 2012, 16h50



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir  
Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, les deux actuels porte-paroles de la CLASSE (photo d'archives)

La Presse canadienne

Les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté à l'unanimité les offres déposées par le gouvernement pour résoudre la crise liée à l'augmentation des droits de scolarité.

La CLASSE en a fait l'annonce sur son compte Twitter, aujourd'hui. Les délégués se sont prononcés dans le cadre d'un congrès à Québec.

Selon le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, les représentants d'associations étudiantes ont jugé les offres "insultantes".

"Les associations étudiantes n'ont pas été en grève pendant 11 semaines pour hériter d'une hausse des frais de scolarité supérieure", a expliqué M. Nadeau-Dubois.

La prochaine étape, selon l'étudiant, est le retour dans la rue pour poursuivre la mobilisation.

"C'est ce qui nous a fait obtenir une première table de négociations et c'est ce qui va nous faire gagner contre ce gouvernement-là."

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire ne se sont pas encore prononcées, mais leurs dirigeants respectifs ont affirmé qu'ils doutaient que leurs membres n'acceptent les offres.

La FEUQ pourrait révéler sa position dès lundi, tandis que la FECQ consultera ses membres au cours de la semaine prochaine.

Vendredi, le gouvernement a proposé d'étaler sur sept ans plutôt que cinq la hausse prévue. Il a aussi annoncé la bonification du régime de prêts. Il tentait ainsi de mettre un terme à la contestation étudiante, qui entre dans sa onzième semaine.

Une manifestation devait se dérouler dans les rues de Québec cet après-midi. Les manifestants se sont rassemblés au parc St-Roch et se sont rendus devant l'Assemblée nationale. En soirée, une sixième marche en autant de soirs à Montréal était annoncée sur une page Facebook sous le titre de "Torpinouche de grosse manif Dimanche Soir round VI". En milieu d'après-midi, déjà plus de 1700 personnes avaient signifié leur intention d'y participer.

Les organisateurs souhaitent n'exclure personne de leur manifestation, écrivant que "(celle-ci) est ouverte à tout le monde et ce sans discriminations envers les tactiques de chacun-e".

Par ailleurs, la CLASSE pourrait se doter d'un troisième porte-parole auprès des médias, un candidat ayant fait part de sa volonté de se joindre à Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds.

Le vote se tiendra probablement en début de soirée.

M. Nadeau-Dubois a assuré qu'il ne s'agissait pas d'une contestation à son endroit, même si des membres de la CLASSE auraient déploré sa façon de faire.

La semaine dernière, le ministre de l'Éducation Line Beauchamp et le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil s'en sont pris directement à Gabriel Nadeau-Dubois. Ils lui ont reproché son incapacité à lancer un appel au calme ou à condamner la violence de façon claire.

Pour le principal intéressé, il s'agit là d'une stratégie libérale plutôt douteuse. "Je trouve ça assez bas, pour un gouvernement, que de s'attaquer comme ça à l'individu pour masquer, en fait, son manque de sens des responsabilités."

M. Nadeau-Dubois a ajouté que sa crédibilité n'est pas remise en question au sein de la CLASSE, les délégués ayant même refusé de tenir un vote de confiance à son endroit.

Il croit que les attaques dirigées vers lui visent plutôt l'ensemble de la CLASSE et des idées qu'elle défend.

"On dérange, nos idées bousculent certaines certitudes. C'est peut-être parce qu'on vient faire tache d'huile sur la paysage politique et médiatique, et je pense que ça, c'est tout à notre honneur."

## RADIO-CANADA / POLITIQUE: Le PLQ déplace son conseil général en raison des manifestations étudiantes – Mise à jour le dimanche 29 avril 2012 à 16 h 39 HAE



© PC/Jacques Boissinot  
Le premier ministre du Québec, Jean Charest  
Le Parti libéral du Québec (PLQ) tiendra son conseil général à Victoriaville plutôt qu'à Mon-

tréal, la fin de semaine prochaine, en raison des manifestations étudiantes contre la hausse des droits de scolarité.

Le PLQ explique dans un communiqué que cette décision a été prise à la suite de récentes manifestations et après avoir consulté le Centre Mont-Royal, un centre de conférence au centre-ville de Montréal, où devait se dérouler l'événement.

La rencontre se déroulera donc à l'hôtel Le Victoria, à Victoriaville, les 4, 5 et 6 mai prochains.

Des [manifestations nocturnes](#) rassemblant des milliers de personnes ont lieu tous les soirs à Montréal depuis la [suspension des négociations](#) entre les étudiants et le gouvernement du Qué-

bec. De plus petites manifestations ont aussi lieu le jour à divers endroits dans la ville.

Lors de leur conseil national, les membres du Parti libéral doivent notamment mener à terme les travaux du congrès d'octobre 2011, afin de doter le PLQ d'un nouveau programme politique. Le premier ministre Jean Charest, à la tête du gouvernement du Québec, est aussi chef du Parti libéral du Québec.

Des étudiants en grève ont déjà annoncé qu'ils manifesteront en marge du conseil général.

« Des autobus sont réservés pour aller au conseil général du PLQ! Et si Charest le déplace dans le Grand Nord, la CLASSE sera présente », a annoncé la Coalition large de l'Association pour une

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Québec solidaire : Une plate-forme électorale - Publié le dimanche 29 avril 2012, 15H50 | Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 18H35**



Joël Lemay / Agence QMI

Amir Khadir et Françoise David.

Jean-François Villeneuve / Agence QMI

**MONTRÉAL – Les membres de Québec solidaire (QS) se disent prêts pour des élections ce printemps et espèrent doubler leur nombre de députés à l'Assemblée nationale.**

Seul député à Québec, Amir Khadir « attend avec impatience » sur la colline l'arrivée de sa collègue Françoise David, candidate dans Gouin et co-porte-parole du parti.

Les membres de Québec solidaire croient que la présence d'Amir Khadir à l'Assemblée nationale, reconnu comme pugnace envers le gouvernement libéral au pouvoir, a éveillé l'intérêt de la population.

Pour une première fois, des candidats de QS brigueront le siège dans les 125 circonscriptions du Québec.

**Une plateforme à gauche**

«Québec solidaire est vraiment un parti engagé pour une justice sociale», a déclaré Amir Khadir en entrevue à LCN.

C'est que la plateforme de Québec solidaire, adoptée durant le huitième congrès de l'organisation politique qui s'est tenu à Montréal ce

week-end, est à l'image de ses dirigeants, soit plutôt ambitieuse.

En plus de la gratuité scolaire pour les étudiants universitaires, réclamée sans nuance depuis le début de la grève étudiante, le parti prône un revenu minimum garanti, un régime universel et public de retraite, ainsi qu'une meilleure justice sociale.

«Nous avons su démontrer qu'il existait des manières de financer nos services publics sans piger continuellement dans la poche des citoyens et citoyennes de la classe moyenne», a affirmé Mme David.

Les membres de QS ont donc voté «des mesures pour aller chercher des revenus à l'État qui sont légitimes», a expliqué Amir Khadir.

Une forme de «justice fiscale» qui permettrait d'aller « chercher au-dessus d'un million de dollars » avec deux mesures bien concrètes.

La première «touche les particuliers à très hauts revenus et la deuxième touche les entreprises financières, dont les banques et les grandes fiducies».

La souveraineté du Québec fera aussi partie du programme électoral de QS.

**Printemps québécois**

Gonflées à bloc, les deux têtes d'affiche de Québec solidaire veulent littéralement transformer la politique québécoise, un système qu'ils jugent « infect », pour paraphraser une déclaration de René Lévesque, en 1972.

Ils brandissent du même coup le terme du «printemps québécois, printemps érable», utilisé par les étudiants en grève depuis plus de 70 jours, en référence aux chamboulements sociaux et politiques qui ont ébranlé le monde arabe depuis plus d'un an.

**Afficher 4 commentaires (Québec)**

- Buddha le temps nous a démontré que l'états ne doit pas trop intervenir dans l'économie (URSS, Allemagne de l'est, République tcheque, Ukraine et Corée du Nord).en sont

des exemples flagrants. Le QS croit qu'il feront mieux, foutaise!!!!!!!

Slam256

Si le Québec veut définitivement faire faillite, élisez le parti QS. Le PQ est de l'extrême droite en comparaison avec eux.

Mercedes1642

2 idiots on devrait les faire interner

Gabriel Jolicoeur

Eh bin ça me persuade de pas voter pour eux ça...

**Afficher 8 commentaires (Montréal)**

• Sarcaustique

Ou de la luzerne je pense !

• Tom

Avez-vous vu?Ils ne se prend plus la main.LOL

• Sarcaustique

Ah tiens donc, on a changé la photo :) J'aimais bien l'autre moi !

• francoisv

Eux autres, il veulent plafonner le salaire des riches.

Mais que proposent-ils pour ceux qui sont sur le bs depuis des années?

En plus Khadir, ils s'en prends a un petit commerçants qui osent vendre des chaussures venant d'israel.

Complètement stupide.  
Bon moment présent.

• ayoye1

Ah eux autres , j aimerais bien ca , mais on va mangé du foin pendant 10 ans.

• Sarcaustique

Bien vrai Bardou, ils sont sympas tout de même ces gens de QS, j'aime bien capitaine solidarité ;)

Je note qu'ils paraissent très bien tous les deux sur la photo, vraiment photogéniques.

• Guest

tout le monde a le droit de rever?????

• Sarcaustique

Je suis outré !

**TVANOUVELLES: Le négociateur est un ancien contributeur du PLQ: Les étudiants évoquent un «problème éthique» - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 14h29**



Crédit photo : Archives Agence QMI

Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-paroles de la CLASSE

Par Taïeb Moalla | Agence QMI

Les représentants des trois plus importantes fédérations étudiantes qualifient de «problème éthique» le fait que le négociateur en chef du gouvernement à la table de discussions, Pierre Pilote, ait été un contributeur régulier du Parti libéral du Québec (PLQ) au cours des dernières années.

Entre 2001 et 2008, M. Pilote a garni les caisses du PLQ à hauteur de 11 130\$. En 2004 et en 2005, ses dons étaient respectivement de 2500\$

et de 2850\$, très proches de la limite de l'époque de 3000\$.

Réputé pour son côté affable et courtois, c'est lui qui a négocié, en 2010, le renouvellement des conventions collectives avec les 475 000 syndiqués de la fonction publique. En début de semaine, il représentait le gouvernement pendant la petite quarantaine d'heures qu'ont duré les discussions avec les représentants des étudiants en grève.

**Mauvaise foi**

«Ce que vous m'apprenez est un élément de plus qui montre que le gouvernement négociait de mauvaise foi, s'est scandalisé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). A posteriori, ça explique en partie l'échec de cette négociation.»

M. Nadeau-Dubois n'exclut pas de demander à Québec de changer de négociateur s'il devait un jour y avoir de nouvelles séances de pourparlers. «Disons qu'une personne aussi partisane n'est pas très axée sur le compromis. Ce n'est pas le meilleur interlocuteur», croit-il.

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la présidente Martine Desjardins décèle «un problème éthique» dans cette nomination. «Ça ne me surprend pas que le gouvernement

l'ait nommé, a-t-elle affirmé. Est-ce éthique? Non. Est-ce la bonne personne pour gérer le dossier? Probablement pas.»

Affirmant que «la confiance est définitivement brisée», Mme Desjardins s'est dite «pas certaine qu'on pourra se rasseoir avec M. Pilote».

**Nuances**

Un peu plus nuancé, Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a d'abord soutenu qu'il était plutôt «normal» que le gouvernement nomme un négociateur qui défende ses positions. Cela dit, le leader étudiant a précisé que «c'est quand même un peu décevant de voir que les libéraux ne choisissent que leurs amis proches pour les représenter. M. Pilote n'avait pas le mandat de parler. Ce serait plus fructueux d'avoir des gens moins partisans autour de la table».

À Québec, Hélène Sauvageau, porte-parole de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a balayé l'argumentaire étudiant du revers de la main. «Pierre Pilote, c'est le même homme qui a négocié une entente historique avec les syndicats de la fonction publique sans que personne ne parle de problème éthique», a-t-elle lancé.

D'autre part, Mme Sauvageau a insisté pour dire que M. Pilote «est un négociateur, pas un médiateur. Il représente le gouvernement du Québec

comme les dirigeants de la FEUQ représentent les gens de la FEUQ.»

**LE SOLEIL / LA TRIBUNE: Les libéraux se réuniront à Victo plutôt qu'à Montréal - Publié le dimanche 29 avril 2012 à 13h38 | Mis à jour le dimanche 29 avril 2012 à 17h30 / Publié le dimanche 29 avril 2012 à 19h20**



Photo David Boily, archives La Presse  
*Les arrestations d'étudiants sont pratiquement quotidiennes à Montréal depuis quelques jours.*

La Presse Canadienne, Montréal

Craignant sans doute que des manifestants perturbent ses activités, le Parti libéral du Québec a décidé de transférer le lieu de son prochain conseil général de Montréal à Victoriaville.

Le PLQ a fait part de cette décision par l'entremise d'un communiqué, dimanche matin.

Le conseil général du PLQ se déroulera, comme prévu, les 4, 5 et 6 mai, mais il se réunira, non plus au centre Mont-Royal, situé au centre-ville de Montréal, mais au Centre des congrès de Victoriaville.

Les libéraux ont reconnu qu'ils ont pris cette décision à la suite des récentes manifestations des étudiants protestant contre la hausse des droits de scolarité. Ils disent avoir pris la décision de déplacer le conseil à la suite de consultations avec la direction du centre Mont-Royal, qui craignait sans doute de possibles débordements et des heurts entre policiers et manifestants autour de l'immeuble.

Sur les ondes de RDI, le maire de Victoriaville, Alain Rayes, a dit avoir commencé à entendre des rumeurs au sujet du déplacement du conseil général du PLQ dès vendredi. Il a indiqué avoir eu vent qu'un grand nombre de chambres commençaient à faire l'objet de réservations dans les environs.

M. Rayes a dit avoir appris la nouvelle du transfert du conseil général quand les médias ont commencé à la rapporter, dimanche. Il a dit avoir pris contact avec la Sûreté du Québec pour que tout se déroule bien. «Manifester est un droit mais le faire de façon pacifique est la meilleure solution», a-t-il souligné.

**Les étudiants s'organisent**

Du côté des étudiants, les réactions ne se sont pas fait attendre. Déjà une page Facebook a été créée pour mobiliser en vue d'aller manifester à Victoriaville.

En point de presse à la suite du congrès de Québec solidaire, la porte-parole du parti, Françoise David n'a pu s'empêcher d'ironiser. «Victoriaville n'est pas très loin de Montréal. Si Jean Charest pensait échapper aux manifestants, il se trompe. S'il l'avait vraiment voulu, il aurait pu aller au Nord. Ce n'est pas très sérieux», a-t-elle blagué en réponse aux journalistes.

Le PLQ compte profiter du conseil pour se doter d'un nouveau programme politique.

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit étudiant : Le PLQ déplace son Conseil général - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 11H48 | Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 20H50**



*De nombreux étudiants ont pris part à une manifestation contre la hausse des frais de scolarité, à Montréal, le jeudi 26 avril 2012 en soirée.*

Agence QMI

**MONTREAL – Pour éviter les manifestants étudiants, le Parti libéral du Québec a décidé de tenir son prochain Conseil général à Victoriaville plutôt qu'à Montréal, la fin de semaine prochaine.**

«Suite aux récentes manifestations, et après consultation avec le Centre Mont-Royal, la direction du PLQ a pris la décision de déplacer l'événement», a affirmé dimanche le PLQ par communiqué.

Des manifestations avaient été prévues à Montréal pour contester le gouvernement Charest, en marge de cette réunion qui a lieu du 4 au 6 mai.

Le Conseil général du PLQ aura donc lieu à l'hôtel Le Victorin de Victoriaville qui est doté de salles pour accueillir un tel événement.

C'est Jean Charest lui-même qui a pris la décision, connaissant les lieux pour avoir tenu son caucus des députés en février dernier à cet hôtel, selon ce qu'a appris l'Agence QMI.

Pour l'événement, les libéraux ont loué les 150 chambres de l'hôtel et 150 autres dans des établissements de la région. Une centaine de membres du personnel hôtelier du Victorin seront mobilisés pendant les trois jours du congrès.

La direction du Victorin a dû déplacer un groupe vers un autre complexe hôtelier pour accommoder les militants libéraux. Le Victorin avait accueilli, il y a deux semaines, le congrès de fondation de la Coalition Avenir Québec.

Le maire de Victoriaville, Alain Rayes, a déclaré qu'il avait une certaine inquiétude au départ en raison de la présence possible de manifestants étudiants. Les derniers jours l'ont rassuré, car les manifestations ont été plus pacifiques. Il s'attend à ce que ça se déroule dans le calme. «Nous, à la Ville, nous allons travailler ensemble avec la Sûreté du Québec pour la sécurité », a-t-il dit, soulignant que ce congrès est « économiquement intéressant ».

À noter qu'à Victoriaville, les étudiants du cégep se sont prononcés dès le départ contre la grève étudiante.

**Les étudiants se déplaceront**

Rejointes dimanche, les trois principales associations étudiantes ont mentionné qu'elles seront présentes à Victoriaville. Des autobus seront mobilisés pour y amener les protestataires. La plus grosse manifestation aura lieu samedi prochain avec des vigiles vendredi et dimanche.

«Malheureusement pour eux, que ce soit aux Îles de la Madeleine, en Abitibi ou à Victoriaville, les étudiants vont être présents pour manifester et montrer leur mécontentement», a réagi le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a réagi de façon ironique quant au transfert du Conseil général du PLQ. «Et si Charest le déplace dans le Grand Nord, la CLASSE sera présente», a affirmé la CLASSE sur son compte Twitter.

La porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a pour sa part tourné en ridicule le fait que le PLQ tente de se soustraire à la colère des étudiants en déplaçant le lieu de sa rencontre.

«Je trouve ça rigolo, a dit Mme David, en marge du congrès de Québec solidaire, dimanche. Si M. Charest avait voulu échapper aux manifs, il aurait pu aller à Sagard [le domaine de la famille Desmarais dans Charlevoix]».

Les libéraux réunis durant ce Conseil débattront de résolutions à caractère politique et régional, tout en terminant le travail du Congrès des membres d'octobre 2011, afin de doter le parti d'un nouveau programme politique.

[Afficher 11 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 71 commentaires \(Montréal\)](#)



Photo Le Soleil, Yan Doublet  
Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Tommy Chouinard, La Presse

Les délégués de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté à l'unanimité, dimanche, l'offre du gouvernement Charest.

Réunis en congrès à Québec, les représentants des 43 associations membres de la CLASSE ont tous voté, à main levée, contre la «solution globale» de Québec rendue publique vendredi. Le premier ministre Jean Charest a décidé d'étaier sur sept ans au lieu de cinq la hausse des droits de scolarité de 1625\$. Comme les droits sont indexés à compter de la sixième année, l'augmentation totale s'élève à 1778\$. Il a aussi bonifié le régime de prêts et bourses. «C'est une offre qui n'a calmé personne, et notre congrès le confirme. On appelle à la poursuite de la grève et de la mobilisation», a lancé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Selon lui, cette offre «sent la stratégie préélectorale à plein nez». «Le gouvernement savait qu'elle n'allait pas être acceptée», a-t-il dit. La CLASSE n'entend pas faire une contre-offre. «C'est au gouvernement de reprendre les négociations avec toutes les associations. C'est sa

responsabilité de trouver une solution à la crise en ouvrant un dialogue», a plaidé Gabriel Nadeau-Dubois. Le porte-parole nie être contesté. Samedi, l'idée de le contraindre à un vote de confiance a été battue; seulement deux associations sur 43 ont appuyé la proposition. «J'ai la confiance du congrès», a-t-il insisté. Le vote qui doit avoir lieu aujourd'hui porte sur l'ajout d'un troisième porte-parole. «Ce n'est pas un désaveu ou une tentative de putsch», a-t-il dit. Il a ajouté que bien des membres du groupe Facebook qui exige sa démission sont dans les faits contre la grève.

**TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Le congrès du PLQ déplacé à Victoriaville - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 11h38 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 19h22**



Crédit photo : Agence QMI  
Jean Charest

TVA Nouvelles et Agence QMI

Pour éviter les **manifestants étudiants**, le **Parti libéral du Québec** a décidé de tenir son prochain **Conseil général à Victoriaville** plutôt qu'à **Montréal**, la fin de semaine prochaine.

«Suite aux récentes manifestations, et après consultation avec le Centre Mont-Royal, la direction du PLQ a pris la décision de déplacer l'événement», a affirmé dimanche le PLQ par communiqué.

Des manifestations avaient été prévues à Montréal pour contester le gouvernement Charest, en marge de cette réunion qui a lieu du 4 au 6 mai. Le Conseil général du PLQ aura donc lieu à l'hôtel Le Victorin de Victoriaville qui est doté de salles pour accueillir un tel événement.

C'est **Jean Charest** lui-même qui a pris la décision, connaissant les lieux pour avoir tenu son caucus des députés en février dernier à cet hôtel, selon ce qu'a appris l'Agence QMI. Pour l'événement, les libéraux ont loué les 150 chambres de l'hôtel et 150 autres dans des établissements de la région. Une centaine de membres du personnel hôtelier du Victorin seront mobilisés pendant les trois jours du congrès. La direction du Victorin a dû déplacer un groupe vers un autre complexe hôtelier pour accommoder les militants libéraux. Le Victorin avait accueilli, il y a deux semaines, le congrès de fondation de la **Coalition Avenir Québec**.

Le maire de Victoriaville, **Alain Rayes**, a déclaré qu'il avait une certaine inquiétude au départ en raison de la présence possible de manifestants étudiants. Les derniers jours l'ont rassuré, car les manifestations ont été plus pacifiques. Il s'attend à ce que ça se déroule dans le calme.

Nous, à la Ville, nous allons travailler ensemble avec la **Sûreté du Québec** pour la sécurité». Le maire souligne que ce congrès est «économiquement intéressant».

À noter qu'à Victoriaville, les étudiants du cégep se sont prononcés dès le départ contre la grève étudiante.

**Les étudiants se déplaceront**

Rejointes dimanche, les trois principales associations étudiantes ont mentionné qu'elles seront

présentes à Victoriaville. Des autobus seront mobilisés pour y amener les protestataires. La plus grosse manifestation aura lieu samedi prochain avec des vigiles vendredi et dimanche.

«Malheureusement pour eux, que ce soit aux Îles de la Madeleine, en Abitibi ou à Victoriaville, les étudiants vont être présents pour manifester et montrer leur mécontentement», a réagi le président de la **Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)**, **Léo Bureau-Blouin**.

La porte-parole de **Québec solidaire**, **Françoise David**, a tourné en ridicule le fait que le PLQ tente de se soustraire à la colère des étudiants en déplaçant le lieu de sa rencontre.

«Je trouve ça rigolo, a dit Mme David, en marge du congrès de Québec solidaire, dimanche. Si M. Charest avait voulu échapper aux manif, il aurait pu aller à Sagard [le domaine de la famille Desmarais dans Charlevoix]».

La **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)** a aussi réagi de façon ironique du transfert du Conseil général du PLQ. «Et si Charest le déplace dans le Grand Nord, la CLASSE sera présente», a affirmé la CLASSE sur son compte Twitter.

Les libéraux réunis durant ce Conseil débattront de résolutions à caractère politique et régional, tout en terminant le travail du Congrès des membres d'octobre 2011, afin de doter le parti d'un nouveau programme politique.

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: CLASSE: Offre rejetée - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 11H32 | Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 13H52**



Photo JOËL LEMAY/AGENCE QMI

AGENCE QMI

**La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté à l'unanimité l'offre du gouvernement Charest, dimanche, lors de son congrès à huis clos à l'Université Laval, à Québec.**

L'attaché de presse de la CLASSE, Renaud Poirier St-Pierre, a confirmé l'information publiée sur le compte Twitter de l'association peu après 11 h. «Je pense que ça envoie un message clair, ça va stimuler le mouvement», a commenté Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE, en rappelant les manifestations très suivies de ces derniers jours dans les rues de Montréal.

«Le mouvement est loin de s'essouffler et va se consolider et se dynamiser, a-t-il affirmé dimanche. Le gouvernement Charest va avoir un sérieux problème à régler dans la prochaine semaine.»

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) avait annoncé dès samedi qu'elle rejetait l'offre du gouvernement libéral.

Les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) avaient de leur côté indiqué peu de temps après l'annonce du premier ministre que la tendance générale est également au refus de l'offre.

Vendredi, le gouvernement de Jean Charest avait notamment proposé d'étaler sur sept ans la hausse des droits de scolarité. L'augmentation réelle serait ainsi de 1778 \$ (+82 %), soit 254 \$ par année, 177 \$ en tenant compte du crédit d'impôt.

Le gouvernement avait également proposé d'améliorer l'accessibilité aux bourses étudiantes, en débloquant une somme de 39 millions \$, de boni-

fier les prêts étudiants et d'instaurer un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Après 12 semaines de protestation, plus de 160 associations et plus de 180 000 étudiants sont toujours en grève générale illimitée.

[Afficher 1-80 de 92 commentaires \(Montréal\)](#)  
[Afficher 17 commentaires \(Québec\)](#)

**TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité: La CLASSE rejette l'offre de Charest - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 11h16 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 14h55**

Agence QMI

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté à l'unanimité l'offre du gouvernement Charest, dimanche, lors de son congrès à huis clos à l'Université Laval, à Québec.

L'attaché de presse de la CLASSE, Renaud Poirier-St-Pierre, a confirmé l'information publiée sur le compte Twitter de l'association peu après 11 h.

«Je pense que ça envoie un message clair, ça va stimuler le mouvement», a commenté Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE, en rappelant les manifestations très suivies de ces derniers jours dans les rues de Montréal.

«Le mouvement est loin de s'essouffler et va se consolider et se dynamiser, a-t-il affirmé di-

manche. Le gouvernement Charest va avoir un sérieux problème à régler dans la prochaine semaine.»

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) avait annoncé dès samedi qu'elle [rejetait l'offre du gouvernement libéral](#).

«Le gouvernement Charest va avoir un sérieux problème à régler dans la prochaine semaine.»

Les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) avaient de leur côté indiqué peu de temps après l'annonce du premier ministre que la tendance générale est également au refus de l'offre.

Vendredi, le gouvernement de Jean Charest avait notamment proposé d'étaler sur sept ans la

hausse des droits de scolarité. L'augmentation réelle serait ainsi de 1778\$ (+82%), soit 254\$ par année, 177\$ en tenant compte du crédit d'impôt.

Le gouvernement avait également proposé d'améliorer l'accessibilité aux bourses étudiantes, en débloquant une somme de 39 millions \$, de bonifier les prêts étudiants et d'instaurer un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Après 12 semaines de protestation, plus de 160 associations et plus de 180 000 étudiants sont toujours en grève générale illimitée.

**TVANOUVELLES: Le mouvement étudiant persiste: Plaintes déposées à la Ligue des droits et libertés - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 10h34**

D'autres manifestations étudiantes se déroulent dimanche.

À Québec, une manifestation bruyante, intitulée «Québec réveille!», est prévue pour midi et le départ se fera à partir du Jardin Saint-Roch.

À Montréal, une première manifestation commencera au carré Saint-Louis vers 13h. La marche veut dénoncer «l'oligarchie financière.»

Puis, un spectacle contre la hausse des frais de scolarité, «Le Sacre du printemps érable», aura

lieu dimanche soir à l'église Saint-Jean-Baptiste sur la rue Rachel Est.

Il n'est pas impossible qu'une autre manifestation spontanée soit organisée grâce aux médias sociaux.

Depuis l'échec des négociations de la semaine dernière avec le gouvernement, des manifestants répondent, soir après soir, à des invitations lancées sur une page Facebook.

**Plaintes à la Ligue des droits**

[Des étudiants arrêtés lors d'une manifestation à Québec](#) vendredi ont porté plainte à la Ligue des droits et libertés. Ils contestent les arrestations et les constats d'infraction, de plus de 400\$.

Des étudiants de Montréal et du cégep de Limoilou songent également à entamer des procédures.

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Leadership : Nadeau-Dubois contesté? - Publié le: dimanche 29 avril 2012, 8H31 | Mise à jour: dimanche 29 avril 2012, 9H59**



Photo JEAN-FRANCOIS DESGAGNES/JOURNAL DE QUEBEC/AGENCE QMI  
 Gabriel Nadeau-Dubois  
 AGENCE QMI

**Les délégués de la CLASSE poursuivent leur deuxième journée de congrès, dimanche, dans le but de discuter de la proposition de Jean Charest et de Line Beauchamp.**

De plus, les délégués pourraient choisir un nouveau porte-parole, puisqu'il y a maintenant une nouvelle candidature.

Des rumeurs laissaient entendre que Gabriel Nadeau-Dubois serait remplacé comme porte-parole, ce qu'il a vivement nié lors d'une entrevue à TVA Nouvelles, en matinée.

«C'est une nouvelle candidature. Cette personne veut se joindre à Jeanne Reynolds et moi. C'est une troisième voix qui s'ajoute à notre équipe. Il n'y a aucun vote pour me destituer.» En fait, samedi, les membres ont refusé de faire un vote de confiance à son égard.

Il rappelle qu'il n'est pas le leader de la CLASSE, mais simplement un porte-parole. «Je ne siège pas sur le comité de négociation de la CLASSE», explique-t-il, ajoutant que de changer de porte-

parole, «ne change pas le message de la CLASSE.»

Toutefois, sur une page Facebook, intitulée Démission de Gabriel Nadeau-Dubois, quelque 7000 personnes demandent le remplacement de M. Nadeau-Dubois à titre de porte-parole.

Plusieurs lui reprochent son incapacité à lancer un appel au calme ou à condamner la violence de façon claire.

Gabriel Nadeau-Dubois n'est pas ébranlé par cette page, ajoutant que «lorsqu'on regarde attentivement, ce sont des gens en défaveur de la grève. Ma légitimité, je ne la prends pas sur Facebook, je la prends au congrès.»

[Afficher 1-80 de 143 commentaires \(Montréal\)](#)  
[Afficher 9 commentaires \(Québec\)](#)

- monaco001  
Ce Monsieur Nadeau-Dubois conteste M.Charest et bien quand on conteste quel-qu'un une journée on est contesté. Ça n'enlève pas les qualités aux deux hommes.
- lawry222  
Selon un scoop de l'agence ZZI, Jean Charest aurait engagé 3 étudiants pour contester le manque de leadership de GND. Simple t'il que le poste de porte parole de la CLASSE l'intéresserait après les prochaines élections, De plus il prépare déjà un répertoire de bonnes blagues pour son futur poste ce qui lui permettrait d'avoir un taux de satisfaction de plus de 100%
- Baillarj  
Ouf, tout un commentaire!!! J'aimerais te voir défendre ta position avec autant de conviction et d'éloquence que ce jeune qui, à 21 ans, dérange tellement notre premier ministre qu'il doit essayer de l'éloigner au lieu

de discuter avec. Si tu t'exprimes aussi bien que tu écris, tu es loin de faire courir les médias.

Les trois jeunes qui font la une des médias seront sûrement des leaders de leur génération et nous les reverrons dans l'actualité dans les prochaines années; je l'espère.

lol lol

Je vois pas les choses comme ça...  
 Student77195

Enfin je me croyait seul à défendre le jeune homme, très bon commentaires Dji....

Dans le fond d'ajouter un porte-parole enlève de l'argument à M.Charests et [Mme.Ia](#) ministre Beauchamp car la sans cible ils seront complètement désarmés.

On improvise un autre prétexte Monsieur-Dames!!!!

Moi aussi ces jeunes comme GND m'inspire et me démontre que vous n'êtes pas des citoyens de deuxième ordre comme M.le premier ministre et Mme. la ministre vous considèrent....

Dji

Pauvre journal, il ne s'est plus quel moyen prendre pour essayer de décréditer GND. Il fait un si bon travail que tout les moyens propagandiste sont bon pour le dénigrer, ce n'est sûrement pas des partisans de la cause estudiantine qui est derrière cette page "fakebook"! GMD incarne l'espoir que j'avais perdu en la jeunesse enfin un porte parole articulé ...je le veux comme premier ministre, ses valeurs sont celles du peuple. Bravo et go étudiants go!

Blairwitch

Pas assez chef et leader pour démissionner! C'est un opportuniste!

go go go [Réduire](#)



Y en a d'autres qui veulent se faire du capital politique, visuel, syndicaliste etc, tasses-toi GND ya d'autres requins affamés qui veulent ta place. Ce n'est pas un porte-parole qui faut, c'est un chef avec des pouvoirs et qui va

ssumer ce qui se fait, mais ça, Y A PERSONNE D'ASSEZ GRAND POUR LE DEVENIR! On se cache tous derrière le porte parole et on crie fort sans s'engager.  
Gilles Laplante

On dirait que les étudiants commencent à ouvrir les yeux et à se rendre compte qu'ils se font manipuler.

## **TVANOUVELLES: Depuis le début du conflit étudiant: Plus de 1 200 arrestations - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 08h16**



Crédit photo : Agence QMI

Journal de Montréal

Les nombreuses manifestations étudiantes depuis le début du conflit se sont soldées par plus de 1 200 arrestations au Québec.

Selon des chiffres compilés par le Journal de Montréal, 1 201 personnes ont été appréhendées par les policiers entre le 7 mars et le 27 avril.

Une situation jugée « abusive » et « inacceptable » par les associations étudiantes.

## **TVANOUVELLES: Gabriel Nadeau-Dubois au congrès de la CLASSE: «Il n'y a aucun vote pour me destituer»- Première publication dimanche 29 avril 2012 à 08h08 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 09h24**

TVA Nouvelles

Les délégués de la CLASSE poursuivent leur deuxième journée de congrès, dimanche, dans le but de discuter de la proposition de Jean Charest et de Line Beachamp.

De plus, les délégués pourraient choisir un nouveau porte-parole, puisqu'il y a maintenant une nouvelle candidature.

Des rumeurs laissaient entendre que Gabriel Nadeau-Dubois serait remplacé comme porte-parole, ce qu'il a vivement nié lors d'une entrevue à TVA Nouvelles. « C'est une nouvelle candi-

date. Cette personne veut se joindre à Jeanne Reynolds et moi. C'est une troisième voix qui s'ajoute à notre équipe. Il n'y a aucun vote pour me destituer. » En fait, samedi, les membres ont refusé de faire vote de confiance à son égard. Il rappelle qu'il n'est pas le leader de la CLASSE, mais simplement un porte-parole. « Je ne siège pas sur le comité de négociation de la CLASSE », explique-t-il, ajoutant que de changer de porte-parole, « ne change pas le message de la CLASSE. »

Toutefois, sur une page Facebook, intitulée Démission de Gabriel Nadeau-Dubois, quelque 7000 personnes demandent le remplacement de M. Nadeau-Dubois à titre de porte-parole.

Plusieurs lui reprochent son incapacité à lancer un appel au calme ou à condamner la violence de façon claire.

Gabriel Nadeau-Dubois n'est pas ébranlé par cette page, ajoutant que « lorsqu'on regarde attentivement, ce sont des gens en défaveur de la grève. Ma légitimité, je ne la prends pas sur Facebook, je le prends au congrès. »

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : l'offre de Québec à l'étude - Mise à jour le dimanche 29 avril 2012 à 7 h 13 HAE**



Manifestation contre l'offre du gouvernement Charest, vendredi soir à Montréal

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne

Les associations étudiantes collégiale et universitaire soumettent à leurs membres l'offre du gouvernement du Québec, qui propose notamment d'établir la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur sept ans plutôt que cinq.

Les leaders des trois principaux regroupements d'étudiants s'attendent toutefois à ce que l'offre soit rejetée par les étudiants.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, affirme que les premières associations contactées vendredi sont contre les propositions du gouvernement. Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, croit lui aussi que ses membres « s'enlignent » vers un refus.

« Dans le combat qui nous occupe ça ne répond pas aux préoccupations. Pour arrêter le mouvement de grève, le premier ministre doit accepter de parler des droits de scolarité », affirme Léo Bureau-Blouin.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), elle, est présentement en congrès à l'Université Laval, à Québec. Son porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a indiqué qu'environ 22 000 étudiants avaient déjà refusé les offres du gouvernement.

« Ce n'est pas une offre qui répond aux demandes des associations étudiantes qui sont en grève et la tendance, si on peut parler en ces termes là, on se dirige vers un rejet massif de cette offre là, tant du côté de la Classe que des autres fédérations étudiantes. », a-t-il fait valoir.

Le quatrième regroupement étudiant du Québec, la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ), rejette quant à lui « catégoriquement » la proposition du gouvernement. « Les étudiants n'ont pas fait autant de sacrifices pour un simple étalement de la hausse. L'annonce d'une indexation additionnelle ajoute l'insulte à l'injure sur la question de la hausse des frais de scolarité », a dit par voie de communiqué le secrétaire général de la TaCEQ, Paul-Émile Auger. Selon lui, la position du premier ministre « ne peut qu'aggraver les tensions ».

### **Manifestation pacifique**

Vendredi soir, des milliers d'étudiants ont manifesté contre l'offre du gouvernement à Montréal sous le thème « C'est pas une offre, c'est une insulte! ». Des centaines d'étudiants se sont aussi rassemblés devant l'Assemblée nationale, à Québec, et dans les rues de Gatineau.

La nouvelle proposition du gouvernement Charest pour les étudiants prévoit une hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que sur cinq ans. La hausse sur cinq ans tenait compte d'un taux d'inflation de 2 % et se situait donc au total à 1625 \$, à raison de 325 \$ par année. Le nouveau calcul, s'établissant sur 7 ans, tient donc compte de l'inflation également, et totalise ainsi 1779 \$, soit 254 \$ par année.

### **En complément**

- Hyperlien - [Les étudiants accueillent froidement l'offre de Québec](#)



Vidéo - [Louis-Philippe Ouimet fait le point](#)

**TVANouvelles: Marois réagit à l'offre du gouvernement aux étudiants: Trop peu, trop tard - Première publication dimanche 29 avril 2012 à 07h17 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 14h29**



Photo: Agence QMI

TVA Nouvelles

La chef du Parti québécois se demande pourquoi le premier ministre **Jean Charest** a attendu si longtemps pour proposer si peu aux **étudiants**. «Il y a une main tendue, mais entre vous et moi, est-ce qu'il fallait attendre 74 jours pour que le conflit dégénère au point où les esprits sont très tendus actuellement?» a demandé Pauline Marois, lors de son passage à l'émission **Larocque-Lapierre**, qui sera diffusée ce dimanche.

«Pourquoi a-t-il laissé traîner le conflit pendant 75 jours - et qu'il traîne encore? Parce qu'il voulait démontrer qu'il pouvait se tenir debout, pour une fois, ce qu'il n'a jamais réussi à faire.»

Vendredi, **M. Charest a proposé d'étalement la hausse des droits de scolarité sur sept ans**, plutôt que cinq, en indexant les deux années additionnelles. À terme, la facture annuelle des étudiants s'élèverait à 1778\$. En compagnie de la **ministre de l'Éducation, Line Beauchamp**, le premier ministre a aussi annoncé, entre autres, que son gouvernement bonifierait le programme d'aide financière aux études.

La leader péquiste considère que le Québec est maintenant plongé dans un «profond malaise» et que pour éviter pareille situation, le premier ministre aurait pu faire cette offre bien avant. D'après elle, si M. Charest s'était empressé de faire les propositions qu'il a faites vendredi dès le début du conflit, les tensions n'auraient jamais atteint le niveau où elles sont aujourd'hui.

À la place, il a laissé le conflit s'envenimer et ce ne sont pas, d'après Mme Marois, les mesures suggérées qui pourront dénouer l'impasse actuelle. «L'enjeu réel, c'est la hausse démesurée des frais de scolarité. Or, il ne l'attaque pas», considère la femme politique. Selon elle, le niveau d'endettement s'accroîtra, même si le système d'aide financière aux études est amélioré.

Autre lacune majeure: la hausse risque d'avoir des conséquences négatives sur la fréquentation des universités.

Dans leur annonce, M. Charest et Mme Beauchamp se sont toutefois engagés à évaluer l'impact de l'augmentation imposée sur l'accessibilité aux études universitaires. Curieuse stratégie, juge Mme Marois. «Il me semble que c'est la première chose qu'il aurait dû faire avant même d'annoncer qu'il va hausser les frais de 325 \$!» considère celle qui portait son carré rouge à la boutonnière lors de son passage sur le plateau télévisé.

**La position péquiste**

Le Parti québécois placerait l'accès aux bancs des universités au cœur de ses enjeux, s'il formait le prochain gouvernement, annonce Mme Marois.

Elle pense que le Québec doit pouvoir se comparer aux autres provinces canadiennes avant même de commencer à penser augmenter ses droits de scolarité.

L'éducation se situe plus haut dans l'échelle des valeurs du reste du Canada, observe celle qui qualifie la hausse proposée de «démesurée». Pour changer les choses au Québec, il faut donc un incitatif de nature financière.

«À mon point de vue, au-delà de l'inflation, on ne devrait pas augmenter les frais de scolarité tant que l'on n'aura pas atteint un niveau de diplomation aussi élevé que la moyenne canadienne», a-t-elle rétorqué, interrogée sur ce point.

**Démonstration de force**

Pauline Marois estime que le premier ministre a toujours cédé aux demandes injustifiables - elle enchaîne les exemples : mont Orford, subventions aux écoles juives, Suroît... «Pourquoi maintenant, demande-t-elle, n'est-il pas capable d'entendre un tant soit peu les étudiants?»

«Pourquoi [Jean Charest] a-t-il laissé traîner le conflit pendant 75 jours - et qu'il traîne encore? Parce qu'il voulait démontrer qu'il pouvait se tenir debout, pour une fois, ce qu'il n'a jamais réussi à faire.» Tel est le constat dur auquel arrive la chef du Parti québécois.

Le premier ministre a réagi en qualifiant de «grotesque» le fait de voir un calcul politique dans le choix qu'il a fait de laisser traîner le conflit étudiant en longueur.

Qu'à cela ne tienne, Mme Marois persiste, identifiant dans l'attitude de Jean Charest un mélange de «machiavélisme» et d'«incompétence».

De plus, «quand ça fait trop longtemps qu'on est au pouvoir, on n'entend plus ce que la population dit», conclut-t-elle.

Le conflit étudiant s'est amorcé il y a plus de 10 semaines. Une première ouverture manifestée par le gouvernement le 15 avril a avorté 10 jours plus tard, lorsque la ministre Beauchamp a décidé d'exclure la CLASSE des organisations admises à la table de discussion, soutenant qu'elle était responsable de la tenue de manifestations «violentes». La Fédération étudiante collégiale du Québec et la Fédération étudiante universitaire du Québec se sont aussitôt retirées, malgré l'invitation de la ministre à poursuivre la négociation.

**Écoutez l'entrevue avec Pauline Marois à l'émission de Larocque Lapierre dimanche à 12h30 sur les ondes de TVA, et en rediffusion sur les ondes de LCN à 13h30 et 16h30.**



Photo: Agence QMI

**LE SOLEIL: Le porte-parole de la CLASSE contesté? - Publié le dimanche 29 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le dimanche 29 avril 2012 à 12h47**



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve  
Gabriel Nadeau-Dubois refuse de voir dans la nouvelle candidature de porte-parole un signe de

contestation envers son approche médiatique. «Les comités de la CLASSE sont des comités ouverts, [...]. Il est possible d'avoir des élections à tout moment, que ça soit au début ou à la fin de la grève».

Samuel Auger, Le Soleil (Québec) Les délégués de l'association étudiante considérée comme la plus radicale dans le mouvement de grève au Québec, la CLASSE, pourraient apporter des changements à ses porte-paroles.

Les délégués de la CLASSE discuteront en toute fin de congrès ce soir de l'élection potentielle d'un troisième porte-parole en raison d'une nouvelle candidature. Un débat qui aura lieu au moment où le porte-parole actuel, Gabriel Nadeau-Dubois, aura droit à une tribune convoitée à

l'émission *Tout le monde en parle* en compagnie des deux autres leaders étudiants, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin. Jeanne Reynolds est l'autre porte-parole de la Coalition.

Le principal intéressé, M. Nadeau-Dubois, refuse toutefois d'y voir une contestation de son approche médiatique. «Les comités de la CLASSE sont des comités ouverts, et il est possible pour tout membre de la CLASSE de se présenter sur tout comité, y compris le comité médias. Alors je ne crois pas qu'il faut voir une candidature supplémentaire au comité médias comme une contestation», a-t-il rétorqué samedi matin.

«Il est possible d'avoir des élections à tout moment, que ça soit au début ou à la fin de la grève», a ajouté Gabriel Nadeau-Dubois. «La CLASSE est une coalition large, il y a beaucoup





d'associations, beaucoup de débats, mais je ne sens pas qu'il y a plus de tensions que celles qui existent depuis le début de la grève. Il y a plusieurs cultures politiques, donc c'est sûr que ça crée des débats.»

### **Personnalisation du débat**

Cette remise en question soulevée par un des délégués ne serait pas étrangère à la personnalisation du débat sur la hausse des droits de scolarité. Plusieurs politiciens, dont la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et le ministre de la

Sécurité publique Robert Dutil, s'en sont pris directement à cet étudiant dans les derniers jours. Ils lui reprochent notamment son incapacité à lancer un appel au calme ou à condamner la violence de façon claire.

«Il y a quand même eu une personnalisation du débat assez problématique dans les dernières semaines. Les associations étudiantes veulent en discuter, comment contrer cette dynamique-là. Mais je ne pense pas que c'est fait d'une manière

critique envers moi», conclut Gabriel Nadeau-Dubois.

À noter qu'une page Facebook recueillant plus de 6000 appuis exige la démission du porte-parole. Rien n'indique toutefois que cette page provient de membres de la CLASSE. Les commentaires publiés sur le site Web laissent plutôt croire qu'il s'agit d'un défouloir pour les partisans de la hausse des droits de scolarité, toutes allégeances confondues.

## **LEDEVOIR.COM: Grève étudiante - Le rejet des offres du gouvernement se manifeste – Samedi 28 avril 2012, 23h39**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

*Tard hier soir, une foule un peu plus grande s'était massée au centre-ville de Montréal pour s'opposer aux propositions avancées par le gouvernement Charest.*

Le Devoir avec La Presse canadienne

Signe que la communication est peut-être devenue plus étroite entre les étudiants, leurs supporters et le Service de police de la Ville de Montréal, une cinquième marche nocturne en autant de soirs a eu lieu ce soir, mais celle-là sans incident significatif pendant au moins les deux premières heures de l'événement.

Peu après 23 h, un porte-parole du SPVM, Yannick Ouimet, a confirmé que le rassemblement n'avait mené à aucun débordement de violence, aucun acte de vandalisme ni arrestation.

Sur la page Facebook de cette manifestation intitulée «Kalis de grosse manif Samedi Soir round V», on conviait les gens contre la proposition du gouvernement à prendre la rue. Une foule estimée à environ 4000 personnes a répondu à l'invitation et s'est donnée rendez-vous, une fois de plus, au parc Émilie-Gamelin.

Dans une atmosphère bon enfant, les participants ont pris le départ peu après 21 h, sillonnant les rues Berri vers le nord, Saint-Denis vers le sud, Sherbrooke vers l'ouest et ensuite Peel vers le sud. Les marcheurs ont ensuite emprunté la rue Sainte-Catherine vers l'est, avant de bifurquer sur Guy, en direction sud, et le boulevard René-Lévesque, vers l'est. Une heure après qu'elle se soit mise en marche, la manifestation n'avait été marquée d'aucun incident.

Le seul moment un peu inquiétant des deux premières heures est survenu peu avant 22h30, lorsque les manifestants ont repris la rue Sainte-Catherine, cette fois en direction ouest, donc à contre-sens. Cette décision a incité le SPVM à demander la collaboration des participants et à marcher dans le même sens que la circulation routière parce qu'ils enfreignaient la réglementation municipale.

Certains intervenants sur Twitter ont même alors annoncé que le SPVM avait déclaré la manifestation illégale, ce que le corps policier a aussitôt nié. Mais la menace a plané, ne serait-ce que très brièvement. Les marcheurs ont éventuellement quitté Sainte-Catherine, respectant les direc-

tives des policiers. Ces derniers ont, tant que bien que mal, réussi à suivre le rassemblement, en dépit du fait que l'itinéraire qui leur avait été fourni a été modifié au fil de l'humeur des participants.

D'autres activités de protestation avaient été organisées à Montréal, plus tôt en journée, mais elles n'ont attiré que très peu de participants. Par ailleurs, à Québec, des dizaines de personnes ont participé à un piquet devant l'Assemblée nationale. Des manifestations étaient aussi prévues à Gatineau, à Sherbrooke et, en soirée, à Trois-Rivières.

### **Rejet des offres**

Plus tôt en journée, les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire s'attendent par ailleurs à ce que les dernières offres du gouvernement Charest soient rejetées par leurs associations membres, même si tout n'est pas mauvais dans la proposition déposée par Québec.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a indiqué aujourd'hui avoir reconnu plusieurs pistes soumises par son organisation dans les propositions gouvernementales et concède que 50 000 étudiants de plus auraient accès à une bourse grâce aux changements proposés. Elle se réjouit également de l'intérêt du gouvernement de revoir la gestion des universités. Toutefois, elle ajoute qu'après 12 semaines de grève, ces mesures lui semblent insuffisantes.

«Nous allons étudier plus attentivement la proposition, et peut-être soumettre une contre-offre», a-t-elle déclaré dans une entrevue accordée.

Les premières associations contactées vendredi par la FEUQ ont balayé du revers de la main les dernières propositions gouvernementales, dont l'établissement de la hausse des frais de scolarité sur 7 ans au lieu de 5.

D'autres associations doivent se prononcer en ce jour, mais les mesures de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont été qualifiées tour à tour «d'insultes» et même de «fraudes», a rapporté Mme Desjardins.

Martine Desjardins suggère de nouveau la médiation pour résoudre le conflit, mais elle n'est pas forcément convaincue que les jeunes qui boycottent leurs cours quitteront la rue.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, anticipe également un rejet des offres. La Fédération collégiale va les soumettre aux membres au cours de la semaine, mais selon lui, on «s'enlignera» vers un refus.

Tout comme sa collègue, il reconnaît que l'offre n'est pas totalement mauvaise, mais elle ne correspond pas aux attentes et surtout, elle ne porte pas sur ce qui est à l'origine du conflit.

«Dans le combat qui nous occupe, sur l'augmentation des frais étudiants, ça ne répond pas aux préoccupations. Pour arrêter le mouvement de grève, le premier ministre doit accepter de parler des droits de scolarité», a-t-il indiqué.

Une centaine de délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) sont réunis en congrès samedi à l'Université Laval, à Québec. Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a indiqué en matinée qu'environ 22 000 étudiants, par le biais de leurs associations, avaient déjà rejeté les propositions du gouvernement.

Les leaders étudiants affirment qu'en étalant l'augmentation des droits de scolarité sur sept ans, celle-ci atteindrait 1778 \$, c'est-à-dire une hausse de 82 pour cent plutôt que de 75% sur 5 ans.

### **Vos réactions (23)**

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Les médias sociaux au service des étudiants - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H38 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H48**



Photo d'archives

Sur la photo, le verbe du premier groupe « négocier », employé à l'impératif, ne prenait pas de S. Sans être féru de théologie, on aura deviné que « hostie » prend un h.

Valérie Gonthier

**Chaque jour depuis l'échec des négociations avec le gouvernement, la protestation étudiante s'organise spontanément par l'entremise des réseaux sociaux.**

Depuis mercredi, soir après soir, des milliers de manifestants ont répondu à une invitation lancée sur une page Facebook, quelques heures auparavant.

L'événement est créé chaque jour. Il invite les gens à envahir les rues de Montréal et à marcher « contre la hausse des frais de scolarité ».

« Ce sont des outils extrêmement puissants et les jeunes s'en servent bien », note Sébastien Provencher, observateur des médias sociaux. Les étudiants reconnaissent que sans les réseaux sociaux, « on n'aurait pas la grève qu'on a », croit Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

Mais selon lui, l'utilisation de Facebook et Twitter, « c'est un couteau à double tranchant ».

Cette semaine, une photo d'étudiants derrière une banderole arborant une faute d'orthographe a fait le tour des réseaux sociaux (voir ci-dessus).

L'image où l'on peut lire « Négociés Ostie ! » (sic) s'est même retrouvée dans les pages du quotidien français Le Monde.

« C'est une des conséquences des réseaux sociaux. Ça vient souligner ce type d'erreur », laisse tomber M. Provencher.

#### **Faussetés**

Autre revers des médias sociaux, selon lui : des informations fausses qui y circulent.

« Bien souvent, les gens ne prennent pas le temps de valider l'information avant de la diffuser. »

Vendredi, un tweet à l'effet qu'une femme enceinte avait perdu son bébé après avoir été frappée à coup de matraque au ventre par un policier a embrasé la Twitosphère. Le SPVM a rapidement démenti cette nouvelle.

Une source policière a d'ailleurs confié que ce n'est pas la première fois que ce genre de « désinformation » circule sur les réseaux.

« C'est arrivé au moins trois ou quatre fois dans les dernières semaines », dit-il.

[Afficher 18 commentaires \(Montréal\)](#)

[Montrer 1 commentaire \(Québec\)](#)

• go go go

Tous les jeunes sont là dessus et pas dans la réalité, et on voit ce que ça donne! Le monde virtuel et la réalité, c'est deux mondes différents.

Dans le virtuel quand ça marche plus, tu fermes la switch, mais dans la vraie vie, tu dois t'assumer et ça, c'est pas facile quand tu ne l'as jamais appris et qu'en plus, tu ne veux pas l'apprendre

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Nadeau-Dubois prendrait trop de place - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H24 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H29**



© Les archives Didier Debusschère

Cynthia St-Hilaire

**QUÉBEC - Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la CLASSE, prend trop de place, croient certains étudiants.**

« C'est comme si toute la CLASSE (Coalition pour une solidarité syndicale étudiante) était Gabriel. J'aimerais que la coporte-parole, Jeanne (Reynolds) prenne plus de place », a lancé Hubert Côté, un étudiant en philosophie de l'Université Laval, où se déroule le congrès hebdomadaire de la CLASSE, ce week-end.

Un membre de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal, Pascal Rheault, comptait d'ailleurs profiter de ce congrès pour soumettre sa candidature comme porte-parole. Pas question toutefois que M. Nadeau-Dubois perde sa place. M. Rheault deviendra le troisième coporte-parole de l'association étudiante si sa proposition est acceptée.

« C'est quelqu'un qui veut venir donner un coup de main, a simplement souligné Gabriel Nadeau-Dubois, qui dit se sentir mal à l'aise dans la si-

tuation actuelle. C'est sûr que c'est un problème qu'il y ait une si grande personnalisation du débat. Oui, je suis mal à l'aise, la grève, ce n'est pas moi. »

M. Nadeau-Dubois voit un danger à ce que les projecteurs soient toujours braqués sur lui. « Le meilleur exemple, c'est la dynamique dangereuse qu'il y a au Parti québécois, qui est tellement obsédé à se trouver un chef, illustre-t-il. Ça fragilise une organisation. Il suffit de s'attaquer à la crédibilité du porte-parole et c'est la crédibilité de toute l'organisation qui est entachée. »

Les 150 délégués de la CLASSE poursuivent leurs discussions aujourd'hui pour décider des actions à venir. « L'offre de la ministre, c'est pas mal sûr qu'elle ne sera pas acceptée par nos membres, a fait savoir Vianney Morin, de l'association étudiante du cégep André-Laurendeau. On continue la grève. »

[Afficher 27 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 19 commentaires \(Québec\)](#)

## **JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Pierre Pilote | Étudiants : Un « problème éthique » - Publié le: samedi 28 avril 2012, 23H12 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 23H23**



© Simon Clark

Taïeb Moalla

**QUÉBEC - Les représentants des trois plus importantes fédérations étudiantes qualifient de « problème éthique » le fait que le négociateur en chef du gouvernement à la table de discussion – Pierre Pilote – ait été un contributeur régulier du Parti libéral du Québec (PLQ) au cours des dernières années.**

Entre 2001 et 2008, M. Pilote a garni les caisses du PLQ à hauteur de 11 130 \$. En 2004 et en 2005, ses dons étaient respectivement de 2 500 \$ et de 2 850 \$, très proches de la limite de l'époque de 3 000 \$. Nadeau-Dubois n'exclut pas de demander au gouvernement québécois de changer de négociateur s'il devait y avoir de nouvelles séances de pourparlers. Réputé pour son côté affable et courtois, c'est lui qui a négocié, en 2010, le renouvellement des conventions collectives des 475 000 syndiqués de la fonction publique. En début de semaine, il représentait le gouvernement pendant la petite quarantaine d'heures qu'ont duré les discussions avec les représentants des étudiants en grève.

#### **Mauvaise foi**

« Ce que vous m'apprenez est un élément de plus qui montre que le gouvernement négociait de mauvaise foi, s'est scandalisé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). A posteriori, ça explique en partie l'échec de cette négociation. »

M. Nadeau-Dubois n'exclut pas de demander à Québec de changer de négociateur s'il devait un jour y avoir de nouvelles séances de pourparlers. « Disons qu'une personne aussi partisane n'est pas très axée sur le compromis. Ce n'est pas le meilleur interlocuteur », croit-il.

#### **Confiance brisée**

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la présidente, Martine Desjardins, décèle « un problème éthique » dans cette nomination. « Ça ne me surprend pas que le gouvernement l'ait nommé, a-t-elle affirmé. Est-ce éthique? Non. Est-ce la bonne personne pour gérer le dos-

sier? Probablement pas. » Affirmant que « la confiance est définitivement brisée », Mme Desjardins s'est dite « pas certaine qu'on pourra se rassembler avec M. Pilote ».

Un peu plus nuancé, Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a d'abord soutenu qu'il était plutôt « normal » que le gouvernement nomme un négociateur qui défende ses positions. Cela dit, le leader étudiant a précisé que « c'est quand même un peu décevant de voir que les libéraux ne choisissent que leurs amis proches pour les représenter. M. Pilote n'avait pas le mandat de parler. Ce serait plus fructueux d'avoir des gens moins partisans autour de la table ».

#### **Pas un médiateur**

À Québec, Hélène Sauvageau, porte-parole de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a balayé l'argumentaire étudiant du revers de la main. « Pierre Pilote, c'est le même homme qui a négocié une entente historique avec les syndicats de la fonction publique sans que personne ne parle de problème éthique », a-t-elle lancé.

Par ailleurs, Mme Sauvageau a insisté pour dire que M. Pilote « est un négociateur, pas un médiateur. Il représente le gouvernement du Québec comme les dirigeants de la FEUQ représentent les gens de la FEUQ. »

#### **Afficher 5 commentaires (Montréal)**

- myriam77  
ON REGARDE LES AUTRES MAIS SE REGARDE-T-ON SOIS-MÊME?  
On essaie de trouver toutes sortes de raisons pour discréditer l'autre parti. Cela s'appelle faire de la politique. Donc les 3 représentants étudiants font de la politique.
- flo3  
On mêle vraiment tout, c'est le négociateur du gouvernement pas les leurs. Ce que le manque d'expérience peut faire dire et faire. Enfin, ils sont encore jeunes, ils ont encore le temps d'apprendre. N'est ce pas eux qui demande à la Ministre d'être à la table, serait-elle moins partisane? Incohérence quand tu nous tiens.
- flo3  
On a le problème éthique facile au Québec depuis un certain temps. Bonne chance à ces futurs dirigeants, ils sont mieux de laver plus blanc que blanc.
- dumontier  
Franchement! C'est quoi le conflit d'intérêt? Dans notre société démocratique un citoyen a le droit de donner à un parti. En plus ce n'est pas un médiateur mais un négociateur. Par conséquent il représente le gouvernement! Autant dire que personne au gouvernement ne peut négocier avec les étudiants! J'espère que vous voyez la faille dans cette conclusion de conflit d'éthique, si vous êtes un tant soit peu intelligent.  
Par contre, je vois dans la réaction des leaders étudiants une mauvaise foi digne des pires temps du syndicalisme.
- Guest  
Conflit d'intérêt votre honneur !

#### **Afficher 26 commentaires (Québec)**

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : La CLASSE en congrès à Québec - Publié le: samedi 28 avril 2012, 19H07 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H28**



© Annie T. Roussel

Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds, porte-parole de la Classe, étaient visiblement fatigués, aujourd'hui, alors qu'ils participaient au

congrès de l'organisation qu'ils représentent à l'Université Laval.

Cynthia St-Hilaire  
**QUÉBEC - Les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE) sont réunis à huis clos à l'Université Laval, cette fin de semaine, pour décider de la suite des choses.**

«Plusieurs questions sont soulevées. Est-ce que la médiation est une avenue qu'on peut envisager? Comment allons-nous réagir s'il y a déclenchement d'élections, soulève le porte-parole de la Classe, Gabriel Nadeau-Dubois visiblement fatigué. Après 11 semaines de grève, tout le monde est fatigué, mais les gens restent très mobilisés.»

Et l'offre faite par le gouvernement Charest, hier, d'étaler sur sept ans plutôt que cinq la hausse des frais de scolarité donne encore plus envie aux troupes de se serrer les coudes. «L'offre du

gouvernement a fouetté les gens, constate le leader de la Classe. Hier seulement, il y a eu une dizaine de manifestations un peu partout.»

Mais les libéraux ne pourront étirer éternellement ce conflit, avance M. Nadeau-Dubois. «Les sessions vont devoir être complétées un jour ou l'autre. Les administrations des cégeps commencent à paniquer, souligne-t-il. Le gouvernement doit trouver une solution.»

Les 150 délégués de la Classe poursuivront leurs discussions jusqu'à 21 h 30 samedi soir ainsi que dimanche toute la journée.

Jusqu'à présent, le cégep Saint-Laurent est le seul établissement affilié à la Classe qui a officiellement rejeté l'offre du gouvernement. Gabriel Nadeau-Dubois n'était pas en mesure de confirmer si l'ensemble des autres collèges et universités se prononceraient au cours du congrès.

**Afficher 16 commentaires (Québec)**

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Internet : Un concours offre le remboursement des hausses de frais de scolarité - Publié le: samedi 28 avril 2012, 18H51 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H10**

## Aujourd'hui: Concours: Le Bon Jack paie pour vous l'augmentation des frais de scolarité!

0 \$ **Acheter!**

1625 \$ 100% 1625 \$  
Valeur Rabais Économie

**Acheter pour un ami!**

Temps restant  
28 jours 7 heures 57 minutes

6 achats  
L'offre est active!



Photo courtoisie

Agence QMI

**Un nouveau site internet d'achats groupés qui tente de se distinguer de ses compétiteurs a lancé un concours pour le moins original, en phase avec les enjeux actuels au Québec. Il offre à 10 étudiants universitaires le remboursement de la hausse des frais de**

**scolarité annoncée par le ministère de l'Éducation, un montant de 1625 \$.**

«Le Bon Jack [nom de l'entreprise] paie pour vous l'augmentation des frais de scolarité!», peut-on lire dans l'onglet des offres sur le site de l'entreprise.

Une simple inscription au site donne la possibilité de participer au concours dont les 10 prix seront tirés au hasard en septembre prochain. Chaque gagnant peut utiliser le remboursement offert en prix pour ses propres frais de scolarité (un reçu officiel est exigé), ou ceux d'un étudiant de son choix. Le prix n'est ni monnayable ni modifiable.

Pour les dirigeants de cette entreprise qui a vu le jour il y a seulement deux mois, ce concours n'est pas seulement une façon d'attirer de nouveaux adhérents.

«En plus du côté mercantile, on a un aspect communautaire, on s'est dit que ce serait une bonne idée, a indiqué Yanick Turcotte, un des propriétaires, en entrevue téléphonique samedi à l'Agence QMI. Les moyens de revendication des étudiants, nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous sommes d'accord sur le principe que les frais de scolarité ne devaient pas augmenter.»

Le concours a été lancé vendredi dernier et le nombre de nouveaux abonnements tout comme les inscriptions au concours n'ont pas augmenté de façon notable, mais M. Turcotte a bon espoir.

«Nous misons sur la diffusion par l'entremise des réseaux sociaux comme Facebook pour avoir plus de visibilité», a précisé M. Turcotte, conscient que son entreprise doit trouver sa place dans un marché qui comporte une vingtaine d'autres compétiteurs.

## JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Idées | Conflit étudiant : Manifestations comme dans les années 60? - Publié le: samedi 28 avril 2012, 18H39 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H20



© Simon Clark

**QUÉBEC - Les protestations étudiantes qu'a connues le Québec depuis quelques semaines rappellent-elles les manifestations étudiantes de la fin des années 60?**

### **Raymond Hudon**

**Professeur titulaire de science politique à l'Université Laval, Raymond Hudon a récemment publié La politique, jeux et enjeux et Engagements citoyens et politiques de jeunes. Ses recherches portent notamment sur les pratiques démocratiques, la représentation des intérêts, le patronage. Il est membre de la Commission pour le redécoupage des circonscriptions fédérales du Québec.**

### **Un certain rite de passage**

À l'occasion de mouvements étudiants passés (notamment en novembre-décembre 1986 en France), il m'est arrivé d'entendre d'anciens soixante-huitards s'adresser, condescendants, aux jeunes mobilisés : « Nous avons le plaisir de vous voir vous initier à la vie publique d'une manière similaire à la nôtre au même âge. »

À suivre le parcours subséquent de ces militants se proposant en « modèles », on se demande si ces déclarations de sympathie ne traduisaient pas des attitudes de mépris à l'égard de ces irruptions typiquement juvéniles : « Allez, ça va vous passer! »

Catégorie sociologique assez récemment créée, les jeunes ont historiquement, depuis Hésiode, mais aussi Shakespeare et George Bernard Shaw, inspiré des jugements pas toujours très flatteurs. En même temps, cependant, tous sont conscients que les jeunes d'aujourd'hui animeront la société demain. Dès lors, on les souhaite solides et capables de relever les défis de l'avenir. La moindre faiblesse est conséquemment source d'une anxiété qui fait trop facilement l'impasse sur des réalités indéniables : les jeunes sont les enfants de leurs parents, et ils appartiennent à la même société que ceux-ci tout en faisant apparaître les traits de celle-ci à la

manière d'un miroir grossissant. De la sorte, les différences intergénérationnelles sont en elles-mêmes quelque peu atténuées, les écarts étant en partie dus à des conditions propres à des époques différentes.

### **Autre enjeu**

Aujourd'hui galvanisés par l'enjeu d'une augmentation des droits de scolarité, un grand nombre de jeunes Québécois ne peuvent pas être une copie conforme de leurs « parents » qui, eux aussi, ont été jeunes. L'enjeu lui-même n'a pas la même résonance à une époque et à l'autre : le « Qui s'instruit s'enrichit » de la Révolution tranquille n'est pas devenu vraiment obsolète, à preuve les avantages économiques que les diplômés tirent de leur formation attestée. Il a cependant perdu de son aura, affaiblissement dû à un certain nombre d'éléments.

En l'espace de près de 45 ans, l'effervescence suscitée par le défi de construire tout de neuf a cédé le pas aux contraintes d'une rationalisation qui coupe les ailes de quelques idéalistes encore animés d'utopies vivifiantes. L'optimisme a laissé place à une certaine morosité qui, malgré de rares poussées d'énergie, ne permet plus de croire candidement en des lendemains qui chantent.

### **Le moment présent**

Ce réalisme accentue la conviction que seul compte le moment présent : dans cet esprit, l'endettement ne pèse pas s'il est lié à une consommation porteuse de jouissances immédiates. En cela, se laisse voir une culture de consumérisme politique qui transparait dans la conception d'un État pourvoyeur de services.

Aujourd'hui comme hier, les mobilisations de jeunes sont évocatrices de rites de passage. La manifestation aurait alors valeur initiatique. Pareille perception de l'action civique et politique a toutefois l'immense défaut d'occulter le travail obscur et patient de comités et forums – pensons ici aux forums jeunesse régionaux – qui donne des résultats souvent plus durables.

Les dirigeants de poussées de fièvre militante n'ont-ils d'ailleurs pas une propension à s'intégrer dans des structures institutionnelles – privées comme publiques – pour y exercer des fonctions d'autorité et de pouvoir?

### **Jean-Noël Tremblay**

**Homme politique québécois, il a été député de Roberval pour le Parti progressiste-conservateur du Canada à la Chambre des communes du Canada de 1958 à 1962. M. Tremblay a été député de l'Union nationale à l'Assemblée législative dans Chicoutimi de 1966 à 1973. Il a notamment occupé le poste de ministre des Affaires culturelles dans les gouvernements Johnson et Bertrand.**

### **Moment d'humeur**

La grève des étudiants est une farce. Elle n'a ni fondement ni utilité. C'est le moment d'humeur de petits prétentieux qui, favorisés comme ils le sont, craignent que l'État ne les oblige à prendre leur juste part des charges publiques.

Ce qui étonne, c'est le parti pris des belles âmes, professeurs et administrateurs, qui, avec une condamnable irresponsabilité, appuient ceux qu'ils devraient dénoncer. Les étudiants désertent les cours et empêchent les autres de s'acquitter de leur devoir d'état parce que le gouvernement

ajoute quelques dollars de plus aux droits de scolarité. Ceux qui allèguent qu'on compromet ainsi l'avenir des jeunes font de la démagogie. Il est monstrueux que des citoyens sérieux fassent cas d'une fronde infantile et que la ministre de l'Éducation s'abaisse à négocier.

### **Bas souci électoraliste**

« Ce n'est pas la première grève d'étudiants. Les divers gouvernements ont dû faire face à ce désordre dont on se demande toujours ce qu'il a apporté à ses instigateurs. Il y a eu à l'occasion des accommodements, mais rien qui ait changé quelque chose à la situation des insurgés.

Par souci électoraliste, l'État s'est autrefois basement incliné comme si la révolte occasionnelle des adolescents attardés pouvait déranger la vie collective.

Cette grève qu'on se plaît à commenter n'inquiète personne. C'est un fait divers dont la presse débile essaie de faire un événement. Elle ne dérange que les étudiants, notamment ceux qui, victimes involontaires, songent au rattrapage que leur vaudra la dérive imbécile de leurs confrères.

En l'espèce, que peut faire le gouvernement? Reculer? Renoncer à imposer aux jeunes comme aux autres citoyens l'obligation de payer leur dû? En finir avec le « dorlotage » que l'État pratique aux dépens des autres contribuables?

### **Contorsions**

La titulaire de l'Éducation se contorsionne. Effrayée par la grogne des fils à papa, elle cherche le moyen de flatter les réfractaires. Il n'y a pourtant rien là qui doive l'inquiéter. L'État a décidé de hausser les droits de scolarité. Honni soit qui mal y pense, n'en déplaise au vénérable Guy Rocher qui, à la fin d'une carrière de directeur de conscience, utilise malencontreusement ce qui lui reste de forces.

Quel est le problème? Il s'agit de rappeler aux étudiants qu'ils ont des devoirs et des responsabilités. C'est d'ailleurs la majorité d'entre eux qui déplore la farce qu'on les oblige à jouer.

Leur opposition est un caprice. Qui démontrera qu'ils engagent fatalement leur avenir? Le seul drame est en l'occurrence la mauvaise foi de la presse qui fait de cette fougade une affaire d'État qui ne vaut même pas l'encre et le papier des journaux aveugles ou stipendiés.

### **Afficher 3 commentaires (Québec)**

- Dji  
Si au moins ils y avaient quelques vérités à ce que M. Tremblay avance, sauf qu'il ne fait intellectuellement malhonnête que fanfaronner en essayer de dénigrer les victoires sur l'idéologie qu'il préco-

nise. Il aboie, il s'infériorise, le journal ne sait plus à qui donner la parole pour discréditer la cause sociale que les étudiants défendent. Heureusement l'esprit critique des lecteurs ne saura pas se laisser berné par de tel article.

Je suis déçu.

M. Tremblay, franchement, je suis déçu.

Pour un homme politique tel que vous, je m'attendais à un minimum de vision. Je le répète, je suis déçu.

On peut être pour la hausse. On peut être contre.

On peut juger que les étudiants font un trop grand cas de cette hausse, et qu'une grève est un moyen de trop grande envergure.

Mais simplement, basement, insulter les étudiants, c'est du niveau de n'importe quel individu peu informé sur la cause, uniquement frustré d'être arrivé en retard au travail. J'attendais un minimum de justification.

Parlons-en, des responsabilités des étudiants.

Ces étudiants seront eux-aussi, sous peu, des contribuables. Ce sont eux qui payeront votre retraite, comme celle de l'ensemble des Québécois de votre génération. Et il y en aura beaucoup. On attend des taux d'impositions encore plus élevés et des retraites moins longues. Normal, vous dites? Je suis entièrement d'accord avec vous. Car je crois en la responsabilité de tous à l'égard de chacun. Où les étudiants profitent de l'argent des contribuables pour s'éduquer, deviennent contribuables à leur tour, assument les frais des étudiants et des retraités, et deviennent finalement retraités en profitant de l'argent des nouveaux contribuables. Les étudiants revendiquent une société où l'éducation sera mise comme priorité. Ils considèrent qu'ils ont tous le droit de s'éduquer, sans égard aux moyens financiers (Et NON, ce n'est pas de la démagogie, considérant que 25% des décrocheurs le font pour des moyens financiers). Ils considèrent également qu'une société éduquée profite à tous.

Je ne m'attend pas à vous faire changer d'avis. Je voulais simplement vous rappeler, pour une dernière fois, que je suis déçu. Pas que vous soyez contre la cause étudiante. Mais que, à ce point-ci dans le débat, vous réduisiez celui-ci à quelques étudiants attardés et irresponsables. go go go

M. Tremblay, vous parler avec vérité et je soutiens votre avis à 100%, maintenant on va rier avec tous les lologues qui vont s'abaisser à détruire votre écrit. Il y en a pour qui la vérité irrite!!!

## **LE SOLEIL: Conflit étudiant: vers un rejet massif de la «solution globale» - Publié le samedi 28 avril 2012 à 15h39 | Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 18h59**



La Presse Canadienne

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a indiqué samedi matin qu'environ 22 000 étudiants, par le biais de leur association, avaient déjà rejeté les propositions du gouvernement.

Samuel Auger, Le Soleil (Québec) La «solution globale» du gouvernement de Jean Charest pour mettre un terme au conflit étudiant se dirige tout droit vers un rejet massif de la part des étudiants. Les trois associations étudiantes jugées plus modérées ont très peu d'espoir de voir leurs membres accepter la proposition. La plus militante d'entre elles, la CLASSE, ne sait pas encore si elle peut en débattre, faute de mandats.

Le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont mis cartes sur table vendredi: une hausse des droits de scolarité de 1779\$ sur sept ans (au lieu de 1625\$ sur cinq ans) et le transfert de 39 millions\$ dans les bourses d'études.

Cette main tendue du gouvernement libéral n'a pas touché de cordes sensibles chez les étudiants. Toutes les consultations menées depuis

vendredi par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) laissent présager une opposition catégorique à la «solution globale».

Des associations étudiantes collégiales ont déjà voté depuis vendredi des reconductions de la grève générale. Et les annonces d'il y a deux jours ont galvanisé les cégépiens: la majorité des votes de grève ont connu des gains de 5%, assure-t-on à la FECQ.

«Nous avons fait une conférence téléphonique avec nos membres, et cela a été rejeté unanimement. Les étudiants ont l'impression de se faire niaiser. Il y a du bon là-dedans, il faut le reconnaître. Mais indexer une hausse, il y a toujours bien des limites», a lancé samedi le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Les collégiens consultés voient les offres comme une «confrontation» et un «pied de nez», assure-t-il. D'autres associations voteront dans les prochains jours sur l'offre gouvernementale. Un revirement de situation est toujours possible. Mais si la tendance se maintient, les membres rejeteront le plan de sortie de crise de Jean Charest.

Son de cloche similaire à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Les assemblées générales des prochains jours confirmeront le choix des étudiants, mais les consultations menées samedi sont pessimistes.

«C'est assez unanime, les étudiants sont peu satisfaits de cette offre. Les étudiants vont voter dans leur association, mais jusqu'à présent, les votes de grève sont reconduits avec une plus grande majorité encore», souligne la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. La leader étudiante fera d'ailleurs une contre-proposition au gouvernement. «Il nous accuse de ne rien proposer, alors on va y aller dans les prochains jours

avec notre proposition pour sortir de la crise», a-t-elle indiqué.

La FEUQ a par ailleurs enclenché sa machine électorale. Anticipant des élections, elle organisera le 9 mai «une manifestation visant à mettre dehors les libéraux». Aucune consigne de vote ne sera donnée en vue d'éventuelles élections... sauf de voter contre le Parti libéral. «Et on compte bien faire sortir le vote des jeunes», promet la présidente.

### **Pas de réponse finale de la CLASSE**

La frange la plus militante du mouvement étudiant, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), ne s'est pas encore prononcée officiellement contre la solution du gouvernement.

La structure de la CLASSE implique qu'elle reflète uniquement les positions des membres locaux. Or, ces associations étudiantes n'ont pas toutes adopté une résolution concernant les dernières offres gouvernementales, ce qui pourrait bien empêcher la CLASSE de prendre position.

Des dizaines d'étudiants se sont réunis samedi toute la journée à l'Université Laval pour en débattre en congrès, mais ils ont été incapables de trancher le débat.

«Probablement qu'il va falloir une consultation des assemblées générales en début de semaine», a précisé samedi le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Aucune décision officielle ne peut être prise avant ce soir, selon les règles de leur congrès. «Mais je serais très surpris qu'il y ait une seule association qui vote pour l'entente. On s'enlève vers un rejet massif». Déjà, 22 000 étudiants membres de la CLASSE ont dit non à l'offre de Québec. La CLASSE discutera elle aussi d'une stratégie élec-

torale. «On voit bien que le gouvernement n'a pas ouvert une porte pour négocier. Il a plutôt fait des relations publiques en parlant à la population», a ajouté le porte-parole. La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), qui regroupe plusieurs étudiants de l'Université Laval, a quant à elle rejeté catégori-

quement la solution préconisée par la ministre Beauchamp. «Les étudiants n'ont pas fait autant de sacrifices pour un simple étalement de la hausse. L'annonce d'une indexation additionnelle ajoute l'insulte à l'injure sur la question de la hausse des frais de scolarité», a déclaré samedi Paul-Émile Auger, secrétaire général de la TaCEQ. «La

proposition du premier ministre ne peut qu'aggraver les tensions», a ajouté le secrétaire général. Plus de 176 000 étudiants répartis dans 181 associations étudiantes sont en grève depuis plus de deux mois et demi. Près des deux tiers des étudiants de la province assistent toutefois à leurs cours.

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Pauline Marois répond à Jean Charest - Publié le: samedi 28 avril 2012, 15H29 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 19H39**



Photo: Joel Lemay / Agence QMI  
Pauline Marois.

Agence QMI

**MONTRÉAL - La chef du Parti québécois, de passage à l'émission Larocque-Lapierre, a réagi aux propos qu'a tenus à son égard le premier ministre Jean Charest, lors d'une conférence de presse visant l'annonce d'une proposition gouvernementale pour régler le conflit étudiant, vendredi avant-midi.**

«Madame Marois a demandé qu'on déclenche des élections, franchement, j'ai trouvé ça ignoble, a déclaré le premier ministre au cours de sa conférence de presse donnée conjointement avec la ministre Line Beauchamp. Ceux qui font cette

espèce d'analyse que le gouvernement y trouve son compte dans ce que nous vivons actuellement font, quant à moi, une analyse qui est grotesque.»

«Il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère vendredi», lui a demandé le journaliste Paul Larocque dans le cadre de l'émission qu'il coanime avec Jean Lapierre et qui sera diffusée ce dimanche.

«Non, je pense qu'il a besoin de beaucoup de repos, monsieur Charest. Il a attaqué les étudiants la semaine dernière en faisant une très, très mauvaise blague. Il a répondu à la journaliste en pleine conférence de presse vendredi qu'elle n'avait pas compris la réponse, mais que ses camarades à elle avaient compris, alors que personne n'avait compris qu'il avait répondu. Je pense que monsieur Charest devait prendre un peu de repos et un peu de recul. Peut-être que le stress de la crise que l'on vit maintenant l'a atteint. Il me semble qu'il peut ménager un peu ses mots.»

Mme Marois continue donc d'appuyer les étudiants, malgré que sa position soit encore assez floue au sujet de la hausse éventuelle des droits de scolarité. Paul Larocque et Jean Lapierre lui ont demandé de la clarifier.

«Au-delà de l'inflation, on ne devrait pas augmenter les frais de scolarité, tant qu'on n'aura pas atteint un niveau de diplomation aussi élevé que la moyenne canadienne», a-t-elle expliqué.

La chef du PQ reste tout de même convaincue que Jean Charest déclenchera bientôt des élections.

L'entrevue complète sera diffusée ce dimanche à 12 h 30 à l'antenne de TVA et, en reprise, à LCN, à 13 h 30 et à 16 h 30.

[Afficher 21 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 4 commentaires \(Québec\)](#)

• monacooo1

Est bonne cette farce là. Et à point...

• monacooo1

Mme.Marois a le poing fermé. Quand un combat de boxe contre M.Charest à la Trudeau. Les recettes iraient aux étudiants pour payer leurs frais de scolarité.

• M.Bédard

Je ne suis plus capable de la voir, à quand des élections pour éradiquer ce partie

• Lcmck Réduire

Il n'y a pas quelqu'un de sa gang qui a déjà parler d'un torchon rouge parce que je pense qu'elle en a un sur sa blouse .

## **LA PRESSE.CA: Québec essuiera un refus, croient les leaders étudiants - Publié le samedi 28 avril 2012 à 13h36 | Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 16h44**



Photo: Marco Campanozzi, La Presse  
Des étudiants manifestaient contre la hausse des droits de scolarité, le 25 avril dernier, à Montréal.

La Presse Canadienne

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire s'attendent à ce que les dernières offres du gouvernement Charest soient rejetées par leurs associations membres, même si tout n'est pas mauvais dans la proposition déposée par Québec.

[>>> Voyez une photo 360 degrés sur la manif du 27 avril.](#)

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a indiqué samedi avoir reconnu plusieurs pistes soumises par son organisation dans les propositions gouvernementales et concède que 50 000 étudiants de plus auraient

accès à une bourse grâce aux changements proposés. Elle se réjouit également de l'intérêt du gouvernement de revoir la gestion des universités. Toutefois, elle ajoute qu'après 12 semaines de grève, ces mesures lui semblent insuffisantes.

Les premières associations contactées vendredi par la FEUQ ont balayé du revers de la main les dernières propositions gouvernementales, dont l'étalement de la hausse des frais de scolarité sur 7 ans au lieu de 5.

D'autres associations doivent se prononcer samedi, mais les mesures de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont été qualifiées tour à tour «d'insultes» et même de «fraudes», a rapporté Mme Desjardins.

En attendant, des étudiants militant contre la hausse ont organisé de nouvelles activités, samedi. À Montréal, un sit-in s'est déroulé devant le Palais de Justice de Montréal. Dans la capitale, des dizaines de personnes ont participé à un pique-nique devant l'Assemblée nationale.

Les autorités policières n'ont rapporté aucun incident.

Martine Desjardins suggère de nouveau la médiation pour résoudre le conflit, mais elle n'est pas forcément convaincue que les jeunes qui boycottent leurs cours quitteront la rue.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, anticipe également un rejet des offres. La Fédération collégiale va les soumettre aux membres au cours de la semaine, mais selon lui, on «s'enlign» vers un refus.

Une centaine de délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) sont réunis en congrès samedi à l'Université Laval, à Québec. Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a indiqué en matinée qu'environ 22 000 étudiants, par le biais de leurs associations, avaient déjà rejeté les propositions du gouvernement.

Les leaders étudiants affirment qu'en étalant l'augmentation des droits de scolarité sur sept ans, celle-ci atteindrait 1778\$, c'est-à-dire une hausse de 82% sur sept ans plutôt que de 75% sur cinq ans.

## **LE MONDE.FR: Au Québec, une grève étudiante paralyse les universités à l'approche des élections - Samedi 28 avril 2012 à 12h49**

Par Anne Pélouas

C'est devenu une habitude. Des centaines d'étudiants défilent de jour ou de nuit dans les rues de Montréal comme ailleurs au Québec. Les voitures

de police font entendre leurs sirènes et des hélicoptères surveillent les déplacements de foule. Aux premiers actes de vandalisme ou de violence perpétrés par des casseurs en marge des manifestations, celles-ci sont

déclarées "illégal" par les forces de l'ordre, qui chargent et procèdent à des dizaines d'arrestations.

Le conflit qui oppose depuis onze semaines les lycéens et étudiants québécois au gouvernement provincial s'envenime. Près de la moitié d'entre eux, soit 180 000, sont en grève "illimitée" pour empêcher une hausse de 75 % des droits d'inscription sur cinq ans décrétée par le premier ministre, Jean Charest.

Le premier effort réel de dialogue a été entamé, lundi 23 avril. Il s'est soldé par un échec moins de 48 heures plus tard, la ministre de l'éducation, Line Beauchamp, excluant l'un des trois groupes d'étudiants grévistes, sous prétexte qu'il ne respectait pas une trêve exigée pour négocier. Du coup, les manifestations ont repris de plus belle à Montréal et à Québec.

Pour calmer le jeu, "sans céder à la violence ni au chantage", M. Charest a proposé, vendredi, d'étaler la hausse des frais d'inscription sur sept ans plutôt que cinq et de bonifier le système québécois de prêts et bourses aux étudiants, une solution que M<sup>me</sup> Beauchamp qualifie de "juste et équitable". Les porte-parole étudiants ont toutefois réagi très froidement à l'offre de Québec, qui "élude la question principale des droits de scolarité". L'impasse demeure donc totale.

Craignant une escalade de la violence dans les rues de Montréal à l'approche de la haute saison touristique, le maire, Gérard Tremblay, avait lancé, jeudi, un appel à la négociation, estimant que "la paix sociale de Montréal et du Québec (était) en jeu". Difficile d'imaginer toutefois un dénouement rapide de cette crise aux allures de "Mai 68" ou de "printemps érable", inscription relevée sur des pancartes de manifestants en référence au "printemps arabe" et à la feuille d'érable du drapeau canadien.

La ministre de l'éducation a adopté la ligne dure pendant des semaines, martelant qu'il n'était pas question pour le gouvernement de revenir sur la décision, longuement mûrie, d'augmenter les droits de scolarité. Après

avoir sous-estimé l'ampleur du mouvement, tablant sur un essoufflement rapide de la grève étudiante, elle a refusé toute négociation sur les droits de scolarité, puis proposé une hausse des prêts et bourses aux étudiants et une rencontre sur la gestion financière des universités.

Pas question de parler d'autre chose que des frais de scolarité, ont répondu les organisations étudiantes (FEUQ, FECQ et Classe). La ministre a ensuite tenté de les diviser pour ne discuter qu'avec les deux plus modérées (FEUQ et FECQ), mais celles-ci ont fait front commun.

Les étudiants grévistes estiment qu'il en va de l'accessibilité de base aux études supérieures, alors que Québec avance que les droits universitaires, qui passeraient de 2 200 dollars (1 700 euros) par an à près de 4 000 dollars en 2019, resteront largement inférieurs à la moyenne canadienne. En Ontario, ils sont déjà trois fois plus élevés. Les organisations étudiantes défendent malgré tout le système québécois actuel, considéré comme l'un des plus progressistes d'Amérique du Nord pour l'accessibilité aux études. La hausse prévue écarterait, selon elles, des milliers de jeunes de l'université.

Du côté des administrations universitaires, on s'inquiète du point de non-retour pour une validation des cours, qui est déjà atteint ou proche de l'être, selon les établissements. Cette crainte exacerbe aussi les tensions entre étudiants grévistes et non grévistes, dont plusieurs ont obtenu des injonctions judiciaires pour imposer une reprise des cours dans leur programme. Avec pour effet de placer les professeurs dans une position difficile, voire intenable.

La crise étudiante a aussi une résonance plus politique. Moins de deux ans avant la fin de son mandat, le premier ministre libéral a une marge de manœuvre réduite, alors que sa popularité est au plus bas et qu'une partie des électeurs lui demande de maintenir la ligne dure vis-à-vis des étudiants, tandis qu'une autre les appuie. Dans l'opposition, le Parti québécois est en tête dans les derniers sondages. Il soutient les étudiants, en prônant l'adoption d'un moratoire sur la hausse des frais de scolarité.

## **TVA NOUVELLES: Conflit étudiant: Pauline Marois répond à Jean Charest - Première publication samedi 28 avril 2012 à 12h45 - Mise à jour : dimanche 29 avril 2012 à 18h00**

TVA Nouvelles

La chef du Parti québécois, de passage à l'émission Larocque-Lapierre, a réagi aux propos qu'a tenus à son égard le premier ministre Jean Charest, lors d'une conférence de presse visant l'annonce d'une [proposition gouvernementale pour régler le conflit étudiant](#), vendredi avant-midi.

«Madame Marois a demandé qu'on déclenche des élections, franchement, j'ai trouvé ça ignoble. Ceux qui font cette espèce d'analyse que le gouvernement y trouve son compte dans ce que nous vivons actuellement font, quant à moi, une analyse qui est grotesque.»

«Il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère vendredi», lui a demandé Paul Larocque.

«Non, je pense qu'il a besoin de beaucoup de repos, monsieur Charest. Il a attaqué les étudiants la semaine dernière en faisant une très très mauvaise blague. Il a répondu à la journaliste en pleine conférence de presse vendredi qu'elle n'avait pas compris la réponse, mais que ses camarades à elle avaient compris, alors que personne n'avait compris qu'il avait répondu. Je pense que monsieur Charest devait prendre un peu de repos et un peu de recul. Peut-être que le stress de la crise que l'on vit maintenant l'a atteint. Il me semble qu'il peut ménager un peu ses mots.»

Mme Marois continue donc d'appuyer les étudiants, malgré que sa position soit encore assez floue au sujet de la hausse éventuelle des droits de scolarité. Les deux animateurs de l'émission, Jean Lapierre et Paul Larocque, lui ont demandé de la clarifier.

«Au-delà de l'inflation, on ne devrait pas augmenter les frais de scolarité, tant qu'on n'aura pas atteint un niveau de diplomation aussi élevé que la moyenne canadienne», a-t-elle expliqué. La chef du PQ reste tout de même convaincue que Jean Charest déclencherà bientôt des élections.

[Voyez l'entrevue ici](#)

## **LEDEVOIR.COM : Les grévistes québécois suscitent l'intérêt à l'échelle internationale - Samedi 28 avril 2012, 12h10**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Manifestation d'hier soir à Montréal.

La Presse canadienne

La crise sur la hausse des droits de scolarité qui sévit depuis plusieurs semaines au Québec s'est muée - pendant la dernière année -, en un mouvement étudiant plus large suscitant désormais l'attention à l'échelle internationale.

Au cours des derniers jours, les manifestations étudiantes au Québec ont reçu une couverture de certains médias français - tels Le Monde et l'Agence France-Presse -, en plus d'autres en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, notamment sur les ondes de CNN.

Un blogue du New York Times laissait entendre que les frais de scolarité et les dettes d'étudiants deviendront un thème central du président américain, Barack Obama, dans sa campagne à sa propre réélection. Les étudiants «canadiens-français» étaient cités comme un exemple du débat sur les frais de scolarité s'inscrivant dans un cri du coeur international dénonçant le coût élevé de l'éducation.

Les frais annuels pour une université privée aux États-Unis dépassant les 30 000 \$ par année, et la dette collective des étudiants frise le 1 billion \$ US, une somme dépassant la totalité des dettes de cartes de crédit du pays. D'aucuns pourraient s'interroger sur les motifs des Québécois pour se plaindre d'une hausse «modeste» de 1625 \$ par année.

Les manifestants contre la hausse affirment vouloir effectuer un virage dans le système d'éducation, de sorte qu'il s'éloignerait du modèle américain pour se rapprocher de la Suède, où l'éducation post-secondaire est gratuite. L'opposition n'a cessé de croître depuis que le gouvernement québécois a annoncé dans le budget de mars 2011 une hausse de 325 \$ par année, hausse répétée pendant cinq ans.

D'autres militants à l'étranger se sont joints à la discussion sur la hausse des droits de scolarité au Québec, l'intégrant à une lutte historique plus large à ce chapitre.

Une militante et journaliste des quotidiens britanniques The Independent et The Guardian, Laurie Penny, s'intéresse de très près au mouvement international Occupons. Elle a prêté l'oreille à la grogne secouant le Québec.

Selon elle, les manifestants québécois sont un autre visage du mouvement Occupons, alors que de plus en plus de diplômés et d'étudiants craignent - à l'international -, de contracter des dettes sans assurance d'un futur professionnel.

Dans un communiqué publié la semaine dernière, la branche québécoise d'Amnistie Internationale a dénoncé les tactiques employées par les corps policiers pour disperser les foules de manifestants. On y critiquait l'usage excessif de la force, les arrestations massives potentiellement arbitraires, l'intimidation et le profilage racial.

Les étudiants québécois ont aussi été appuyés par d'autres Canadiens, alors que plus de 700 Torontois ont signé une pétition pour exprimer leur solidarité jeudi. Alain Sears, l'un des porte-parole du groupe ayant instauré la pétition, a affirmé que le mouvement étudiant illustrait une tendance mondiale qui pourrait même influencer d'autres actions en Ontario ou ailleurs.

«Lorsqu'il y a une réplique inspirante qui est donnée à un agenda caché, les gens manifestent un grand intérêt», a affirmé M. Sears. Certaines voix se sont élevées pour critiquer la grève et exhorter les étudiants à retourner sur les bancs d'école, des propos rejetés du revers de la main par Mme Penny.

«Il faut vraiment être naïf pour croire que ce sont seulement des jeunes paresseux qui ne veulent pas payer leurs droits de scolarité. Au cours de la prochaine décennie, l'accès à l'éducation deviendra un enjeu majeur pour tous.»

Par Stefani Forste

[Vos réactions \(8\)](#)

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Droits de scolarité : Une première association rejette l'offre - Publié le: samedi 28 avril 2012, 10H51 | Mise à jour: samedi 28 avril 2012, 11H05**



© Simon Clark / Agence QMI  
Line Beauchamp et Jean Charest

Agence QMI

**Une première association étudiante, la TaCEQ, a annoncé samedi qu'elle rejetait «catégoriquement» l'offre de Québec visant à mettre fin au conflit étudiant.**

La TaCEQ, ou Table de concertation étudiante du Québec, fait partie des quatre associations étudiantes qui avaient été admises en début de semaine à la table de négociations du ministère de l'Éducation, avec la FEUQ, la FECQ et la CLASSE.

L'association étudiante, qui représente des étudiants des universités McGill, Laval et Sherbrooke, estime que l'offre du gouvernement Charest ne présente «aucune solution crédible à la crise sociale actuelle».

«Les étudiant-e-s n'ont pas fait autant de sacrifices pour un simple étalement de la hausse. L'annonce d'une indexation additionnelle ajoute l'insulte à l'injure sur la question de la hausse des frais de scolarité», a déclaré Paul-Émile Auger, secrétaire général de la TaCEQ, par voie de communiqué, samedi.

Jean Charest a proposé vendredi d'étalement sur sept ans au lieu de cinq la hausse de 1625\$ des droits de scolarité, en indexant toutefois les deux années additionnelles. Cette mesure fera passer la hausse annuelle de 325\$ à 254\$. Si l'on tient compte du crédit d'impôt, la hausse réelle représente 177\$ par année, comparativement à 230\$. Québec offre aussi d'améliorer l'accessibilité aux bourses en ajoutant 39 millions \$ pour la classe moyenne.

Qualifiant cette offre «d'insuffisante» et «d'insultante», les représentants des trois principales associations étudiantes, la FECQ, la FEUQ et la CLASSE, ont néanmoins indiqué vendredi qu'ils soumettront la proposition du gouvernement à leurs membres au cours des prochains jours. La CLASSE est d'ailleurs en congrès ce week-end, à l'Université Laval, à Québec.

**Afficher 3 commentaires (Québec)**

• Renald

cela ne changera rien pour vous, les étrangers payent déjà davantage que les pauvres petits québécois (enfant roi). Si les québécois se refusent de payer davantage la qualité d'enseignement sera moindre...et elle l'est

déjà dû au gel des frais de scolarité depuis plusieurs années

Renald

Cependant il va falloir proposer le retour en classe si ce n'est pas déjà trop tard. À mon avis le gouvernement n'a pas le choix de faire annuler la session dans les CEGEP ou université en grève depuis plus de 10 semaines. Le gouvernement est là pour gouverner alors c'est à lui de mettre fin à ce conflit de "Caillou". Les gens qui n'ont encore rien dit tout haut en ont raz le bol, toujours cette gang de la gauche qui ne cesse de réclamer. Nous on a d'autres choses à faire que de quémander...on travaille pour que vous puissiez saccager tout sur votre passage. N'attendez pas que l'on descende dans la rue afin que l'on vous ramène à la maison à coup de pieds au cul! Soyez donc productif!

Flo Mignet

Malheureusement j'ai pris connaissance de ce conflit en cours de route, quelqu'un aurait-il un récapitulatif quelque part ? D'après ce que j'ai compris le gouvernement Charest prévoit une hausse des droits de scolarité que les étudiants rejettent, mais trop violemment pour être écoutés par la population. Venant étudier au Québec dans un an et demi j'aimerais en être informé ...

[Afficher 1-80 de 90 commentaires \(Montréal\)](#)

**TVA NOUVELLES: Proposition globale de Québec: «Vers un refus» des étudiants - Première publication samedi 28 avril 2012 à 10h47 - Mise à jour : samedi 28 avril 2012 à 20h06**

Agence QMI

Les représentants des grands regroupements étudiants se sont montrés sceptiques sur l'issue des consultations entreprises auprès de leurs membres, au lendemain du dépôt de l'offre du gouvernement visant à mettre fin au conflit étudiant.

Certaines associations étudiantes ont commencé à prendre position sur la proposition du gouvernement libéral d'étalement sur sept ans au lieu de cinq la hausse de 1625\$ des droits de scolarité. Selon les leaders étudiants, «on s'enlignait vers un refus».

«On va soumettre cette proposition aux différentes assemblées au courant de la semaine», a indiqué le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), **Léo Bureau-Blouin**, à TVA Nouvelles.

Tout comme sa collègue de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), **Martine Desjardins**, M. Bureau-Blouin a l'impression qu'on se dirige «vers un refus».

De son côté, la Coalition large de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE) est réunie à huis clos à l'Université Laval, cette fin de semaine, pour décider de la suite des choses.

«L'offre du gouvernement a fouetté les gens, a indiqué samedi le porte-parole de la Classe, **Gabriel Nadeau-Dubois**. Seulement [vendredi]

dij, il y a eu une dizaine de manifestations un peu partout.»

«Après 11 semaines de grève, tout le monde est fatigué, mais les gens restent très mobilisés », a-t-il ajouté.

**Des refus**

Plus tôt dans la journée, une première association étudiante, la **TaCEQ**, avait annoncé qu'elle rejetait «catégoriquement» l'offre de Québec visant à mettre fin au conflit étudiant.

**Manifestation nocturne vendredi soir**

La TaCEQ, ou Table de concertation étudiante du Québec, fait partie des quatre associations étudiantes qui avaient été admises en début de semaine à la table de négociations du **ministère de l'Éducation**, avec la FEUQ, la FECQ et la CLASSE.

L'association étudiante, qui représente près de 70 000 étudiants des universités McGill, Laval et Sherbrooke, a estimé que l'offre du gouvernement **Charest** ne présente «aucune solution crédible à la crise sociale actuelle».



Photo: Agence QMI

«Les étudiant-e-s n'ont pas fait autant de sacrifices pour un simple étalement de la hausse. L'annonce d'une indexation additionnelle ajoute l'insulte à l'injure sur la question de la hausse des frais de scolarité», a déclaré Paul-Émile Auger, secrétaire général de la TaCEQ, par voie de communiqué, samedi.

Plus de 160 associations et plus de 180 000 étudiants sont en grève générale illimitée. De ces associations, certaines qui étaient en grève et qui tenaient une assemblée générale vendredi ont reconduit les mandats de grève, et ce, après l'annonce du premier ministre et de la ministre de l'Éducation.

Par exemple, les étudiants du **Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu** ont voté à l'unanimité pour le refus de la proposition globale de la ministre.



«C'est vraiment rire des étudiants. C'est excessivement arrogant», a dit **Anthony Bissonnette**, le vice-président de l'**Association générale des Étudiants du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu**, une association indépendante. Le Cégep de Saint-Laurent est le seul établissement affilié à la CLASSE qui a officiellement rejeté l'offre du gouvernement.

«D'autres [associations] attendaient d'avoir une proposition avant de convoquer une assemblée générale», a souligné l'attaché de presse de la FEUQ, Mathieu le Blanc.

Selon ce dernier, il faut compter généralement trois jours ouvrables entre l'envoi de la convocation et la tenue de l'assemblée. «Les votes vont donc se tenir la semaine prochaine», a-t-il précisé.

C'est le cas de l'**Association des étudiants de l'INRS, Urbanisation, Culture et Société** (AEUCS), en grève depuis la mi-mars. Samedi, le responsable sortant des relations externes de l'AEUCS, **Martin Boire**, a indiqué qu'une assemblée générale se tiendra mercredi.

#### **Solution**

Martine Desjardins a indiqué samedi que le comité de campagne de la FEUQ, une instance intermédiaire où siègent les représentants des associations, a approuvé une proposition qui sera dévoilée cette semaine. Selon elle, certains points répondent notamment à l'offre de Québec. De son côté M. Nadeau-Dubois est d'avis que les libéraux ne pourront étirer éternellement ce conflit.

«Les sessions vont devoir être complétées un jour ou l'autre. Les administrations des cégeps commencent à paniquer, a-t-il souligné. Le gouvernement doit trouver une solution.»

Jean Charest a proposé vendredi [d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse de 1625\\$](#) des droits de scolarité, en indexant toutefois les deux années additionnelles. Cette mesure fera passer la hausse annuelle de 325\$ à 254\$. Si l'on tient compte du crédit d'impôt, la hausse réelle représente 177\$ par année, comparativement à 230\$. Québec offre aussi d'améliorer l'accessibilité aux bourses en ajoutant 39 millions\$ pour la classe moyenne.

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE réunie en congrès à Québec – Mise à jour le samedi 28 avril 2012 à 10 h 46 HAE**



*Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois*

Une centaine de délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) sont réunis en congrès, à l'Université Laval, toute la fin de semaine. Ils discutent notamment des dernières offres du gouvernement Charest.

Selon le porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, les étudiants vont rejeter les propositions de Québec.

Rappelons que le gouvernement suggère entre autres d'étaler la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur sept ans plutôt que cinq.

« Les assemblées vont être consultées, mais déjà ce qu'on sent c'est que les gens s'attendaient à un vrai bout de chemin par le gouvernement Charest », a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois.

Parallèlement, les manifestations se sont poursuivies samedi à Québec, Montréal et Gatineau.

Dans la capitale, un pique-nique « mani-festif » a eu lieu au parc de l'Esplanade, devant l'Assemblée nationale. L'événement familial était organisé par les étudiants en architecture de l'Université Laval.

Les organisateurs avaient convié toute la population : « Parce qu'on a faim de discussion! Apportez votre nappe rouge, votre lunch, votre parasol, votre ballon de plage, vos craies! », peut-on lire dans l'invitation.

Vendredi, [des centaines d'étudiants se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale](#) pour dénoncer la dernière offre du gouvernement Charest et réclamer la démission du premier ministre.

Plus tôt dans la journée, une centaine de personnes ont manifesté sur la Grande Allée. De ce nombre, 81 manifestants ont été arrêtés par les policiers.

[Les commentaires \(83\)](#)

## **LA PRESSE.CA: Droits de scolarité: le caucus libéral divisé - Publié le samedi 28 avril 2012 à 08h21 | Mis à jour le samedi 28 avril 2012 à 14h37**

Denis Lessard, La Presse

(Québec) Après plus de 70 jours d'affrontement avec le mouvement étudiant, Jean Charest est à la tête d'une armée divisée. Cette semaine, derrière les portes closes, le caucus libéral s'est fracturé. Un net clivage est apparu quant à la voie à suivre.

Les députés de Montréal, très inquiets des débordements de violence, ont presque unanimement exhorté Jean Charest à mettre de l'eau dans son vin. Au même moment, les élus des régions, ceux de Québec en particulier, prônaient la ligne dure devant les «enfants gâtés». Des élus comme Patrick Huot, de Vanier, ont souligné qu'en deux mois, aucun électeur de leur circonscription n'avait revendiqué de concessions de Québec. Norbert Morin, de Montmagny, a plaidé dans le même sens; la population ne saurait voir l'ouverture du gouvernement contre le dogmatisme des étudiants. Pour les députés des régions, même l'étalement de la hausse sur sept ans au lieu de cinq paraissait un recul. Tôt vendredi, tous ont été convoqués en téléconférence pour s'assurer que les violons seraient accordés pour la fin de semaine.

Fermeté... ou entêtement? Ce n'est pas la première crise qui survient parce que le premier ministre Charest reste campé sur ses positions. La centrale du Suroît, la privatisation d'Orford et l'agonie autour de la décision sur le déclenchement de la commission Charbonneau sont autant de cas où, inflexible, le gouvernement Charest a donné prise à des affrontements, avant de céder.

Ce n'est pas la première crise, mais c'est de loin la plus grave.

«M. Charest est plus *tough* que son monde», entend-on dans les coulisses du «bunker», le bureau du premier ministre. Line Beauchamp, sans une once de vanité, était disposée dès le début à marcher sur la peinture qu'on lui avait demandé de répandre. Cela fait un mois qu'elle est prête à jeter du lest, mais «autour de Jean Charest», on insiste pour maintenir le cap.

Jean Charest a navigué à vue. Encore jeudi soir, on changeait de cap «aux 15 minutes» sur la marche à suivre. L'offre «globale» faite conjointement avec la ministre Beauchamp a été retenue, mais des scénarios où M. Charest, seul, aurait fait une déclaration à la population au début de la semaine prochaine ont aussi été évoqués. Mercredi, Mme Beauchamp avait pris prétexte d'accrochages mineurs pour rompre les négociations avec les étudiants. Un constat: au bout d'une semaine de ces discussions, rien n'aurait avancé. Aussi bien «casser l'élastique» tout de suite, pour tenter de reprendre le contrôle de l'agenda grâce à l'annonce de vendredi.

En 11 semaines, M. Charest n'aura pas souvent fait mouche. Québec a mésestimé l'ascendant de la CLASSE sur l'ensemble du mouvement étudiant et sous-évalué la solidarité des associations. On s'attendait à ce que le mouvement s'étiolerait de lui-même après les vacances de Pâques. Québec s'est trompé en pensant que les tribunaux forceraient le retour en classe. On pensait pouvoir diaboliser le jeune Gabriel Na-

deau-Dubois. Autant de déconvenues pour Québec.

L'attitude de Jean Charest vendredi en disait long sur son exaspération. Dans un bien rare moment d'impatience, il a sauté les plombs quand un journaliste a insisté pour qu'il dise carrément qu'il ne déclencherait pas d'élections avant l'été, pour inviter les Québécois à trancher dans ce débat. C'est «grotesque», a-t-il répondu, de penser qu'on puisse appeler les électeurs aux urnes dans ce contexte de crise. Mme Marois a été «ignoble» de laisser entendre que le gouvernement pourrait tenter de tirer profit de cette crise, a-t-il dit. «Si vous n'avez pas compris ma réponse, vous ne la comprendrez jamais!», a-t-il lancé, irrité. Il a dû s'excuser deux heures plus tard.

C'était le Jean Charest des mauvais jours, l'impatient de la campagne de 2007, où il avait failli échapper le pouvoir. En fond de scène, il faut savoir que des tensions subsistent à la permanence du Parti libéral du Québec (PLQ), si bien qu'on a demandé à des vétérans d'annoncer qu'ils solliciteraient un autre mandat, simplement pour faire disparaître l'impression de départs massifs. De plus, le «contenu» d'un programme électoral du PLQ n'est pas très avancé. Le PQ, quant à lui, a soumis le sien à son comité de direction vendredi soir.

Le conflit qui dure depuis plus de 70 jours aura fermé la porte à toute velléité de scrutin. Les sondages indiquent qu'une très nette majorité des électeurs sont favorables à la position du gouvernement. Mais M. Charest n'osera pas

lancer les dés. Car les gens ne se demandent pas qui, d'entre les étudiants ou le gouvernement, a raison. Ils se demandent pourquoi, après 11 semaines, c'est encore la pagaille sur les campus.

## LA PRESSE: 10+1 questions avec Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin - Publié le samedi 28 avril 2012 à 05h00



Photo Marco Campanozzi, La Presse  
Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin

Nathalie Collard, La Presse

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au premier plan médiatique et lui pose 10 questions en lien avec la couverture dont elle a été l'objet. La 11e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'est entretenue avec les porte-parole de la FEUQ, Martine Desjardins, et de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. (Nous avons interviewé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, seul, le 17 mars dernier.)

### 1 Dans quel état d'esprit êtes-vous aujourd'hui (vendredi)?

Martine Desjardins: Préoccupée. On vit une crise et, au cours de la semaine, on est passés d'un état où on pensait que ça allait se régler à un effondrement total. Je suis préoccupée de voir comment on va résoudre ce conflit. Je trouve que c'est beaucoup de poids à porter pour nous trois.

Léo Bureau-Blouin: Il y a de l'inquiétude aussi. D'une semaine à l'autre, on se dit: cette semaine est la bonne. Je pense qu'on avait fait beaucoup de gestes d'ouverture pour avoir accès à la table de discussions et on a l'impression que les efforts de négociation du gouvernement sont des exercices de relations publiques plutôt qu'une volonté réelle d'en arriver à quelque chose.

### 2 Que répondez-vous à l'offre globale du premier ministre Charrest?

LBB: C'est un peu dommage que le premier ministre négocie sur la place publique alors qu'on aurait aimé poursuivre les discussions. Hier matin, il ne s'adressait pas aux étudiants, mais à la population. On va prendre le temps de consulter nos membres, mais cette offre ne sera pas suffisante pour mettre un terme à la grève.

MD: C'est insultant et nettement insuffisant. La réponse de nos associations jusqu'ici est assez claire. Cette annonce a plutôt jeté de l'huile sur le feu.

### 3 Allez-vous présenter cette offre à vos membres?

MD: Les associations qui ont voté pour reconduire la grève hier l'ont fait avec une forte majorité. La proposition a plutôt provoqué plusieurs annonces de manifestations.

LBB: On a discuté avec certains de nos membres et les gens ont l'impression de se faire niaiser. On doit discuter davantage et sans doute que la proposition sera à l'ordre du jour dans les assemblées la semaine prochaine.

### 4 Espérez-vous retourner à la table de négociation?

LBB: On garde espoir. On continue à réfléchir à l'idée de médiation et l'ancienne juge Louise Otis, qui est médiatrice ainsi qu'une figure très connue au Québec, s'est montrée intéressée. Nous allons cheminer.

MD: Si la négociation reprend, il est clair qu'il faudra une médiation, car le premier ministre a fait la preuve hier qu'il ne nous entend pas.

### 5 Croyez-vous que Line Beauchamp puisse encore régler ce conflit?

MD: J'ai l'impression qu'elle en a tellement fait une affaire personnelle qu'elle a de la difficulté à prendre la distance nécessaire et à s'élever au-dessus de la masse. C'est franchement déplorable, car c'est quand même la ministre de l'Éducation. Ce débat sur la hausse des droits de scolarité est devenu un conflit d'ego et ça devient extrêmement difficile à gérer.

LBB: Je ne pense pas, je doute même que ce soit elle qui pilote ce dossier depuis quelques jours. C'est plutôt le premier ministre et son équipe et je doute de sa volonté à lui de le régler.

### 6 La CLASSE semble vouloir se radicaliser. Jusqu'où allez-vous être solidaires?

LBB: Pour nous, c'était important d'être solidaires lorsque la ministre a exclu la CLASSE parce qu'ils avaient répondu aux critères d'entrée pour faire partie de la discussion. On va réévaluer la situation chaque semaine, mais, pour l'instant, rien ne laisse présager de la part de la CLASSE des gestes d'une violence extrême ou des coups d'éclat qu'on ne pourrait tolérer.

MD: On a catégorisé la radicalisation du côté de la CLASSE, mais de notre côté aussi, on se radicalise. On est passés de manifestations pacifiques au blocage de bureaux, ce n'est pas banal. Je ne suis pas en train de dire qu'on va porter des coups d'éclat, mais c'est assez inhabituel pour la FEUQ d'encourager des gestes de la sorte. Le conflit s'étire et nos membres veulent une solution.

### 7 Certains voient la CLASSE comme un boulet à votre cheville, une association qui fait du chantage dans les coulisses afin que vous demeuriez solidaires. Que répondez-vous à cela?

MD: J'entends beaucoup dire que la CLASSE nous fait du chantage. Au contraire, jeudi, c'est la CLASSE qui nous a appelés pour nous dire: que peut-on faire? On s'est plutôt entraînés dans tout ça.

LBB: On veut éviter la stratégie de diviser pour régner. L'objectif d'une table de négociations, c'est d'arrêter la grève. Si on a la moitié ou à peu près des étudiants qui ne suivent pas parce qu'ils ne se sentent pas représentés dans le dossier, on n'est pas plus avancés. L'idée, c'est que toutes les associations étudiantes se sentent à l'aise. On essaie de se tenir ensemble même si ce n'est pas toujours facile.

### 8 Avez-vous l'impression que le gouvernement s'est servi de vous pour marquer des points en vue de prochaines élections?

MD: Clairement. Au début, ce n'était pas aussi évident, mais là, assurément. Le conflit dure depuis 11 semaines et le gouvernement en tire profit dans les sondages. Il fait de la petite politique sur le dos des jeunes.

LBB: Le conflit lui permet d'aller marquer des points dans des électorsats très ciblés pour se faire réélire. Quand ils ont exclu la CLASSE cette semaine, il savait quelles conséquences cela aurait, nous l'avions avisé au préalable que nous serions dans l'obligation de partir. Les étudiants ont une part de responsabilité, mais le gouvernement aussi.

### 9 En temps normal, les cours seraient terminés. Or, des trimestres au cégep à l'université sont menacés et des étudiants et élèves doivent revoir leurs plans pour l'été. Que dites-vous aux étudiants qui, tout en appuyant votre lutte, se retrouvent devant un avenir incertain à court terme?

MD: La grève restera un apprentissage pour les étudiants.

Ils se sont rassemblés, ils ont débattu et ils ont réalisé qu'ils avaient un pouvoir décisionnel entre leurs mains, ce qu'ils ne croyaient plus possible. C'est un beau gain. Pour le reste, c'est leur décision de reconduire la grève et ils l'assument.

LBB: J'aimerais leur dire que leurs sacrifices n'ont pas été vains, qu'on va tout faire pour qu'ils ne repartent pas de la négociation les mains vides. Et que le jour où cette grève va se terminer, on va s'assurer que la reprise des cours se fasse de manière cohérente.

### 10 Des étudiants s'en prennent aux journalistes dans les manifestations. Comment expliquez-vous cela?

LBB: Dans un premier temps, ce sont des comportements inacceptables. Il y a actuellement une polarisation, une frustration généralisée et ça touche aussi le traitement de l'information. Parfois, les gens ont l'impression qu'ils sont mal couverts et que leur message est mal transmis. Quand on est à l'extérieur des médias, on ne comprend pas toujours leur fonctionnement.

MD: En effet, je crois que ça fâche les gens - qui sont émotifs et fatigués - de voir qu'on s'attarde trop à la violence et qu'on parle peu des manifestations pacifiques.

### 11 Si vous deviez laisser votre poste pour une raison X, quel serait le principal conseil à votre successeur?

LBB: Mon mandat d'un an se termine le 1er juin, alors je devrai me livrer à cet exercice pour vrai. Mon conseil, c'est que lorsqu'on s'engage dans une bataille, il faut s'assurer d'y croire, d'être convaincu de ce qu'on fait, car tout le monde va essayer de nous convaincre qu'on a tort, surtout quand on se bat contre le gouvernement qui a plus de ressources que nous.

MD: Je dirais qu'il faut s'assurer d'être entouré. Je ne serais pas où je suis si je n'avais pas mon équipe autour de moi. Je l'ai choisie et je peux voir

aujourd'hui, dans ce moment crucial, à quel point elle est importante.

## LE DEVOIR: QS cherchera à récolter les carrés rouges – Samedi 28 avril 2012

Antoine Robitaille

La crise étudiante représente une occasion pour Québec solidaire, a plaidé Amir Khadir hier soir en ouverture du huitième congrès du parti de gauche à l'école Édouard-Montpetit dans l'est de Montréal. La plateforme électorale que QS doit adopter d'ici dimanche devra, au sens du député de Mercier, faire comprendre aux jeunes en grève que le parti est avec eux : « Ils doivent se sentir invités par nous pour [que] le jour où le Québec aura besoin de leur combat, non pas uniquement dans la rue mais du côté des urnes, ils comprennent que leur place est à nos côtés, dans nos rangs. » QS aimerait d'ailleurs convaincre certaines des figures de proue du mouvement étudiant, Martine Desjardins (FEUQ), Gabriel Nadeau-Dubois (CLASSE) et Léo Bureau-Blouin (FECQ), de porter les couleurs de QS lors de la prochaine campagne électorale. Les membres du comité électoral de QS ont confié au Devoir qu'ils trouvaient « très intéressants » ces trois représentants. Aucune démarche formelle, toutefois, n'aurait été entreprise.

### Vos réactions (6)

- Patrick Asselin – Inscrit, 28 avril 2012 01 h 33  
Une belle gifle pour le PQ  
Madame Marois appuie la lutte étudiante alors ces même carrés rouges lui ont fait perdre 6 points dans les sondages. Maintenant, QS veut les recruter pour en faire des candidats vedettes. Pendant ce temps, le PLQ gagne en popularité. Ce Charest reste un fin renard malgré tout.  
Qui est donc ce "grand" conseiller de Pauline Marois, ce "pontifex maximus" ... Ah oui, n'est-ce pas un certain Jean-François Lisée
- Mathieu Bouchard – Abonné, 28 avril 2012 12 h 37  
C'est pas « les sondages » dont vous parlez, c'est CROP sur un mois. Les sondages Forum (nouveau 3ième joueur régulier au Québec) parlent d'une perte de 4 points en 2 semaines et 6 points en un mois (avant-dernier sondage).  
C'est vrai que ça confirme Léger, mais ce que je veux dire c'est que CROP ne représente pas nécessairement l'ensemble des sondages, et les différences peuvent être si-

gnificatives. Pendant que CROP dit que c'est 30 à 28, Forum dit que c'est 35 à 35 : méchante différence de pourcentages !

Notez aussi que pratiquement toutes les maisons de sondages prédisent plus pour le Parti Vert que ce qu'il obtient réellement : CROP prédisait une moyenne de 6 % dans les trois sondages avant les dernières élections, et ils ont obtenu 2 %. Où sont allés ces pourcents manquants, et pourquoi les maisons de sondages ont continué à surestimer un parti dont on entend jamais parler ? Qu'est-ce que ça veut dire pour la fiabilité des données relatives aux gros partis ?

Mathieu Bouchard – Abonné, 28 avril 2012 12 h 38

ERRATUM : j'ai dit « que ça confirme Léger », alors que je devais dire CROP, puisqu'on parle du dernier sondage CROP.

Daniel Hémond – Inscrit, 28 avril 2012 03 h 45

J'ai confiance

Petit à petit l'oiseau fait son nid, chaque brindille est importante à la construction de la structure qui abritera la nouvelle génération. Je crois que la nouvelle génération de Québécois à besoin d'un nid où le respect

des humains, de tous les humains est une priorité. J'ai confiance au mouvement des grévistes étudiants. Il devrait aboutir à une action politique contre les profiteurs, les ripoux, et les politiciens collaborateurs du Big Business qui ignorent les vrais besoins du peuple Québécois. Si QS représente cet option et bien qu'il en soit ainsi. Pour ma part je serai avec le parti sans parti ...

sparte – Inscrit, 28 avril 2012 12 h 16

Division de l'opposition.

Resultat de la division du vote? la reelection du PLQ. Bravo QS.

Jos.-Rene Poirier.

Marie-France Legault – Inscrit, 3 mai 2012 09 h 46

Des partis désunis...

contribueront à la ré-élection du P.L.Q.

C'est bien beau, bien transparent laver son linge sale en public (P.Q.), mais les citoyens lucides ne peuvent pas élire des politiciens qui se couillonnent les uns les autres, qui se chicanent continuellement, et qui ont des ÉGOS super développés

La NATION ils en ont rien à foutre...

## LE DEVOIR: L'«ignoble» élection sur le dos de la jeunesse – Samedi 28 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Jean Charest, premier ministre du Québec: des élections printanières?

Robert Dutrisac

«Grotesque ! », a lancé Jean Charest aux journalistes qu'il interrogeait sur la possibilité qu'il déclenche des élections générales en profitant de la crise étudiante. C'est le Parti québécois, la Coalition avenir Québec et les médias qui parlent d'élections. « Je n'ai jamais soulevé la question d'une élection. Ce ne fut jamais soulevé par moi, ce fut soulevé par d'autres », a insisté le chef libéral. Mais ce n'est pas parce qu'on ne parle pas d'une chose qu'elle ne surviendra pas. Surtout que L'art de la guerre de Sun Tzu demeure aux dernières nouvelles la bible de Jean Charest.

Dans son livre, Sun Tzu écrit que « l'art de la guerre repose sur la duperie » ou le mensonge, selon les traductions. « Capable, passez pour incapable ; prêt au combat, ne le laissez pas voir ; proche, semblez donc loin ; loin, semblez donc proche. [...] Attaquez là où il ne vous attend pas ; surgissez toujours à l'improviste. »

Jean Charest avait fait le coup en décembre 2008 en surprenant ses adversaires avec des élections-surprises. Au PQ, on jure qu'on ne se fera pas prendre deux fois. Croisé hier, Éric Caire se souvient aussi de 2008. « Devrait-on le croire aujourd'hui. Je vous le dis : dans deux semaines, on est en élection », croit le député caquiste.

Certains députés libéraux craignent que Jean Charest fasse « des élections sur le dos de la jeunesse », du jamais vu. « Un de ses proches m'a dit qu'il a décidé d'y aller », a confié un libéral.

Mais hier, Jean Charest, quand il a dévoilé ses offres finales aux étudiants, a qualifié d'« ignoble » le fait de souhaiter des élections ce printemps. « Mme Marois a demandé qu'on déclenche des élections. Franchement, j'ai trouvé ça ignoble », s'est insurgé le premier ministre. « Je trouve ça franchement grotesque de croire que le gouvernement appelle une crise pour un calcul politique », a-t-il affirmé.

Or, existent justement autour de lui des gens qui sont payés pour faire ce type de calculs politiques. Des gens qui préparent les prochaines

élections. Des gens qui dressent une « fenêtre » pour permettre au chef libéral, si c'est son souhait, d'appeler les électeurs aux urnes.

Une de ces fenêtres, c'est un déclenchement tout de suite après le Conseil général du PLQ, les 4, 5 et 6 mai à Montréal, pour un scrutin le lundi 11 juin. Le gouvernement a multiplié les annonces ces derniers temps ; les ministres furent très actifs. Puis Jean Charest devait vivre un temps fort, le Salon Plan Nord à Montréal. Cela ne s'est pas déroulé comme prévu ; que voulez-vous, il y a des impondérables. Une crise étudiante, ce n'est pas de tout repos, et une blague qui tombe à plat peut faire le plus mauvais effet.

Si on se permet de décoder les propos de Jean Charest, un exercice toujours risqué, il n'y aura donc pas d'élections ce printemps. « On n'en est pas là aujourd'hui », a-t-il dit hier. Un « aujourd'hui » qui maintient l'ambiguïté. Et demain ? serait-on tenté de lui demander.

Mais au moins Jean Charest a donné, hier, la principale raison pour laquelle il n'est pas dans l'intérêt de son parti de déclencher des élections ce printemps. Les libéraux donneraient l'impression de chercher à profiter de la crise étudiante, une crise que le chef libéral aurait l'air d'avoir « préméditée » et « nourrie », pour reprendre les mots de Pauline Marois.

### Loi et ordre

Certains députés libéraux craignent que Jean Charest se lance en élection avant même d'avoir

réglé la crise sur le thème de la loi et l'ordre. Ces dernières semaines, le chef libéral et le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, ont beaucoup insisté pour dénoncer la violence, le fait, selon eux, non seulement de casseurs, mais d'une association étudiante, la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Le ministre a même évoqué la possibilité que son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, soit arrêté par la police.

Jean Charest a cherché à associer Pauline Marois et le PQ à la CLASSE et à la violence. Le premier ministre a accusé la chef péquiste d'avoir tardé à condamner la violence et l'intimidation. Jeudi encore, lors de l'étude des crédits du Conseil exécutif, il a demandé à répétition à la chef péquiste si elle jugeait que le gouvernement devait négocier avec la CLASSE. Sous-entendu : vous traitez avec la CLASSE, vous souscrivez donc à la violence.

Chose certaine, Jean Charest croit que Pauline Marois paiera un prix politique pour son appui à la grève. « Elle porte encore le carré rouge aujourd'hui ; bien, elle en portera la responsabilité

également aux yeux des Québécois », a-t-il déclaré cette semaine à l'Assemblée nationale.

Certains stratèges libéraux croient que le Parti libéral gagne des points dans cet affrontement avec les étudiants. Un sondage Léger Marketing, publié hier dans Le Journal de Montréal, montre d'ailleurs que 58 % des répondants appuient davantage la position du gouvernement que celle des étudiants, une progression de 10 points de pourcentage depuis février.

En outre, les manifestations se déroulent à Montréal ; à l'exception de Sherbrooke et de Gatineau, les autres régions ne sont pas touchées. Et sur l'île de Montréal, les châteaux forts libéraux ne sauraient être menacés, quoi qu'il advienne de la grève étudiante.

Comme le relatait avec candeur le ministre et député de Frontenac Laurent Lessard, il participait pendant les manifestations à un pique-nique pour célébrer l'agrandissement du cégep de Thetford, dont les étudiants ont voté contre la grève. « Il y a DES réalités, celle du médiatique qui, elle, est forte parce qu'ils font des petits coups, de la guérilla », a dit Laurent Lessard à des journalistes en parlant des manifestants à

Montréal. « Pour te dire une affaire : le monde est tanné de regarder la TV en regardant ça. La plupart font comme nous autres, ils regardent d'autre chose. »

La fermeté du gouvernement pourrait lui rapporter des appuis en région, augmenter les intentions de vote chez les francophones en faveur du PLQ, calcule-t-on.

La grève étudiante, avec cet accent sur la loi et l'ordre, est un « wedge issue », comme disent les Américains, un enjeu qui divise les électeurs mais qui permet de récolter des appuis chez les électeurs plus conservateurs.

Il y a toutefois un revers à cette médaille. Déclencher des élections sans que le conflit avec les étudiants soit réglé pourrait se retourner contre Jean Charest. C'était au chef libéral de régler le problème et il en a été incapable, pourraient penser les électeurs. Sans parler des perturbations que les étudiants en rogne pourraient causer tout au long de la campagne libérale.

À moins de se servir des débordements pour renforcer un discours sur la loi et l'ordre. Et pour bien des libéraux, c'en est trop.

### Vos réactions (8)

- Monsieur Brodeur – Inscrit, 28 avril 2012 03 h 25  
L'extrême droite.  
«La fermeté du gouvernement pourrait lui rapporter des appuis en région, augmenter les intentions de vote chez les francophones en faveur du PLQ, calcule-t-on»  
Je suis d'accord avec vous. C'est palpable. L'extrême droite fuit la CAQADQ pour tomber dans les bras de Charest. Est-ce que Legault sera content? peut-être.. Est-ce que ce sera suffisant pour faire réélire le PLQ? peut-être.. (et pour charest et les libéraux, ce "peut-être" est salutaire. Ils n'auront peut-être pas d'aussi belles fenêtres dans l'avenir, en tout cas pas avec les dossiers chauds qui sont occultés actuellement par les manifestations prévisibles, causés par la hausse abusive des frais scolaires.)  
Stéphane Brodeur, montréal.
- Normand Carrier – Abonné, 28 avril 2012 07 h 24  
Gros test (grotesque) de crédibilité pour vous monsieur Charest .....
- Pour tous les électeurs bien renseignés sur la politique, il est évident que Jean Charest et son gouvernement ont bati cette crise en mettant de l'huile sur le feu et retarder 10 semaines avant d'accepter de rencontrer les étudiants .....
- Le deuxième jour de rencontre, il a utilisé un prétexte pour exclure la Classe et mettre fin aux négociations durant lesquelles rien de concret n'a émané .....
- Pour la majorité des électeurs, Jean Charest veut se servir de cette crise pour sauver sa peau et tenter de déclencher une élection sur le dos des étudiants .....
- Il intervient à la onzième semaine en court-circuitant les associations étudiantes et tenter de leur imposer sa solution .....
- Il était insultant pour l'intelligence des électeurs de voir Jean Charest utiliser les mots Odieux et Grotesque pour qualifier tous ceux qui osaient mettre en doute sa crédibilité concernant ses manipulations électoralistes .....
- Si votre incapacité à régler ce conflit se confirme, il semble que la seule voie sera une élection tel que demandée par madame Marois ...Monsieur Charest a sans doute oublié qu'il avait menacé madame Marois d'aller en élection sur le conflit étudiant dans les pre-

- mières semaines de grève ou de boycott .....
- C'était tellement odieux et grotesque de faire de la petite politique, monsieur Charest, au début de ce conflit .....
- Les professeurs et les étudiants devront tous vous recaler pour avoir échoué votre test de crédibilité et vous faire disparaître du monde politique .....
- Andre Ewert – Inscrit, 30 avril 2012 22 h 22  
Ce n'est pas facile de faire des élections dans ce contexte. Ca doit être difficile pour le gouvernement d'imposer ces hausses mais les contraintes financières et le déficit doivent lui forcer la main. Il est sur qu'il serait plus logique de faire payer les étudiants quand ils ont gradué et ont un bon emploi lucratif. Mais les pret/bourses jouent déjà un peu ce rôle. Il manque maintenant LE PLAN SUD et aussi une stratégie écolo pour protéger le territoire du PLAN NORD pour que des gains politiques puissent être réalisés. Toutefois, c'est rassurant de voir cette jeunesse finalement mobilisée pour quelque chose.
- Marie-France Legault – Inscrit, 29 avril 2012 09 h 17  
La gauche caviar...  
disait un certain animateur clairvoyant....  
cette division, ces étiquettes ne changent rien à la RÉALITÉ...  
on a décidé à partir d'étiquettes que la DROITE est mauvaise et que la GAUCHE est synonyme d'évolution, de progrès...  
l'anarchie, le chaos, seraient-ils de la GAUCHE CAVIAR...pour les intérêts particuliers de certains enfants gâtés...  
tout avoir et faire payer les autres...
- M. Miclot – Inscrit, 29 avril 2012 14 h 58  
Eh oui la droite est mauvaise. elle est synonyme d'exploitation et de caste. Seule les nantis ont des droits et l'argent règne en maître. Et la Terre tourne autour du soleil! On n'y peut rien. Personnellement Robin des Bois et plus attachant que le prince Jean.
- France Marcotte – Abonnée, 29 avril 2012 12 h 03  
Éloge de la faiblesse  
Ces petits jeux stratégiques décrits ici sont absolument dégoûtants. Miser sur l'ignorance et maintenir le discours politique au niveau le plus superficiel possible pour faire des gains, diviser...même ce Sun Tzu ne se serait sans doute pas abaissé jusque là.

Tous les coups sont bons dans l'art de la guerre, la fin justifie les moyens? Avoir des sentiments pour son peuple, même si ce n'est que de la compassion, cela serait une faiblesse?

- Un peu de faiblesse alors, par pitié!  
M. Miclot – Inscrit, 29 avril 2012 15 h 03  
Pauvre Charest  
Même plus capable d'être machiavélique, ses petites combines sont tellement connues qu'elles se dévalent toutes seules. Et ce n'est que le début de ses malheurs car dans dans peu de temps ce monsieur va devoir rendre des comptes sur sa malgouvernance.

- Denis Paquette – Abonné, 29 avril 2012 16 h 41  
Mieux vaut le maquis  
Est-ce que les québécois accepteraient que le mensonge devienne la norme, que tout le monde mente a qui mieux mieux, ce n'est pas dans nos mœurs et notre culture.  
Si pour les chinois faire de la politique, c'est se faire la guerre, ce n'est pas dans nos mœurs.

- Les québécois comme l'ont chanté les poètes sont des gens de paroles, c'est bien connu partout dans le monde  
Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui voudraient, au nom de leurs intérêts que l'on redevienne les petit moutons de la S.J.B., mais il n'en est pas question  
Mieux vaut le maquis et mourir en prison que de devenir des moquette sur lesquelles les bien nantis s'essuient les pieds

- Marion Theroux – Inscrit, 1 mai 2012 06 h 42

- La plupart... regarde autre chose?  
Ce qui m'étonne le plus, hors l'indignité des membres du parti libéral, c'est le type de réaction telle que celle de "Laurent Lessard à des journalistes en parlant des manifestants à Montréal. « Pour te dire une affaire : le monde est tanné de regarder la TV en regardant ça. La plupart font comme nous autres, ils regardent d'autre chose. »"  
Il faut vraiment ne pas avoir de coeur pour préférer se divertir à tout prix et ne pas voir, ni vouloir voir, que ses enfants sont dans la rue, et qu'ils s'efforcent, eux de quelque chose pour construire un monde meilleur.  
Continuez à manger vos chips M. Lessard et à regarder ailleurs.

**LE DEVOIR: La jeunesse qui pousse le Québec à la maturité: [Entrevue avec Nicolas Lévesque]: Face à l'échec du modèle d'autorité néolibéral, les «Y» avancent une vision humaniste à long terme – Samedi 28 avril 2012**

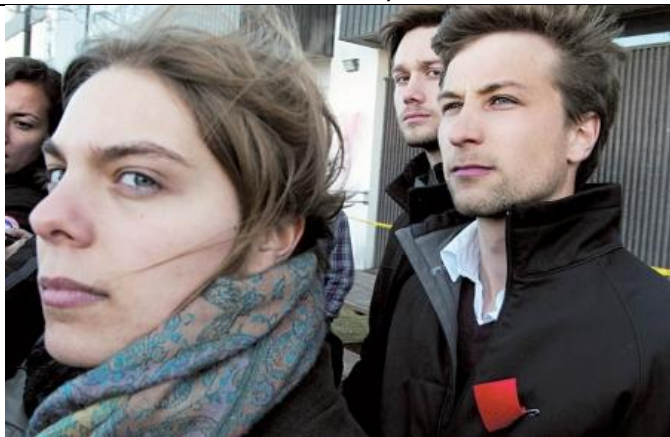


Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

*Les leaders étudiants Jeanne Reynolds, Gabriel Nadeau-Dubois et Léo Bureau-Blouin seraient devenus les porte-parole d'une jeunesse forcée de pousser le Québec vers une plus grande maturité.*

Catherine Lalonde

Dans le coin droit, la valse-hésitation du gouvernement. Les prétextes pour ne pas aborder la hausse des droits de scolarité, nerf de la grève. L'ergotage sémantique sur la violence, la façon de réfuter la complexité du dossier, de nier les regards nuancés, la condescendance. Dans le coin gauche : les jeunes. Pas censés penser plus loin que demain, ils se battent, disent-ils, pour les futurs enfants. Ils refusent la division, restent solidaires et démocratiques, incarnent entièrement leur idéologie. Sonneraient-ils l'âge de raison du Québec, qu'on a dit si longtemps adolescent ? Nicolas Lévesque est philosophe et fils de philosophe, psychologue et psychanalyste. Il dirige la collection « Nouveaux essais spirale » des éditions Nota bene. En 2009, il y publiait (...) Teen Spirit. Essai sur notre époque, une analyse de l'esprit adolescent, pas encore adulte, de notre société. Il y prône la fin du cynisme, la beauté du vieillissement de la pensée. « On associe souvent le fait de devenir adulte avec la tendance à se caser, s'écraser dans le confort, y écrit-il, alors que c'est précisément le contraire : c'est faire éclater les cases, déployer toute son énergie, vivre l'inconfort, la fatigue, le temps qui manque, ne plus attendre de correspondre à une catégorie et se frayer un chemin particulier, incomparable, comme un fou, comme un sage [...]. » Questions-réponses avec l'auteur sur la crise actuelle.

**Comment lisez-vous la crise actuelle ?**

Je pense que nous sommes à la fin du teen spirit, à son dernier trait. Comme si nous vivions l'aboutissement de la crise d'adolescence qui ouvrira le Québec à l'âge adulte. Comme si nous passions, tel que le disait Miron, de l'âge de la parole à l'âge de la réflexion. Ce qui est évident avec la crise étudiante, c'est que le modèle d'autorité présenté par le gouvernement est dépassé. On sait que ce ne sont plus nos dirigeants qui prennent les décisions, que les structures sociales sont dérégulées. Que l'idéologie néolibérale, capitaliste, économiste, roule toute seule. Le gouvernement y est soumis, ni souverain, ni autonome. On a élu des êtres humains au pouvoir, avec un jugement, et les voilà qui se fient seulement

à des statistiques, des études de marché, des chiffres. Au lieu de dire aux jeunes et à la CLASSE de cesser de jouer le jeu de l'intimidation, on pourrait demander au gouvernement de cesser d'être intimidé par les pouvoirs financiers.

**La génération Y des 18 à 34 ans, qu'on croyait apolitique et individualiste, est-elle plus adulte que ses prédécesseurs ?**

Elle montre au monde la colère refoulée des «X», dévoile que ceux-ci n'étaient que la première génération à avoir frappé le mur invisible d'un capitalisme nouveau, radical, incontournable. Les «Y» se heurtent aujourd'hui à ce mur, mais de manière active. Ils le rendent visible, en révèlent les formes : une grosse machine à sous qui a pris le contrôle de la société, de toutes ses institutions - universités, hôpitaux, partis politiques. Les étudiants ont des idées humanistes, se mobilisent au nom de la prochaine génération. Ils ont une impressionnante vision à long terme. Le gouvernement, lui, ne montre pas de patience. Il regarde les choses à la pièce, pense à la remise de la session ou aux conséquences pour cet été, au mieux à la fin de son mandat. L'éducation envisagée à court terme, c'est franchement terrible. À l'âge qu'ont les étudiants, c'est dur de leur demander d'être plus matures que le gouvernement.

**Peut-on demander au gouvernement d'être « plus mature » ?**

Ce qu'on voit finalement, c'est que nos dirigeants sont des pions. Des enfants qui jouent. Ça serait beau que Jean Charest se lève un matin en disant « je suis tanné de recevoir des téléphones de Power Corporation, des minières et des pétrolières ». Je pense que nos dirigeants ne voient même pas le « big picture », hypnotisés par leurs rôles. Ce sont des grenouilles qui se pensent plus grosses que le boeuf. Résultat : des enfants en position d'autorité, face à des enfants obligés de vieillir trop vite. Si, comme jeune, tu as ce poids sur les épaules, et qu'en plus tu te fais traiter de petit merdeux d'individualiste qui écoute juste son iPod, ben oui, tu vas avoir envie de péter des vitrines. L'impasse que les jeunes dévoilent avec la violence existe bel et bien. Ce qui est scandaleux de Charest et Beauchamp, c'est qu'ils nient cette impasse. On revit le Titanic. Le problème actuel, c'est que les jeunes ne voient pas pour qui voter pour que ça change. C'est là que la démocratie ne marche plus, si tous les partis sont financés par cette idéologie néolibérale.

**Comment rétablir le dialogue entre ces valeurs et ces générations si différentes ?**

Je ne pense pas qu'il y ait de dialogue possible présentement. Simplement. Les jeunes voient cette société complètement colonisée par un système externe. Les autorités sont en déni. La CLASSE a raison de n'accepter aucune solution facile. Je pense qu'elle devrait être plus radicale encore dans le discours et la philosophie, et moins dans les gestes, et dire que c'est tout le système qu'il faut repenser : la santé, l'éducation, le politique. C'est le temps d'aller jusque-là. Même si les étudiants gagnaient maintenant, ça serait une économie de bouts de chandelle. Ils n'ont pas résisté jusque-là pour retirer un petit 1000 \$. Ce serait une immense défaite. Il faut leur dire qu'ils sont en train de changer le monde. Et qu'on va les aider. Qu'on va leur donner les outils pour changer la société. On ne peut pas s'excuser en disant « oui mais, moi j'ai payé des droits de scolarité, qu'ils les paient eux aussi », ce ne serait qu'un signe d'amertume. C'est vraiment mal vieillir que de ne pas vouloir que les jeunes aient une meilleure vie que nous. Il faut toujours souhaiter que nos enfants nous dépassent.

**[Vos réactions \(34\)](#)**

**LE DEVOIR: Le coût de la gratuité: Les calculs indiquent que Québec devrait y consacrer moins de 1 % de son budget de dépenses – Samedi 28 avril 2012**



Photo : Agence France-Presse Fred Dufour

*Le Québec est sous la moyenne canadienne en ce qui a trait à la facture refilée aux étudiants universitaires, mais se situe au-dessus de celle des pays membres de l'OCDE.*

Alexandre Shields

Convaincu que la hausse des droits de scolarité est absolument essentielle, le gouvernement Charest n'en a jamais évoqué la possibilité. Mais l'idée d'instaurer la gratuité scolaire n'a en pas moins fait l'objet d'analyses économiques. Et règle générale, les calculs indiquent que celle-ci obligerait Québec à y consacrer moins de 1 % de son budget de dépenses.

Selon Simon Tremblay-Pépin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, il faut d'abord déterminer la « contribution des étudiants » telle que présentée dans les documents du gouvernement. Pour l'année 2011-2012, celle-ci s'élève à 750 millions de dollars. Ce montant serait en quelque sorte le coût brut de la gratuité. Compte tenu du budget actuel des dépenses, soit environ 70 milliards, le montant de 750 millions représente 1 % du budget.

On pourrait toutefois choisir de soustraire le crédit d'impôt offert pour les droits de scolarité. Dans ce cas, l'élimination de la facture refilée aux étudiants engendrait des coûts supplémentaires d'environ 560 millions pour le gouvernement. Et selon M. Tremblay-Pépin, Québec pourrait aussi choisir la voie de la « quasi-gratuité » déjà en vigueur dans le réseau collégial, ce qui permettrait encore de réduire la facture pour le gouvernement. Il s'agirait alors de maintenir les frais d'admission et les frais afférents que paient déjà les étudiants.

#### **Vos réactions (9)**

- Marianne Falardeau – Abonnée, 28 avril 2012 11 h 12  
Tout est une question de perspective. Quand on pense que la gratuité scolaire représenterait 1% du budget des dépenses. Donc les libéraux ont prévu 1,75 milliards pour restaurer des sites miniers pollués par des entreprises qui ont fait des profits monstres avec nos richesses naturelles. Le Plan Nord coûtera 80 milliards, dont la moitié provenant de nos poches.  
Mais 1% pour l'éducation, selon M. Charest, c'est hors de question. On voit qu'il a de belles priorités, et que l'avenir de ma génération n'en fait pas partie. Au lieu de la connaissance et de l'instruction, il nous léguera des territoires pollués.  
Merci Monsieur Charest.
- Poirier Sylvie – Inscrite, 28 avril 2012 21 h 05  
Ce n'est pas une question de priorité C'est plutôt une question des maudits québécois qui sont têtus. Je pense profondément que Charest nous a promis un chien de sa chienne pour faire une caricature. Je ne crois pas que cet homme aime la mentalité des Québécois pour faire ce qu'il a fait depuis 1988 contre la Nation Québécoise. 1% du budget c'est rien à comparer des milliards que nous avons perdu depuis son arrivée au pouvoir avec les mensonges dans la presse écrite qu'il a fait avaler aux Québécoises et

Le chercheur de l'IRIS reconnaît cependant que d'autres paramètres devraient être pris en compte dans le calcul de la gratuité, comme la hausse possible de la fréquentation scolaire. La question des programmes d'aide financière aux études devrait aussi être abordée. Mais il est selon lui difficile, à ce stade-ci, de jauger ces aspects.

L'Institut de recherche en économie contemporaine estimait plus tôt cette année qu'il en coûterait entre 176 et 405 millions de dollars à l'État québécois pour instaurer la gratuité scolaire, soit de 1,2 à 2,7 % du budget du ministère de l'Éducation, qui s'élève à 15 milliards. « Nous estimons que l'élimination des droits de scolarité ferait épargner à l'État 77 millions de dollars en coût de programmes d'aide aux études. En additionnant une baisse en crédits d'impôt de 63,1 millions, nous estimons que l'impact total de l'élimination des droits serait de 140 millions. En prenant en compte ces deux facteurs, on peut estimer que les coûts de la gratuité universitaire se situeraient entre 176 millions et 405 millions », ont évalué les deux chercheurs de l'organisme.

#### **La commission Parent**

Le respecté sociologue Guy Rocher a lui aussi plaidé récemment pour le libre accès aux études supérieures, au cours d'un entretien au Devoir. « Il s'agit d'un choix de société qui coûterait 1 % du budget du Québec », a fait valoir celui qui a été membre de la commission Parent. Le principe de la gratuité était d'ailleurs déjà présent dans le rapport de cette commission historique. À cette époque, au début des années 1960, on avait souligné que la gratuité était « souhaitable à long terme ». Mais aucun gouvernement du Québec n'a depuis opté pour cette avenue.

Ainsi, si le Québec est aujourd'hui sous la moyenne canadienne en ce qui a trait à la facture refilée aux étudiants, la province se situe tout de même au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE. Sept de ces États, notamment les pays scandinaves, fonctionnent avec un régime de gratuité scolaire.

Le gouvernement Charest n'a pas pu dire au Devoir hier si le ministère dirigé par Line Beauchamp avait évalué la facture de la gratuité scolaire pour le trésor public. Québec, qui a ouvert hier la porte à un étalement de la hausse des droits de scolarité, espère toucher un montant net de 265 millions de dollars supplémentaires lorsque la facture des étudiants aura bondi de 1625 \$, en 2016-2017. En évaluant le budget des dépenses du gouvernement du Québec à un peu plus de 80 milliards de dollars en 2017 - en tenant compte d'une croissance des dépenses de l'ordre de 3,2 % -, la somme de 265 millions équivaut à 0,33 % du budget du Québec en 2017.

À titre de comparaison, les libéraux ont prévu un montant de 1,25 milliard de dollars pour réaliser, également d'ici 2017, la restauration des sites miniers abandonnés au Québec. L'ensemble de la facture sera payé par les deniers publics.

Québécois. John nous mène la vie dure... mais il va s'en mordre les lèvres. Les Québécois n'ont pas fini avec lui. De toute façon, pour un avocat c'est pas fort pour défendre les intérêts du Québec.

• Regine Pierre – Abonnée, 29 avril 2012 07 h 22

Pour examiner toutes les options: une commission parlementaire.

Les étudiants avaient raison de vouloir examiner toutes les options durant une vraie négociation. C'est, comme je l'ai déjà suggéré, ce que permettrait de faire une commission parlementaire sur le financement des universités où siègeraient des représentants de tous les partis avec pour mandat d'entendre toutes les parties au conflit, universités, étudiants, ministère de l'éducation, associations de parents, et d'examiner toutes les options dont les analyses seraient faites par des experts et non par les idéologues du parti libéral. La commission devrait faire des recommandations concrètes à l'Assemblée nationale d'ici décembre 2012, où elles seraient débattues et adoptées. Pendant ce temps, la hausse des droits de scolarité serait suspendue et les étudiants retourneraient finir leur session. Cette solution serait plus démocratique et coûterait beaucoup moins cher que ce que coûtera l'aggravation inévitable du conflit actuel.

• Rémi-Bernard St-Pierre – Abonné, 29 avril 2012 22 h 58

Commission parlementaire ou États-Généraux sur l'Éducation ?

• Patricia Bécavin – Inscrite, 29 avril 2012 08 h 25

Le "vrai" développement durable

De quoi remettre en perspective bien des choses. En lisant cela je me demande pourquoi personne n'en a parlé avant ? Et au lieu de nous faire ingurgiter de force son Plan Nord et tous ces millions de dollars de développement pour les multinationales, il faudrait peut être mieux s'occuper des gens, comme par exemple les étudiants et aussi les plus pauvres. En rétablissant cet équilibre on remettrait les bases de notre société beaucoup plus solides pour pouvoir bâtir une vraie société forte, instruite et en santé. C'est cela le développement durable ! Investir sur les citoyens et les services au citoyens !

• François Gagnon – Abonné, 29 avril 2012 08 h 36

Inclure le manque à gagner

Ce calcul n'inclut pas le manque à gagner que veut combler la hausse annoncée par le gouvernement Charest. Mais même en incluant ce manque à gagner, on a vu dans ce journal au cours des dernières semaines, un nombre de propositions permettant de croire que le coût de la gratuité ou de la quasi-gratuité pourrait être bricolée sans se traduire par une hausse palpable des impôts des particuliers.

- France Marcotte – Abonnée, 29 avril 2012 10 h 49  
Convaincu?  
"Convaincu que la hausse des droits de scolarité est absolument essentielle, le gouvernement Charest n'en a jamais évoqué la possibilité (de la gratuité)."  
Vous croyez vraiment qu'il est "convaincu" que la hausse est "essentielle"?  
En affirmant cela vous sous-entendez que vous croyez que cette décision est le fruit d'une réflexion sérieuse pour la société québécoise.  
Cela aussi il faudrait le démontrer... surtout

après avoir laissé supposer le contraire depuis des semaines.

- isisgagnongrenier – Inscrite, 30 avril 2012 08 h 15  
Merci, le Devoir!  
Merci, le Devoir, pour cet article et pour plusieurs autres articles pertinents qui sont sortis dernièrement.  
J'apprécie de voir un peu d'espoir au bout de vos lignes, un peu d'information qui n'amène pas que peur et grimaces aux personnes moins impliquées dans la lutte actuelle.  
Belle journée tout le monde, le bon sens l'emportera :)

- Richard Boudreau – Abonné, 2 mai 2012 10 h 28  
La gratuité de frais de scolarité et l'aide aux étudiants  
Je veux bien comprendre que la gratuité des frais de scolarité aiderait les étudiants, mais il faut bien se garder de penser que ceci éliminerait les programmes d'aide. Ce qui coûte cher pour étudier à l'université, ce ne sont pas les frais de scolarité, mais les autres frais, surtout pour ceux qui ne peuvent demeurer chez leurs parents. On parle alors de possiblement plus de 15 000 dollars par année. Les frais de scolarité c'est peu en comparaison.

## LE DEVOIR: En opposition carrée, par Jean-François Nadeau – Samedi 28 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau Le Devoir

*La volonté de toute cette jeunesse de se trouver au diapason d'un monde plus libre est menacée par les valeurs dont parle Jean Charest, affirment les étudiants.*

Le premier ministre Jean Charest a affirmé cette semaine qu'il n'entendait pas négocier la résolution de la crise sociale actuelle avec des gens qui ne lui ressemblent pas. « On va continuer, a-t-il tout bonnement expliqué, comme nous l'avons fait, avec ouverture, à travailler avec ceux qui veulent travailler avec nous, sur la base des mêmes valeurs, et avec la même ouverture. » Le premier ministre s'avance ainsi depuis un bon moment avec un registre sémantique d'un nouveau genre où l'« ouverture » appelle en fait à une fermeture.

À la suite de déclarations semblables, plusieurs en sont venus à croire que son gouvernement ne ménageait aucun effort pour se rendre odieux dans l'intention de polariser encore davantage la crise et de servir du coup des visées bassement électoralistes. « Grottesque », réplique Jean Charest.

n fait, le discours de son gouvernement devant cette crise pourrait bien constituer l'expression sincère des limites d'un système dont les libéraux ont fait leur credo.

### À deux vitesses

Le credo libéral carbure au « réalisme économique ». Au cœur de sa vision utilitariste du monde social, il masque continuellement les effets et les coûts de décisions politiques prises au nom de ce fatalisme. Il présente l'avenir sous forme d'un destin inévitable où le monde se résume à une affaire de clients d'un système marchand.

Ce credo affairiste ratifie et glorifie l'idée que l'individu est un simple atome au service d'une mode managériale à deux vitesses : faire payer les individus et soulager les entreprises en leur offrant des ponts d'or. Cette rhétorique de la soumission au marché justifie tout, y compris la concentration accrue du pouvoir symbolique qu'offre aujourd'hui l'argent à ceux qui ont les moyens de se payer une excellente éducation.

Lorsque la ministre Beauchamp réclame que les étudiants « paient leur juste part », c'est moins le prix à payer que remettent en cause les étudiants que la notion floue employée par son gouvernement pour déterminer ce qui est socialement « juste » en matière d'éducation.

Pour les étudiants et leurs nombreux supporters, les études ne doivent pas révéler et accentuer des inégalités, mais les corriger. Ils communient en cela à une idée à la base du projet éducatif québécois, une société qui n'a eu, dans la longue marche de son histoire, qu'un accès très tardif au monde du savoir.

Les manifestants ne cessent de le répéter sur tous les tons, jour après jour : ils ne souhaitent pas qu'on sacrifie l'accessibilité, ni la garantie

### Vos réactions (3)

- Bernard Gervais – Abonné, 28 avril 2012 12 h 27  
Ces adultes qui se trompent...

Article très juste.

Vous avez tout à fait raison d'écrire que l'opposition actuelle et tenace des étudiants à la volonté du gouvernement Charest d'hausser

d'une pluralité des points de vue, ni l'autonomie du savoir. Ils refusent de sacrifier l'enseignement à un seul credo, de se voir soumis au seul marché, de se transformer eux-mêmes en un marché contraint de perdre de vue son espace de liberté.

Les étudiants réclament que l'on réaffirme l'intérêt général plutôt que celui de quelques-uns, ceux-ci dusent-ils appartenir à cette « classe moyenne » dont la ministre parle sans cesse.

### Un terrible paradoxe

Le front commun étudiant heurte de plein fouet l'idée que se fait de lui-même un monde politique habitué à la formule classique du « diviser pour régner ».

Alors que l'image de la jeunesse sert partout à fleurir des publicités qui chantent l'insouciance individuelle et la consommation de toutes les illusions comme mode de vie par excellence, la jeunesse réelle du Québec en appelle au contraire, depuis des semaines, à en finir avec cette idée factice du chacun pour soi inoculée par les publicitaires.

Soudain, l'image réelle de la jeunesse ne correspond plus à celle que nous renvoie sans cesse la publicité dans ce jeu permanent qui consiste, pour le consommateur, à se laisser croire qu'il est séduit alors qu'il ne fait que se laisser tromper.

Toute une jeunesse affirme haut et fort qu'elle n'est pas ce à quoi on voudrait qu'elle ressemble. Et il s'en trouve encore pour se surprendre que, pour réduire en miettes cette fausse impression, les jeunes utilisent des symboles forts de la consommation dont on les a gavés : cellulaires, tablettes numériques, savoirs de la communication.

« Les jeunes ne s'intéressent pas à la politique et n'ont plus le goût de l'engagement », répétaient encore il y a peu de temps tous les spécialistes d'un colloque tenu à Liège et dont les travaux viennent d'être colligés, sous le titre d'Engagements citoyens et politiques de jeunes, par Raymond Hudon et Bernard Fournier, aux Presses de l'Université Laval.

Que des dizaines de milliers d'étudiants québécois participent depuis des semaines à des réunions, des assemblées, des débats et des manifestations contribue certainement à démontrer que le réel de cette génération ne s'emboîte par exactement dans la boîte où on la range d'ordinaire. Après tout, si ceux qui représentent la suite du monde s'intéressent moins à la politique traditionnelle que certains le souhaiteraient, c'est peut-être parce que cette politique ne s'intéresse plus à ce qu'ils sont devenus, ni à ce qu'ils souhaitent devenir.

Ne serait-ce que pour survivre à l'image qu'ils se font d'eux, le Parti libéral et ses porteurs se trouvent aujourd'hui piégés. Devant une jeunesse qui s'est mise en opposition carrée avec leur vision du monde, ils se voient forcés de se rendre sourds volontairement par crainte de passer pour aveugles. Gabriel Nadeau-Dubois — que l'on a comparé cette semaine à rien de moins qu'Hitler ! — ne dit rien d'autre lorsqu'il affirme que « le monde entier est aujourd'hui en train de constater l'absurdité complète d'un système qui permet à l'humanité de produire une quantité historiquement inégalée de richesses, tout en concentrant de plus en plus cette richesse dans des mains de plus en plus réduites ».

La volonté de toute cette jeunesse de se trouver au diapason d'un monde plus libre est menacée par les valeurs dont parle Jean Charest, affirment les étudiants. Mais entre trop exiger du monde et sous-estimer le pouvoir qu'a l'homme de le refaire, il n'y a qu'un pas qui conduit bien sûr des gens à marcher aujourd'hui dans ceux d'un Jean Charest.

Les étudiants, eux, ont choisi d'instinct une autre voie où ils marchent à contre-pied. Se perdront-ils en chemin dans l'hiver du monde politique actuel ? Chose certaine, il semble acquis que ce n'est pas une ministre de l'Éducation qui fait le printemps en ce pays.

les frais de scolarité à l'université démontre que les préjugés (le fait qu'ils seraient matérialistes, individualistes et donc peu enclins à se mobiliser pour une cause...) qu'entretient

souvent à leur égard le monde adulte ne sont pas fondés.

Et que dire de ceux qui pensent également que les jeunes d'aujourd'hui, quand ils parlent, sont la plupart du temps incapables d'exprimer de manière cohérente leur pensée ? Qu'on soit d'accord ou non avec leurs idées, Martine Desjardins (FEUQ), Gabriel Nadeau-Dubois (CLASSE) et Léo Bureau-Blouin (FECQ), par leur discours articulé qu'ils ont tenu jusqu'ici, nous ont montré le côté farfelu d'un tel préjugé !

- Killian Meilleur – Inscrit, 28 avril 2012 15 h 00

Ouh que c'est émoustillant!

« On va continuer, a-t-il tout bonnement expliqué, comme nous l'avons fait, avec ouverture, à travailler avec ceux qui veulent travailler avec nous, sur la base des mêmes valeurs, et avec la même ouverture. »

Disséquons.

- 1) On va continuer, comme nous l'avons fait, C'est à dire s'entêter à faire la même chose qu'au cours des deux dernières années depuis l'annonce de la hausse? a-t-il tout bonnement expliqué
- 2) Ici se trouve une erreur d'interprétation de la part du rédacteur de cet ar-

ticle: Voyez-vous, cette déclaration n'explique rien ; tout comme la majorité de la supposée « justification » de la hausse. On y voit beaucoup de démagogie, beaucoup d'appels au cas, de sophismes, de phrases vides ou déconnectées - comme maintenant - de la réalité, mais pratiquement jamais d'explication, de structure logique supportant constructivement la position de Charest...

- 3) avec ouverture, Je corrigerais : « avec UNE ouverture » C'est à dire que le gouvernement a clairement défini l'unique et unilatérale « ouverture », la seule façon de sortir de cette crise - obtempérer et se soumettre à sa volonté.
- 4) à travailler avec ceux qui veulent travailler avec nous, Nos chers paternalistes verrons avec plaisir les échines se courber et seront plus qu'heureux d'imposer leur volonté à ceux qui l'accepteront...
- 5) et avec la même ouverture. La trappe à ours reste, encore et toujours, béante.

Pour revenir au sujet de l'article, je suggère à tous de faire une incursion sur le site de la

revue étudiante FERMAILLE, créée par des étudiants en arts et lettres de l'UQAM. Elle a récemment publié son dixième numéro (pour autant de semaines de grève) et reflète bien l'esprit du mouvement.

J'ignore si les règlements me le permettent, mais je prends la chance de donner le lien vers ma propre publication au sein de la revue, qui va dans le même sens que le présent article.

<http://fermaille>

- Bernard Bernard Fournier – Inscrit, 29 avril 2012 03 h 15

Méprise ?

Sans remettre en question toute l'analyse de M. Nadeau, j'ai été fort surpris de l'interprétation qu'il fait dans ce texte du colloque que mon collègue Raymond Hudon et moi-même avons organisé en 2010, de même que du livre dont je suis le premier co-directeur. Nous n'avons jamais cherché à défendre l'idée que "les jeunes" n'étaient plus intéressés par l'engagement, bien au contraire ! Tous nos travaux le montrent bien. Manifestement, il y a une large méprise au niveau de l'interprétation.

## LE DEVOIR : Confédération des syndicats nationaux - Pour une reprise en force du débat citoyen : Les associations étudiantes « pourraient nous conseiller dans le dossier du renouveau syndical ! » - Samedi 28 avril 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir  
Louis Roy, le nouveau président de la CSN  
Martine Letarte

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) a, avec Louis Roy, un nouveau président en poste depuis bientôt un an. Entrevue.

Retraites, Plan Nord et mobilisation contre la hausse des droits de scolarité ; voilà les dossiers chauds de l'heure pour Louis Roy. « La CSN est pour la gratuité scolaire, indique-t-il d'emblée. Nous avons dû expliquer notre position dans les régions du Québec dernièrement, parce que l'idée que chacun doit faire sa juste part est imprégnée chez bien des gens. Mais la juste part n'est jamais remise en question pour les entreprises, les gens qui mettent de l'argent dans les paradis fiscaux. Il y a beaucoup de travail à faire sur cette question. »

Plusieurs croient que les syndicats conseillent les associations étudiantes dans leurs actions. Louis Roy affirme que ce n'est pas le cas.

« Les associations étudiantes nous avaient demandé de ne pas porter le flambeau, mais d'être à leurs côtés pendant la grève. C'est ce que nous faisons, parce que l'enjeu touche les étudiants,

mais aussi toute la société. Nous les soutenons plus que nous les conseillons », explique-t-il.

Louis Roy a été impressionné par la « diversité », « la créativité » et « l'intelligence » des actions des associations étudiantes. « Ce sont elles en fait qui pourraient nous conseiller dans le dossier du renouveau syndical ! Je crois que, si les syndicats en avaient fait autant, on aurait peut-être moins de problèmes aujourd'hui avec des gens qui refusent de participer à des grèves ! »

Le président de la CSN décourage toutefois, avec ce long conflit étudiant, un « gros problème démocratique » au Québec.

« Le 22 mars, 200 000 personnes ont manifesté dans les rues de Montréal. Le gouvernement a tassé ça du revers de la main. Les gens ne trouvent plus le chemin pour influencer les politiciens en dehors des périodes électorales. Il y a une réflexion à faire pour renouveler les actions démocratiques citoyennes », croit Louis Roy.

### Retraites

Le président de la CSN est aussi très inquiet du financement des retraites des Québécois. « Le gouvernement fédéral donnera accès au Régime de pensions du Canada à 67 ans plutôt qu'à 65 ans. Ça donnera un coup, surtout pour les gens à faibles revenus. Aussi, cela aura un effet d'entraînement sur les régimes privés », affirme Louis Roy.

À ses yeux, cette mesure ne réglera rien. « Le grand problème, dit M. Roy, c'est que 60 % des Québécois sont couverts seulement par la Régie des rentes du Québec et par le Régime de pensions du Canada. C'est encore plus vrai pour les jeunes et encore plus pour les jeunes femmes. Ces gens auront beaucoup de difficulté à mettre de l'argent de côté pour leur retraite, alors que la population est endettée en moyenne à 150 % de son revenu annuel. La retraite à 67 ans ne changera pas grand-chose pour ces gens qui devront vivre environ 20 ans avec un revenu très mince. »

La CSN demande depuis deux ans au gouvernement de mettre en place un comité tripartite avec les patrons et les organisations syndicales. L'objectif serait de réfléchir aux piliers de la re-

traite, soit les régimes publics, les régimes privés complémentaires et l'épargne personnelle.

« Le Conseil du patronat est d'accord pour créer ce comité. On ne peut pas se désresponsabiliser par rapport aux retraites. D'autant plus que, dans un système comme le nôtre, si les gens n'ont pas d'argent pour vivre, c'est le gouvernement qui assumera. Aussi, la consommation va diminuer, donc les entreprises ne seront pas gagnantes. Les retraites, c'est un sujet d'intérêt collectif. Il doit faire l'objet d'un débat social », affirme Louis Roy.

Pourtant, le gouvernement du Québec a annoncé, lors de son dernier budget, la mise en place d'un régime volontaire d'épargne-retraite.

« L'employeur ne sera pas obligé de contribuer au régime, donc on le désresponsabilisera, affirme M. Roy. De plus, les gens pourront se retirer du régime, donc c'est une mesure inutile. On n'aura pas d'assurance non plus sur la façon dont sera géré cet argent, puisque ce sera confié aux banques des entreprises. La CSN propose plutôt de créer de plus gros régimes sectoriels. Nous souhaitons aussi que les cotisations soient obligatoires pour les employeurs et pour les employés. »

### Plan Nord

La CSN s'inquiète aussi du Plan Nord.

« Le Plan Nord est une idée intéressante, dans le sens qu'il faut planifier ce qu'on fera du bien commun. Par contre, nous avons beaucoup de craintes lorsque nous regardons comment c'est parti », affirme Louis Roy.

Il croit qu'il faut se demander, comme société, quelles ressources on veut exploiter, de quelles façons et pour quels objectifs.

« Je ne sens pas de vision globale en ce moment. Je sens plutôt qu'on est en train de revenir à une exploitation éhontée des ressources naturelles avec des bénéfices à court terme pour les entreprises. Est-ce qu'on s'interroge sur les problèmes que cela causera dans 30 ans ? Si les projets polluent la nappe phréatique et que la planète entière manque d'eau potable, serons-nous plus avancés ? », questionne-t-il.



Pour Louis Roy, les redevances ne régleront pas tout.

« Il ne faut pas perdre le contrôle sur ce qui se fait. Le gouvernement ne sera jamais en mesure d'influencer les projets s'il n'en est pas copropriétaire. Il faut ouvrir la réflexion à l'ensemble de la société pour développer une vision de développement qui tienne compte des humains. »

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les étudiants accueillent froidement l'offre de Québec – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23 h 39 HAE**

Québec propose une solution globale.

Les représentants des associations étudiantes accueillent froidement l'offre globale du gouvernement du Québec dans le conflit qui les oppose sur la hausse des droits de scolarité. Bien qu'ils promettent de l'étudier, les leaders étudiants se montrent sceptiques quant à ses chances de succès devant leur assemblée générale respective.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, croit que l'offre gouvernementale sera rejetée en assemblée. « Je ne crois pas que ça va être accepté dans les associations étudiantes, parce qu'on ne touche pas à la mesure des droits de scolarité », explique Mme Desjardins.

« C'est beau les mesures d'encadrement, mais si on ne touche pas à la question des droits de scolarité, c'est extrêmement difficile pour nous de proposer des avancées. »

Martine Desjardins

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, abonde dans le même sens.

« Même si on l'étale sur sept ans, ça demeure une augmentation substantielle de 75 % des droits de scolarité à l'université. Et dans sept ans, on se retrouve avec le même scénario : les enfants de la classe moyenne vont se retrouver laissés pour compte. »

Léo Bureau-Blouin

### **La FEUQ propose un temps d'arrêt**

Mme Desjardins soutient qu'une seule des propositions contenues dans l'offre globale du gouvernement a été abordée à la table de négociations, soit la hausse du seuil à partir duquel la contribution parentale est calculée pour l'attribution des prêts et bourses. « Les autres propositions qui sont là, ce sont des propositions qui avaient été faites unilatéralement par le gouvernement », précise-t-elle.

Elle s'interroge sur la volonté du gouvernement de vouloir aller de l'avant sans avoir pris le temps de s'arrêter pour étudier les problèmes comme la gestion des universités et l'accessibilité aux études. Elle estime que le gouvernement devrait prendre le temps de régler tous ces problèmes avant de demander aux gens de mettre plus d'argent dans le système.

« Ce n'est pas uniquement aux étudiants qu'on demande, mais aussi aux contribuables [qu'on demande] de mettre plus d'argent dans les universités. »

Martine Desjardins

### **La CLASSE peu enthousiaste**

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) Gabriel Nadeau-Dubois affirme pour sa part que la proposition gouvernementale sera présentée à l'assemblée de la coalition, mais il prévient qu'elle a peu de chance de succès. Le fait que l'augmentation des droits de scolarité « reste dans les propositions du gouvernement, ça ne répond pas aux demandes des étudiants ».



Le porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois

« C'est une annonce qui nous est présentée comme un compromis, mais qui n'en est pas vraiment un, explique Gabriel Nadeau-Dubois. La hausse, dans les faits, non seulement n'est pas diminuée, mais au bout du compte elle est augmentée. Ce n'est plus 1625 \$ de plus qu'auront à payer les étudiants, les étudiantes et leur famille, mais bel et bien 1778 \$. »

Gabriel Nadeau-Dubois estime que les mesures bonifiant le régime de prêts et bourses constituent de bonnes nouvelles pour les étudiants. Mais il ajoute qu'une telle bonification, jumelée à une hausse des droits de scolarité, laisse en plan une large partie de la classe moyenne.

La CLASSE n'a pas l'intention de faire des recommandations à ses membres. « On va vraiment laisser les étudiants et les étudiantes en assemblée générale en discuter librement et prendre une décision libre sur l'acceptation ou le refus de cette offre-là », poursuit le porte-parole de la CLASSE.

La CLASSE tient un congrès de deux jours au cours de la fin de semaine à l'Université Laval à Québec.

Le mouvement de grève des étudiants en est à sa 11e semaine.

### **En complément**

- Hyperlien - [Sur le web : survol des réactions à la proposition du gouvernement Charest aux étudiants](#)
- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [Québec propose une solution globale.](#)



Vidéo - [L'entrevue des leaders étudiants](#)

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec propose d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23 h 38 HAE**

Dans un geste visant à mettre un terme au conflit étudiant en cours depuis plus de deux mois, le gouvernement Charest a présenté l'offre globale faite aux associations étudiantes. Québec propose notamment d'étaler la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur sept ans plutôt que cinq.

C'est ce qu'ont révélé le premier ministre du Québec, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, lors d'une conférence de presse vendredi.

« La hausse annoncée de 1625 \$ est une hausse maintenue », a expliqué la ministre Beauchamp, « mais le gouvernement l'étale sur sept ans plutôt que cinq ans, après l'avoir indexé de 2,1 % par année, tel que prévu dans le budget 2011. »

Les droits de scolarité augmenteront ainsi de 255 \$ par année sur 7 ans plutôt que 325 \$ par année sur cinq. En appliquant le crédit d'impôt sur les droits de scolarité, cela équivaut à une hausse de 177 \$, « soit moins de 50 sous par jour ».

« Il me semble qu'il n'est plus le temps de compromettre l'obtention de son diplôme », a dit le ministre Beauchamp. « J'invite les étudiants à aller suivre leurs cours, parce que la solution proposée par le gouvernement est juste et équitable ».

M. Charest et Mme Beauchamp ont en fait dévoilé l'ensemble des propositions présentées aux principales associations étudiantes du Québec lors des négociations qui ont lieu lundi et mardi, avant d'être suspendues dans la foulée de l'exclusion de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de la table des négociations.

Québec propose également que les étudiants soient éligibles à des bourses d'études jusqu'à 45 000 \$ de revenu familial, plutôt que 35 000 \$ comme c'est le cas à l'heure actuelle, afin de « mieux rejoindre les étudiants provenant de la classe moyenne ».

Il suggère aussi d'investir 39 millions de dollars supplémentaires dans le régime de prêts et bourses.

### **Pas de hausse d'impôts**

Ce réinvestissement, dit le gouvernement, sera financé à partir du crédit d'impôt sur les droits de scolarité. Il se fera donc à coût nul pour les contribuables et ne modifiera en rien l'augmentation du financement des universités, l'objectif que poursuit le gouvernement avec la hausse des droits de scolarité.

Le gouvernement suggère en outre que le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, une instance à laquelle siègent des étudiants, évalue périodiquement l'impact de la hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité aux études.

Ces propositions s'ajoutent à celles déjà annoncées depuis le début du mois, soit la bonification du régime de prêts et bourses dès septembre prochain et un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel aux revenus, et la création d'une commission d'évaluation visant à améliorer la gestion des universités.

#### **Une solution globale pour l'accessibilité aux études universitaires**

- l'étalement de la hausse des droits de scolarité sur 7 ans plutôt que 5
- Un ajout de 39 millions de dollars en bourses pour la classe moyenne
- Une bonification des prêts
- L'instauration du remboursement proportionnel au revenu
- La mise sur pied d'un conseil pour assurer une meilleure gestion des universités
- Une évaluation périodique de l'impact de la hausse sur l'accessibilité aux études

Le gouvernement évalue que son offre globale représente un effort financier de 51,4 millions de dollars.

« Parce que nous avons respecté la confidentialité, ça donnait l'impression que le gouvernement était obtus, têtue, n'écoutait pas. Ce n'est pas le cas. [...] Je veux que les Québécois sachent ce qui a été discuté. » — Jean Charest

Le premier ministre Charest rappelle que les étudiants québécois payaient 25 % de leur formation universitaire au milieu des années 60, et que cette proportion n'est plus que de 13 % à l'heure actuelle. La hausse des droits de scolarité, dit-il, ramènera cette proportion à 17 %.

Le gouvernement demande maintenant aux « étudiants qui boycottent leurs cours » de retourner en classe, aux professeurs « de faire le nécessaire pour que chacun ait la formation à laquelle il a droit » et aux administrations des cégeps et des universités de « faire le nécessaire pour assurer le bon déroulement de l'ensemble de la vie académique ».

Québec a aussi demandé aux leaders étudiants « de prendre le temps d'apprécier » la solution qu'il présente avant d'y répondre et de « laisser le temps à leurs membres de les apprécier aussi ».

Le premier ministre du Québec affirme par ailleurs que l'idée selon laquelle le gouvernement a intérêt à faire traîner la crise en longueur pour faire des gains politiques est « grotesque ». Il a cependant refusé de dire clairement s'il a l'intention de déclencher des élections ce printemps.

### **Les étudiants sceptiques**

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, et le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, ont cependant tous déjà fait savoir qu'ils [doutent que cela suffise à calmer](#) la grogne étudiante. Ils indiquent que la proposition du gouvernement ne porte pas directement sur les droits de scolarité, qui est à l'origine de la grève.

Selon la CLASSE, plus de 176 000 étudiants des cégeps et universités du Québec débraieraient pour contester la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité à l'université. Certains sont en grève depuis la mi-février.

### **Manque de leadership selon la CAQ, trop peu selon Québec solidaire**

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, déplore un manque de leadership dans le traitement de cette crise de la part du premier ministre, « qui a laissé le conflit s'envenimer ».

Il conseille toutefois aux étudiants de saisir cette chance, de revenir à la table de négociations et d'étudier la proposition du gouvernement. Il est temps, dit-il, de revenir aux cours.

Du côté de Québec solidaire, la présidente et porte-parole du parti dit comprendre la froideur des étudiants devant l'offre du gouvernement. « Je n'en reviens pas qu'il a fallu dix semaines de grève pour arriver à deux années de plus pour payer une hausse plus grande », dit Françoise David. Selon elle, la proposition de vendredi aurait dû être mise sur la table plus tôt, et seulement à titre de première offre pour la suite des négociations.

« Il faut arrêter de manipuler les chiffres et l'opinion publique et négocier de bonne foi », demande quant à lui le député de Mercier et porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir.

Des élections, « éventuellement »

Interrogé sur les rumeurs d'élections dans le contexte actuel de crise, le premier ministre Jean Charest nie fermement planifier un scrutin. « Non, il n'en a jamais été question et on n'a pas programmé des élections. Il n'a jamais été question pour nous de planifier des élections au printemps », affirme-t-il.

### **En complément**

- Hyperlien - [Sur le web : survol des réactions à la proposition du gouvernement Charest aux étudiants](#)
- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [Québec propose une solution globale](#)



Vidéo - [L'entrevue de Jean Charest](#)

**LE DEVOIR: Québec dévoile ses offres et demande aux étudiants de retourner en classe – Vendredi 27 avril, 17h55**



Photo : Clément Allard - Le Devoir

Ce bouquet de mesures constitue «une solution raisonnable», a dit le premier ministre Jean Charest en conférence de presse à ses bureaux de Québec, flanqué de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Le Devoir avec La Presse canadienne

Québec – Le gouvernement Charest jette du lest et suggère d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse de 1625\$ des droits de scolarité. Il propose aussi d'ajouter 39 millions dans le programme des bourses.

Dans l'espoir de mettre fin à la grève qui perdure depuis 74 jours, Québec a ouvert son jeu, aujourd'hui, rendant publique la «solution globale» offerte plus tôt cette semaine à la table des négociations avant la rupture des pourparlers avec les représentants étudiants.

Mais les réactions préliminaires ne laissent pas présager un règlement prochain du conflit. Les propositions gouvernementales laissent froides les associations étudiantes.

«On va prendre le temps d'analyser ça plus en profondeur [...] mais les échos que j'ai pour l'instant de la part de nos associations étudiantes, c'est que ce ne sera pas suffisant», a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Loin d'alléger la charge des étudiants, l'étalement sur sept ans de la hausse des droits décrétée par le gouvernement coûtera plus cher aux universitaires compte tenu de l'indexation, selon le leader de la FECQ.

«Quand on calcule sur une période de sept ans, ça revient à un montant supérieur à 1625 \$, ça revient à 1778 \$ parce qu'il y a deux années indexées. Je pense que ça va stimuler la mobilisation au lieu de l'étouffer comme le souhaite M. Charest», a-t-il estimé.

En rendant publiques ses propositions, le gouvernement a voulu faire de la «politique sur le dos des étudiants», a fait valoir de son côté la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). L'offre du gouvernement ne suffira pas à clore le débat, a soutenu la présidente Martine Desjardins.

«On va prendre un peu de recul pour s'asseoir avec nos associations étudiantes pour voir quelles sont les sorties de crise et on demande au gouvernement Charest de cesser de jouer à relancer la balle. Il doit regarder la réalité et s'asseoir avec nous lorsque tout le monde aura repris son calme», a-t-elle déclaré.

Quant à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), sa réaction a été lapidaire. Le gouvernement n'a pas saisi l'ampleur de la grogne étudiante, a soutenu la porte-parole Jeanne Reynolds.

«On constate que le premier ministre et sa ministre de l'Éducation ne prennent pas en considération les revendications des étudiants. On verra pour la suite des choses, mais il est clair que le gouvernement n'a pas saisi la signification de notre mouvement», a-t-elle lancé.

Outre l'étalement de la hausse des droits et l'augmentation des bourses, le gouvernement maintient ses offres déposées au début du mois

d'avril. Il propose en aussi de bonifier les prêts, d'instaurer un mécanisme de remboursement proportionnel au revenu et de créer un conseil sur la gestion des universités.

À cela s'ajoute un mandat confié au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études d'évaluer périodiquement l'impact de la hausse des droits sur l'accès aux études supérieures.

Ce bouquet de mesures constitue «une solution raisonnable», a dit le premier ministre Jean Charest en conférence de presse à ses bureaux de Québec, flanqué de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

«Je veux que tous les Québécois sachent qu'on a toujours été à l'écoute, qu'on a mis de l'avant des solutions, qu'on n'a jamais fermé la porte et je veux que les Québécois sachent ce qui a été discuté», a affirmé le premier ministre, pressant les étudiants de mettre fin à la grève.

L'étalement de la hausse des droits de scolarité, en incluant l'indexation des deux années supplémentaires, ramènera le «rattrapage» financier reflé aux étudiants à 255 \$ par année plutôt que 325 \$. En tenant compte du crédit d'impôt aux études, la facture réelle sera de 177 \$.

«Pour un effort de 50 sous par jour, il n'est plus temps de compromettre l'obtention de son diplôme, a argué la ministre Beauchamp. J'invite les étudiants à aller suivre leurs cours parce que la solution proposée par le gouvernement est juste et équitable.»

Avec la bonification proposée aux bourses, une nouvelle catégorie d'étudiants deviendrait admissible à une aide financière.

Le gouvernement consent en effet à relever de 35 000 \$ à 45 000 \$ le seuil du revenu familial admissible. Concrètement, cela permettrait à 44 000 étudiants d'obtenir un meilleur soutien financier.

La générosité de la proposition gouvernementale ne fait pas de doute aux yeux de la ministre de l'Éducation, qui a déploré «l'intransigeance» des associations étudiantes dans ce dossier.

Plutôt que de monter aux barricades à la première occasion, les leaders étudiants devraient s'accorder un temps d'arrêt et présenter le projet d'entente à leurs membres, a-t-elle insisté.

«De façon responsable, les leaders étudiants doivent prendre le temps d'apprécier la solution du gouvernement. Je pense aussi qu'ils doivent laisser le temps à leurs membres d'apprécier l'effort du gouvernement», a-t-elle dit.

Au total, le coût de la «solution globale» avancée par Québec est évalué à 51,4 millions \$. Il s'agit d'une offre à «coût nul» pour les contribuables puisqu'elle serait financée à même le crédit d'impôt aux études et le budget de fonctionnement des universités, a précisé le premier ministre.

Même s'il cherche manifestement à remporter la bataille de l'opinion publique, M. Charest s'est défendu de vouloir gagner du capital politique sur le dos des étudiants avant le déclenchement possible d'une élection.

Les intentions que lui prête la chef du Parti québécois, Pauline Marois, à cet égard sont tout simplement «ignobles» et «grotesques», a-t-il soulevé.

Porte-parole du Parti québécois en matière d'enseignement supérieur, la députée Marie Malavoy a reproché au gouvernement de ne pas s'être attaqué au coeur du problème, soit la hausse «brutale» des droits de scolarité.

«On ne peut que se réjouir de la bonification des bourses, mais l'augmentation des droits reste élevée. Elle passera de 75% sur cinq ans à 82% sur sept ans en tenant compte de l'inflation», a-t-elle souligné.

Du reste, l'offre du gouvernement n'ébranle pas la volonté du Parti québécois d'annuler la hausse

projetée aussitôt porté au pouvoir, a dit Mme Malavoy.

Pour sa part, la Coalition avenir Québec (CAQ) a déploré le «manque de » du premier ministre Charest, qui a attendu des semaines avant de s'engager dans le dossier.

Néanmoins, la proposition soumise par Québec mérite d'être analysée sérieusement par les étudiants, a dit le chef François Legault.

«Si Jean Charest avait eu le leadership d'un homme d'État, il aurait pris le dossier en main depuis longtemps et aurait fait cette offre aux étudiants bien avant. Il faut maintenant que la FEUQ et la FECQ acceptent de revenir à la table de négociation et parviennent à une entente rapide sur les bases de cette proposition», a-t-il déclaré.

### **Manifestation organisée**

Déjà, plusieurs personnes appellent à manifester leur désaccord à cette offre ce soir à la place Émilie Gamelin. «Une hausse sur 7 ans au lieu de 5, ça reste le modèle d'utilisateur payeur, ça reste la même logique marchande derrière la hausse», mentionne-t-on sur le réseau Facebook.

Quelques minutes suite à l'annonce du gouvernement, environ 3800 personnes ont signifié souhaiter participer à cet événement.

### **Cours annulé à Sherbrooke**

Par ailleurs, la direction du cégep de Sherbrooke a décrété vers 8h00, ce matin, l'annulation des cours pour la journée.

Plus tôt, plusieurs dizaines d'étudiants réunis en coude à coude se sont dressés devant les entrées du cégep dans le but d'empêcher la reprise normale des cours. Plusieurs manifestants portaient des masques et brandissaient des affiches exprimant leur point de vue sur le conflit étudiant.

La direction du cégep a motivé sa décision par des raisons de sécurité. Des étudiants opposés à la grève se seraient présentés près de l'institution.

La Cour supérieure avait ordonné mardi dernier à la direction du cégep de Sherbrooke de prévoir une reprise normale des cours à compter d'hier. Afin que des négociations puissent être tenues avec les étudiants sur les modalités de cette reprise, la réouverture avait été reportée à aujourd'hui.

La direction laisse maintenant entendre qu'elle tentera de rouvrir l'institution dès lundi prochain. Le cégep de Sherbrooke compte quelque 6300 étudiants.

### **Gatineau reconduit**

La même journée, à Gatineau, 55% des 1700 étudiants présents à l'assemblée générale de l'Association générale des étudiantes et étudiants du cégep de l'Outaouais (AGEECO) ont choisi de reconduire la grève jusqu'au vendredi 4 mai, à moins qu'il y ait une entente entre le gouvernement et les associations étudiantes.

Le conseiller en communication de l'AGEECO, Simon Desjardins, a expliqué que la semaine prochaine sera cruciale, puisqu'un groupe d'étudiants a obtenu une injonction.

«Les cours sont suspendus depuis le 13 mars dernier. On va voir ce qui va se produire dès lundi avec l'injonction, on va voir quelle sera la suite des choses pour nous», a-t-il déclaré.

Dans la même région, la Cour supérieure a reconduit et renforcé, lundi dernier, l'injonction ordonnant la tenue des cours à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), quitte à ce que l'établissement donne sa formation par Internet.

L'UQO peut désormais dispenser ses cours à distance, par Internet, n'obligeant plus les étudiants à se rendre dans les classes malgré les manifestations.



Marie-Claude Costisella / Agence QMI

**GASPÉ – Le Directeur général des élections a déjà réservé des locaux en prévision de la tenue d'un scrutin non seulement à Gaspé, mais dans toutes les municipalités du Québec.**

La demande du DGE a été faite dans l'optique de prendre possession des différents bureaux au début du mois de mai. Le porte-parole du directeur général des élections, Denis Dion, a confirmé que ces réservations avaient été faites pour les mois de mai et juin. Ce sont les seules dates réservées pour le moment.

Rappelons que le congrès général du Parti libéral qui se tient les 4,5 et 6 mai pourrait être le théâtre du déclenchement des élections, qui aurait alors lieu à la mi-juin.

En effet, si Jean Charest demandait la dissolution l'Assemblée nationale le 7 mai, en tenant compte d'une durée de campagne électorale de 35 jours, les électeurs pourraient avoir à se rendre aux urnes le 11 juin.

Selon Denis Dion, même si c'est le premier ministre qui décidera la date du scrutin, le bureau du DGE demeure très sensible aux événements en cours dans la Belle Province en ce moment.

**Afficher 2 commentaires (Montréal)**

- ayoye1  
D accord avec toi max , il étire la sauce seulement pour des votes , normalement se serait déjà terminé , pendant ce temps l a on ne parle pas de la pitoyable commission Charbonneau , de fava , les garderies , ect...
- max2040  
Mais non, Charest l'a dit hier, c'est juste les deux autres partis, PQ et CAQ qui parlent d'élections! J'espère que la population n'est pas assez naïve pour penser qu'il ne va pas avoir des élections cette automne avant la Commission Charbonneau.

**TVANouvelles: Conflit étudiant: Michel Grant: «La balle est maintenant dans le camp étudiant» - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 15h06**

TVA Nouvelles

En entrevue à LCN vendredi midi, le spécialiste en relations de travail Michel Grant a noté que [la proposition faite par le gouvernement Charest](#) méritait que les étudiants s'y attardent sérieusement.

Selon lui, les différentes associations devraient prendre le temps d'analyser la proposition gouvernementale soumise en conférence de presse vendredi en fin d'avant-midi, avant de se prononcer.

«Il y a des avantages dans cette proposition», a-t-il relevé.

Il souligne au passage que les étudiants récoltent déjà une petite victoire puisque «le gouvernement n'aurait jamais posé ce geste-là ou bougé s'il n'y avait pas eu un mouvement du côté étudiant», et si ce mouvement n'avait pas «récolté des appuis dans la population».

Le professeur en relations industrielles à l'Université du Québec à Montréal était convaincu que dès le «début des hostilités», le gouvernement «ne bougerait pas sur le principe du dégel, surtout dans un contexte d'élections éventuelles [qui auraient lieu] au début du mois de juin.»

**«La négociation est un rapport de force»**

Michel Grant souligne «l'apprentissage citoyen extraordinaire qui a été fait avec la mobilisation étudiante», mais rappelle cependant que les étudiants doivent maintenant faire «l'apprentissage de la négociation».

Ainsi, il souligne que dans un tel processus, «il faut toujours demander plus pour obtenir ce qu'on veut vraiment», de façon à trouver une entente raisonnable pour «qu'il y ait des gagnants des deux côtés».

«Ce qu'on a demandé au début, ce n'est pas nécessairement ce qu'on obtient à la fin, mais une chose est certaine [les étudiants] ont marqué des points importants», a-t-il conclu.

**Le vote secret, une question de «crédibilité»**

L'homme qui a assisté à plusieurs assemblées générales syndicales suggère fortement aux associations étudiantes dont les membres devront voter pour ou contre la proposition gouvernementale de ne pas tenir un vote à main levée. «Un vote secret à 80% est plus fort qu'un vote à main levée de 100%.»

Michel Grant souligne également que les leaders étudiants devraient tenir compte du fait qu'il y a une partie des étudiants en grève qui sont favorables à un retour en classe.

**BLOGUE.RADIO-CANADA: Hausse de 82 % sur 7 ans : le calcul, par Gérald Fillion - Vendredi 27 avril 2012 à 13 h 19**

La nouvelle proposition du gouvernement Charest pour les étudiants prévoit une hausse des droits de scolarité sur 7 ans plutôt que sur 5 ans. La hausse, qui avait été annoncée, tenait compte d'un taux d'inflation de 2 % et se situait donc au total à 1625 \$ sur 5 ans, à raison de 325 \$ par année. Le nouveau calcul, s'établissant sur 7 ans, tient donc compte de l'inflation également, et totalise ainsi 1779 \$. C'est 254 \$ par année. Voici donc le calcul

- droits de scolarité aujourd'hui : 2168 \$
- droits de scolarité après la hausse de 1625 \$ : 3793 \$

- indexation de l'année 6 : 3793 x 1,02 (2 % d'inflation) = 3869 \$
  - indexation de l'année 7 : 3869 x 1,02 (2 % d'inflation) = 3947 \$
- Donc, la hausse est de 1779 \$ (3947 - 2168), soit 82 % sur 7 ans en prenant en compte un taux d'inflation à 2 %.

- Sur 5 ans, la hausse prévue était de 75 %, soit :
- 2012 : +15 %
  - 2013 : +13 %
  - 2014 : +11,5 %
  - 2015 : +10,3 %
  - 2016 : +9,4 %

- Sur 7 ans, la hausse prévue est de 82 %, soit :
- 2012 : +11,7 %
  - 2013 : +10,5 %
  - 2014 : +9,5 %
  - 2015 : +8,7 %
  - 2016 : +8,0 %
  - 2017 : +7,4 %
  - 2018 : +6,9 %

Voilà. Faites vos jeux. Bonne fin de semaine...

**[Les commentaires \(111\)](#)**

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Une offre mal reçue - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 12H54 | Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 12H56**



© Les archives Jean-François Desgagnés Régys Caron

**QUÉBEC - La proposition faite ce matin par le gouvernement Charest est insuffisante pour mettre fin au conflit, estiment les dirigeants des associations étudiantes.**

«Ça ne correspond pas du tout aux demandes des étudiants en grève», a réagi la co-porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds. La proposition sera analysée pendant le congrès de la CLASSE qui se tiendra en fin de semaine et les associations membres de la CLASSE l'étudieront en assemblées générales au cours de la semaine prochaine.

«On va prendre le temps de l'analyser. Mais ça ne semble pas suffisant parce qu'on ne touche pas aux frais de scolarité et c'est précisément pour ça que les étudiants sont dans la rue», a déclaré le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin, sur le réseau LCN. Les étudiants ont pris note que l'augmentation des frais de scolarité ne serait plus de 75% mais bien de 82%, bien qu'elle serait étalée sur sept ans.

«C'est insultant ce type de proposition. Ça fait 11 semaines qu'on est dans la rue. Le poulx que j'ai de mes membres c'est un refus, a déclaré pour sa part la présidente de la FEUQ Martine Desjardins. On ne règle pas le conflit avec ça, on



l'attise. Le gouvernement jette encore de l'huile sur le feu.»

La FECQ et la FEUQ soumettront la proposition du gouvernement à leurs membres au cours des prochains jours.

[Afficher 1-80 de 197 commentaires \(Montréal\)](#)  
[Afficher 18 commentaires \(Québec\)](#)

## **TVANOUVELLES: Offre du gouvernement aux étudiants: Un rejet «massif» à prévoir - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 12h25 - Mise à jour : vendredi 27 avril 2012 à 18h59**



(Crédit: capture d'écran)

*Des étudiants n'ont pas tardé à organiser une manifestation à Montréal, intitulée «C'est pas une offre, c'est une insulte!», peu de temps après l'annonce de la ministre Line Beauchamp et du premier ministre Jean Charest.*

### **TVA Nouvelles**

C'est aux étudiants de déterminer s'ils acceptent l'[offre du gouvernement Charest d'étaler la hausse de droits de scolarité](#), entre autres éléments; néanmoins, la proposition faite vendredi matin est insuffisante pour mettre fin au conflit, estiment les dirigeants des associations étudiantes.

«On se demande si le gouvernement n'est pas en train de jouer un jeu électoraliste sur le dos des étudiants.»

«Il reste encore énormément de travail à faire», a déclaré la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (**FEUQ**) **Martine Desjardins** en entrevue à TVA Nouvelles.

Mme Desjardins soulève d'abord que l'**étalement de la hausse** jette de la poudre aux yeux puisqu'à terme, l'augmentation est encore plus importante, à la lumière de l'annonce de ce matin.

Le premier ministre Jean Charest annonçait en effet maintenir la hausse de 1625\$ des **droits de scolarité**. Toutefois, s'il considère une augmentation annuelle de 254\$ par année sur sept ans, la somme s'élève plutôt à 1778\$. «J'espère que c'est une erreur de calcul», s'est d'abord exclamée la représentante des étudiants.

«Ben voyons, c'est parce qu'on est sur sept ans et non plus sur cinq ans, puis oui, il va y avoir de l'indexation, a réagi **Jean Charest**, en entrevue à TVA. [...] Si on le met sur sept ans, c'est évident que c'est une plus longue période de temps, il y a deux ans de plus de frais de scolarité de payés car il y a deux ans de plus de financement, ça va de soit!», a-t-il conclu.

### **Une proposition «insultante»**

«C'est insultant ce type de proposition. Ça fait 11 semaines qu'on est dans la rue, a déclaré Mme Desjardins. On ne règle pas le conflit avec ça, on l'attise. Le gouvernement jette encore de l'huile sur le feu.»

Elle trouve que M. Charest a choisi une façon habile de présenter ses mesures en la résumant à une contribution supplémentaire de 50 cents de plus par jour de la part des étudiants. «Leur salaire sera-t-il augmenté, lui?» a rétorqué Mme Desjardins, avant d'indiquer que «pour une mère monoparentale qui a déjà de la misère à arriver, ça peut faire une différence».

«Il y a une volonté gouvernementale de régler la crise, mais si cette volonté est réelle, le gouvernement doit accepter à nouveau de s'asseoir

avec les étudiants», a pour sa part souligné le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (**FECQ**), **Léo Bureau-Blouin**, déplorant que les négociations se soient déplacées sur la place publique.

### **Un rejet «massif» à prévoir**

En début de soirée vendredi, l'offre du gouvernement avait déjà essuyé de **multiples refus** au sein des assemblées générales étudiantes.

«On a déjà soumis cette offre à nos membres, ceux qui avaient une assemblée générale ce vendredi, ils l'ont rejetée en bloc et les votes de grève ont été votés à plus forte majorité», a annoncé Martine Desjardins, en entrevue à TVA.

«Déjà plus de 20 000 étudiants, qui étaient réunis aujourd'hui en assemblée générale, ont rejeté l'annonce du gouvernement et reconduit la grève pour une semaine supplémentaire, a complété le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (**CLASSE**), **Gabriel Nadeau-Dubois**. Si la tendance se maintient, on peut anticiper un rejet massif de cette offre.»

### **Réponse insuffisante**

«On a l'impression de ne pas être considérés dans ce problème-là, on a l'impression que nous ne sommes pas crédibles», précise la présidente de la FEUQ, qui croit qu'il faudrait faire du ménage dans la gestion des universités avant de demander un effort supplémentaire aux étudiants.

«On se demande si le gouvernement n'est pas en train de jouer un jeu électoraliste sur le dos des étudiants», conclut-elle, pour traduire son insatisfaction à l'égard des offres de ce matin.

En point de presse, le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont annoncé que la hausse des droits de scolarité serait étalée sur une période de sept ans, les deux années additionnelles étant indexées.

Aussi, ils entendent ajouter 39 millions\$ en bourses destinées à la classe moyenne.

### **Intervention d'un médiateur?**

Alors que le conflit semble s'enliser, le **recours à un médiateur** a été évoqué.

«On pense qu'effectivement, la présence d'un médiateur pourrait permettre aux deux parties de se parler», a convenu Martine Desjardins.

«Je crois que c'est une option qu'on pourrait envisager, on aura une discussion là-dessus lors de notre congrès», a ajouté Gabriel Nadeau-Dubois. La FECQ devait également tenir une discussion à ce sujet en soirée, vendredi.

Un recours que le premier ministre Jean Charest pourtant a fermement exclu, en entrevue à TVA Nouvelles.

«La médiation laisse entendre que quelqu'un d'autre réglerait le problème pour nous, mais ce n'est pas comme ça qu'on arrive à une solution, il faut qu'on assume nos responsabilités», a-t-il déclaré.

### **Demandes de la CLASSE**

Quelques minutes avant le point de presse du gouvernement, la CLASSE a rendu publiques les demandes qu'elle avait adressées au ministère de l'Éducation en début de semaine, avant que **Line Beauchamp** l'ait exclue des pourparlers.

Elle demandait notamment un retour des droits de scolarité au niveau de 2007 ainsi qu'un gel des frais de scolarité au niveau de 2007. Elle exigeait en outre la tenue d'états généraux sur l'avenir de l'éducation ainsi que sur la gratuité scolaire.

Après plus de 70 jours de grève, les appels au calme ont été nombreux dans les derniers jours, mais rien n'y fait. La tension n'a jamais été aussi vive depuis que les négociations entre le gouvernement et les associations étudiantes ont été rompues, plus tôt cette semaine, en raison de l'exclusion de la CLASSE, qui représente environ 100 000 étudiants.

## **LE SOLEIL: Droits de scolarité: Québec offre d'étaler la hausse sur 7 ans - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 12h10 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 23h01**



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Le premier ministre Jean Charest, accompagné de sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué qu'il n'accepterait en aucun cas d'agir sous la pression de la violence.

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Québec met cartes sur table et propose aux étudiants une hausse de 1778,70 \$ sur sept ans au lieu de 1625 \$ en cinq ans, en plus de bonifier de 39 millions \$ les bourses de l'aide financière. Les associations étudiantes ont réagi froidement à l'offre gouvernementale, disant vouloir consulter leurs membres.

### >> Le communiqué du gouvernement Charest sur l'offre globale

Devant l'impasse des négociations avec les quatre associations étudiantes principales du Québec, le gouvernement du Québec a choisi vendredi matin de s'adresser à toute la population et de dévoiler la «solution globale» proposée depuis quelques jours aux leaders étudiants derrière des portes closes.

«Il est temps de réintégrer les cours et de permettre aux étudiants de terminer leur session»,

a soutenu d'entrée de jeu le premier ministre Jean Charest. Le plan du premier ministre pour mettre un terme au mouvement de grève compte six propositions, dont trois ont déjà été annoncées publiquement.

Après avoir soutenu ne pas vouloir faire de la négociation sur la place publique, le gouvernement libéral a opté pour la transparence vendredi. Les étudiants «ont fait la démonstration qu'ils sont incapables d'évoluer quant à leur position et d'atteindre un règlement», a justifié la ministre Line Beauchamp. «Les associations n'ont pas posé de gestes. On est devant une position de fermeture, une position, je dirais, intransigeante. Les associations semblent poussées vers des positions assez extrémistes», a ajouté la ministre de l'Éducation.

### Sept ans au lieu de cinq

Une des mesures phares du gouvernement : étaler la hausse sur sept ans au lieu de cinq. Mais cette hausse sera indexée à l'inflation pour les deux dernières années, et passe donc de 1625 à 1778,70 \$.

Québec s'engage également à injecter 39 millions \$ dans les bourses, en augmentant le seuil minimal de contribution parentale de 35 000 à 45 000 \$. Québec prévoit aussi une bonification des prêts - une mesure déjà annoncée. Ainsi, tous les étudiants dont les parents ne gagneront pas plus de 100 000 \$ seraient admissibles au régime de prêt.

Dès l'automne 2013, les étudiants auront aussi accès au remboursement de leurs prêts sur une plus longue période en fonction de leur revenu, tel que promis le 5 avril.

Les autres points visent la création d'un conseil d'évaluation des universités (évoqué le 15 avril)

et l'octroi d'un mandat de vérification au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études concernant les conséquences des nouvelles hausses.

### Accueil froid

Les principales associations étudiantes ont réagi avec prudence à la sortie de Jean Charest et Line Beauchamp. La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Martine Desjardins, a soutenu qu'elle allait consulter ses membres. «On va prendre un peu de recul pour s'asseoir avec nos associations étudiantes pour voir quelles sont les sorties de crise et on demande au gouvernement Charest de cesser de jouer à relancer la balle. Il doit regarder la réalité et s'asseoir avec nous lorsque tout le monde aura repris son calme», a-t-elle indiqué.

«On va prendre le temps d'analyser ça plus en profondeur [...] mais les échos que j'ai pour l'instant de la part de nos associations étudiantes, c'est que ce ne sera pas suffisant», a dit pour sa part le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'a pas fait de recommandation à ses membres. Mais «on constate que le premier ministre et sa ministre de l'Éducation ne prennent pas en considération les revendications des étudiants. On verra pour la suite des choses, mais il est clair que le gouvernement n'a pas saisi la signification de notre mouvement», a lancé une des porte-parole, Jeanne Reynolds. La CLASSE tient par ailleurs son congrès hebdomadaire aujourd'hui et dimanche, à l'Université Laval.

## RADIO-CANADA: RDI En direct: Grève étudiante : point de presse de Jean Charest et Line Beauchamp – Mise à jour le vendredi 27 avril 2012 à 11 h 46 HAE

COUVERTURE EN DIRECT - Le premier ministre du Québec, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, font le point sur la grève étudiante en cours depuis la mi-février.

### Les commentaires (183)

(...)

MÉDIAS La grève étudiante vue par Fr.Télévision [bit.ly](http://bit.ly) + Le Monde [bit.ly](http://bit.ly) et Michael Moore [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 5:38

MÉDIAS Sondage: Les Québécois largement favorables au gvt, partagés sur la responsabilité de l'échec des négos [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 6:08

Grève étudiante, LP fait dans l'opinion: @RimaElkouri, @Micheleouimet [bit.ly](http://bit.ly) et @apratte [bit.ly](http://bit.ly) entre autres.

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 6:57

(...)

MÉDIAS Si l'UQAM est contrainte d'annuler des cours, elle ne remboursera pas les étudiants [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 6:59

(...)

MÉDIAS La photos la plus relayée (par étudiants et SPVM) pendant la manifestation d'hier soir à Montréal? Celle-ci: [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 7:08

(...)

CARICATURES: Les négociations (de sourds) chez Chapleau [bit.ly](http://bit.ly) et dans le Jell-o chez Ygreck [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 7:37

CARICATURES: Le bonnet d'âne chez Bado [bit.ly](http://bit.ly) et la marionnette GND chez Côté [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 7:38

CARICATURES: Pascal a une suggestion de transport pour Bev Oda [bit.ly](http://bit.ly)

par *rdimatin* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 7:40

(...)

Droits de scolarité - Grève étudiante : un bras de fer se dessine au Cégep de Sherbrooke [bit.ly](http://bit.ly)

par *RadioCanadaInfo* via [twitter](https://twitter.com) 27 avril 8:02

(...)



Des grévistes étudiants réussissent à empêcher la reprise des cours au Cégep de Sherbrooke, malgré une injonction de la Cour supérieure accordée à un groupe d'étudiants mardi.

par *La rédaction* 27 avril 8:57

(...)



Deux étudiants de l'Université du Québec à Rimouski voient leurs demandes d'injonctions refusées.

par *La rédaction* 27 avril 10:12

(...)



Vote de grève au Cégep de l'Outaouais : Les étudiants se ruent vers le bureau de vote #GGI [t.co](#)

par [patrickpilon\\_RC](#) via [Yfrog](#) 27 avril 11:03

(...)

Conférence à venir de Jean Charest. La caméra montre 6 propositions, notamment :

- « étalement de la hausse sur sept ans plus que cinq » ;
- « ajout de 39 millions de dollars en bourses pour la classe moyenne ».

par [La rédaction](#) 27 avril 11:23

Jean Charest prend la parole. « Depuis plusieurs semaines, les représentants des associations étudiantes se sont exprimées. Par ailleurs, la majorité des étudiants ont suivi leurs cours ».

par [La rédaction](#) 27 avril 11:25

« Le mouvement étudiant n'est pas monolithique. » - Jean Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:25

« Mon gouvernement n'acceptera jamais d'agir ou de céder sous le coup de la violence ou du chantage. Il est de notre devoir de faire respecter les principes qui fondent notre démocratie. » - J. Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:26

« À chaque instant, nous avons fait preuve d'ouverture. » J. Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:26

« Nous avons proposé de mettre en place un dispositif de remboursement proportionnel au revenu », ajoute le premier ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:27

« Nous proposons un étalement sur sept ans au lieu de cinq », note Jean Charest.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:28

« Nous acceptons de nous pencher sur la question des droits de scolarité », déclare Line Beauchamp.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:29

« Concrètement, cela signifie que les étudiants débourseront 255 \$ par année », ajoute la ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:30

Après crédit d'impôt, il s'agit d'une hausse de 177 \$, note la ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:30

Le régime de bourses serait aussi bonifié, sans impact sur les contribuables, selon la ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:32

Un mécanisme de remboursement proportionnel au revenu sera mis en place pour les étudiants.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:33

Le comité consultatif sur l'accessibilité aux études sera chargé de mesurer l'impact de la hausse des droits de scolarité, affirme la ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:34

Mme Beauchamp calcule qu'il s'agit d'un effort supplémentaire de 51,4 millions de dollars.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:34

Les associations étudiantes doivent prendre le temps d'apprécier ces propositions et de laisser le temps aux étudiants de le faire, selon Line Beauchamp.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:34

« Ce que nous proposons est le reflet de notre volonté de soutenir nos étudiants. » - Jean Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:35

Dans quelques minutes: Martine Desjardins de la FEUQ et Léo Bureau-Blouin écoutent la conférence et réagissent à RDI et la Première Chaîne

par [rdimatin](#) via [twitter](#) 27 avril 11:36



Sur notre plateau, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins s'apprêtent à réagir à l'annonce de Jean Charest et de Line Beauchamp.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:36

« Nous invitons les étudiants à retourner en cours. » - Jean Charest »

par [La rédaction](#) 27 avril 11:37

La hausse est de 50 cents par jour, soutient le gouvernement.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:37

« À un moment donné, il faut faire le point », explique Jean Charest quand les journalistes lui demandent pourquoi il a choisi d'exposer publiquement les offres de son gouvernement.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:39

Le droit de manifester est inscrit dans nos chartes. Il est inséparable d'autres droits, comme celui de circuler, souligne le premier ministre.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:40

« Je trouve grotesque » qu'il y ait un calcul politique derrière cette crise, soutient Jean Charest.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:41

« Les leaders des associations étudiantes ont été informés » des propositions du gouvernement, affirme Line Beauchamp. Et d'ajouter : « Le gouvernement fait la démonstration qu'il pose des gestes. (...) Pendant ce temps-là, les associations étudiantes n'ont pas posé de gestes ».

par [La rédaction](#) 27 avril 11:42

« Les différentes associations semblent poussées vers des positions assez extrémistes. » - Line Beauchamp

par [La rédaction](#) 27 avril 11:42

« Parmi ces gestes, il y en a qui répondent à des demandes historiques du mouvement étudiant. » - Line Beauchamp

par [La rédaction](#) 27 avril 11:43

« Vous avez le reflet d'une volonté sincère pour nous d'arriver aux bonnes solutions. » - Jean Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:45

« Mme Marois a demandé qu'on déclenche des élections. Franchement, j'ai trouvé ça ignoble. » - Jean Charest

par [La rédaction](#) 27 avril 11:46

M. Charest répète qu'il est « grotesque » de croire à un calcul politique.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:47

#GGI : La présidente de la #FEUQ soutient que la proposition du gouv Charest n'a pas été présentée lors des négociations. À suivre à #RDI

par [brunomaltais](#) via [twitter](#) 27 avril 11:47

« Ce qui avait été présenté, c'était une seule proposition » (celle d'augmenter le plafond de revenus pour les bourses), affirme Martine Desjardins.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:51

« Pourquoi ne pas avoir proposé un moratoire? » demande Martine Desjardins.

par [La rédaction](#) 27 avril 11:52

« Ce qui est un peu décevant, c'est de voir que le gouvernement passe par la place publique pour faire passer son message. » - Léo Bureau-Blouin

par [La rédaction](#) 27 avril 11:52

« Même si on l'étaie sur 7 ans, ça reste une augmentation substantielle. » - Léo Bureau-Blouin

par [La rédaction](#) 27 avril 11:53

« À chaud, je ne crois pas que ces propositions soient acceptées. » - Martine Desjardins

par [La rédaction](#) 27 avril 11:54

FECQ: il y a une volonté gvtale mais il faut s'asseoir

par [rdimasson](#) via [twitter](#) 27 avril 11:57

Gabriel Nadeau-Dubois affirme que la CLASSE va soumettre les propositions du gouvernement aux étudiants.

par [La rédaction](#) 27 avril 12:03

L'augmentation des droits de scolarité « reste dans les propositions du gouvernement. Ça ne répond pas aux demandes des étudiants », ajoute M. Nadeau-Dubois.

par [La rédaction 27 avril 12:04](#)

« Je crois que c'était une bonne rectification. Cela dit, le problème reste entier : il est temps que le gouvernement renoue le dialogue », ajoute M. Nadeau-Dubois en réaction aux propos du ministre Robert Dutil qui a affirmé avoir « été peut-être un peu loin » dans ses commentaires à propos du porte-parole de la CLASSE.

par [La rédaction 27 avril 12:06](#)

À mi-journée, notre résumé de l'actualité en 5 titres :

- [Québec propose d'étaler la hausse des droits de scolarité](#)

(...)

par [La rédaction 27 avril 12:13](#)



[Mise à jour] Dans un geste visant à mettre un terme au **conflit étudiant** en cours depuis plus de deux mois, le gouvernement Charest [présente l'offre globale faite aux associations étudiantes](#). Québec propose notamment d'étaler la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur sept ans plutôt que cinq.

par [La rédaction 27 avril 12:18](#)

(...)

Les nouvelles offres du gouvernement sont-elle suffisantes pour régler le conflit étudiant? [t.co](#) #Maisonneuve

par [maisonneuve via twitter 27 avril 12:24](#)

(...)

Gérald Fillion [fait le calcul de la proposition de Jean Charest aux étudiants](#) : la hausse est de 1779 \$ (3947 – 2168), soit 82 % sur 7 ans en prenant en compte un taux d'inflation à 2 %.

par [La rédaction 27 avril 13:27](#)



**Les représentants des associations étudiantes accueillent froidement** l'offre globale du gouvernement du Québec dans le conflit qui les oppose sur la hausse des droits de scolarité.

par [La rédaction 27 avril 13:37](#)

« Jean Charest a manqué de leadership. Après 75 jours, il bonifie les bourses », critique François Legault.

par [La rédaction 27 avril 13:41](#)

« Je pense que les étudiants devraient saisir la balle au bond et revenir à la table des négociations », ajoute M. Legault.

par [La rédaction 27 avril 13:41](#)

« Augmenter la hausse en l'étalant un peu, ça ne règle pas l'accessibilité aux études », estime Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

par [La rédaction 27 avril 13:45](#)

La CLASSE ne fera pas de recommandation à ses membres, assure M. Nadeau-Dubois.

par [La rédaction 27 avril 13:45](#)

« C'est une offre qui ne répond pas aux demandes des étudiants, ajoute M. Nadeau-Dubois. Quand on regarde sur les réseaux sociaux, on voit des réactions de colère. »

par [La rédaction 27 avril 13:46](#)

Cégep de l'Outaouais: Les étudiants ont votés à 55% en faveur de la poursuite de la grève Plus de 1700 étudiants ont participé au vote #GGI par [patrickpilon\\_RC via twitter 27 avril 13:58](#)



#ggi: Yoga-manif Place Émilie Gamelin [t.co](#)

par [marc899 via P.twing 27 avril 14:13](#)

(...)

L'AGE UQTR prendra le temps d'analyser les propositions du gouvernement mais déplore déjà le maintien de la hausse des droits de scolarité

par [TJMauricie via twitter 27 avril 15:02](#)

Jean Charest s'excuse publiquement auprès de ma collègue Martine Biron pour son attitude à son égard en conférence de presse. #assnat

par [duchp via twitter 27 avril 15:05](#)

(...)



Arrêté pendant une manifestation, **le comédien Alexis Martin livre sa version des faits**.

par [La rédaction 27 avril 15:56](#)

En entrevue [@PatriceRoyTJ](#), J.Charest dit: "pas d'élections programmées au printemps". Extrait 16h #RDI, entrevue complète TJ-Mtl18H #assnat par [SebBovetSRC via twitter 27 avril 16:01](#)

(...)

Voilà qui met fin à notre blogue en direct. L'actualité continue sur Radio-Canada.ca.

par [La rédaction 27 avril 16:03](#)

## **JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Grève des étudiants : Charest étale la hausse sur 7 ans - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 11H31 | Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 13H04**

VIDÉO : L'offre de Jean Charest aux étudiants , 27 avril 2012 , Journal de Québec

### **La solution Charest - Beauchamp**

- ✓ Hausse des frais de scolarité de 1 778 \$ étalée sur sept ans
- ✓ Bonification de l'aide financière de 39 millions
- ✓ Prêts additionnels dont bénéficieraient 50 000 étudiants
- ✓ Régime de remboursement proportionnel au revenu

- ✓ Création d'un conseil d'évaluation des universités
- ✓ Évaluation de l'impact de la hausse des droits de scolarité sur la fréquentation universitaire



## Étalement de la hausse

Droits de scolarité actuels	2 168 \$
Hausse initiale prévue sur cinq ans	+1 625 \$
	= 3 793 \$
Droits de scolarité dans sept ans	3 946 \$
Hausse véritable	1 778 \$ (+82%)

### Une offre mal reçue

QUÉBEC | La proposition faite ce matin par le gouvernement Charest est insuffisante pour mettre fin au conflit, estiment les dirigeants des associations étudiantes.

«Ça ne correspond pas du tout aux demandes des étudiants en grève», a réagi la co-porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds. La proposition sera analysée pendant le congrès de la CLASSE qui se tiendra en fin de semaine et les associations membres de la CLASSE l'étudieront en assemblées générales au cours de la semaine prochaine.

«On va prendre le temps de l'analyser. Mais ça ne semble pas suffisant parce qu'on ne touche pas aux frais de scolarité et c'est précisément pour ça que les étudiants sont dans la rue», a déclaré le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin, sur le réseau LCN. Les étudiants ont pris note que l'augmentation des frais de scolarité ne serait plus de 75% mais bien de 82%, bien qu'elle serait étalée sur sept ans.

«C'est insultant ce type de proposition. Ça fait 11 semaines qu'on est dans la rue. Le poul que j'ai de mes membres c'est un refus, a déclaré pour sa part la présidente de la FEUQ Martine Desjardins. On

ne règle pas le conflit avec ça, on l'attise. Le gouvernement jette encore de l'huile sur le feu.»

La FECQ et la FEUQ soumettront la proposition du gouvernement à leurs membres au cours des prochains jours.

Jean-Luc Lavallée

QUÉBEC - **Le premier ministre Jean Charest a sauté dans la mêlée vendredi pour tenter de dénouer la crise étudiante. Il a dévoilé l'offre de son gouvernement, annonçant une augmentation des frais de scolarité de 1 778 \$ sur sept ans au lieu de 1 625 \$ sur cinq ans.**

Accompagné de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, lors d'un point de presse, le PM a mis cartes sur table, excédé de donner l'impression que son gouvernement « est obtus » et refuse d'écouter.

La hausse proposée, étalée sur sept ans, passera de 325 \$ à 254 \$ par année. Autrement dit, l'augmentation réelle s'établirait à 1 778 \$ (+82 %) en raison de l'indexation des droits de scolarité à la sixième et à la septième année.

### 50 cents par jour

En tenant compte du crédit d'impôt, cela représente 177 \$ de plus par année, comparativement à 230 \$, soit une « hausse de 50 sous par jour », ont insisté la ministre et le premier ministre, suggérant que pour un tel effort, ça ne vaut pas la peine de compromettre l'obtention de son diplôme.

Le gouvernement Charest offre aussi d'améliorer l'accessibilité aux bourses en ajoutant 39 millions de dollars pour la classe moyenne. Puis, il a réitéré sa proposition de bonifier les prêts et d'instaurer un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Il propose en outre la mise sur pied d'un conseil pour assurer une meilleure gestion des universités. Enfin, il propose d'évaluer périodiquement l'impact de la hausse sur l'accessibilité aux études.

« Ce que nous proposons aujourd'hui est le reflet de notre volonté de soutenir nos étudiants, de soutenir nos universités et de préparer l'avenir du Québec. C'est une réponse qui est raisonnable », a déclaré le premier ministre.

### Accueil froid

Les associations étudiantes ont toutefois accueilli cette « solution globale » plutôt froidement. L'offre publique a même incité plusieurs étudiants à sortir spontanément dans la rue. Mme Beauchamp avait déploré plus tôt la « position intransigeante » et la « fermeture » des leaders étudiants.

### Halte à la violence!

Jean Charest a une fois de plus demandé aux étudiants de réintégrer « immédiatement » leurs cours, dénonçant à nouveau « les actes de violence » commis au cours des derniers jours.

### Grotesque

Il a par ailleurs réitéré qu'il était « grotesque » de penser que le gouvernement avait agi dans ce dossier par « calcul politique ».

### Réactions

« Ça ne correspond pas du tout aux demandes des étudiants en grève »

— Jeanne Reynolds  
coporte-parole de la CLASSE

« Non seulement on ne touche pas à l'augmentation des frais de scolarité, mais, au bout de sept ans, ça revient à une hausse plus importante de 1 778 \$ »

— Léo Bureau-Blouin  
président de la FECQ

« Le poul que j'ai de mes membres, c'est que ça sera refusé »

— Martine Desjardins  
présidente de la FEUQ

[Afficher 1-40 de 73 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 277 commentaires \(Montréal\)](#)

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Offre surprise de Québec - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 10H37 | Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 11H34**



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Jean Charest

QUÉBEC - Québec propose d'étaler sur 7 ans plutôt que 5 la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité.

C'est ce qu'ont annoncé le premier ministre, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, vendredi avant-midi. Ils ont alors dévoilé les offres faites aux associations étudiantes lors des négociations qui se sont tenues en début de semaine.

[Afficher 60 commentaires \(Montréal\)](#)

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Charest et Beauchamp feront une annonce à 11 h - Publié le: vendredi 27 avril 2012, 10H33 | Mise à jour: vendredi 27 avril 2012, 10H49**



© Luc Cinq-Mars / Agence QMI

Le premier ministre, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, nagent en eaux troubles depuis plus de deux mois.

Agence QMI

**Le premier ministre, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, tiendront un point de presse, aujourd'hui, à 11 h.**

La grève étudiante, qui persiste depuis plus de 70 jours, semble dans l'impasse et les manifestations se poursuivent sans relâche.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a de nouveau refusé jeudi de reprendre les discussions en présence de représentants de la CLASSE, condition que les fédérations collégiale

et universitaire (FECQ et FEUQ) ont maintenue toute la journée jeudi.

La FEUQ a proposé à la ministre de reprendre les négociations en présence de deux représentants de la CLASSE au sein de sa délégation. Cette proposition a été rejetée par Line Beauchamp.

Les trois principales associations étudiantes, la FECQ, la FEUQ et la CLASSE, songent à demander l'intervention d'un médiateur dans le conflit qui les oppose au gouvernement. La question devait être débattue au cours de la fin de semaine.

**TVANouvelles: Un plan pour dénouer l'impasse: Étalement de la hausse sur sept ans - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 10h11 - Mise à jour : vendredi 27 avril 2012 à 12h41**

TVA Nouvelles et Agence QMI



Le premier ministre **Jean Charest** saute dans la mêlée pour dénouer la crise étudiante. Il a dévoilé vendredi l'offre globale de son gouvernement aux étudiants, suggérant notamment d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse des droits de scolarité.

«Nous maintenons la **hausse de 1625\$** et nous proposons un **étalement sur une période de sept ans** au lieu de cinq ans », a annoncé le premier ministre, lors d'un point de presse, accompagné de la ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**.

Cette mesure fera passer la hausse annuelle de 325\$ à 254\$, et non 232\$, en raison de l'indexation des deux années additionnelles. Si l'on tient compte du crédit d'impôt, la hausse réelle représente 177\$ par année, comparativement à 230\$.



(Crédit: Agence QMI)

*Jean Charest a souligné à maintes reprises que cela représentait maintenant «une hausse de 50\$ par jour».*

Québec offre aussi d'améliorer l'accessibilité aux bourses en ajoutant 39 millions\$ pour la classe moyenne.

«Ce que nous proposons aujourd'hui est le reflet de notre volonté de soutenir nos étudiants, de soutenir nos universités et de préparer l'avenir du Québec. C'est une réponse qui est raisonnable», a déclaré le premier ministre.

«J'en appelle au sens des responsabilités des leaders étudiants», a renchéri la ministre de l'Éducation, qui a demandé aux représentants des «de laisser le temps à leurs membres d'apprécier les gestes posés par le gouvernement».

M. Charest a dû se défendre de rompre l'engagement du gouvernement de ne pas négocier sur la place publique.

«Parce qu'on voulait respecter la confidentialité, ça donnait l'impression que le gouvernement était obtus ou n'écoutait pas. Je pense que la transparence est très importante aujourd'hui», a-t-il dit.

#### **Halte à la violence**

Jean Charest a une fois de plus demandé aux étudiants de réintégrer «immédiatement» leurs cours, dénonçant à nouveau «les actes de violence» commis au cours des derniers jours. «Les gestes commis en début de semaine relèvent de la dérive et d'un grand manque de jugement. Mon gouvernement n'acceptera jamais d'agir ou de céder sous le coup de la violence ou du chantage», a tranché le premier ministre.

39 millions \$ de plus en bourses

Le gouvernement Charest offre aussi d'améliorer l'accessibilité aux bourses en ajoutant 39 millions \$ pour la classe moyenne.

Comme son gouvernement l'avait annoncé le 5 avril, il a réitéré vendredi sa proposition de bonifier les prêts et d'instaurer un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Il propose en outre la mise sur pied d'un conseil pour assurer une meilleure gestion des universités. De plus, le gouvernement évaluera périodiquement l'impact de la hausse sur l'accessibilité aux études, a souligné le premier ministre.

Les associations consulteront leurs membres

Prudents, les présidents de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin, ont affirmé qu'ils [soumettront l'offre de Québec à leurs membres](#).

«Je ne crois pas que ce sera accepté par les associations étudiantes», a néanmoins affirmé Mme Desjardins, soulignant que cela pourrait prendre jusqu'à une semaine pour connaître la réponse des étudiants.

De son côté, le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) Gabriel Nadeau-Dubois a indiqué que les assemblées générales de son association allaient se pencher sur l'annonce de la ministre.

«Ça ne répond pas aux demandes des étudiants, a-t-il toutefois déploré. Les étudiants en grève contestent une hausse des droits de scolarité de 1625\$, et cette hausse demeure dans l'offre de Québec.»

## **LA PRESSE: Droits de scolarité: l'offre de Québec est accueillie froidement - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 10h07 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 15h42**

Tommy Chouinard et Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

(Québec) Même si certains d'entre eux reconnaissent la présence d'éléments intéressants dans l'offre gouvernementale, les leaders étudiants l'ont unanimement critiqué dans les minutes suivant l'annonce.

**> Sur le web: [communiqué du gouvernement sur l'offre globale](#)**

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, estime que l'offre est «un peu insultante». La hausse n'est plus de 1625 \$ mais de 1778 \$, a-t-elle insisté.

«Les étudiants vont devoir se prononcer dans leurs assemblées générales. Si le gouvernement pense que les étudiants vont retourner facilement en classe, je crois qu'il se trompe. Je n'ai pas l'impression que ça va calmer le climat. Visiblement, on ne veut pas écouter les étudiants», a-t-elle ajouté.

Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec, tient sensiblement le même discours, mais admet qu'il y a des mesures qui ne sont pas mauvaises, sur la question des prêts et bourses». Le leader étudiant rencontrera ses membres dès ce soir afin d'évaluer collectivement l'annonce gouvernementale.

Mais déjà, il la critique. «Au bout de sept ans, on va arriver avec la même problématique. Les étudiants de la classe moyenne vont être laissés pour compte», a-t-il affirmé.

Gabriel Nadeau-Dubois, lui, entendra l'avis de ses membres au cours de la fin de semaine. Pour l'instant, «il n'y a pas de recommandation» envoyée aux assemblées générales locales.

«Plus de 1000 personnes ont confirmé leur participation à une manifestation spontanée qui s'organise ce soir dans les rues de Montréal», a-t-il souligné, précisant toutefois que ce n'était pas la CLASSE qui l'organisait. «On espère toujours que ça va bien se passer.»

#### **Couverture en direct de la Conférence de presse**

Sa «solution globale» prévoit, comme l'avait révélé *La Presse* cette semaine, une bonification des bourses de 39 millions de dollars. Québec fait passer de 35 000 \$ à 45 000 \$ le seuil de revenu familial exempt de contribution parentale dans le calcul des bourses. Il s'agit d'une «demande historique» des fédérations étudiantes, a souligné la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. La mesure sera financée en modifiant le crédit d'impôt relatif aux droits de scolarité.

Québec a confirmé l'augmentation des prêts annoncée le 5 avril. La facture de 22 millions est refilée aux universités. Il entend instaurer un remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu à compter de l'automne 2013.

Et comme il l'avait annoncé le 15 avril, Québec créera une commission d'évaluation de la gestion des universités. Il répond ainsi à une demande des fédérations étudiantes.

Enfin, le comité consultatif sur l'aide financière aux études aura le mandat d'évaluer périodiquement l'impact de la hausse des droits de scolarité.

«Quand on a tout le portrait, je pense qu'on en arrive à une conclusion: il est temps de réintégrer les cours et de permettre aux étudiants de terminer leur session», a plaidé Jean Charest.

En respectant la confidentialité des discussions jusqu'à vendredi, le gouvernement a pu «donner

l'impression qu'il est obtus, têtu, n'écoutait pas. Mais je veux que tous les Québécois sachent qu'on a toujours été à l'écoute, qu'on a mis de l'avant des solutions, qu'on n'a jamais fermé la porte. Je veux que les Québécois sachent ce qui a été discuté», a-t-il ajouté pour justifier sa sortie.

Selon Line Beauchamp, au cours des 40 heures de négociation, les représentants étudiants «ont fait la démonstration qu'ils sont incapables d'évoluer quant à leur position et d'atteindre un règlement».

«Les associations n'ont pas posé de gestes. On est devant une position de fermeture, une position, je dirais, intransigeante. Les associations semblent poussées vers des positions assez extrémistes», a-t-elle affirmé.

Les leaders étudiants doivent «prendre le temps d'évaluer» cette offre et de permettre à leurs membres «d'apprécier les gestes posés par le gouvernement».

«Je ne crois pas que, pour un effort de 50 sous par jour (NDLR après crédit d'impôt), on doive compromettre l'obtention de son diplôme ce printemps», a-t-elle dit.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, estime que l'offre est «un peu insultante». La hausse n'est plus de 1625 \$ mais de 1778 \$, a-t-elle insisté. «Les étudiants vont devoir se prononcer dans leurs assemblées générales. Si le gouvernement pense que les étudiants vont retourner facilement en classe, je crois qu'il se trompe. Je n'ai pas l'impression que ça va calmer le climat. Visiblement, on ne veut pas écouter les étudiants», a-t-elle ajouté.

- Avec Philippe Teisceira-Lessard

## **TVANouvelles: Impasse dans les négos: Médiation envisagée par les associations étudiantes - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 07h21**



Crédit photo : archives Agence QMI  
Par Régys Caron | Agence QMI

Les trois principales associations étudiantes, la **FECQ**, la **FEUQ** et la **CLASSE**, songent à demander l'intervention d'un médiateur dans le [conflit qui les oppose au gouvernement](#).

«C'est une option qui est envisagée», a dit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), **Martine Desjardins**.

La question sera débattue entre les membres de la FEUQ au cours de la fin de semaine, a-t-elle

précisé. La FECQ et la CLASSE ont confirmé qu'elles feraient de même dans leurs assemblées respectives.

Les protagonistes de ce conflit, qui en est à son 74e jour, ont continué à se renvoyer la balle, après la rupture des négociations mercredi.

La ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**, a de nouveau refusé de reprendre les discussions en présence de représentants de la CLASSE, condition que la FECQ et la FEUQ ont maintenue toute la journée hier avant de retraire vers Montréal.

En matinée, la FEUQ avait tendu la perche à la ministre et proposé de reprendre les négociations, en présence de deux représentants de la CLASSE au sein de sa délégation. Cette proposition a été rejetée par la ministre.

#### **Humilité**

Le moment est venu de prendre du recul et d'aborder le conflit avec humilité, a suggéré par la suite Martine Desjardins.

«Il faut se montrer plus humbles, de part et d'autre, pour faire redescendre le niveau de

pression (...) Peut-être qu'on pourrait changer la structure de la discussion», a dit la présidente de la FEUQ. Le cabinet de la ministre Beauchamp a rejeté l'idée de faire appel à un médiateur.

Martine Desjardins a confié que les propositions faites par le ministre de l'Éducation, pendant les discussions tenues en début de semaine, étaient insuffisantes.

Le MELs a proposé d'augmenter de 35 000 \$ à 45 000 \$ par année le seuil de revenu familial annuel permettant à un étudiant d'avoir accès aux prêts et bourses. La mesure coûterait entre 35 et 40 millions, rapportait *La Presse* hier.

«Le programme d'aide financière aux études répond à 30% des étudiants. C'est nettement insuffisant, a tranché Mme Desjardins.

À son avis, l'augmentation de 75% des frais de scolarité empêchera 7000 jeunes d'avoir accès aux études universitaires. Le nœud du problème, ce sont les frais de scolarité», a rappelé Léo Bureau-Blouin.

### **TVANouvelles: Conflit étudiant: Marois réclame des élections - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 07h21**



Crédit photo : Agence QMI

Pauline Marois

Le refus du gouvernement **Charest** de négocier de bonne foi avec les **étudiants**, c'est la goutte qui fait déborder le vase aux yeux de **Pauline Marois**. Le chef du **Parti québécois** réclame des élections.

«Le premier ministre se moque de l'intérêt général. Le gouvernement libéral et le premier ministre ont fait leur temps. Il faut en finir et aller en élections», a lancé Mme Marois. Elle affrontait

Jean Charest en commission parlementaire sur les crédits du Conseil exécutif.

Le gouvernement et les étudiants se sont renvoyé sans cesse la balle depuis que les négociations sont rompues entre les deux parties. Après avoir exclu la **CLASSE** de la table de discussions, la ministre **Line Beauchamp** a appelé les autres représentants étudiants de la **FEUQ** et de la **FECQ** à reprendre les pourparlers. La FEUQ a accepté de revenir s'asseoir avec le gouvernement à la condition que deux représentants de la CLASSE puissent faire partie de sa délégation. Le gouvernement a aussitôt accusé une fin de non-recevoir à cette exigence. C'est donc toujours l'impasse.

Aux yeux du gouvernement, la CLASSE ne peut plus prendre part aux négociations, puisqu'elle «encourage la violence» et a contribué aux débordements des récentes manifestations qui ont eu lieu dans les rues de Montréal.

Il ne peut pas y avoir de discussion au prix de la violence et de l'intimidation. Aucun gouvernement ne peut accepter de plier, de discuter sous la violence», a tranché le premier ministre. Jean Charest s'en est pris à sa vis-à-vis péquiste. «Pauline Marois ne croit pas ce qu'elle dit sur les frais de scolarité», a pesté le premier ministre. Cette idée que le gouvernement se sert de ce conflit à des fins électoralistes est «grotesque», a d'ailleurs signalé M. Charest.

Pour Pauline Marois, il ne fait aucun doute que la responsabilité de la crise vécue actuellement incombe directement au gouvernement Charest.

Le chef parlementaire caquiste a pour sa part demandé que le premier ministre prenne personnellement les rênes du dossier. Il faut que Jean Charest «prenne le téléphone et parle aux leaders étudiants de la FECQ et de la FEUQ», a plaidé **Gérard Deltell**. Selon lui, c'est désormais une affaire de «chef d'État».

### **LE NOUVELLISTE: Grève étudiante: pour une reprise du dialogue - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 07h00**



Photo: La Presse

*Il y a encore eu une manifestation, hier, à Montréal. Cette fois, les étudiants étaient moins nombreux et plus pacifiques. À l'UQTR, les étudiants rencontrés ont dit souhaiter une reprise du dialogue.*

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) C'est presque l'unanimité: la majorité des étudiants rencontrés par *Le Nouvelliste* hier, sur le campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières, estiment que seul le dialogue permettra de dénouer l'impasse qui oppose les associations étudiantes et le gouvernement dans l'épineux dossier de la hausse des droits de scolarité.

«Les étudiants et la ministre Line Beauchamp devraient retourner à la table des négociations», plaide Katy Rodier, étudiante en pratique sage-femme, qui fait partie de la vingtaine de personnes qui ont accepté de partager leur point de vue sur la question.

«Je trouve que ce qu'elle a fait, c'est un peu irresponsable de sa part. Qu'elle coupe comme ça la conversation, je trouve ça un petit peu dommage. Elle aurait juste à s'asseoir et à parler des vraies choses, pas juste de violence et des choses qui se passent dans la rue en ce moment», estime Stéphanie Coursol, étudiante en administration des affaires.

Karine Richard, étudiante en sciences biologiques et écologiques, trouve que le gouvernement devra faire preuve de plus grande ouverture dans le débat. Il «ne veut absolument pas parler de la hausse des droits de scolarité. Toutes les solutions qu'il apporte sont vraiment des solutions de contournement», analyse-t-elle.

Pour Marie-Pier Roy, étudiante en pratique sage-femme, «le gouvernement est dans une non volonté de discussion adulte, ouverte et responsable avec les étudiants.»

Anthony Gélinas, étudiant en administration, estime que la discussion serait pourtant le meilleur moyen d'en arriver à un compromis.

Certains estiment que l'attitude du gouvernement actuellement est de nature à provoquer les étudiants comme en témoigne la violence dans certaines manifestations. «Présentement, le conflit est rendu tellement gros que le reste de la population commence à dénigrer les étudiants», constate Kéven Gervais, étudiant au baccalauréat en enseignement secondaire. Catherine Miron, étudiante en enseignement des arts, avoue qu'elle s'inquiète d'ailleurs de la tournure que prend peu à peu le conflit. «Je trouve que c'est alarmant. Je suis pour la grève, contre la hausse et je trouve que ce qui se passe en ce moment, ça n'a plus de bon sens.»

Une seule solution s'impose, selon elle: «On retourne à la table de négociation. On retourne parler. C'est essentiel. Ce qu'on veut éviter à tout prix, c'est la violence», dit-elle.  
 Isabelle Le Bire, étudiante en pratique sage-femme, estime que le retour aux discussions devra se faire avec tous les regroupements d'étudiants, incluant la CLASSE.  
 Certains, comme Marie Pier Roy, estiment que la solution au problème, «ça va être de changer de gouvernement», voire même d'interlocutrice diront d'autres.  
 Jean-René Leblanc Gadoury, étudiant en psychologie, trouve excellente l'idée de Pauline Marois qui propose de retarder la hausse.

«C'est une bonne idée parce qu'une négociation, ça ne se fera pas en 48 heures. Ça va être long. C'est probablement un moratoire qu'on devrait faire», propose-t-il.  
 Pour Thierry Nootens, professeur régulier en Histoire, la solution n'est pas compliquée: «Le gouvernement recule et annule son projet de hausse des droits de scolarité, tout simplement», dit-il en rappelant qu'il y a d'ailleurs un ménage à faire dans les fonds publics.  
 Son collègue, le professeur Laurent Turcot, croit que Québec doit «reculer, retirer le projet de loi de hausse, confirmer un gel et ensuite faire des états généraux sur l'éducation parce qu'aucun débat public n'a eu lieu», rappelle-t-il.

**LA PRESSE: Manifs étudiantes: Gérald Tremblay redoute une tragédie - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h45**



Photo Marco Campanozzi, La Presse  
 Gérald Tremblay

Pierre-André Normandin, La Presse  
 Les débordements qui surviennent pendant les manifestations étudiantes risquent de mener à une tragédie, craint de plus en plus le maire de Montréal. Pendant que le dialogue de sourds se poursuit entre le gouvernement et les étudiants, Gérald Tremblay les somme de trouver une solution rapide pour éviter le pire.  
 «Pourquoi attendre une tragédie pour trouver une solution?», a demandé le maire, hier en conférence de presse. Il affirme avoir été particulièrement choqué par deux gestes faits par des casseurs. Les fumigènes lancés dans le métro et les pierres jetées sur l'autoroute Ville-Marie «auraient pu être tragiques». «Nous avons été chanceux.»  
 Inquiet, il se demande qui porterait le blâme si une personne devait être blessée gravement ou, pire, tuée pendant les affrontements. «Qui va assumer la responsabilité d'une tragédie? Si ça se produit, qui va faire son mea-culpa? Qui va dire: "J'aurais peut-être dû ouvrir le dialogue, faire des compromis, sortir des sentiers battus pour trouver des solutions?"» Les craintes de dérapage du maire s'accroissent au moment où les policiers montrent, selon lui, des signes de fatigue.

Exaspéré de voir les manifestations dégénérer sur une base presque quotidienne à Montréal, Gérald Tremblay a lancé hier l'énième appel au calme, tant aux étudiants qu'au gouvernement. «C'est totalement inacceptable qu'on soit dans une telle situation. Assez, c'est assez.»  
 Les coûts du conflit auraient dépassé la barre des 2 millions, selon ce qu'aurait dit le chef de police, Marc Parent, lors d'une rencontre de la Commission de la sécurité publique, mercredi.  
**Médiateur réclamé**  
 Malgré son impatience, Gérald Tremblay a toutefois refusé hier d'appuyer la proposition de l'opposition de presser le gouvernement de nommer un médiateur dans le conflit étudiant. «Mon travail n'est pas de dire au gouvernement quoi faire. Si c'est la solution, qu'ils fassent appel à un médiateur.»  
 Hier matin, la chef de l'opposition à Montréal, Louise Harel, a souhaité voir les trois partis municipaux faire front commun pour réclamer l'intervention d'un médiateur. «Ça ne peut plus durer. La situation s'aggrave de jour en jour. Il faut une sortie de crise, a-t-elle soutenu lors d'un point de presse. Québec ne peut pas abandonner la situation et attendre. Il faut un geste fort, rapidement, dans les prochaines heures.»  
 La deuxième opposition a appuyé la demande même si son chef la juge «rose bonbon». «Ce qu'a vécu Montréal [mercredi] soir est absolument intolérable. Ces débordements de violence doivent cesser», a souligné le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. L'homme, qui habite au centre-ville, était aux premières loges lorsque casseurs et policiers antiémeutes se sont affrontés dans sa rue.  
 Richard Bergeron, qui dit avoir assisté à de nombreuses manifestations pacifiques, invite les manifestants à quitter un rassemblement quand ils constatent la présence de casseurs. «Quand vous constatez qu'une manifestation est détournée de son esprit, rentrez chez vous.»

Les deux oppositions ont également invité Gérald Tremblay à ne pas se rendre en mission économique au Moyen-Orient, la semaine prochaine. Le maire n'a toutefois pas l'intention d'abandonner son voyage, a-t-on fait savoir dans son entourage.  
**L'image de Montréal «ternie»**  
 L'image de Montréal à l'étranger est «ternie» par la multiplication des manifestations violentes, s'indigne Gérald Tremblay. Les images des affrontements entre casseurs et policiers survenus depuis une semaine ont fait le tour du monde: les chaînes télévisées ABC, CNN, BBC et des journaux comme le *Wall Street Journal* ont rapporté le tumulte. Même la chaîne de nouvelles en continu Russia Today a consacré un reportage aux manifestations contre la hausse des droits de scolarité. «Imaginez ma réaction lorsque je vois les images qui ne reflètent pas nos valeurs», a dit Gérald Tremblay.  
 Le nombre de reportages reste faible, tempère toutefois Jean-François Dumas, dont la firme Influence Communication évalue l'importance des nouvelles. «Si on faisait le palmarès depuis une semaine des principales raisons pour lesquelles on a parlé du Québec, les émeutes arrivent au 50e rang. Oui, on en parle, mais on parle davantage des attraits touristiques de Montréal et de Québec, alors il faut relativiser.» Pour l'instant, les manifestations violentes ont été traitées comme de simples faits divers. Jean-François Dumas évalue que les médias étrangers ont davantage parlé de l'annulation des spectacles du chanteur français Charles Aznavour et des funérailles du hockeyeur Émile Butch Bouchard.  
 Les quelques reportages diffusés ont également un impact très limité sur l'attrait qu'exerce le Québec sur les touristes. «Il y a de la violence aux États-Unis tous les jours à la télé et nos *snowbirds* continuent à aller en Floride l'hiver, non?»

**LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: hausse des prime d'assurance en vue - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h41**

Gabrielle Duchaine, La Presse  
 (Montréal) Les primes d'assurance des commerces du centre-ville de Montréal risquent de coûter plus cher dans la foulée des manifestations étudiantes et de tout le saccage qui les accompagne, prévient le Bureau d'assurance du Canada.  
 «Il y a une bonne probabilité que ça arrive. Quand le nombre de réclamations augmente, généralement, les primes suivent, dit une porte-parole, Julie Bellemare. Une chose est sûre, c'est que nous allons tous payer pour ça, collectivement.»

À titre d'exemple, l'organisme estime que les manifestations liées aux séries éliminatoires de hockey des dernières années dans le secteur du Centre Bell ont eu un impact semblable sur les primes des commerces du secteur. «Je serais portée à dire qu'elles ont probablement augmenté», dit Mme Bellemare.  
 Chez Intact Assurance, leader québécois dans l'assurance commerciale, on assure qu'il n'y a pas de «zone à risque» de vandalisme. «Ce sont des événements épisodiques qui n'ont pas d'impact global sur les tarifs», assure le porte-parole Alexandre Royer.

Il admet toutefois que les commerces vandalisés qui feront des réclamations pourraient «perdre certains rabais associés à de bons dossiers». «Plus on réclame et plus ça se reflète sur les tarifs», dit-il.  
 Alexandre Royer voit dans la situation actuelle un moment idéal pour les commerçants et les automobilistes qui se garent régulièrement au centre-ville de revoir leur niveau de couverture. «Le vandalisme est souvent facultatif dans les clauses. Certains voudront peut-être l'inclure avec tout ce qui se passe.»

**LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: les commerçants paient les pots cassés - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h37 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 06h37**

Isabelle Massé, La Presse  
 (Montréal) Vitrines saccagées, mobilier de terrasses volé et voitures endommagées. Certains commerçants montréalais ont la vie dure depuis que se multiplient au centre-ville les manifesta-

tions étudiantes et que des casseurs sont à l'oeuvre.  
 «C'est plusieurs milliers de dollars pour nous», indique Guylaine Sylvain, gérante de service du restaurant Houston, de la place Jean-Paul-

Riopelle. Pour les assurances, on a une franchise de 2500\$ à régler.  
 Depuis un mois, on doit enlever des collants sur nos boîtes à fleurs. On retarde certains aménagements printaniers, car on a peur de se faire



briser des choses. Heureusement, on n'a pas eu besoin de la terrasse cette semaine, car on n'aurait pu asseoir que 35 personnes sur 70.»

Vendredi dernier, les voitures de la moitié des employés du Houston ont été endommagées, dont celle de Guylaine Sylvain. «J'ai pour 850\$ de dommage sur la mienne», affirme-t-elle.

Hier matin, des vitriers mettaient les bouchées doubles, des protestataires ayant fracassé ou sali avec de la peinture les façades vitrées de la librairie Chapters et de la boutique Apple de la rue Sainte-Catherine Ouest, ainsi que de la Banque Nationale (pour la deuxième fois) et la Banque TD de la rue Sherbrooke Ouest.

«Il faut de deux à quatre heures pour remplacer une vitre, note un employé de Vitre avec vous, dont le camion était rempli de vitres neuves. On est occupés depuis une semaine. Tout ce que j'ai dans mon camion, c'est pour aujourd'hui. Les entreprises touchées doivent non seulement payer pour faire installer d'autres vitres, mais elles doivent engager des gens pour monter des barricades avant notre arrivée.»

Chaque fois, pour remplacer une vitre, la Banque Nationale paie de 3000\$ à 5000\$. «Pour l'instant, on parle de plus de 10 000\$ de frais», dit Joan Beauchamp, porte-parole de la Banque Nationale.

La gérante du Houston en a ras le bol de la situation qui s'éternise. «Oh que oui, lance Guylaine Sylvain. Il y a des débats entre employés, car la moitié de ceux-ci sont des étudiants. Il y a aussi des craintes quand certains quittent le resto.»

**Climat d'incertitude**

Et des coûts supplémentaires pour accroître la sécurité des commerces et de leurs employés? Non, a-t-on répondu à La Presse Affaires, hier matin. Les commerces, restaurants et banques visitées conservent le même nombre de gardiens de sécurité qu'à l'habitude.

«Je tiens pour acquis que la vaste majorité des manifestants ne sont pas là pour faire du grabuge, dit Gaston Lafleur, président-directeur général du Conseil québécois du commerce de détail (CQCD). Le grabuge crée un climat d'inquiétude, mais l'élément protection n'est pas une solution.»

Un climat d'incertitude aussi, note le CQCD. «Des gens préfèrent se tenir loin du centre-ville», dit Gaston Lafleur.

«Les manifestations ont considérablement fait baisser la fréquentation et conséquemment les ventes, dit Anthony Fafet gérant adjoint du magasin Rudsak, de la rue Sainte-Catherine Ouest. Les gens ont un peu plus peur de venir au

centre-ville. Mais c'est tout Montréal qui va être touché.»

En 2011, les ventes au détail au centre-ville de Montréal s'élevaient à 15 milliards, en hausse de 2,5% par rapport à 2010, selon le CQCD. Les manifestations qui se multiplient, la présence de casseurs et les rencontres qui achoppent entre les associations étudiantes et le gouvernement auront-elles une influence négative sur celles-ci? «De telles activités viennent perturber les activités courantes, mais je ne pense pas que ça ait une incidence significative sur les ventes, répond Gaston Lafleur. Beaucoup d'autres facteurs pèsent davantage, comme la situation économique et la tenue ou non du Grand Prix du Canada à Montréal. Les manifestations étudiantes n'ont pas lieu 24h sur 24.»

**En bref:**  
**101,4 milliards**  
 Ventes au détail dans tout le Québec  
**45 milliards**  
 Ventes dans la grande région de Montréal  
**15 milliards**  
 Ventes au centre-ville de Montréal  
*Sources: Groupe Altus et Conseil québécois du commerce de détail*

**LA PRESSE AFFAIRES: Manifs étudiantes: les hôteliers inquiets - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h30 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 09h14**

André Dubuc, La Presse

(Montréal) Des hôteliers du centre-ville commencent à s'inquiéter des répercussions des manifestations étudiantes sur la saison touristique après que le réseau américain de télé CNN eut diffusé des images peu flatteuses de Montréal hier matin.

«Quand je vois ce qui se passe dans les rues, je suis très inquiet», dit d'emblée William E. Brown, vice-président directeur de l'Association des hôtels du Grand Montréal.

«Quand je vois la violence et la destruction des jours derniers, c'est inacceptable, ça ne peut pas nous aider. Si ça continue, c'est sûr que ça va nous nuire. Qui veut venir à Montréal pour passer une partie de ses vacances, s'il craint l'insécurité?», demande-t-il.

«C'est l'image que l'on voit partout dans les médias, déplore-t-il. Quand on regarde CBC ou CTV, c'est le premier sujet au bulletin télévisé pendant 10 minutes, ça ne nous aide pas non plus.»

Au Westin, situé en face du Palais des congrès, on suit la situation de près. «Quelques clients qui nous quittaient nous ont dit qu'ils ne se sentaient pas trop en sécurité lorsqu'ils voyaient ce qui se passait dans la rue. Mais ce sont des cas isolés», assure Raymond St-Pierre, directeur général de l'établissement.

M. St-Pierre n'a pas eu connaissance d'annulations de chambres en lien avec les débordements

des derniers jours. Toutefois, il ne faudrait pas que la situation s'éternise. «Le monde extérieur nous regarde», convient-il. Le Westin n'a pas fait l'objet de vandalisme jusqu'à présent.

À quelques pas du Westin, le Palais des congrès a dû reporter de 24 heures, du samedi au dimanche, l'inscription des 4000 délégués au congrès de l'Année Polaire internationale.

Le vendredi précédant, à la journée d'ouverture du salon Plan Nord, le palais a été pris d'assaut par les étudiants en grève qui ont fait du grabuge: des vitres ont été brisées et de la peinture a été répandue.

«Notre priorité est d'assurer la sécurité des utilisateurs du Palais», dit Amélie Asselin, conseillère, communications et affaires publiques, à la Société du Palais des congrès.

Au moins un hôtel du centre-ville, le Fairmont Reine Elizabeth, a subi du vandalisme. C'était le 4 avril en marge de l'assemblée annuelle de la Banque Nationale. Personne de l'hôtel n'a rappelé La Presse.

Plus à l'ouest sur le boulevard René-Lévesque, le Centre Sheraton Montréal a connu des perturbations les jours où des personnalités prononçaient des conférences chez lui, mais pas de dégâts. Les reportages sur CNN hier matin n'ont pas eu d'impacts négatifs.

«On a des réunions en fin de semaine, et je n'ai rien vu depuis le matin», dit Michel Giguère,

directeur de l'hôtel, qui ne cache pas sa hâte de voir les manifestations cesser.

À Tourisme Montréal, on se montre rassurant. «Nous avons reçu un email d'un touriste qui posait des questions, alors qu'on a plusieurs centaines de milliers de touristes», dit Pierre Bellerose, vice-président de Tourisme Montréal. Il souligne que les voyageurs font leur projet de vacances à la dernière minute.

«Pour juillet, ils réservent au début de juin», indique-t-il. Ils ont le temps d'oublier, selon lui.

«CNN va passer bien d'autres nouvelles», ajoute M. Bellerose, dont le début de carrière à Tourisme Montréal a coïncidé avec la crise d'Oka.

«Quand les journaux étrangers ont arrêté d'en parler, les touristes ont rapidement repris leurs habitudes.»

**En bref:**  
**7,5 millions**  
 Nombre de touristes ayant visité le Grand Montréal en 2010, en hausse de 7,1% sur trois ans.  
**2,1 milliards**  
 Dépenses touristiques en dollars dans la région de Montréal en 2010, un montant inchangé depuis 2007.  
**3,2 millions**  
 Nombre de chambres occupées durant la saison 2011 (janvier à septembre), en hausse de 2,4% en un an.  
*Source : Ville de Montréal*

**LA PRESSE: Grève étudiante: le recours à un médiateur est envisagé - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 06h06**



Photo : Jacques Boissinot  
 La Presse Canadienne

*La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'écarte pas d'emblée la nomination d'un médiateur.*

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Comme Québec a rejeté leur condition pour reprendre les pourparlers, les fédérations étudiantes collégiale et universitaire, la FECQ et la FEUQ, envisagent un ultime recours: demander la nomination d'un médiateur.

Les bureaux de direction des deux associations se réunissent aujourd'hui, et la médiation est à l'ordre du jour.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'écarte pas d'emblée la nomination d'un médiateur. Mais «ce n'est pas quelque chose qui est

étudié pour l'instant», a fait savoir son attachée de presse, Hélène Sauvageau, hier soir.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a affirmé que la médiation «permettrait de créer un pont entre les parties», y compris la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Des personnalités publiques, dont l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, ont proposé cette solution, a-t-elle rappelé. Son collègue de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a tenu des propos semblables. La CLASSE n'a pas voulu se prononcer sur ce scénario.

Martine Desjardins veut «prendre un peu de recul» pour «regarder ce qui reste comme option». Elle a évoqué l'idée d'un moratoire sur la



hausse des droits de scolarité qui permettrait aux étudiants et élèves de rentrer en classe et qui favoriserait la tenue de «véritables discussions», plus larges, avec le gouvernement. Mais Line Beauchamp a déjà balayé cette idée d'un revers de main. «Le moratoire n'est pas une option», a-t-elle tranché. Reporter la hausse d'une année, ce serait à ses yeux «faire gagner ceux qui utilisent la violence».

### La CLASSE toujours exclue

En conférence de presse en hier matin, la FEUQ et la FECQ se sont dites prêtes à reprendre les discussions à une condition que le gouvernement Charest a aussitôt rejetée. Québec refuse en effet que la FEUQ se présente à la table de négociations avec deux représentants de la CLASSE au sein de son comité de négociation. La fédération a fait une place à la CLASSE pour répondre à la décision «inacceptable» du gouvernement d'exclure cette organisation de la table. La CLASSE et son porte-parole, Gabriel Nadeau-

Dubois, «encouragent la violence», a déclaré le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, pour justifier cette décision. Le premier ministre Jean Charest a ajouté que le gouvernement ne peut négocier «au prix de la violence et de l'intimidation».

Line Beauchamp ne veut s'asseoir qu'avec des représentants de la FEUQ, de la FECQ et de la Table de concertation étudiante. Ouvrir la porte à des membres de la CLASSE intégrés à la délégation de la FEUQ n'aurait aucun sens, selon elle. «On ne peut pas avoir indirectement ce qu'on ne peut pas avoir directement», a expliqué Hélène Sauvageau.

La FEUQ et la FECQ ont condamné le refus de la ministre. «Comment peut-elle se dire ouverte quand elle ferme constamment des portes?», a demandé Martine Desjardins. Selon Léo Bureau-Blouin, le gouvernement «fait exprès de mettre des barrières» et de «diaboliser» les associations étudiantes dans l'espoir de «marquer des points dans le cadre d'une stratégie électorale». Selon

lui, «pour orchestrer une sortie de crise intelligente, il faut que toutes les associations étudiantes soient présentes et fassent partie de la solution».

«Si on se présentait à la table sans la CLASSE, ça amènerait encore plus de débordements et de conflits», a dit de son côté Martine Desjardins. Elle reproche au gouvernement de lancer une «vendetta personnelle» contre Gabriel Nadeau-Dubois; ce dernier a déploré les attaques du gouvernement contre lui.

Line Beauchamp dit avoir «encore des propositions à faire» aux étudiants. Comme lundi, elle laisse la porte ouverte à l'idée d'étaler la hausse des droits de scolarité sur plus de cinq ans - six ou sept, par exemple. Elle a déjà offert à la table de discussion 35 millions de dollars pour bonifier les prêts et, surtout, les bourses. Mais pour les associations étudiantes, toute proposition doit toucher aux droits de scolarité.

## TVANOUVELLES: Grève étudiante : Des commerçants en ont assez des manifs - Première publication vendredi 27 avril 2012 à 05h27



Crédit photo : Le Journal de Montréal  
Le restaurant de Carlos Ferreira s'est vidé mercredi soir lors de la manifestation étudiante.

Par Émilie Dubreuil | Le Journal de Montréal

Réservations annulées, des clients qui quittent les lieux précipitamment, des vitrines cassées... les gens d'affaires du centre-ville sont exaspérés par les manifestations.

Carlos Ferreira possède l'un des plus prestigieux restaurants du centre-ville. Pour avoir le plaisir d'y manger, il faut réserver parce que l'endroit est toujours bondé.

Il l'est toujours, sauf toutes les fois où la colère estudiantine passe à proximité : «Mercredi soir, mes clients sont partis précipitamment. Ils ont peur d'être pris là-dedans, qu'on casse les vitres de leur voiture, etc.» Ce n'est pas la première fois que le café Ferreira est déserté depuis le début de la crise et, chaque fois, le restaurateur doit essuyer des pertes en nourriture et ses employés, des pertes de revenus.

«Je veux bien qu'ils manifestent, mais je n'ai pas à en subir les contre-coups. Il est urgent de trouver une solution.»

### Bon pour le 450

François Meunier est président de l'association des restaurateurs du Québec qui compte 4 500 membres, dont 1 200 au centre-ville de Montréal. «Ce qu'on peut vous dire, c'est qu'il faut que ça se règle et vite. Le gars qui reste dans le 450 et qui veut inviter sa femme au restaurant un jeudi soir, pensez-vous qu'il va prendre le risque d'aller en ville ? Ben non, il va rester à Longueuil».

Même son de cloche, chez Destination Centre-ville qui regroupe 8 000 membres.

«On pense aux étudiants, mais eux aussi, il faut qu'ils pensent à nous. On parle de leurs droits, qu'en est-il des nôtres?» dit le directeur de l'organisme, André Poulin, exaspéré par cette crise qui n'en finit plus.

«Mercredi, ce sont des institutions bancaires qui ont été vandalisées, mais de façon générale, tous nos membres sont touchés. Le gouvernement doit agir pour nous protéger.» André Poulin parle des prestations d'assurances qui vont augmenter dans le secteur, mais, sa grande crainte, c'est l'impact de la crise sur l'image de Montréal à l'étranger, et donc, sur le tourisme.

### Rien de grave

Pierre Bellerose de Tourisme Montréal ne s'en fait pas trop. «Deux semaines après la crise d'Oka, en 1990, les touristes étaient revenus. Les émeutes à Paris, en 2005, n'ont pas eu d'impact sur le tourisme. En ce moment, personne ne se plaint dans le réseau hôtelier d'annulations. À l'heure des réseaux d'information continue, dès que ce sera fini, on passera à une autre nouvelle. Je ne crains pas de conséquences à longue échéance.»

Selon Monsieur Bellerose, la majorité des touristes qui visitent Montréal viennent de grandes villes et sont donc moins susceptibles de craindre les débordements.

«Quand la clientèle vient de Détroit ou de Londres, elle en a vu d'autres. C'est la clientèle locale qui est plus sensible.»

## LE SOLEIL: Exclusion de la CLASSE: les trois fédérations de professeurs indignées - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 05h00



Le Soleil, Steve Deschênes

De gauche à droite: le président de la Fédération des enseignantes et des enseignants de cégep, Mario Beauchemin; le président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, Jean Trudelle; le président de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université, Max Roy.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Les trois fédérations rassemblant la grande majorité des professeurs québécois se sont indignées jeudi de l'exclusion de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) des négociations et réclament un moratoire.

Selon le président de la Fédération des enseignantes et des enseignants de cégep, Mario Beauchemin, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a utilisé un «prétexte inacceptable» pour chasser la CLASSE en se basant sur des manifestants affichés sur le site de la Coalition.

Avec ses collègues Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, et Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université, il a proposé jeudi à la ministre d'adopter un moratoire d'une session ou d'une

année pour permettre au gouvernement de s'entendre avec les étudiants sur les droits de scolarité. «C'est la seule solution à la crise», a résumé M. Beauchemin.

## LE DEVOIR: L'UQAM ne remboursera pas les étudiants: Il n'y aura pas de remboursement si l'université est contrainte d'annuler les cours - vendredi 27 avril 2012

Lisa-Marie Gervais

Le conflit étudiant s'enlise et les universités en sont à revoir leurs scénarios de retour en classe. L'Université du Québec à Montréal (UQAM) envisage d'annuler des cours sans rembourser les étudiants, a appris Le Devoir. « Il n'y a pas de remboursement parce que ce n'est pas nous qui ne sommes pas en mesure de donner le cours, ce sont les étudiants qui ne sont pas venus au cours. C'est un boycott », a dit Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

Elle précise toutefois qu'il n'y aura annulation qu'en cas de non-disponibilité des ressources humaines et matérielles. Les professeurs, chargés de cours ou techniciens de laboratoire peuvent, par exemple, avoir des engagements qui ne leur permettent pas d'être présents au moment de la reprise. « Pour l'instant, on n'a pas encore d'annulation. On a la collaboration des professeurs qui veulent contribuer à la prolongation et que tout fonctionne bien », a-t-elle ajouté.

Le secrétaire du syndicat des professeurs de l'UQAM, Pierre Lebus, s'étonne de cette mesure. « Je suis vraiment un petit peu surpris de voir que par-delà ce qui est déjà prévu dans le protocole, que l'UQAM propose une interprétation que je n'ai pas vu passer nulle part, a-t-il noté. C'est une malheureuse initiative de laisser entendre cela. J'ose croire que ça ne fait pas partie d'une vaste stratégie pour décourager les étudiants de faire la grève. »

Selon l'avocate et professeure à l'Université Laval Michelle Cumyn, « l'université pourrait toutefois refuser de rembourser l'étudiant si elle par-

venait à établir que l'inexécution lui est imputable. Pour cela, il faudrait qu'elle apporte la preuve que l'étudiant a participé au boycott », ce qui serait concrètement difficile à établir, a-t-elle analysé.

Dans d'autres universités touchées par la grève, on préfère parler de suspension des cours. « Nous en sommes à faire l'inventaire [des disponibilités des enseignants]. Si la grève finit et on s'aperçoit qu'on n'est pas capable de fournir l'enseignement de qualité d'ici la fin juin, le comité exécutif m'a octroyé les pouvoirs de suspendre les cours touchés par la grève », a dit Bernard Garnier, vice-recteur aux études à l'Université Laval. Les cours seraient repris sans frais en août ou reportés en janvier 2013, quitte à ce que deux cohortes se chevauchent. « On sait que c'est très pénalisant pour les étudiants qui devront attendre un an. Mais c'est ultime comme scénario », a dit M. Garnier.

Recevoir deux cohortes sur les bancs d'école ne semble pas être un problème. « Dans les groupes où il n'y a que 40 étudiants, on pourrait en mettre jusqu'à 70, par exemple. C'est pas évident pour le professeur », a-t-il reconnu, en soulignant toutefois que les relations sont très bonnes avec le corps professoral de l'Université Laval. L'Université de Montréal envisage aussi de devoir reporter des cours à l'hiver 2013. « Dans quelle mesure c'est faisable, la double cohorte ? Je ne peux pas le dire, ça demeure hypothétique », a dit Flavie Côté, porte-parole de l'UdeM.

Pour l'instant, les trois universités estiment que les cours pourront être rattrapés d'ici le 22 juin, ce qui ajoute huit semaines supplémentaires à la

session d'hiver. Et dans tous les cas, les contrats des chargés de cours, qui venaient à échéance ces jours-ci, ont été honorés malgré la grève. Ceux-ci devront être réembauchés lors de la reprise, ce qui ajoute aux coûts de la grève. « On va devoir les payer en plus pour leur nouveau contrat », a confirmé M. Garnier de l'Université Laval, en précisant que les besoins sont en train d'être évalués.

À l'UQAM, il est possible que des chargés de cours puissent remplacer des professeurs qui seraient dans l'impossibilité d'enseigner. « On va les réengager à forfait en tenant compte de leurs disponibilités. Ça va être un défi », constate Mme Desrochers de l'UQAM, sans pouvoir confirmer le nombre de chargés qui devront être rappelés. Les dernières données datant de janvier 2011 recensaient environ 2000 chargés de cours dans sept facultés.

Les sessions d'été ne sont pour l'instant pas annulées dans ces trois universités. Toutefois, à l'Université Laval, Bernard Garnier ne croit pas que les cours d'été pourront avoir lieu si la grève n'est pas terminée et que les piquets de grève se poursuivent. « La session commence le 30 avril. On ne va pas lancer un cours en sachant qu'il va être piqueté et qu'il n'y aura personne. Je vais peut-être devoir retirer de l'horaire certains cours et par conséquent, je ne signerai pas de nouveaux contrats avec les chargés de cours. Le point reste à faire », a-t-il conclu.

[Vos réactions \(23\)](#)

## LE DEVOIR: Crise étudiante: l'horizon est bouché: Québec rejette l'idée d'une médiation - Gabriel Nadeau-Dubois, persona non grata - Vendredi 27 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Échanges musclés hier à Québec entre la chef péquiste Pauline Marois et le premier ministre Charest.

Antoine Robitaille

Québec - Québec rejette l'idée de nommer un médiateur dans le conflit qui s'enlise entre les étudiants au gouvernement. C'est une option que les deux grandes fédérations étudiantes, la FEUQ et la FECQ, disaient vouloir explorer, hier après-midi.

« Ce n'est pas un scénario qui est envisagé », a insisté Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de la ministre Line Beauchamp en début de soirée. Aux yeux du cabinet de la ministre Line Beauchamp, « l'heure est à la discussion » entre l'équipe de négociateurs représentant le gouvernement, menée par l'avocat Pierre Pilote et les trois associations (FEUQ, FECQ et TACEQ).

Toute participation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est exclue par le gouvernement depuis mercredi après-midi. Ce qui a mis fin aux pourparlers qui avaient été lancés lundi, solidarité étudiante oblige. L'idée, proposée hier par la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, que deux membres de la CLASSE intègrent la délégation de la FEUQ, a aussi été jugée inacceptable par le

gouvernement. Souhaitant « mettre fin aux enfantillages », Mme Desjardins et le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, avaient convié la ministre Beauchamp à 14 h aujourd'hui. Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, avait accepté la proposition, mais le cabinet de la ministre a opposé peu de temps après une fin de non-recevoir à ce plan : « Faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement » n'est pas une solution, a expliqué Mme Sauvageau. Le cabinet de la ministre a aussi rejeté la demande de M. Bureau-Blouin d'élargir le mandat du négociateur Pierre Pilote afin que ce dernier puisse aborder la question de la hausse des droits de scolarité.

En matinée, plusieurs membres du gouvernement s'en étaient d'ailleurs pris à la CLASSE et à M. Nadeau-Dubois, les rendant responsables des débordements lors de la manifestation de mercredi soir à Montréal, laquelle s'est soldée par 85 arrestations. Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a accusé la CLASSE d'« encourager la violence » compte tenu de sa position ambiguë au sujet de gestes répréhensibles posés lors des manifestations : « M. Nadeau-Dubois s'exprime avec volubilité, dit toutes sortes de choses et quand on décode, quand on ramasse l'ensemble de ses déclarations et qu'on fait un portrait, on doit constater qu'à la fin ce qu'il dit c'est : tous les moyens sont bons pour obtenir satisfaction, y compris la violence. » Faudrait-il faire arrêter le personnage ? « S'il contrevenait à la loi, c'est à la police à faire des accusations, et à la cour de justice, a répondu M. Dutil. Ce n'est pas à nous, on n'a pas de police politique. »

La crise étudiante a monopolisé les débats en Chambre. Jean Charest a soutenu que le dialogue avec les associations étudiantes était souhaitable, mais qu'il ne se ferait « pas au prix de la violence », c'est-à-dire avec la CLASSE. Pauline Marois a dénoncé le « refus obstiné de dialoguer avec les étudiants » qui a mené « tout droit à la crise sociale ». La chef péquiste a redemandé que le gouvernement suspende « la hausse prévue pour 2012 ». La critique péquiste Marie Malavoy a quant à elle rappelé la manifestation du 22 mars à Montréal, soutenant qu'à cette occasion, « le peuple du Québec a marché dans la rue, toutes générations confondues, parce qu'il pense qu'il y a une mauvaise décision qui a été prise ». Selon elle, « si ce peuple avait été écouté à temps », la crise aurait été évitée. Line Beauchamp lui a répondu que l'Assemblée nationale avec ses 125 élus incarnait mieux le peuple que les gens qui manifestent dans la rue. Or, « les

élus du peuple, ici, ont exprimé, clairement et en majorité, leur appui à un meilleur financement des universités. Qu'est-ce que propose le Parti québécois ? De céder à la violence et à la rue ? Il n'en est pas question », a-t-elle lancé, visiblement excédée.

**Quelle solution ?**

En après-midi, au moment de l'étude des crédits du Conseil exécutif, Pauline Marois a tenté à plusieurs reprises de savoir ce que Jean Charest envisageait comme sortie de crise. Ce dernier a systématiquement répondu en renvoyant la même interrogation à la chef de l'opposition : « Veut-elle que le gouvernement négocie avec la CLASSE ? » Mme Marois a refusé à son tour de répondre, soulignant que le premier ministre n'avait pas d'idées pour mettre fin à la crise qui perdure. Lorsqu'il a abordé le sujet, M. Charest s'est limité à dire que les injonctions obtenues par ceux qui souhaitent rentrer en classe doivent être respectées et qu'il était temps que les étudiants qui ont choisi le boycottage rentrent dans leurs salles de cours. Pour Pauline Marois, le premier ministre a « souhaité cette crise », une crise qu'il a « préméditée » et « nourrie à des fins partisans ». Même son de cloche du côté des associations étudiantes. Martine Desjardins a qualifié l'attitude du gouvernement Charest comme relevant d'un « entêtement » laissant croire qu'il est payant pour lui « de laisser pourrir le conflit ». Lors d'un point de presse en matinée, Jean Charest a répondu en anglais que les scénarios d'élection déclenchés sur le prétexte de la crise étudiante étaient « grotesques ». À ses yeux, il n'y a que la chef péquiste, la CAQ et les médias qui « parlent d'élections ».

Semblant désemparées, la FEUQ et la FECQ, en fin d'après-midi, voulaient prendre du recul, consulter leurs associations pour imaginer la suite. « Il est clair qu'il y a urgence d'agir. Encore faut-il bien le faire, et prendre un peu de recul va permettre à tout le monde de se calmer un peu », a confié

au Devoir Mme Desjardins. Elle entend évaluer avec les associations étudiantes d'autres propositions de sortie de crise.

**Propos de Robert Dutil : Nadeau-Dubois inquiet**

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, n'a pas aimé que le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, évoque la possibilité qu'il soit arrêté par la police pour avoir incité à la violence lors de manifestation. Le porte-parole fait l'objet depuis le début de la crise étudiante de nombreuses menaces. Il a déjà d'ailleurs porté plainte à la police. Lorsqu'un caricaturiste ou un animateur de radio s'en prend à lui, a-t-il expliqué, il y a toujours, en écho, d'autres menaces qui surgissent. Mais quand le ministre de la Sécurité publique le fait, qu'il « personnalise » ainsi les attaques, « concrètement, ça peut devenir problématique », a confié M. Nadeau-Dubois. Il estime que l'accusation à son endroit et à l'endroit de la CLASSE est « décalée par rapport à la réalité » : « Ça a été martelé par les porte-parole de la CLASSE qu'on n'encourageait pas la violence. Je ne vois pas sous quels chefs d'accusation on pourrait s'en prendre à moi. Et si on le fait, ce serait politique, je crois. » La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a dénoncé hier la « vendetta personnelle » du gouvernement contre M. Nadeau-Dubois. « On considère que ceci a assez duré, c'est un cirque. » Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, au détour d'une phrase, a toutefois eu ces mots hier : « Peut-être que si la Coalition large avait une autre attitude, la situation serait différente. »

**Vos réactions (148)**

**LE DEVOIR: Des professeurs dénoncent le cynisme du gouvernement – Vendredi 27 avril 2012**

La Presse canadienne

Trois syndicats de professeurs de cégep et d'université se sont indignés de la décision du gouvernement d'exclure la CLASSE des négociations, accusant le gouvernement de braquer les projecteurs sur des débordements incontrôlables. Le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle, a déclaré en conférence de presse hier que le gouvernement a fait preuve d'un cynisme inacceptable envers la jeunesse, notamment en concentrant le débat sur les actes violents. « En ajoutant à son intransigeance de mauvais aloi, le gouvernement a commencé à essayer de braquer les projecteurs sur toutes sortes d'éléments qui sont un peu périphériques au fond de la question », a-t-il dit.

« On dénonce la violence avec beaucoup, beaucoup d'insistance, on essaie d'associer cette

violence-là, qui est pour nous le fait de petits groupes isolés, à une organisation étudiante qu'on veut de toutes ses forces discréditer », a-t-il ajouté.

Selon M. Trudelle, la décision d'exclure la CLASSE à cause d'une manifestation qui a mal tourné, mardi soir à Montréal, est un faux prétexte. « Tout ça nous conduit dans un cul-de-sac et je vous dirais que nous sommes extrêmement inquiets et indignés de la tournure des événements », a-t-il dit.

M. Trudelle a affirmé que depuis le début, le gouvernement a bâclé le dossier, ne s'appuyant sur aucune étude pour décréter la hausse de 75 % des droits de scolarité qui a fait descendre les étudiants dans la rue pour une 11e semaine.

Selon la FNEEQ, la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) et la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), une re-

prise des discussions est nécessaire, ainsi qu'un moratoire sur la hausse des droits le temps d'un forum pour déterminer la suite.

**Vos réactions (2)**

- Nunu - Inscrite, 27 avril 2012 06 h 48  
Le gouvernement Est de plus en plus isolé dans toute cette crise. <Il ne doit rester que des libéraux dans leur camp. Il devrait lancer les élections.
- baldine - Inscrit, 27 avril 2012 14 h 34  
Ailleurs  
Ce gouvernement est complètement ailleurs. En dehors de la réalité - mise à part la réalité économique bien sûr. Il serait temps de faire le ménage. Foutre Charest à la porte sera un bon début.

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Grève étudiante : Les Québécois partagés - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 23H14 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 23H21**

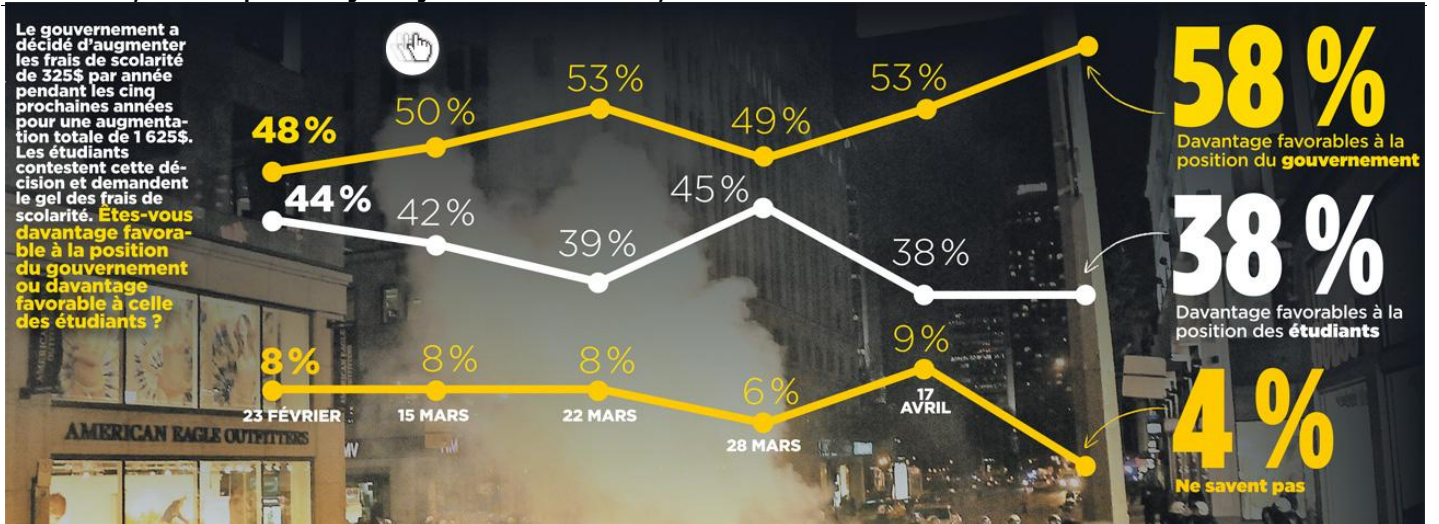






PHOTO AGENCE QMI, MAXIME DELAND

La manifestation de mercredi soir a dégénéré et s'est soldée par 85 arrestations.

Valérie Gonthier

**Les Québécois blâment autant les étudiants que le gouvernement pour l'impasse dans les négociations pour régler le conflit concernant la hausse des droits de scolarité.**

C'est ce que révèle un sondage Léger Marketing réalisé hier, après plusieurs jours manifestations et de casse.

« On ne peut pas être plus divisé. Il n'y a rien dans ces résultats qui met une pression sur un parti. Il n'y a pas de consensus », note Christian Bourque de Léger Marketing.

Il fait remarquer que l'échec des négociations n'a pas fondamentalement modifié l'opinion publique au Québec. En effet, depuis le sondage de la semaine dernière, le soutien aux étudiants en grève n'a pas bougé.

**Appui au gouvernement**

En revanche, le gouvernement a gagné du terrain. Cette hausse de points dans le sondage est en fait due à des indécis qui se sont prononcés.

« Plus la grève dure, plus les gens n'ont plus le choix de prendre position, lance M. Bourque. Ces indécis ont décidé de se commettre du côté du gouvernement. »

**Incapables de faire tourner le vent**

Il note que depuis les derniers sondages, les étudiants sont incapables de faire tourner le vent en leur faveur.

« Les étudiants sont arrivés à un point où ils n'arrivent plus à changer l'opinion publique », dit-il.

Selon lui, la casse peut contribuer à empêcher la population à faire front commun.

« Une fin de manifestation comme celle d'hier (mercredi) à Montréal, c'est le genre d'événement que la population n'aime pas voir. Les Québécois sont allergiques au conflit, peu importe la nature. S'il y a un impact, ça ne peut que nuire aux étudiants », ajoute M. Bourque.

La CLASSE a dit aujourd'hui qu'elle est prête à tenir des manifestations tous les soirs.



**Méthodologie**

La présente étude a été réalisée par Internet auprès de 521 Québécois, âgés de plus de 18 ans répartis dans chacune des régions du Québec, le 26 avril 2012. ✓ Pondération et marge d'erreur : Les données finales du sondage ont été pondérées selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, la scolarité, la présence d'enfants à la maison et la région, de façon à garantir un échantillon représentatif de la population québécoise. ✓ Un échantillon probabiliste de 521 répondants aurait une marge d'erreur de +/- 4,3%, 19 fois sur 20.

[Afficher 19 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 261 commentaires \(Montréal\)](#)

**RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Québec décline l'invitation de la FECQ et de la FEUQ pour la reprise des négociations – Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 23 h 09 HAE**

L'analyse de Pierre Duchesne

Le gouvernement Charest oppose une fin de non-recevoir à l'invitation lancée par la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) pour reprendre les négociations vendredi, à 14 h. Les deux fédérations souhaitaient inclure des membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) au sein de leurs équipes de négociations.

L'attachée de presse de la ministre de l'Éducation, Hélène Sauvageau, a indiqué qu'il était hors de question que deux représentants de la CLASSE intègrent la délégation de la FEUQ, comme proposé plus tôt.

Selon Mme Sauvageau, cela ne serait pas logique. « On ne peut pas avoir indirectement ce qu'on ne peut pas avoir directement », a-t-elle dit.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, est déçue de la [réponse de Québec](#). « Ça commence à être un peu lassant tout ça, et là je pense qu'il est temps que quelqu'un prenne les rênes, et visiblement le gouvernement ne peut pas les prendre », a-t-elle affirmé en entrevue avec le Réseau de l'information.

Lisez aussi notre article : [Le maire de Montréal somme Québec et les étudiants de s'entendre](#)

Martine Desjardins avait fait état plus tôt jeudi, dans un point de presse conjoint avec la FECQ, de l'inclusion de deux membres de la CLASSE dans la délégation de son organisation.

Elle a soutenu que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait choisi son négociateur et que son organisation avait aussi le loisir de choisir qui la représente.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a aussi profité de la conférence de presse pour faire valoir que les fédérations étudiantes déplorent les [gestes de violence](#) survenus au cours des derniers jours. Il a invité la population étudiante au calme.

« On comprend que la tension est palpable. On comprend qu'il y a beaucoup de frustrations en ce moment dans l'air. Mais le meilleur moyen de faire passer notre message auprès de la population et de la ministre, c'est de rester pacifique », a dit Léo Bureau-Blouin.

Martine Desjardins a par ailleurs volé au secours de la CLASSE et de son porte-parole. « Le gouvernement du Québec est en vendetta personnelle contre le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. On considère que ceci a assez duré. C'est un cirque. Il est temps que ça arrête », a-t-elle dit.

**« Ce n'est pas une personne qui peut porter sur son dos toute la violence et les actions qui ont été faites au cours des derniers jours. M. Nadeau-Dubois ne porte pas le fardeau du mouvement étudiant en entier sur ses épaules. »**

Martine Desjardins

Mme Desjardins a rappelé que M. Nadeau-Dubois ne fait pas partie du comité de négociations de la CLASSE. Ce comité, précise-t-elle, a d'ailleurs fait « du très bon boulot » dans le cadre des négociations et a négocié de façon respectueuse.

La présidente de la FEUQ a soutenu que les principales associations étudiantes du Québec font preuve d'une « solidarité exemplaire » dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans à l'université, et que le gouvernement « devrait en prendre acte ».

La FECQ et la FEUQ ont maintenu qu'ils veulent discuter des droits de scolarité avec le gouvernement. Selon *Le Devoir*, les négociateurs du gouvernement ont déjà signifié aux associations étudiantes qu'ils n'ont pas le mandat d'aborder ce sujet.

**« Le nœud du conflit, c'est la hausse des droits de scolarité. On doit en discuter et ça doit passer par la hausse des droits de scolarité. »**

Martine Desjardins

« On a l'impression que c'est un entêtement depuis le début. Ça devient pratiquement une question d'orgueil du gouvernement de ne pas reculer. On se demande honnêtement s'ils veulent régler la crise, parce que ça semble payant pour le gouvernement de laisser durer les choses, de laisser pourrir le conflit », a commenté Martine Desjardins.

**La CLASSE accepte l'offre de la FEUQ**





Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

Avant l'annonce du refus du gouvernement de reprendre les négociations avec des membres de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois avait signifié en point de presse qu'il était prêt à accepter l'offre de la FEUQ. La CLASSE exigeait cependant que cette participation soit entière et ne soit pas assortie de nouvelles conditions. Martine Desjardins avait déjà fait valoir plus tôt cette semaine que cela serait bel et bien le cas. Sans toutefois lancer d'appel à une trêve des mouvements de protestation, Gabriel Nadeau-Dubois avait tenu à souligner la bonne foi de son mouvement.

« Nous voulons que cette crise se règle, nous avons multiplié les gestes d'ouverture. »

Gabriel Nadeau-Dubois

La CLASSE avait aussi répondu à ce qu'elle qualifie d'attaques personnelles contre le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois. Faisant spécifiquement référence aux mots durs du ministre Dutil, M. Nadeau-Dubois a parlé d'un dérapage de la part de Québec dans ce dossier. « Certains élus ont proféré des attaques personnelles envers moi », a-t-il déploré. Le gouvernement, a-t-il ajouté, ne fait que multiplier les actions de diversion, de tentatives de division du mouvement étudiant, au lieu de reconnaître que 180 000 étudiants sont en grève et que le conflit est en passe de devenir une crise sociale. « Cet enjeu ce n'est pas celui de la CLASSE, ni de quelques manifestations, de gestes individuels. L'enjeu, c'est une hausse de 75 % des frais de scolarité », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois. Cette mesure, martèle

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : Charest intransigent – Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 18 h 11 HAE**

L'analyse de Pierre Duchesne

Le premier ministre Jean Charest et Pauline Marois ont eu des échanges très vifs jeudi après-midi à Québec devant le comité des crédits.

Pauline Marois a imputé la responsabilité du chaos social au premier ministre, qu'elle a accusé d'avoir prémédité cette crise afin de masquer son bilan. « Le maintien de la paix sociale est le premier devoir du premier ministre, pourtant il agit comme s'il voulait, au contraire, ébranler la paix sociale », a-t-elle dit.

Le chef de l'opposition officielle a proposé au gouvernement de suspendre la hausse des droits de scolarité.

Jean Charest a répliqué en affirmant que la chef de l'opposition pratique la politique de la « terre brûlée », que la décision de la hausse a été prise il y a un an et que seuls le PQ, la CAQ et les médias parlent d'élections.

M. Charest a jugé que la position du Parti québécois sur la question n'est pas claire, ajoutant que Mme Marois est, au fond, favorable à la hausse des droits de scolarité.

Ces échanges sont intervenus peu de temps après le rejet par le gouvernement Charest de l'invitation lancée par la FEUQ et la FECQ pour la reprise des négociations en présence de deux délégués de la CLASSE.

Plus tôt dans la journée, le premier ministre a défendu la décision de sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'expulser la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) des négociations visant à mettre fin à la grève étudiante en cours depuis la mi-février.

Dans un bref point de presse donné dans les corridors de l'Assemblée nationale, le premier ministre du Québec s'est insurgé contre l'idée que la ministre a jeté de l'huile sur le feu en expulsant la CLASSE sous prétexte qu'elle a choisi le camp de la perturbation sociale.

Poser la question en ces termes, dit-il, revient à adopter « la prémisse que le gouvernement, en assumant ses responsabilités, qui sont des responsabilités démocratiques, légitimes, aurait légitimé des actions ».

« C'est faux ça. Je m'oppose beaucoup à la prémisse de ces questions-là, parce que c'est justement le genre de choses que nous devons beaucoup, surtout le lendemain de gestes de violence, dénoncer avec beaucoup de fermeté », a déclaré Jean Charest.

encore le porte-parole, est injuste, antisociale, et va écarter des milliers de gens des universités.

À l'Assemblée nationale, jeudi matin, le premier ministre Jean Charest et ses ministres de l'Éducation et de la Sécurité publique, Line Beauchamp et Robert Dutil, ont accusé la CLASSE d'être responsable des violences des derniers jours.

M. Charest et Mme Beauchamp ont cependant fait savoir qu'ils souhaitent la reprise des discussions entreprises lundi avec les autres associations étudiantes qui ont pris part aux discussions depuis lundi, soit la FECQ, la FEUQ et la Table de concertation des étudiants (TACEQ).

### **En complément**

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [L'analyse de Pierre Duchesne](#)



Vidéo - [Catherine Kovacs s'est intéressée au fonctionnement de la CLASSE.](#)

« Ce n'est pas au prix de la violence qu'on accepte de négocier. Ce n'est pas au prix de l'intimidation qu'on accepte de négocier. »

Jean Charest

« Je veux vous dire que rien ne justifie la violence ou l'intimidation. Il faut le dire et le redire. Là-dessus, les leaders d'opinion ont la responsabilité de dénoncer les gestes de violence et de le faire sans réserve. [...] L'intimidation et la violence sont un affront à nos valeurs démocratiques », a-t-il affirmé.

M. Charest a révélé que le négociateur du gouvernement dans ce dossier a le mandat d'entrer en contact avec la Fédération étudiante collégiale (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ) pour reprendre les négociations.

« On va continuer, comme nous l'avons fait, avec ouverture, à travailler avec ceux qui veulent travailler avec nous, sur la base des mêmes valeurs, et avec la même ouverture. »

Jean Charest

Le premier ministre Charest rappelle que le gouvernement a déjà tendu la main aux associations étudiantes en modifiant son régime de prêts et bourses afin d'améliorer l'accessibilité aux études.

La FECQ et la FEUQ souhaitent aussi reprendre les négociations avec Québec, dès vendredi 14 h, mais veulent inclure des membres de la CLASSE au sein de leurs équipes de négociations.

Quelque 175 000 étudiants des cégeps et universités de la province demeurent en grève pour dénoncer la hausse des droits de scolarité à l'université de 1625 \$ sur cinq ans. Certains d'entre eux débraient pour une 11e semaine.

### **Beauchamp et Dutil attaquent aussi la CLASSE**



La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son collègue à la Sécurité publique, Robert Dutil, ont aussi montré du doigt la CLASSE dans des points de presse donnés quelques minutes après Jean Charest.

La ministre Beauchamp s'est aussi dite prête à continuer à négocier avec trois des quatre associations étudiantes, mais non avec la CLASSE. « Nous on a encore des éléments à proposer aux trois fédérations, la FEUQ, la FECQ et la TACEQ autour de la table », a-t-elle dit.

« Le gouvernement ne peut pas répondre à la violence, [mais peut] mener des négociations de bonne foi, sur le bon sujet. »

Line Beauchamp

Elle exclut cependant l'imposition d'un moratoire sur la hausse des droits de scolarité en attendant de régler la question de fond, comme le réclament notamment le Parti québécois et les professeurs de cégeps et d'université. Agir de la sorte, dit-elle, serait « faire gagner ceux qui utilisent la violence » comme moyen de « chantage ».

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, juge de son côté que la CLASSE « encourage la violence » et que son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, agit de façon « extrêmement grave » dans ce dossier.

« Je pense que quand on décrypte l'ensemble de ce [que la CLASSE] dit, à travers toutes les tergiversations, ça semble très clair : c'est un mode opératoire qu'ils ont adopté et c'est malheureux. »

Robert Dutil

Le ministre Dutil admet que des casseurs professionnels peuvent détrôner des manifestations étudiantes, mais affirme que cela ne se produirait pas « s'il était clair que les gens qui organisent les manifestations étudiantes disaient qu'on exclut, qu'on ne veut pas, qu'on ne s'entendra pas avec des gens qui veulent faire de la casse. »

Le ministre Dutil continue de défendre les agissements de la police depuis le début du conflit. Il soutient que les policiers de Montréal ont laissé les

gens manifester librement pendant plus d'une heure hier, avant d'intervenir devant la multiplication des méfaits.

### Une manifestation dégénère à Montréal



La police de Montréal tente de disperser la foule au centre-ville.

Quelques heures après que la CLASSE eut été expulsée de la table des négociations mercredi, une [manifestation rassemblant au moins 10 000 personnes](#) a eu lieu au centre-ville de Montréal. D'abord pacifique, le rassemblement a dégénéré en affrontements avec les policiers, qui l'ont déclaré illégal vers 22 h 15.

La soirée s'est soldée par 85 arrestations, quelques blessés, dont trois policiers, des manifestants incommodés par les gaz irritants utilisés par la police, et de nombreux actes de vandalisme visant des banques, des institutions gouvernementales et des médias.

Des manifestations ont aussi eu lieu [à Québec](#), [à Gatineau](#) et [à Sherbrooke](#).

### En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [L'analyse de Pierre Duchesne](#)

[Les commentaires \(905\)](#)

## LE DEVOIR: Droits de scolarité: Québec refuse l'offre de discussion des étudiants: La FEUQ voulait céder deux sièges à la CLASSE - Jeudi 26 avril 2012, 16h37



Photo : La Presse canadienne  
Jacques Boissinot

*Il n'y aura pas de négociations avec des membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, a dit Jean Charest.*

Lisa-Marie Gervais, Le Devoir avec La Presse canadienne

Le gouvernement balaie la proposition des étudiants: il n'y aura pas de négociations avec des membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), exclue hier de la table de discussion. Il ouvre encore la porte aux autres groupes, dont les deux grandes fédérations étudiantes collégiale et universitaire.

Pour retourner discuter dès demain à 14h, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) avait réitéré sa proposition d'en céder deux sièges à des membres de la CLASSE. Ce n'est pas un ultimatum, a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. «On lui offre la solution [à la ministre de l'Éducation], on va être là demain.»

«Pour organiser une sortie de crise intelligente, il faut que l'ensemble des organisations étudiantes soient présentes», a renchéri pour sa part le président de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Plus tôt cet avant-midi, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a déclaré en point de presse à Québec qu'il acceptait l'offre de la FEUQ et que son organisation était disposée à négocier. «Notre comité va se présenter à une rencontre de négociations à 14h demain. [...] Si le gouvernement Charest refuse de nous accueillir, il devra justifier devant la population ce refus», a dit M. Nadeau-Dubois. «On remarque une escalade de la tensions et de la confrontation tout le monde est perdant, toutes les parties auraient avantage à s'assoupir et à dialoguer sur l'enjeu de fond aujourd'hui on voulait réaffirmer notre bonne volonté et notre bonne foi à négocier».

M. Nadeau-Dubois a également dénoncé les attaques personnelles des dirigeants du gouvernement à son endroit. «On a assisté à un déra-

page, des députés se sont livrés à des attaques personnelles. Le conflit actuel n'est pas un conflit qui oppose Gabriel Nadeau-Dubois et Line Beauchamp, ce n'est même pas un conflit qui oppose la CLASSE à Mme Beauchamp. C'est un conflit qui oppose 180 000 étudiants à un gouvernement qui, depuis 11 semaines, est incapable de régler la crise.» M. Nadeau-Dubois a rappelé que la CLASSE n'était pas une organisation violente. «Elle ne l'a jamais été et elle ne le sera jamais.» Il a souligné qu'on a vu un gouvernement par le passé négocier avec les Mohawks lors de la crise d'Oka et que la CLASSE, qui n'est pas violente, mérite le même traitement.

### «Vendetta»

Les deux fédérations ont dénoncé l'attitude paternaliste du gouvernement dans le dossier. Mme Desjardins croit assister à un «jour de la marotte». «On a déjà condamné la violence et on nous demande encore de le faire», a-t-elle noté. «On a l'impression que ça devient une question d'orgueil. On se demande si le gouvernement veut régler la crise, car ça semble être payant pour lui de laisser pourrir le conflit.»

Elle a aussi condamné les accusations de la ministre de l'Éducation qui semble rendre responsable des actions de perturbations le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau Dubois. «Le gouvernement mène une vendetta contre la personne de Gabriel Nadeau-Dubois. [...] L'échec

des négociations ne peut pas reposer sur les épaules d'une seule personne, ça suffit les enfantillages.»

Le journal Le Soleil a révélé que le gouvernement s'était montré favorable à un étalement de la hausse des droits de scolarité, sur 7 ans au lieu de 5.

Les deux fédérations ont été tout aussi fermes. «Le noeud du conflit présentement est la hausse des droits de scolarité et ça doit passer par la hausse», a dit Martine Desjardins. Elle a rappelé que la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, soit une augmentation de 75 %, est une forme de «violence économique».

### **Québec inflexible**

Tôt ce matin, le gouvernement Charest se montrait toujours aussi inflexible sur la question des droits de scolarité et rejetait l'idée d'un moratoire. Le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil a accusé la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) d'encourager la violence.

M. Dutil a déclaré lors d'un point de presse que le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, incite à la violence en ayant une position ambiguë quant aux débordements lors des manifestations.

«M. Nadeau-Dubois s'exprime avec volubilité, dit toutes sortes de choses et quand on décode, quand on ramasse l'ensemble de ses déclarations et qu'on fait un portrait, on doit constater qu'à la fin ce qu'il dit c'est: tous les moyens sont bons pour obtenir satisfaction, y compris la violence.»

Selon le ministre, même si des casseurs infiltrèrent des manifestations, la violence dans la rue est un mode opératoire connu de la CLASSE.

M. Dutil s'en est remis aux policiers pour déterminer si M. Nadeau-Dubois contrevient à la loi en appelant à la violence. «S'il contrevenait à la loi, c'est à la police à faire des accusations, et à la cour de justice, a-t-il dit. Ce n'est pas à nous, on n'a pas de police politique.»

### **Charest dit avoir pris ses responsabilités**

De son côté, le premier ministre Jean Charest a déclaré aujourd'hui que son gouvernement a pris ses responsabilités en excluant une association d'une table de discussion, dans le cadre du conflit sur la hausse des droits de scolarité.

Alors qu'une manifestation suivant cette décision s'est soldée par 85 arrestations à Montréal, hier soir, M. Charest s'est défendu d'avoir semé la zizanie avec l'exclusion de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), quelques heures plus tôt.

Selon le premier ministre, accuser le gouvernement d'avoir jeté de l'huile sur le feu déresponsabilise ceux qui posent des gestes de violence.

M. Charest a affirmé qu'il est de sa responsabilité de condamner les débordements, ce qu'il a fait une nouvelle fois aujourd'hui.

«Votre question déresponsabilise ceux qui posent des gestes de violence, a-t-il dit à un journaliste. Je parle de votre question à vous là, qui a comme prémisse que le gouvernement en assumant sa responsabilité, qui sont des responsabilités démocratiques légitimes, aurait légitimé des actions, c'est faux ça.»

### **Pas de moratoire**

Le ministre de l'Éducation Line Beauchamp a affirmé que des contacts sont pris par le gouvernement avec les trois autres associations étudiantes pour déterminer si une reprise du dialogue est possible. Le ministre a cependant exclu toute possibilité d'un moratoire sur la hausse des droits de scolarité.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont toutefois établi comme condition, hier, la participation des représentants de la CLASSE à la table des négociations.

### **Des professeurs indignés**

Par ailleurs, trois syndicats de professeurs de cégep et d'université se sont indignés de la déci-

sion du gouvernement d'exclure la CLASSE des négociations, accusant le gouvernement de braquer les projecteurs sur des débordements incontrôlables.

Le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) Jean Trudelle a déclaré que le gouvernement a fait preuve d'un cynisme inacceptable envers la jeunesse, notamment en concentrant le débat sur les actes violents.

«En ajoutant à son intransigeance de mauvais aloi, le gouvernement a commencé à essayer de braquer les projecteurs sur toutes sortes d'éléments qui sont un peu périphériques au fond de la question, a-t-il dit.

«On dénonce la violence avec beaucoup, beaucoup d'insistance, on essaie d'associer cette violence-là, qui est pour nous le fait de petits groupes isolés, à une organisation étudiante qu'on veut de toutes forces discréditer.»

Selon M. Trudelle, la décision d'exclure la CLASSE à cause d'une manifestation qui a mal tourné, mardi soir à Montréal, est un faux prétexte.

«Tout ça nous conduit dans un cul-de-sac et je vous dirais que nous sommes extrêmement inquiets et indignés de la tournure des événements», a-t-il dit.

M. Trudelle a affirmé que depuis le début le gouvernement a bâclé le dossier, ne s'appuyant sur aucune étude pour décréter la hausse de 75 % des droits de scolarité qui a fait descendre les étudiants dans la rue pour une 11e semaine.

Selon la FNEEQ, la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) et la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), une reprise des discussions est nécessaire, ainsi qu'un moratoire sur la hausse des frais le temps d'un forum pour déterminer la suite.

### **[Vos réactions \(146\)](#)**

## **[JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Marois réclame des élections - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 16H29 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 23H56](#)**

Vidéo : Le refus du gouvernement Charest de négocier de bonne foi avec les étudiants, c'est la goutte qui fait déborder le vase aux yeux de Pauline Marois. La chef du Parti québécois réclame des élections.

Geneviève Lajoie

### **QUÉBEC - Le refus du gouvernement Charest de négocier de bonne foi avec les étudiants, c'est la goutte qui fait déborder le vase aux yeux de Pauline Marois. La chef du Parti québécois réclame des élections.**

« Le premier ministre se moque de l'intérêt général. Le gouvernement libéral et le premier ministre ont fait leur temps. Il faut en finir et aller en élections », a lancé Mme Marois hier. Elle affrontait Jean Charest en commission parlementaire sur les crédits du Conseil exécutif.

Le gouvernement et les étudiants se sont renvoyé sans cesse la balle depuis que les négociations sont rompues entre les deux parties. Après avoir exclu la CLASSE de la table de discussions,

la ministre Line Beauchamp a appelé les autres représentants étudiants de la FEUQ et de la FECQ à reprendre les pourparlers.

La FEUQ a accepté de revenir s'asseoir avec le gouvernement à la condition que deux représentants de la CLASSE puissent faire partie de sa délégation. Le gouvernement a aussitôt accusé une fin de non-recevoir à cette exigence. C'est donc toujours l'impasse.

### **Violence**

Aux yeux du gouvernement, la CLASSE ne peut plus prendre part aux négociations, puisqu'elle « encourage la violence » et a contribué aux débordements des récentes manifestations qui ont eu lieu dans les rues de Montréal.

« Il ne peut pas y avoir de discussion au prix de la violence et de l'intimidation. Aucun gouvernement ne peut accepter de plier, de discuter sous la violence », a tranché le premier ministre. Jean Charest s'en est pris à sa vis-à-vis péquiste.

« Pauline Marois ne croit pas ce qu'elle dit sur les frais de scolarité », a pesté le premier ministre. Cette idée que le gouvernement se sert de ce conflit à des fins électoralistes est « grotesque », a d'ailleurs signalé M. Charest.

Pour Pauline Marois, il ne fait aucun doute que la responsabilité de la crise vécue actuellement incombe directement au gouvernement Charest.

### **Une affaire de « chef d'État »**

Le chef parlementaire caquiste a pour sa part demandé que le premier ministre prenne personnellement les rênes du dossier. Il faut que Jean Charest « prenne le téléphone et parle aux leaders étudiants de la FECQ et de la FEUQ », a plaidé Gérard Deltell. Selon lui, c'est désormais une affaire de « chef d'État ».

**[Afficher 36 commentaires \(Québec\)](#)**

**[Afficher 1-80 de 131 commentaires \(Montréal\)](#)**

## **[JOURNALDEMONTRÉAL : Grève étudiante : Quatre écoles de la CSDM fermées en raison de la grève - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 15H02 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 15H14](#)**



Photo D'ARCHIVES  
école Sophie-Barat

Sarah-Maude Lefebvre

**Le mouvement de grève prend de l'ampleur dans les écoles secondaires de la CSDM. Deux autres établissements, soit l'École Internationale de Montréal et l'école Sophie-Barat, ont dû interrompre leurs cours jeudi, à la suite de pressions d'élèves.**

La fermeture des deux établissements a été décidée à la suite d'un vote effectué par le conseil des élèves. Les cours étaient aussi interrompus jeudi à l'école Joseph-François Perrault ainsi qu'à l'Académie Roberval. Les deux établissements terminaient normalement leur troisième et dernière journée de grève consécutive.

**Un mouvement en expansion?**

La Commission scolaire de Montréal n'a pu confirmer jeudi si des lignes de piquetage avaient été érigées devant d'autres écoles ou encore si le mouvement pourrait s'amplifier vendredi.

"Ça évolue trop rapidement, a affirmé le porte-parole Alain Perron. On demeure en contact avec les directions d'école qui le sont avec les conseils d'élèves. Si les parents se posent des questions, ils n'ont qu'à téléphoner à l'école de leur enfant". Le Journal rapportait mercredi que la CSDM s'attire des critiques depuis quelques jours en raison de la grève qui force la fermeture de certaines de ses écoles. Jeudi, la commission scolaire a envoyé une lettre aux parents des élèves, affirmant qu'il était temps de "poser des balises".

" Les élèves devront choisir une autre forme d'expression que la grève. Si cela n'est pas respecté, le code de vie de l'école, connu des élèves et des parents, sera appliqué. Toute absence devra être motivée et le motif d'une participation à une grève ne sera pas accepté", indique la lettre.

**Les parents inquiets**

Préoccupé, le Comité central des parents de la CSDM s'est réuni jeudi afin d'évaluer la situation. "On est inquiets. L'opinion est mitigée au sein des parents. Certains sont contre, d'autres pour. Mais il y a un consensus par rapport à la sécurité des élèves, explique la présidente Manon Ricard. Chose certaine, on ne veut pas que la situation

s'éternise. Les examens du ministère approchent à grands pas et on veut que nos enfants y soient préparés."

Dans un communiqué envoyé jeudi, le Comité Central a demandé aux associations étudiantes de "respecter les processus démocratiques dans leur assemblées", indiquant aussi que "trois jours de grève nous semblent une limite à ne pas dépasser, afin que la réussite scolaire de nos jeunes ne soit pas en péril."

Plusieurs autres commissions scolaires contactées par le Journal ont rapporté qu'aucun vote de grève n'était prévu de leur côté. Toutefois, quatre séances de piquetage auront lieu à l'École Paul-Gérin-Lajoie d'Outremont la semaine prochaine. Selon le porte-parole de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Jean-Michel Nahas, ces manifestations de support à la grève étudiante auront lieu de 8h00 à 8h30, avant le début de cours.

**Montrer 1 commentaire**

- TheRealBubba  
Je me suis longtemps demandé pourquoi la CAQ voulait abolir les commissions scolaires? Je ne sais pas si je les abolirais toutes, mais je suggère à la CAQ que l'on commence par fermer la CSDM pour qu'on puisse rouvrir ces 4 écoles au plus vite.  
:)

**TVANouvelles: Le maire de Montréal craint un événement tragique: «Assez, c'est assez!» - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 13h33 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 18h32**

TVA Nouvelles et Agence QMI

Le maire de Montréal, **Gérald Tremblay**, dit qu'il n'acceptera pas que les citoyens de la métropole «soient pris en otage» à cause des nombreuses **manifestations** qui se déroulent sur l'île depuis le déclenchement du **conflit étudiant** et demande que les parties impliquées fassent un effort pour parvenir à une solution le plus tôt possible.

«Doit-on attendre un événement tragique?» a demandé le maire de Montréal, exaspéré.

«Aujourd'hui, je veux dire que nous ne ménageons aucun effort pour assurer la sécurité de tous», a-t-il déclaré lors d'un point de presse conjoint avec le chef du **Service de police de la Ville de Montréal** (SPVM), Marc Parent, jeudi après-midi.

M. Tremblay trouve que le temps presse et que les intervenants dans le conflit doivent d'urgence trouver une issue au différend majeur qui les oppose et qui perdure. «Le statu quo est totalement inacceptable», a-t-il lancé en entrevue à TVA Nouvelles.

«Il y a urgence d'agir car la **paix sociale** de Montréal et du Québec est en jeu», juge le maire, qui en a profité pour lancer un **nouvel appel au calme**. «Doit-on attendre un événement tragique?» a-t-il demandé, exaspéré.

«Les valeurs de libre expression et les manifestations pacifiques sont des droits, mais aussi des responsabilités individuelles et collectives», a précisé Gérald Tremblay.

Pour sa part, M. Parent du SPVM a fait le constat d'une présence grandissante des «provocateurs» et des «casseurs» au sein des manifestants et

demande aux représentants étudiants d'inciter les membres de leurs organisations à demeurer pacifiques.

Gérald Tremblay et Marc Parent s'adressaient aux médias au lendemain d'une importante manifestation au cours de laquelle des gestes de vandalisme ont été posés, à Montréal, mercredi soir. Vers 22h15, la présence de manifestants a été déclarée illégale, et les policiers ont procédé à **l'arrestation de 85 personnes**.

Médiateur réclamé

Le maire Gérald Tremblay a pour l'instant écarté la possibilité de demander la **nomination d'un médiateur** afin de régler le conflit étudiant, comme le proposent Vision Montréal et Projet Montréal. Il revient au gouvernement de trouver la meilleure façon d'élaborer une sortie de crise, selon lui.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL: Le maire de Montréal somme Québec et les étudiants de s'entendre – Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 14 h 58 HAE**

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, excédé par les manifestations et le vandalisme qui perturbent la métropole depuis près de 70 jours, demande à tous les acteurs impliqués d'agir pour régler la crise.



Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, lance un appel au calme.

« Je réitère encore une fois, et j'espère pour la dernière fois, un appel au calme. Le gouvernement et les étudiants doivent mettre fin à ce conflit dans les plus brefs délais. C'est leur responsabilité parce que c'est la paix sociale de Montréal et du Québec qui est en jeu », a déclaré le maire Tremblay, jeudi après-midi en conférence de presse.

Se disant très préoccupé par la violence et les méfaits publics qui mettent la sécurité des citoyens en danger, Gérald Tremblay a rappelé que des gestes graves ont été commis au cours des dernières semaines. Il a entre autres fait mention des briques jetées sur les rails du métro ou encore de pierres lancées sur l'autoroute 720 par des manifestants.

« Doit-on attendre un événement tragique? Des gens profitent de tous ces événements pour commettre des actes criminels », a demandé le maire Tremblay qui s'adressait aux médias en compagnie du chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Marc Parent.

« Je n'accepterai pas que mes citoyens, qui en ont ras-le-bol, qui sont écœurés de ce qui se passe, soient pris en otages, que les gens d'affaires et les commerçants soient vandalisés, que la réputation de Montréal soit entachée sur la scène internationale. Assez, c'est assez! » — Gérald Tremblay, maire de Montréal



Le chef du SPVM, Marc Parent

De son côté, le chef du SPVM a expliqué que les policiers avaient observé un nombre grandissant de casseurs et de vandales dans les rangs des manifestants ces dernières semaines.

Marc Parent a interpellé les leaders, qu'ils soient élus ou étudiants, pour qu'ils fassent tout en leur pouvoir pour éviter que la situation ne dégénère.

« Moi, comme policiers et comme père de deux jeunes enfants qui ont l'âge de ces manifestants-là, je considère qu'il est important de se dissocier de ces groupes-là [les casseurs] pour faire en sorte que ça se fasse en toute sécurité », a expliqué M. Parent.

Le chef du SPVM a également souligné le professionnalisme de ses policiers et s'est dit fier du travail qu'ils accomplissent maintenant chaque jour lors des manifestations étudiantes.

**Des manifestations qui coûtent cher aux contribuables**

Les manifestations étudiantes des dernières semaines auraient d'ailleurs déjà coûté environ 3 millions de dollars aux contribuables montréalais en raison notamment du [temps supplémentaire des policiers](#).

De plus, la charge de travail et la fatigue rendraient les policiers plus vulnérables. En date d'avril 2012, on dénombrait une quinzaine d'agents blessés, le même nombre que pour toute l'année 2011.

L'administration Tremblay multiplie les démarches pour obtenir des fonds du gouvernement du Québec pour financer ces coûts supplémentaires au SPVM.

**Les commentaires (42)**

**TVANouvelles: Confit étudiant: Bernard Landry: «Nous vivons une tragédie nationale» - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 14h55 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 15h56**

TVA Nouvelles

En entrevue à LCN jeudi après-midi, l'ancien premier ministre du Québec, Bernard Landry, a déclaré que le Québec vivait présentement «une rupture démocratique» à laquelle il n'a jamais été confronté.

«L'heure n'est pas aux considérations partisans», a lancé M. Landry. «L'heure est à travailler pour la nation et ensemble».

Selon lui, le gouvernement «doit faire preuve d'humilité» et les étudiants doivent faire des concessions parce que «personne ne peut avoir totalement raison dans cette affaire-là». «Les deux partis doivent cheminer», a-t-il ajouté.

Selon l'ancien premier ministre, l'éducation a joué un rôle important dans l'histoire du Québec. «L'éducation a sauvé le Québec à la Révolution tranquille. Avec les défis qui nous attendent, le

vieillesse de la population en particulier, l'éducation doit nous sauver encore. Alors, ce n'est pas le temps de mettre le système en péril ou de le saboter de quelques façons.»

À propos de la violence qui se vit presque tous les jours dans les rues de la métropole et ailleurs, M. Landry a expliqué qu'il s'agissait d'une situation rare dans la province. Il a comparé les tensions présentes à celles vécues lors des deux référendums québécois, pour conclure que dans le cas des référendums, jamais il n'y avait eu de violence, même verbale entre les citoyens et les forces de l'ordre.

Ainsi, il a appelé les manifestants à respecter l'ordre établi et à collaborer avec les policiers.

«Dans une démocratie, il faut des forces de l'ordre. Nous avons besoin de la paix et de

l'ordre, et il faut que ce soit dit», a-t-il déclaré à l'intention des leaders étudiants.

Selon M. Landry, il faut étudier plusieurs scénarios différents pour permettre au Québec de «renouer avec [sa] jeunesse». «Rompre avec notre jeunesse pour un État comme le nôtre, c'est très grave», a-t-il ajouté.

L'ancien premier ministre du Québec, lui-même ancien leader étudiant, a parlé d'une «sagesse nationale qui devrait s'imposer» et se traduire par une réelle envie de négocier, de trouver des «solutions positives» qui n'ont pas besoin d'être mises en place immédiatement.

Il propose donc un «moratoire, une trêve» qui permettent aux deux parties de discuter et de s'entendre dans un climat plus propice à l'écoute.

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : La CLASSE encore rejetée - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 14H18 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 14H37**

VIDÉO : Les associations étudiantes persistent à tenir tête au gouvernement Charest et proposent de reprendre les négociations en présence de représentants de la CLASSE. , 26 avril 2012 , Journal de Québec

Geneviève Lajoie et Régys Caron

**QUÉBEC - Le gouvernement Charest refuse que des représentants de la CLASSE s'assoient à la table de négociations pour régler le conflit étudiant.**

Plus tôt jeudi, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a proposé à la ministre de l'Éducation de reprendre les négociations demain à 14h en présence de deux représentants de la CLASSE au sein de sa délégation.

«Nous choisirons notre délégation et nous annonçons que la délégation de la FEUQ comprendra deux membres de la CLASSE», a déclaré la présidente Martine Desjardins qui était accompagnée du président de la FECQ Léo Bureau-Blouin. La réponse est sans équivoque: seuls des représentants mandatés par la FEUQ pourront partici-

per aux discussions, a fait savoir la porte-parole de la ministre Line Beauchamp en après-midi.

Aux yeux du gouvernement, la CLASSE ne peut plus prendre part aux négociations puisqu'elle «encourage la violence» et a contribué aux débordements des récentes manifestations qui ont eu lieu dans les rues de Montréal.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a rejeté les reproches que lui fait le gouvernement de cautionner la violence. M. Nadeau-Dubois a rappelé que le gouvernement du Québec avait déjà accepté de négocier avec les Mohawks de Kahnawake pendant la crise d'OKA en 1990. M. Nadeau-Dubois a dit que la CLASSE acceptait de dépêcher deux représentants à la délégation de la FEUQ.

**«Violence économique»**

Selon Martine Desjardins, le gouvernement Charest use lui-même de «violence économique» en imposant une augmentation de frais de scolarité qui portera à 4800 dollars, d'ici cinq ans, la facture annuelle pour étudier à l'université et que cette augmentation privera des milliers de jeunes

d'un accès à l'université. «Quand on dit que ce n'est pas grave qu'il y ait 7000 étudiants qui n'auront pas accès à l'université, on peut dire que c'est de la violence économique, a soutenu la présidente de la FEUQ. Faire porter le fardeau de la violence sur le dos d'un individu (Gabriel Nadeau-Dubois) c'est de l'intimidation.»

Pour sa part, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a de nouveau lancé un appel aux étudiants en grève de manifester pacifiquement.

Mais le gouvernement reste ferme et refuse de voir la CLASSE à la table des négociations.

«Il ne peut y avoir de discussion au prix de la violence et de l'intimidation», a répété le premier ministre Charest cet après-midi, en condamnant le vandalisme commis lors de la manifestation de mercredi soir, à Montréal.

[Afficher 1-80 de 112 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 1-40 de 43 commentaires \(Québec\)](#)

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La FEUQ persiste et signe - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 13H19 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 13H35**

VIDÉO : Les associations étudiantes persistent à tenir tête au gouvernement Charest et proposent de reprendre les négociations en présence de représentants de la CLASSE, 26 avril 2012, Journal de Québec

Régys Caron

**Les associations étudiantes persistent à tenir tête au gouvernement Charest et proposent de reprendre les négociations en présence de représentants de la CLASSE.**

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a proposé à la ministre de l'Éducation ce matin de reprendre les négociations demain à

14h en présence de deux représentants de la CLASSE au sein de sa délégation. «Nous choisirons notre délégation et nous annonçons que la délégation de la FEUQ comprendra deux membres de la CLASSE», a déclaré la présidente Martine Desjardins qui était accompagnée du président de la FECQ Léo Bureau-Blouin.



Le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont répété ce matin qu'ils refusaient de parler aux représentants de la CLASSE, qui ont été éjectés des négociations hier ce qui a de nouveau plongé le conflit dans une impasse. Le cabinet de la ministre a rejeté la demande des associations étudiantes.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a de nouveau rejeté les reproches que lui fait le gouvernement de cautionner la violence. M. Nadeau-Dubois a rappelé que le gouvernement du Québec avait déjà accepté de

négoier avec les Mohawks de Kahnawake pendant la crise d'OKA en 1990. M. Nadeau-Dubois a dit que la CLASSE acceptait de dépêcher deux représentants à la délégation de la FEUQ.

#### «Violence économique»

Selon Martine Desjardins, le gouvernement Charest use lui-même de «violence économique» en imposant une augmentation de frais de scolarité qui portera à 4800 dollars, d'ici cinq ans, la facture annuelle pour étudier à l'université et que cette augmentation privera des milliers de jeunes d'un accès à l'université. «Quand on dit que ce n'est pas grave qu'il y ait 7000 étudiants qui

n'auront pas accès à l'université, on peut dire que c'est de la violence économique, a soutenu la présidente de la FEUQ. Faire porter le fardeau de la violence sur le dos d'un individu (Gabriel Nadeau-Dubois) c'est de l'intimidation.»

Pour sa part, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a de nouveau lancé un appel aux étudiants en grève de manifester pacifiquement.

[Afficher 36 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 13 commentaires \(Québec\)](#)

## LE DROIT: Le gouvernement rejette une invitation à reprendre les discussions - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 12h48



Photo PC

Jean Charest et Line Beauhamp.

Alexandre Robillard, La Presse Canadienne, Québec

Le gouvernement a rejeté, jeudi, une invitation à reprendre les négociations avec les regroupements étudiants dont la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Cette proposition avait été formulée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui dénoncent cette tentative du gouvernement de fracturer l'unité du front étudiant et de «diaboliser» la CLASSE.

Le cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a annoncé la décision en début d'après-midi jeudi, au lendemain de l'exclusion de la CLASSE de la table des négociations.

Mme Beauchamp avait pris cette décision mercredi, à la suite d'une manifestation qui avait mal tourné mardi soir à Montréal.

L'attachée de presse de la ministre, Hélène Sauvageau, a expliqué jeudi qu'il est hors de question que deux représentants de la CLASSE intègrent la délégation de la FEUQ, comme proposé plus tôt.

Selon Mme Sauvageau, cela ne serait pas logique.

«On ne peut pas avoir indirectement ce qu'on ne peut pas avoir directement», a-t-elle dit lors d'une entrevue téléphonique.

Plus tôt, le ton avait monté, du côté gouvernemental, quand le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a carrément accusé la CLASSE d'encourager la violence.

M. Dutil a déclaré lors d'un point de presse que le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, incite à la violence en ayant une position ambiguë quant aux débordements lors des manifestations.

«M. Nadeau-Dubois s'exprime avec volubilité, dit toutes sortes de choses et quand on décode, quand on ramasse l'ensemble de ses déclarations et qu'on fait un portrait, on doit constater qu'à la fin ce qu'il dit c'est: tous les moyens sont bons pour obtenir satisfaction, y compris la violence», a dit M. Dutil.

Selon le ministre, même si des casseurs infiltrent des manifestations, la violence dans la rue est un mode opératoire connu de la CLASSE.

M. Dutil s'en est remis aux policiers pour déterminer si M. Nadeau-Dubois contrevient à la loi en appelant à la violence.

«S'il contrevient à la loi, c'est à la police à faire des accusations, et à la cour de justice, a-t-il dit. Ce n'est pas à nous, on n'a pas de police politique.»

De son côté, le premier ministre Jean Charest a déclaré jeudi que son gouvernement a pris ses responsabilités en excluant la CLASSE d'une table de discussion, dans le cadre du conflit sur la hausse des droits de scolarité.

Alors qu'une nouvelle manifestation suivant cette décision s'est soldée par 85 arrestations à Montréal, mercredi soir, M. Charest s'est défendu d'avoir contribué aux débordements en excluant la CLASSE, quelques heures plus tôt.

Selon le premier ministre, accuser le gouvernement d'avoir jeté de l'huile sur le feu déresponsabilise ceux qui posent des gestes de violence.

«Votre question déresponsabilise ceux qui posent des gestes de violence, a-t-il dit à un journaliste. Je parle de votre question à vous là, qui a comme prémisse que le gouvernement en assumant sa responsabilité, qui sont des responsabilités démocratiques légitimes, aurait légitimé des actions, c'est faux ça.»

M. Charest a affirmé qu'il est de sa responsabilité de condamner les débordements, ce qu'il a fait une nouvelle fois jeudi.

La ministre Beauchamp a affirmé que des contacts sont pris par le gouvernement avec les trois autres associations étudiantes pour déterminer si une reprise du dialogue est possible. La ministre

a cependant exclu toute possibilité d'un moratoire sur la hausse des droits de scolarité.

La FECQ et la FEUQ avaient toutefois établi comme condition, mercredi, la participation des représentants de la CLASSE à la table des négociations.

Par ailleurs, trois syndicats de professeurs de cégep et d'université se sont indignés de la décision du gouvernement d'exclure la CLASSE des négociations, accusant le gouvernement de braquer les projecteurs sur des débordements incontrôlables.

Le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle, a déclaré que le gouvernement a fait preuve d'un cynisme inacceptable envers la jeunesse, notamment en concentrant le débat sur les actes violents.

«En ajoutant à son intransigeance de mauvais aloi, le gouvernement a commencé à essayer de braquer les projecteurs sur toutes sortes d'éléments qui sont un peu périphériques au fond de la question», a-t-il dit.

«On dénonce la violence avec beaucoup, beaucoup d'insistance, on essaie d'associer cette violence-là, qui est pour nous le fait de petits groupes isolés, à une organisation étudiante qu'on veut de toutes forces discréditer», a-t-il ajouté.

Selon M. Trudelle, la décision d'exclure la CLASSE à cause d'une manifestation qui a mal tourné, mardi soir à Montréal, est un faux prétexte.

«Tout ça nous conduit dans un cul-de-sac et je vous dirais que nous sommes extrêmement inquiets et indignés de la tournure des événements», a-t-il dit.

M. Trudelle a affirmé que depuis le début le gouvernement a bâclé le dossier, ne s'appuyant sur aucune étude pour décréter la hausse de 75 pour cent des droits de scolarité qui a fait descendre les étudiants dans la rue pour une 11e semaine.

Selon la FNEEQ, la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) et la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), une reprise des discussions est nécessaire, ainsi qu'un moratoire sur la hausse des frais le temps d'un forum pour déterminer la suite.

## RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Conflit entre Québec et les étudiants : le regard d'experts et d'analystes – Mise à jour le jeudi 26 avril 2012 à 12 h 42 HAE



© Lorian Bélanger

Les étudiants se sont assis sur la chaussée de la promenade du Lac-des-Fées.

Un conflit qui fait tache d'huile oppose les étudiants au gouvernement du Québec depuis la mi-février, et aucune issue ne semble en vue.

Certains, comme l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, ont lancé un appel au dialogue, tandis que d'autres jugent que les étudiants doivent plier et portent sur leurs épaules la responsabilité de l'impasse.

Au-delà des positions de chaque partie, bien des observateurs se demandent comment amener les deux camps à s'asseoir ensemble pour trouver une façon de sortir de l'impasse.

Radio-Canada a parlé à des experts en gestion de crise pour évaluer la façon dont les deux parties ont abordé le dossier et explorer les façons possibles de sortir du cul-de-sac.

### Dénouer la crise



La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp

À l'antenne de Radio-Canada le 26 avril, alors que la crise atteint un paroxysme, l'ancien ministre du Travail Jean Cournoyer juge qu'il n'est que grand temps pour le premier ministre de prendre le dossier en main en proposant quelque chose qui pourra permettre à toutes les parties de reprendre les pourparlers et surtout de sauver la face.

« Il faut que chacun reprenne le contrôle de ses responsabilités, en commençant par le premier ministre. » — Jean Cournoyer

Il estime que c'est le premier ministre qui a pris les décisions importantes dans ce dossier et que lui seul peut dénouer l'impasse.

Sans parler de moratoire sur l'augmentation des droits de scolarité, Jean Cournoyer propose ce qu'il appelle une suspension de son application pour quelques mois, le temps de traiter des problèmes de fond du dossier.

Jean Cournoyer juge que Québec ne peut tenir le porte-parole de la CLASSE responsable des gestes de casseurs sur lesquels il n'a pas de contrôle.

### Les erreurs stratégiques

Quelques jours plus tôt, les spécialistes qui ont parlé à la journaliste Dorothee Giroux, de l'émission *Désautels*, attribuaient la durée et l'intensité du conflit à des failles, à des erreurs stratégiques, et ce, dans les deux camps.

Au-delà des principes divergents, des positions irréconciliables, les experts consultés relèvent des erreurs tactiques qui ont contribué, disent-ils, à l'enlèvement de ce complexe dossier.

L'opinion publique Christian Bourque, vice-président de la firme Léger Marketing, rapporte que l'appui à la cause étudiante est très lié à l'âge de la personne qui répond : au-delà de 45 ans, l'appui au gouvernement dans ce dossier est nettement majoritaire.

Marie-Christine Therrien, professeure en gestion de crise à l'École nationale d'administration publique (ENAP), juge que le gouvernement a réagi

trop tard. Elle souligne spécifiquement la lenteur de réaction de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

« Cela a pris beaucoup de temps avant qu'elle réagisse à la grogne des étudiants, dit Mme Therrien, et on a eu de grands moments de silence de sa part. On a laissé finalement la crise se complexifier, s'approfondir, alors qu'on aurait pu avoir une réaction de sa part beaucoup plus tôt pour tenter d'ouvrir un dialogue avec les étudiants ».

Au lieu de cela, la ministre, dit l'experte, s'est contentée de marteler la même phrase, soit que l'augmentation des droits allait se faire, et que c'était là la façon juste de procéder.

Marie-Christine Therrien juge par contre qu'au fil du temps, le capital de sympathie des étudiants s'érode auprès de la population :

« Comme on a laissé s'envenimer la situation, et que les étudiants ont pris la route de faire des actions qui sont de plus en plus spectaculaires, cela fait en sorte que la population va moins les appuyer. » — Marie-Christine Therrien

Elle juge que tout cela détourne du vrai débat, qui devrait se faire sur la gouvernance universitaire, dit-elle.

Les actions de ces derniers jours font en sorte que la population est moins tolérante, mais elle ne voit pas l'ensemble de la problématique soulevée par les étudiants, conclut-elle.

En entrevue à Radio-Canada.ca, Bernard Motulsky, titulaire de la Chaire de relations publiques et communication marketing à l'UQAM, juge que la seule issue possible semble une volte-face d'une des parties, ce qui est hautement improbable, le gouvernement restant ferme et les associations semblant avoir leurs troupes bien en main.

S'il devait agir pour dénouer la crise, du côté étudiant, l'expert tenterait de convaincre les troupes que « le point est fait » et que la lutte va continuer, tout en retournant étudiant. Sinon, dit-il, les associations risquent de subir les contrecoups d'un long conflit avec peu de gains. Du côté du gouvernement, il conseille de mieux documenter les véritables enjeux financiers des universités et de s'assurer que celles-ci bougent sur la question.

### Manque de cohérence du message

De son côté, André Morrow, président de Morrow communications, juge sur les ondes de l'émission *Maisonneuve* que la responsabilité du conflit tombe dans le giron des étudiants. Il estime qu'un chef d'État ne peut accepter de s'asseoir pour négocier avec un groupe qui perturbe l'ordre public.

Selon lui, le message étudiant manquait d'unité, et de cohérence :

« Dans toute stratégie, on doit avoir un seul discours unique et on doit tenir la ligne. Dans ce cas, cela déborde, et la justification de toute cette démarche-là se saisit mal. » — André Morrow

### Mettre de l'eau dans son vin

L'autre expert consulté, Yves Dupré, d'Octane communications, qui s'occupe également de communications et de stratégie en période de crise, affirme lui aussi que le gouvernement Charest est loin d'être sans tache dans cette escalade.

« Le gouvernement a très mal réagi, dans cette crise, car quand on a quelqu'un qui colle au mur dans une position très tranchée, il faut adopter une stratégie qui va permettre de trouver une porte de sortie. »

Cette possible porte de sortie s'est présentée, selon lui, dans l'annonce de la bonification du programme de prêts et bourses, une annonce qui est cependant intervenue trop tard.

M. Dupré juge aussi que Québec ne se comporte pas de manière à régler la crise, mais jette plus de l'huile sur le feu qu'autre chose.

Cependant, le gouvernement gagne du terrain, dit M. Dupré, surtout à cause des actes de vandalisme et de la division au sein même des mouvements étudiants.

Cette opinion n'est pas partagée par Bernard Motulsky. Il juge que les chances d'effrètement de l'appui aux étudiants sont faibles : « Ils ont sans doute atteint le plancher, on assiste plutôt à un clivage classique pour ou contre les libéraux, les partisans des étudiants cristallisant l'opposition au gouvernement ».

### Un texte de Florence Meney





#### Les commentaires (4)

Envoyé par [Luc-Olivier Leclerc](#) de Sherbrooke, 3 mai 2012 à 18 h 07 HAE

Dans les faits, le gouvernement, ce n'est pas les contribuables. En théorie, mais en pratique, non.

Envoyé par [Pierre Bissonnette](#) de Québec, 26 avril 2012 à 22 h 43 HAE

Le gouvernement c'est nous les contribuables et le fait que nous payons actuellement 88% des frais de scolarité toute la casse causer par ces manifestations nous donne le droit de poser nos conditions à une certaine négociation. Ça prend du culot pour venir dire au gouvernement quoi que ce soit. Ce que je souhaiterais de la part de ceux qui ont reçu le mandat de gérer cette province c'est premièrement de couper toutes les subventions aux associations étudiantes, de sanctionner la Commission Scolaire de Québec qui a financé leur site internet, refuser tout accès aux étudiants qui ont eue une contravention pour méfait pour la prochaine année scolaire ou tant qu'ils ne seront pas acquittés de leur contraven-

tion et la publication sur internet la photo, le nom, l'école ou université fréquenté de chacun des manifestants arrêtés. Cela nous permettrait de séparer les casseurs étudiants et les autres.

Envoyé par [Yves Dumouchel](#) de Montréal, 26 avril 2012 à 16 h 49 HAE

Pour la suite des compromis, le litige dure pres ou plus de six semaines et on n'est pas parvenu à un accord ou à une médiation et de son côté la CECQ et la CEUQ font tout pour faire plier les dirigeants qui à leur tour rejette toute entente avec ce qui porte sur la hausse des frais de scolarité, c'est compromettant, irresponsable, injuste, en partie pour 180 milles étudiants en greve, face à une assemblée qui fait état des lois dans une juste mesure soyons conciliants, selon Claude Castonguay, comme on dit "mettons de l'eau dans notre vin"

Enfin espérons que tout rentrera dans l'ordre !!!  
Envoyé par [Nancy Wallace](#) de Montréal, 26 avril 2012 à 13 h 32 HAE

C'est bien amusant tous ces analyses, mais le fond du débat est évité. Pourquoi?

Parce que ceux qui sont pour cette hausse n'ont pas d'arguments solide.

Par argument solide j'entends des arguments qui ne sont pas des phrases toute faite vide de sens. Par argument solide j'entends des arguments qui ne sont pas des préjugés cherchant uniquement à discréditer l'autre afin que personne n'écoute ce qu'il a à dire.

Par argument solide j'entends des arguments qui ne sont pas des sophismes, car des sophismes sont trompeur et induisent volontairement à l'erreur.

Par argument solide j'entends des arguments qui sont exempte du je, car on vit en société.

Depuis le début j'ai lu, écrits et dis des argument étayé contre cette hausse, pourrais-je lire des arguments étayé pour la hausse, car en l'absence de ceux-ce je devrais conclure que tout ce spectacle de la part du partie libérale est pour que personne ne s'aperçoive qu'ils n'ont pas d'arguments étayé.

### TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Les élus montréalais réclament un médiateur - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 12h01 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 15h55

Par Sami Bouabdellah | Agence QMI

Vision Montréal et Projet Montréal veulent la nomination d'un médiateur afin de régler le conflit étudiant.

L'idée de faire appel à un médiateur a été d'abord lancée par Vision Montréal.

«Ça ne peut plus durer. Il faut trouver une sortie de crise, a affirmé la chef de Vision Montréal, Louise Harel. La population constate que la situation se détériore dangereusement et que pour

garantir un retour un calme, il faille des gestes de bonne volonté de tous les côtés.»

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron a indiqué qu'il était aussi en faveur de la nomination d'un médiateur afin que les troubles cessent au centre-ville de Montréal.

M. Bergeron, qui estime que les événements de mercredi soir sont «intolérables», a invité les manifestants de bonne foi à quitter les rassem-

blements lorsque «l'esprit de la manifestation n'est pas respecté».

«Retournez chez vous quand vous presentez que ça va mal tourner», a lancé M. Bergeron, qui a également indiqué qu'il ne souhaitait pas que davantage de policiers soient déployés sur le terrain lors des manifestations.

Le maire [Gérald Tremblay](#) a [écarté cette possibilité](#), en point de presse jeudi.

### JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Le gouvernement réduit à acheter la paix - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 11H19 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 14H53

VIDÉO : Le gouvernement Charest a laissé le conflit étudiant s'envenimer au point où il en est réduit à devoir acheter la paix sociale, estiment trois fédérations de professeurs de cégeps et d'universités. , 26 avril 2012 , Journal de Québec Régys Caron

**Le gouvernement Charest a laissé le conflit étudiant s'envenimer au point où il en est réduit à devoir acheter la paix sociale, estiment trois fédérations de professeurs de cégeps et d'universités.**

«On prévoit que ça va s'envenimer. Le conflit ne pourra pas se régler tout seul. On ne voit pas d'autre issue qu'avec ce moratoire, pour assurer la fin du trimestre et la paix sociale», a dit, ce matin, le président de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (QPPU), Max Roy, à l'occasion d'une conférence de presse. M. Roy était flanqué de Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et de Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants des cégeps (FECC-CSQ).

Les trois syndicats de professeurs demandent au gouvernement d'adopter un moratoire sur l'augmentation des droits de scolarité, sans pour autant l'annuler, pour d'ici un an, convier le monde de l'éducation à une réflexion globale sur le financement des universités, du genre des États généraux de l'éducation tenus au milieu des années 1990. «C'est un peu ironique de penser qu'on est dans une situation où il y a une solution à portée de la main où on peut acheter la paix sociale et sauver la session et que le gouvernement refuse de la considérer», a exposé Jean Trudelle.

#### «Cynisme»

«On est indignés de la manière dont le gouvernement gère ce conflit-là depuis le début. Il y a là-dedans un cynisme envers la jeunesse qui est inacceptable», a dénoncé Max Roy. Parlant d'une voix commune, les trois syndicats d'enseignants accusent le gouvernement Charest d'avoir utilisé des prétextes «périphériques» au coeur du conflit, dont la violence et le vandalisme, pour faire dérailler les discussions avec les associations étudiantes. La CLASSE, que le ministre de l'Édu-

cation a exclue des négociations mercredi, est une organisation «démocratique et légitime» qui mérite d'être à la table des discussions avec la FECQ et la FEUQ, ont soutenu les représentants syndicaux.

Les débordements observés ces dernières semaines dans les rues de Montréal ne sont pas le seul fait des étudiants, a soutenu Jean Trudelle. Il n'est pas rare que des groupuscules de casseurs se greffent à de grands rassemblements pour les faire dégénérer. «Je ne crois pas que ce soit les associations étudiantes qui fomentent ces choses-là. C'est évident que ça n'aide pas la cause étudiante», a plaidé le président de la FNEEQ.

#### Afficher 8 commentaires (Montréal)

• [tremblay](#)

Le Gouvernement n' a pas la capacité intellectuelle pour faire des compromis. Il doit donc laisser la place à un médiateur.

• Louis Émile Ambourhouet-Bigman, Étudiant actuel en sciences comptables à L'UQAM, inscrit en économie et gestion pour la session prochaine

Suis-je le seul à trouver désolant que des associations ne représentant que des sous-groupes de la population fasse plier un gouvernement mis au pouvoir par la majorité (avec un faible taux de participation, mais quand même) et qu'autant de gens trouvent ça très bien, ironiquement au nom de la démocratie ?

- Pierre Shefford  
Entièrement d'accord. Maintenant, tous (je l'espère) savent qu'il est extrêmement important de voter, peu importe le palier.
- [Louis Who](#)  
Le gouvernement a pas de très grande capacité point !!!!
- Louis Émile Ambourhouet-Bigman, Étudiant actuel en sciences comptables à L'UQAM, inscrit en économie et gestion pour la session prochaine

"Bref, je préfère de beaucoup la régulation sociale par le politique que par l'économie." Je suis d'accord avec l'ensemble de votre commentaire, qui rejoint le mien dans le sens que même si les déboires du système financier, dans le langage usuel, sont attribués à l'économie, il demeure que le problème est la finance, et non pas l'économie. Un mot par contre sur le passage cité. La régulation sociale a ceci de dangereux qu'elle est le fruit de l'action humaine pure, avec des règles souvent floues (exemple : ce qu'on vit en ce moment à Montréal), tandis que l'Économie, qui est loin d'être un système parfait, mais qui a l'avantage au moins d'offrir une certaine structure de base sur laquelle des humains peuvent travailler.

• [Pascal-Marc Savard](#)

Et toi tu trouves cela normal qu'un sous-groupe comme le CPQ puissent faire plier le gouvernement à volonté!! Ça s'Appel la démocratie mon petit comptable ... nous sommes des humains pas des chiffres.

- ArtTessier  
Elle doit avoir un fou-rire de 5 minutes en disant engin sur-dimensionnés, pas le temps de faire son travail  
Line-compétente ministre de l'éducation  
max2040  
La ministre beauchamp qui a resté 1 heure à la table des négociations est un belle preuve de sa capacité de gérer...c'est quoi d'autre qu'elle avait à faire pendant cette période de conflit.

## **JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Reprise des pourparlers souhaitée - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 11H03 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 11H08**



Photo d'archives, Jean-François Desgagnés  
Geneviève Lajoie

**QUÉBEC - QUÉBEC | Le négociateur du gouvernement tente de ramener la FECQ et la FEUQ à la table de discussions sur le conflit étudiant, mais pas question de négocier avec des représentants qui «encouragent la violence», comme c'est le cas de la CLASSE, jugent les libéraux.**

« Notre représentant a le mandat de prendre contact avec la FECQ et la FEUQ pour que nous puissions continuer ces discussions », a confirmé jeudi matin le premier ministre Jean Charest. Depuis mercredi, les discussions entre le gouvernement et les représentants étudiants sont rompues, après que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, eut exclu la CLASSE de la table.

Aux yeux du gouvernement, la CLASSE ne peut plus prendre part aux négociations puisqu'elle «encourage la violence» et a contribué aux débordements des récentes manifestations qui ont eu lieu dans les rues de Montréal.

### **Des éléments à proposer**

Line Beauchamp a toutefois réitéré jeudi qu'elle est prête à reprendre les discussions avec les trois associations étudiantes toujours admises à la table de négociations, soit la FECQ, la FEUQ et la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ).

« On a encore des éléments à proposer, à présenter aux étudiants », a-t-elle dit.

Elle refuse toutefois que la FEUQ cède deux de ses places à la table de négociations à des représentants de la CLASSE, comme l'a proposé mercredi Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ.

« Sincèrement, toutes ces propositions-là, c'est faire gagner ceux qui utilisent la violence », a soutenu M<sup>me</sup> Beauchamp.

### **Mode opératoire**

« La CLASSE, manifestement, encourage la violence. Moi je pense que lorsqu'on décode l'ensemble de ce qu'il (Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE) dit à travers toutes les tergiversations, ça semble très clair, c'est un mode opératoire qu'ils ont adopté », a lancé le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil.

Jean Charest reste ferme : « Ce n'est pas au prix de la violence qu'on acceptera de discuter. » La ministre de l'Éducation a renchéri que le gouvernement ne discutera qu'avec les représentants qui ont des mandats de discussion.

Le Devoir révélait mercredi que le mandat donné à M. Nadeau-Dubois par ses membres était non pas de négocier, mais « d'exiger » du gouvernement le gel des frais de scolarité.

[Afficher 22 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 23 commentaires \(Montréal\)](#)

## **LE SOLEIL: La FEUQ et la FECQ prêtes à reprendre les négos si la CLASSE en fait partie - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 10h55 | Mis à jour le vendredi 27 avril 2012 à 11h23**



La Presse Canadienne

**Line Beauchamp n'a pas voulu s'avancer sur l'étalement de la hausse des droits de scolarité sur six ou sept ans - plutôt que cinq - que le gouvernement envisage de proposer aux étudiants, comme le révélait Le Soleil, ce matin.**

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La FEUQ et la FECQ sont prêtes à reprendre les pourparlers vendredi après-midi si le

gouvernement accepte deux membres de la CLASSE à la table de négociations.

«La délégation de la FEUQ comprendra deux membres de la CLASSE et deux membres de la FEUQ présents à la table de discussion vendredi à 14h, a tranché la présidente de la FEUQ ce matin, avant même d'obtenir une réponse officielle de la ministre. Les enfantillages ont assez duré.»

Même si elle n'était plus représentée officiellement comme organisation à la table, la CLASSE a accepté d'intégrer deux de ses représentants à la délégation de la FEUQ pourvu qu'ils conservent leur indépendance.

«Ces gens-là vont être symboliquement invités par la FEUQ, mais dans les faits, ce qu'ils vont défendre, c'est les mandats de la CLASSE», a indiqué son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. Plus tôt ce matin, la ministre Beauchamp avait pourtant refusé la proposition de la FEUQ.

«Toutes ces propositions-là, c'est faire gagner ceux qui utilisent la violence, a-t-elle dit lors d'un

bref point de presse. Et c'est pour ça que je vous dis qu'on ne peut pas demander au gouvernement de négocier sur la base de gens qui utilisent la violence presque comme moyen de chantage.»

Line Beauchamp n'a pas voulu s'avancer sur l'étalement de la hausse des droits de scolarité sur six ou sept ans - plutôt que cinq - que le gouvernement envisage de proposer aux étudiants, comme le révélait Le Soleil, ce matin.

«Je ne veux pas commencer à négocier publiquement.»

La ministre de l'Éducation a aussi rejeté la proposition du Parti québécois de suspendre la hausse des droits de scolarité en 2012, le temps que le gouvernement et les étudiants puissent s'entendre.

«Un moratoire, a-t-elle dit, ce n'est pas une option.»

La ministre Beauchamp a indiqué que son cabinet était toujours en contact avec les fédérations

étudiantes qui n'ont pas été exclues des négociations.

«On a encore des éléments à proposer aux trois associations, la FEUQ, la FECQ et la TaCEQ autour de la table», a-t-elle dit.

### **Expulsion mercredi de la CLASSE**

Mercredi, les négociations entre le gouvernement et les étudiants ont déraillé avant la fin de la trêve de 48 heures qui devait permettre de dénouer la crise qui secoue le Québec depuis 11 semaines autour de la hausse des droits de scolarité.

La ministre de l'Éducation a annoncé en début d'après-midi qu'elle expulsait la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de la table de négociations.

Mme Beauchamp a jugé que la CLASSE s'était «exclue d'elle-même» en annonçant sur son site

internet une manifestation qui a donné lieu à du vandalisme, mardi soir, au centre-ville de Montréal, et en ayant continué de promouvoir des actions du même type sur le site.

Par solidarité avec la CLASSE, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), la fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Table de concertation étudiante (TaCEQ) ont décidé de suspendre les négociations.

Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a assuré mercredi que la CLASSE n'a pas organisé la manifestation de mardi soir à Montréal. Quant au site internet, il s'agit d'une plate-forme de diffusion ouverte où diverses manifestations peuvent être annoncées sans que la CLASSE n'en soit à l'origine.

Malgré son statut de leader étudiant, le porte-parole a répété qu'il n'avait pas le mandat de

dénoncer ou d'apaiser les manifestants derrière les «gestes de perturbations économiques et sociales» que la ministre Beauchamp accuse la CLASSE de promouvoir.

Après 40 heures de négociations, les porte-parole des quatre associations étudiantes nationales ont indiqué que le gouvernement avait fait plusieurs propositions «périphériques», notamment sur l'aide financière aux études, mais était resté fermé sur la question de la hausse des droits de scolarité.

«Pire que ça, le négociateur du gouvernement n'avait aucun mandat pour négocier la hausse des frais de scolarité», dit Simon Gosselin, le secrétaire général de la TaCEQ, qui participait lui-même aux négociations.

## **LA PRESSE: Québec rejette la proposition de la FEUQ - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 10h32 | Mis à jour le jeudi 26 avril 2012 à 15h35**

Tommy Chouinard et Pierre-André Normandin, La Presse

(Québec) Le gouvernement Charest rejette la condition des fédérations étudiantes pour reprendre les pourparlers.

Il refuse que la FEUQ se présente avec deux représentants de la CLASSE au sein de son comité de négociation. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ne veut voir à la table que des représentants de la FEUQ, de la FECQ et de la Table de concertation étudiante, «et pas des gens d'autres associations», a expliqué son attachée de presse, Hélène Sauvageau.

L'impasse persiste donc dans le conflit entre Québec et les étudiants, au lendemain de l'exclusion de la CLASSE de la table de discussion.

En avant-midi, la FEUQ a décidé de céder à la CLASSE deux places au sein de son comité de négociation. «On démontre une unité et une solidarité exemplaires. Le gouvernement devrait en prendre acte», a lancé sa présidente Martine Desjardins. «On désire reprendre les négociations avec le gouvernement pour régler la crise qui nous oppose, mais pas à n'importe quelle condition», a renchéri son collègue de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. «Pour orchestrer une sortie de crise intelligente, il faut que toutes les associations étudiantes soient présentes (...) et fassent partie de la solution.»

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a accepté la proposition de la FEUQ. «Si le gouvernement Charest refuse de nous accueillir, il devra justifier devant la population ce refus de régler la crise», a-t-il lancé.

Selon lui, «il y a un bloc uni des associations qui demandent à Mme Beauchamp de parler principalement de la hausse des droits de scolarité».

En cas de refus du gouvernement de les rencontrer avec deux membres de la CLASSE, la FEUQ et la FECQ évoquaient la possibilité de créer une «table virtuelle» où chaque partie échangerait des propositions.

Avant les deux conférences de presse des associations, Line Beauchamp espérait que la FEUQ et la FECQ larguent la CLASSE. «Je suis sûre qu'elles ont un sens des responsabilités et qu'elles ne veulent pas être prises en otage par une autre association, la CLASSE, qui utilise l'intimidation et la violence.», disait-elle.

Questionné sur la condition de la FEUQ, M. Charest déclarait que «ce n'est pas au prix de la violence et de l'intimidation qu'on accepte de négocier». Il a ajouté: «Nous voulons un dialogue qui est fait dans le respect, ça a toujours été une condition minimale pour que nous puissions se parler. C'est incontournable. On va continuer comme nous l'avons fait avec ouverture à travailler avec ceux qui veulent travailler avec nous sur la base des mêmes valeurs».

Jean Charest se défend d'avoir jeté de l'huile sur le feu en excluant la CLASSE, surtout qu'une manifestation avait lieu mercredi soir. Dire que le gouvernement «en assumant ses responsabilités démocratiques, qui sont légitimes, auraient légitimité des actions, c'est faux», a-t-il répondu. Il ne faut pas «déresponsabiliser ceux qui posent des gestes de violence».

Selon Line Beauchamp, le gouvernement «a encore des propositions à faire aux associations».

L'idée de reporter la hausse d'une année est écartée. «Ce serait faire gagner ceux qui utilisent la violence», a dit Mme Beauchamp. Et «le moratoire n'est pas une option».

Mais comme lundi, elle laisse la porte ouverte à l'idée d'étaler la hausse des droits de scolarité sur plus de cinq ans - six ou sept par exemple. «Je ne vais pas commencer à discuter cet élément sur la place publique», a-t-elle affirmé.

Pour les associations étudiantes, toute solution doit toucher aux droits de scolarité. Elles réclament un gel.

La Presse a révélé ce matin qu'au cours des 40 heures de discussion, Québec a offert 35 millions pour bonifier les prêts et, surtout, les bourses. Il

a proposé d'augmenter de 35 000 \$ à 45 000 \$ le revenu parental maximal permettant à un étudiant de toucher toutes les bourses et tous les prêts offerts par le régime d'aide financière aux études.

Cette mesure affecterait directement le montant des bourses, alors que la bonification du régime annoncée par Québec le 5 avril, de 21 millions \$, ne faisait qu'augmenter le niveau des prêts. Un étudiant n'ayant aucun revenu dont les parents gagnent 45 000\$ par année pourrait toucher jusqu'à 1900\$ de plus en bourses.

Selon une source qui était à la table de négociation, cette mesure coûte entre 35 et 40 millions de dollars. Québec suggérerait de réduire du même montant le crédit d'impôt applicable aux droits de scolarité.

De son côté, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, estime que la CLASSE «encourage la violence». Gabriel Nadeau-Dubois a nié avoir appelé à la violence. Martine Desjardins reproche au gouvernement de lancer une «vendetta personnelle» contre le porte-parole de la CLASSE. «C'est un cirque. Ça a assez duré. Ce n'est pas une personne qui peut porter sur son dos toute la violence et les actions faites au cours de derniers jours.» Selon elle, «le fait de voir des manifestations dégénérées est lié directement au fait que la ministre a tardé à appeler les gens à la table de discussion».

### **Les manifestations s'enchaînent à Montréal**

Face à cette impasse, une autre manifestation intitulée «Holy Shit manif nocturne prise 3» est prévue ce soir à 20h30 au parc Émilie-Gamelin, à Montréal.

Le maire de Montréal Gérald Tremblay dit craindre que les débordements lors des manifestations étudiantes n'aboutissent à un incident tragique.

«Pourquoi attendre une tragédie pour trouver une solution,» demande-t-il.

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Charest réitère l'invitation au dialogue avec la FECQ et la FEUQ - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 10H25 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 10H39**



Photo Joël Lemay / Agence QMI  
Jean Charest

Agence QMI

**Québec entrera en contact avec les représentants des fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ), jeudi, en vue de reprendre les pourparlers visant à résoudre le conflit étudiant.**

C'est ce qu'a affirmé le premier ministre Jean Charest, en matinée jeudi, lors d'un bref point de presse. « Nos représentants [à la table de négociations] ont le mandat d'entrer en contact avec les représentants de la FECQ et de la FEUQ », a-t-il mentionné.

Les deux associations ont annoncé mercredi que les négociations étaient rompues avec le gouvernement, quelques minutes après que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, eut exclu la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) des négociations.

Line Beauchamp a également réitéré jeudi qu'elle est prête à reprendre les discussions avec les trois associations étudiantes toujours admises à la table de négociations, soit la FECQ, la FEUQ et la Table de concertation étudiante du Québec

(TACEQ), confirmant du même souffle que la CLASSE demeure exclue.

« On a encore des éléments à proposer, à présenter aux étudiants », a-t-elle dit.

Elle refuse par ailleurs que la FEUQ cède deux de ses places à la table de négociations à des représentants de la CLASSE, comme l'a proposé mercredi Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ.

« Sincèrement, toutes ces propositions-là, c'est faire gagner ceux qui utilisent la violence », a soutenu Mme Beauchamp.

La ministre est catégorique : le gouvernement ne reculera pas sur la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, un sujet qu'elle refuse d'aborder dans le cadre des discussions avec les étudiants. « Le bon sujet, c'est l'accessibilité aux études », a-t-elle dit.

**Les fédérations de professeurs critiquent Line Beauchamp**

Trois fédérations représentant des professeurs de cégep et d'université ont dénoncé l'attitude de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp concernant le conflit lié aux droits de scolarité.

« La ministre a d'abord favorisé une détérioration importante du climat social, en attendant plus de deux mois pour rencontrer les représentantes des associations étudiantes », ont affirmé par communiqué Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU).

« À l'heure où un geste concret du gouvernement pouvait encore calmer le jeu et minimiser les dégâts, il est irresponsable de la part de la ministre de suspendre la négociation sous de faux prétextes », ont-ils ajouté.

Line Beauchamp a décidé de rompre les négociations mercredi parce que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) avait annoncé une manifestation sur un babillard de son site web, malgré la trêve décrétée à ce sujet durant les pourparlers. La CLASSE avait toutefois indiqué qu'elle se dissociait de cette manifestation qu'elle n'avait pas organisée.

Ces trois fédérations demandent donc au gouvernement de reprendre les discussions avec les étudiants, dont l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Ce qui est intolérable, c'est de ne sentir du côté du gouvernement aucune volonté politique réelle de trouver une solution », ont-elles affirmé.

En raison du conflit qui perdure depuis plus de 10 semaines, « le premier ministre doit faire preuve de leadership et mettre son orgueil de côté », selon les fédérations

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Reprise des pourparlers ? - Publié le: jeudi 26 avril 2012, 10H22**



photo d'archives  
Le Parti libéral de Jean Charest est davantage associé à la corruption que le Parti québécois de Pauline Marois.

**QUÉBEC | Québec entrera en contact avec les représentants des fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ), jeudi, en vue de reprendre les pourparlers visant à résoudre le conflit étudiant.**

C'est ce qu'a affirmé le premier ministre Jean Charest, en matinée jeudi, lors d'un bref point de presse. « Nos représentants [à la table de négociations] ont le mandat d'entrer en contact avec les représentants de la FECQ et de la FEUQ », a-t-il mentionné.

Les deux associations ont annoncé mercredi que les négociations étaient rompues avec le gouvernement, quelques minutes après que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, eut exclu la Coalition large de l'Association pour une solidarité

syndicale étudiante (CLASSE) des négociations.

Line Beauchamp est prête à reprendre les discussions avec les deux fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ), a martelé le premier ministre, confirmant que la CLASSE demeure toutefois exclue de la table de négociations.

Jean Charest a par ailleurs vivement condamné les actes de violence et de vandalisme commis mercredi soir à Montréal, lors d'une manifestation qui a réuni plusieurs milliers de protestataires et qui s'est terminée par l'arrestation de 85 personnes.

**TVANOUVELLES: Québec refuse la présence des représentants de la CLASSE: Le conflit étudiant dans l'impasse - Première publication jeudi 26 avril 2012 à 10h01 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 18h22**

Agence QMI

Le conflit étudiant risque de s'enliser alors que Québec rejette la proposition de la FEUQ et refuse que des représentants de la CLASSE se joignent à la table de négociations.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne pourra donc pas céder deux de ses places à la table de négociations à des représentants de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), comme l'a proposé mercredi Martine Desjardins, présidente de la Fédération.

«Ce n'est pas en marginalisant des individus ou des organisations qu'on va régler la crise actuelle, au contraire», déplore M. Nadeau-Dubois. Avant ce refus de la part du gouvernement, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la FEUQ avaient déclaré vouloir demeurer solidaires de leurs collègues de la CLASSE. La FEUQ avait proposé à la ministre de l'Éducation de reprendre les négociations dès 14h vendredi, en présence des deux représentants de la CLASSE.

«Nous choisirons notre délégation et nous annonçons que la délégation de la FEUQ comprendra deux membres de la CLASSE», avait déclaré la présidente Martine Desjardins, accompagnée

du président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, avant d'essayer le refus de Québec.

**«Vendetta» contre Gabriel Nadeau-Dubois**

Mme Desjardins estime maintenant que «le gouvernement du Québec est en vendetta personnelle contre le porte-parole de la CLASSE, M. Gabriel Nadeau-Dubois. On considère que ceci a assez duré».

Le principal concerné en rajoute. «Ce n'est pas en marginalisant des individus ou des organisations qu'on va régler la crise actuelle, au contraire», déplore M. Nadeau-Dubois, qui croit que le premier ministre aura éventuellement à se justifier de «refuser tout simplement de régler la crise».

**Main tendue à la FECQ et à la FEUQ**

Plus tôt jeudi, le gouvernement avait invité les représentants des fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec, jeudi, à reprendre les pourparlers visant à résoudre le conflit étudiant.

«Nos représentants [à la table de négociations] ont le mandat d'entrer en contact avec les représentants de la FECQ et de la FEUQ», avait mentionné Jean Charest lors d'un point de presse en matinée.

Les deux associations ont annoncé la veille que [les négociations étaient rompues](#) avec le gouvernement, quelques minutes après que la ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**, eut exclu la CLASSE des négociations à cause d'une [manifestation associée à cette organisation et qui a tourné au vinaigre](#), mardi.

**Le PQ pour une suspension de la hausse**

Pendant ce temps, le Parti québécois propose que le gouvernement suspende la hausse pour l'année 2012 afin de permettre «un retour au calme et au dialogue».

«Il y a dans la rue du grabuge, et avec son autorité de premier ministre du Québec, il doit amener à la paix, il doit amener à négocier, il doit suspendre cette hausse», a lancé la députée Marie Malavoy, en parlant de Jean Charest.

Faute de quoi, ajoute la chef Pauline Marois, «on devra conclure qu'il a souhaité cette crise, qu'il l'a préméditée, qu'il l'a nourrie à des fins partisans».

Ces déclarations surviennent au lendemain d'une importante manifestation qui s'est tenue mercredi soir et au cours de laquelle [85 personnes ont été arrêtées](#) par les forces de l'ordre.

**LE QUOTIDIEN: »Les manifestations, c'est tannant» - Jean Tremblay, maire de Saguenay - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 07h50**



Photo Rocket Lavoie

Jean Tremblay était de passage au Cercle de presse du Saguenay, hier.

Patricia Rainville, Le Quotidien

(CHICOUTIMI) «Si c'était moi qui décidais, j'éti-rerais la hausse des frais de scolarité sur beau-coup plus d'années que cinq ans.» Le maire de Saguenay, Jean Tremblay, ne prend pas position sur l'actuel conflit qui oppose le gouvernement du Québec et les étudiants. Il affirme toutefois que les moyens de pression sont «un peu tan-nants».

«C'est évident que les manifestations, c'est tan-nant. Ce que je déplore le plus, c'est que je ne

suis pas certain que les gens dans la rue sont tous des étudiants. Moi, ceux avec des mou-choirs dans la face, je crois que ce ne sont pas des étudiants, sinon, pourquoi est-ce qu'ils se cacheraient?», souligne le maire de Saguenay.

«Casser des vitres et virer des autos à l'envers, ce n'est pas du tout la vision que j'ai de nos jeunes», a ajouté Jean Tremblay.

Par ailleurs, Jean Tremblay assure que la ville ne déboursa pas un sou de plus à la Sécurité pu-blique de Saguenay à cause des manifestations étudiantes. «Les policiers ont un budget qu'ils doivent respecter. Je ne leur donnerai pas plus d'argent pour ça. Ils n'ont qu'à s'arranger et c'est certain qu'ils ne viendront pas me voir pour ça, car ils me connaissent», a indiqué Jean Tremblay.

#### Novelis et RTA

Par ailleurs, le maire de Saguenay a été interro-gé sur la fermeture subite de l'usine Novelis de Jonquière, ainsi que sur le conflit chez Rio Tinto Alcan d'Alma, hier matin, par les membres du Cercle de presse du Saguenay.

«Pour ce qui est de Novelis, nous ne sommes pas à l'abri des phénomènes internationaux. On ne peut pas tout prévoir. Mais il ne faut pas fermer la lumière trop vite, les employés sont optimistes

et très qualifiés», souligne Jean Tremblay. Celui-ci a d'ailleurs confirmé l'information du Progrès-Dimanche, à propos de la nomination d'Yvon D'Anjou sur le comité de suivi de la fermeture de Novelis.

Pour ce qui est de RTA, le maire de Saguenay assure qu'il se tient toujours à l'affût du dossier. «Nous continuons de travailler afin que les deux parties retournent à la table des négociations. Présentement, nous avons des discussions avec des gens susceptibles de nous aider», note M. Tremblay, sans en dire davantage sur ces per-sonnes.

#### Corruption

Jean Trembalay a également été interrogé sur les récentes arrestations de l'Unité permanente anticollusion, notamment celle du maire de Mas-couche.

«Il y a toujours une bête noire quelque part. Que ce soit dans les municipalités, chez les journa-listes, les avocats, partout. Il y a 50 municipal-ités dans la région, on n'entend pas parler de grand-chose. Je n'ai même jamais eu le plaisir de refuser une enveloppe brune», a indiqué le maire de Saguenay.

### LA PRESSE: La CLASSE perd-elle le contrôle de ses membres? - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 07h11



Photo Le Soleil

Gabriel Dubois-Nadeau

Pascale Breton, La Presse

La Coalition large de l'Association pour une soli-darité syndicale étudiante (CLASSE) a de plus en plus de mal à contenir son aile radicale.

Lors du dernier congrès, les membres ont débat-tu pendant des heures avant d'adopter une réso-lution condamnant la violence «qui menace l'intégrité physique des personnes».

Mercredi, la CLASSE s'est exclue de la table de discussion parce que des manifestations ont donné lieu à du saccage et à des actes de vanda-lisme, a indiqué la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Ces manifestations sont souvent organisées par des associations étudiantes membres de la CLASSE et non par l'organisation elle-même. Mais elle les place bien en vue dans le calendrier des événements affiché sur son site internet.

Dans l'annonce de la manifestation qui a dégéné-ré mardi soir, on lisait clairement que les mani-festants étaient outrés qu'on leur demande de reporter leur action alors qu'ils n'avaient jamais été consultés «sur le respect ou non d'une trêve

ridicule». Sur Twitter, certains ont également blâmé le comité média de la CLASSE.

Le co-porte-parole, Gabriel Dubois-Nadeau, ré-pète que la CLASSE se dissocie de ces événe-ments. Il refuse toutefois de lancer un appel au calme.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a pris la défense de la CLASSE en déclarant «qu'on ne peut pas tenir responsable la CLASSE de tous les agisse-ments des gens qui sont membres de leur orga-nisation. Ça devient parfois difficile, voire impos-sible, de garder le contrôle sur l'ensemble des groupuscules étudiants».

### LA PRESSE: Négociations: ce qui est resté sur la table - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 06h55



La Presse Canadienne

Gabriel Nadeau-Dubois a réagi en point de presse à l'exclusion de la CLASSE des discussions avec le gouvernement.

Tommy Chouinard et Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Environ 35 millions de dollars pour bonifier les prêts et, surtout, les bourses, mais aucun com-promis sur la hausse des droits de scolarité: voilà ce qu'offrait le gouvernement Charest aux négo-

ciateurs étudiants avant que les pourparlers ne soient interrompus, a appris La Presse.

Au cours des quelque 40 heures qu'ont duré les négociations, Québec a proposé de faire passer de 35 000\$ à 45 000\$ le revenu parental maxi-mal permettant à un étudiant de toucher toutes les bourses et tous les prêts offerts par le régime d'aide financière aux études.

Cette mesure affecterait directement le montant des bourses, tandis que la bonification du régime annoncée par Québec le 5 avril de 21 millions ne faisait qu'augmenter le niveau des prêts.

Un étudiant n'ayant aucun revenu et dont les parents gagnent 45 000\$ par année pourrait donc toucher jusqu'à 1900\$ de plus en bourses.

Selon une source qui était à la table des négocia-tions, cette mesure coûte entre 35 et 40 millions de dollars par année. Québec suggérait de ré-duire du même montant le crédit d'impôt appli-cable aux droits de scolarité.

L'augmentation à 45 000\$ du seuil du revenu parental est une demande de longue date des fédérations étudiantes.

Lors des négociations, les représentants du gou-vernement ont à peine abordé la question des

droits de scolarité. Ils n'ont pas ouvert la porte à un étalement sur une plus longue période de la hausse annoncée sur cinq ans.

«Les discussions avec le gouvernement sont longues et pénibles. Nous sommes isolés dans des bureaux, entourés de gardesde sécurité, sans internet », a écrit Philippe Lapointe, l'un des représentants de la CLASSE, dans une mise à jour envoyée à son association avant qu'elle ne soit exclue de la table des négociations.

Quelques heures plus tard, dans une lettre plus longue envoyée à son association, le comité de négociation de la CLASSE reproche au gouver-nement de n'avoir jamais eu l'intention d'aborder le sujet de la hausse des droits de scolarité.

«L'offre du gouvernement ne faisait aucune men-tion de la question des droits de scolarité. Cette proposition a été unanimement dénoncée etreje-tée par toutes les associations présentes », in-dique le comité. «Nous avons appris par la suite que le comité de négociation du gouvernement n'avait pas de mandat pour discuter de droits de scolarité avec nous.»

### LE SOLEIL: Droits de scolarité: Québec prêt à faire un pas - Publié le 26 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le 26 avril 2012 à 09h25



Des étudiants ont clairement fait connaître leur mécontentement à la ministre Line Beauchamp, hier soir à Montréal.

Jean-Marc Salvét, Le Soleil

(Québec) Le gouvernement de Jean Charest serait prêt à faire un pas: à étaler la hausse des droits de scolarité sur six ou sept ans plutôt que cinq, a appris *Le Soleil*. Mais pas question pour lui de reculer sur l'augmentation de 1625\$ qui a été votée.

Québec serait disposé à se montrer un peu plus «ouvert» dans le conflit qui l'oppose aux associations étudiantes, mais sans céder sur le fond. Il marche sur un fil.

Comme des bruits de couloir le voulaient, l'étalement de la hausse dans le temps est la carte secrète qu'il se garde dans la manche, selon des informations fiables du *Soleil*.

D'après ce qui a été décidé jusqu'ici, cet étalement est l'élément majeur que le gouvernement pourrait encore présenter à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) si elles revenaient discuter avec lui. En plus de la création

d'un mécanisme de surveillance de la «gouvernance universitaire» et de retouches qui pourraient encore être apportées au système de prêts et bourses.

Et si la FECQ et la FEUQ ne revenaient pas à la table de discussions? a-t-on demandé à cet interlocuteur de haut rang. La réponse est plus floue. Une hypothèse est évoquée: le gouvernement pourrait décider de s'en remettre à la population en rendant publiques ses offres.

En raison de sa durée, ce conflit crispe les partis politiques à l'Assemblée nationale. Elle les met à cran. Surtout avec cette possibilité d'élections générales que plusieurs imaginent en filigrane.

Pour la FECQ et la FEUQ, il est clair que le gouvernement de Jean Charest veut «se servir de cette crise» pour ouvrir la voie à une campagne électorale.

Hier, la chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, a proposé au gouvernement de suspendre l'application de la hausse en 2012 - au trimestre débutant en septembre, donc. Une proposition aussitôt assimilée à une capitulation par le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

Sa proposition a aussi été critiquée par Québec solidaire, qui martèle, à l'instar de Jean Charest, que le PQ n'a jamais eu de position claire sur le fond du dossier.

«La tension est palpable et entraîne des gestes incontrôlés, a déploré Pauline Marois. Actuellement, cette situation fait partie intégrante de la stratégie de Jean Charest, qui cherche à diviser le mouvement étudiant et à se servir d'eux pour des visées partisanes.»

François Legault donne raison à la ministre Line Beauchamp, qui a expulsé la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Ce groupe d'étudiants «a démontré sa mauvaise foi», a-t-il insisté.

La FECQ et la FEUQ «porteront l'odieux» d'un éventuel échec si elles ne retournent pas à la table de discussions, a encore soutenu le chef de la Coalition avenir Québec.

Pour Amir Khadir, de Québec solidaire, l'expulsion de la CLASSE est, au contraire, un «geste irresponsable». Il estime que les «actions pacifiques» dont se réclame la CLASSE ne signifient pas qu'il faut «tout faire pour ne déranger personne».

## LE DEVOIR: Fin de trêve, à qui la faute? – Jeudi 26 avril 2012, à 02h53

Le Devoir

Malgré ce que pense la ministre de l'Éducation, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'est pas responsable des actes de violence et de vandalisme commis ces derniers jours, ont clamé hier les porte-parole de l'organisation.

Et ceux-ci n'ont pas le mandat d'appeler au calme. « Moi ma responsabilité est envers les 100 000 membres de la CLASSE et la position, que ces membres m'ont donnée au congrès en fin de semaine, est claire : c'est de condamner la violence physique à l'égard des individus. Je n'ai pas le pouvoir d'appeler au calme et je ne le ferai pas. Ce n'est pas mon rôle », a déclaré hier Gabriel Nadeau-Dubois, l'un des porte-parole de la CLASSE, marotte qu'il a souvent répétée aux médias ces derniers jours.

### Vos réactions (6)

- RobertB – Inscrit, 26 avril 2012 06 h 56  
QUI EST LE CHEF?  
M.Nadeau-Dubois veut jouer au chef, futur politicien qu'il est et qui fait ses classes actuellement. Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'un chef est responsable de toutes les actions de ses troupes. S'il ne l'est pas, c'est qu'il n'est pas le chef. Une belle et grande gueule ne fait pas de vous un chef.
- Maxime Kitza Joly – Inscrit, 26 avril 2012 08 h 44  
Un porte-parole n'est pas un chef.  
La CLASSE est un regroupement étudiant, pas un parti politique. Ce ne sont pas des «troupes» qui partent en guerre mais des citoyens qui défendent leurs intérêts.  
Le maire d'une ville n'est pas responsable des actes de ses résidents? Ce sont des représentants, pas des dirigeants.
- NL – Inscrit, 26 avril 2012 12 h 43  
@ Maxime Kitza Joly  
La question dépasse le simple jeu de mots. Ce qui importe davantage, ce sont les ac-

tions qui sont réellement posées et les conséquences qui en découlent. Car, le fait d'être porte-parole n'empêche en rien d'être « leader ».

Et c'est de son « leadership » dont il est question, car ce sont les « leaders » qui, en termes exprès ou de manière implicite, poussent autrui à commettre des actions.

jmitch – Inscrit, 26 avril 2012 15 h 25 @NL

Vous n'avez rien compris. Se n'est pas un leader, c'est un porte-parole. Un leader prend des décisions pour un groupe, Nadeau ne prend aucune décision. Il ne fait que dire se que les membres de la classe lui demande de dire. Le principe est pourtant simple à comprendre. Si sa serait possible se serait tous les membres de la classe qui parlerait et dirait la même chose pendant un interview. Prenez le petit Robert et lisez les définition de chef et porte-parole. Vous verrez que c'est totalement différent.

NL – Inscrit, 26 avril 2012 17 h 48 @ jmitch

Le site Web de la CLASSE est alimenté par des bénévoles qui scrutent les réseaux sociaux et y inscrivent les différents événements qui ont lieu, que ce soit des pique-niques en rouge ou des manifestations, a expliqué l'une des porte-parole, Jeanne Reynolds. « C'est fait sans discrimination. C'est vraiment juste un horaire », a-t-elle dit. La manifestation de mardi aurait été organisée par la frange la plus à gauche du mouvement, qui est contre l'idée de « négocier » avec les membres du gouvernement. M. Nadeau-Dubois a par ailleurs pris les devants hier et précisé que la manifestation qui avait lieu en soirée à Montréal n'était pas une manifestation organisée par la CLASSE, bien qu'elle ait été annoncée sur son site. L'invitation à l'« ostie de grosse manif » circule d'ailleurs sur plein de site Internet et de blogues ayant des calendriers des événements, dont celui de Profs contre la hausse.

Pas besoin d'être chef pour exercer une influence dominante sur autrui. Car, une personne peut, de sa propre volonté, devenir « leader » par sa visibilité médiatique et les paroles qu'elle prononce en public.

Martin Parenteau – Inscrit, 26 avril 2012 17 h 12

La CLASSE et le vandalisme

La CLASSE doit assumer sa part de responsabilité. Le fait que GND ne soit qu'un porte-parole n'y change rien. Les membres de la CLASSE ont choisi de ne pas inclure le vandalisme dans les types d'actions qu'ils réprouvent. Lorsqu'il est questionné sur le sujet, GND répète la cassette de la CLASSE sans répondre à la question : que pense la CLASSE, et ses membres, du vandalisme? En s'en lavant les mains depuis le début, la CLASSE n'est pas très crédible quand elle prétend ensuite se dissocier des actes de vandalisme qui se produisent lors de manifestations organisées par certains de ses membres.

## LE DEVOIR: 40 heures, deux offres, deux refus: Les négociateurs n'avaient pas le mandat de discuter hausse des droits de scolarité – Jeudi 26 avril 2012

Le Devoir

Durant les quelque 40 heures de discussions entre les quatre associations étudiantes et les négociateurs du gouvernement, deux offres ont été mises sur la table et refusées sur-le-champ, a appris Le Devoir. Il s'agissait d'abord d'une autre bonification de l'aide financière aux études ; et ensuite, d'une commission (temporaire) qui aurait suggéré des recommandations à la ministre en matière de gestion des universités. La douzaine de représentants d'association ont expliqué qu'ils souhaitent parler de la hausse des droits de scolarité. Ils se sont fait répondre par les négociateurs du gouvernement que ceux-ci n'avaient aucun mandat pour aborder ce sujet.

#### Vos réactions (6)

- Sylvain Auclair – Abonné, 26 avril 2012 07 h 53  
Quatre associations?  
Je connais la CLASSÉ, la FECQ et la FEUQ...  
Laquelle est la quatrième?
- Marc-Antoine Trudel – Inscrit, 26 avril 2012 09 h 33  
@ Sylvain Auclair  
La quatrième association se nomme la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ).
- PORT – Inscrit, 26 avril 2012 13 h 11  
Aux dires de la FEUQ...  
La ministre aurait été à la table seulement 1 heure sur 40.  
C'est pas très responsable de sa part de déléguer son rôle à des sous-fifs qui n'ont aucun pouvoir décisionnel et qui tentent seulement de faire avaler aux étudiant ce qui a déjà été décidé.  
C'est pas une négociation ça!!!

- marc.collin – Inscrit, 26 avril 2012 15 h 42  
faire du saccage ce n'est pas de la négociation, non plus.
- Pier-Luc Theberge – Abonné, 27 avril 2012 00 h 06  
Prouvez-moi hors de tout doute que ce sont des étudiants qui ont brisé les vitres, SVP.
- Denise Trencia – Inscrite, 26 avril 2012 16 h 48  
Quoi faire? Une élection!  
Il fallait s'y attendre... Le gouvernement ne veut pas plier sur la hausse des droits de scolarité et les associations étudiantes veulent débattre du gel des frais, voire de la gratuité.  
Comment en 48 heures pouvait-on s'entendre à une entente qui, de part et d'autre, a été rompue ?  
Le gouvernement est-il prêt à mettre son pouvoir en jeu? Il le devrait. Le gouvernement tient à cette hausse des frais de scolarité? Les associations étudiantes ne veulent

rien savoir d'une bonification du système des prêts et bourses? Bon!  
Allons en élection sur ce sujet.  
Ce serait peut-être le seul moyen pour dénouer l'impasse. Un conflit qui part de la hausse des frais de scolarité et qui déborde de partout, ça va du gaz de schiste au plan nord jusqu'à la corruption... Bref, c'est le gouvernement libéral qui est en jeu ici.  
Je passe le fait du faible pourcentage de vote des étudiants lors des assemblées, gelées par un noyau dur qui ne veut rien savoir. Les étudiants contre la grève sont en otage. Vous direz qu'ils n'avaient qu'à se présenter et je vous répondrai que vous avez raison. Surtout que, dans ce cas-ci, ils n'avaient qu'à choisir «pour» ou «contre» la grève, ce qui n'est pas notre cas quand nous allons voter... Toutefois j'espère que les étudiants iront voter lorsqu'il y aura une prochaine élection.  
Est-il trop tard?

### LE DEVOIR: Crise étudiante: le feu aux poudres: Beauchamp reproche aux étudiants d'avoir choisi la perturbation, une excuse, répondent les étudiants – Jeudi 26 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

La manifestation d'hier soir a débuté pacifiquement.

Antoine Robitaille

Québec – L'annonce par Line Beauchamp de l'«auto-exclusion» de la CLASSE des pourparlers entre le gouvernement et les associations étudiantes a eu l'effet d'une bombe hier dans une crise déjà aiguë.

Les représentants étudiants ont tout de suite vertement dénoncé le geste de la ministre de l'Éducation, annonçant la suspension des négociations, soutenant qu'elle « jetait de l'huile sur le feu » et même qu'elle devait être remplacée.

Se disant « extrêmement déçu », Léo Bureau-Blouin, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a accusé la ministre de « court-circuiter » le processus de négociation avant même l'expiration du délai de 48 heures pourtant fixé par elle.

La FECQ et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont rejeté l'offre de la ministre de poursuivre les pourparlers en l'absence de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), exercice auquel quatre de ses membres prenaient part depuis lundi après-midi. Au contraire, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a offert à la CLASSE deux des quatre places que son organisation occupait à la table des négociations. Offre que la CLASSE a acceptée. Le cabinet de la ministre Beauchamp a refusé de commenter cette décision en début de soirée hier. Mais déjà en début de semaine, Line Beauchamp

avait précisé qu'elle s'attendait, à la table, que les représentants de la FEUQ « parlent pour la FEUQ » et non une autre association.

En début d'après-midi, la ministre a fait valoir que la CLASSE s'était « exclue elle-même de la table de discussion » puisque celle-ci avait annoncé sur son site Web une manifestation pour mardi soir, laquelle fut déclarée illégale et fut ponctuée par « des gestes graves de vandalisme, de violence ». Cette annonce sur bloquonslahausse.com, a expliqué Mme Beauchamp, consistait en une rupture de la trêve présentée lundi par elle comme condition préalable à tout pourparler. La ministre a souligné que d'autres manifestations étaient annoncées sur le site de la CLASSE « sur un ton provocateur ». Elle a déploré les mots « qu'on pourrait mettre dans la catégorie des blasphèmes et vous ne m'entendez pas les dire dans un micro avec mon statut de députée ». La ministre faisait référence au titre de celle prévue aujourd'hui à 20 h 30 et intitulée « osti de grosse manif de soir pour la fin de la trêve ». Une paraphrase du célèbre Osstidcho, a opiné plus tard Martine Desjardins de la FEUQ.

S'en prenant à la CLASSE, la ministre a déclaré : « On ne peut plus jouer sur les mots, on ne peut plus utiliser l'ambiguïté pour échapper à ses responsabilités. On ne peut pas dire qu'on se dissocie d'un événement et en faire la promotion en même temps sur son site Internet. »

En conférence de presse par la suite, le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a répliqué à la ministre en expliquant que la manifestation dont le titre l'a fâchée n'avait pas été organisée par la CLASSE. Selon lui, le site Internet de la CLASSE contient un calendrier proposant une « diffusion ouverte ». Ainsi, pour M. Nadeau-Dubois, la ministre s'est trouvé l'« excuse » qu'elle cherchait pour exclure la CLASSE.

Line Beauchamp a aussi reproché à la CLASSE de tenter d'élargir le conflit en embrassant « de soi-disant causes » dépassant la question de l'éducation, des droits des étudiants, du financement des universités ou des droits de scolarité. M. Nadeau-Dubois a répondu que la hausse des droits de scolarité était un « enjeu social fondamental » qui ne peut être coupé du reste. Quant au vandalisme de mardi soir et les bombes fumigènes lancées hier dans un centre commercial, le porte-parole de la CLASSE a qualifié ces gestes d'« éléments périphériques » au débat auxquels la ministre « s'attarde » excessivement.

Haussant le ton, Léo Bureau-Blouin a soutenu que la ministre avait sombré hier dans l'« infantilisme » et les « petits jeux sémantiques ». « On n'est pas dans une classe », a clamé Martine Desjardins, et la ministre devrait « arrêter de jouer les maîtresses d'école » qui « distribue les punitions ».

Quant à la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ, un regroupement d'étudiants de l'Université Laval, de McGill et d'une partie de l'Université de Sherbrooke), son président, Simon Gosselin, a réclamé hier de retourner à la table de discussions avec le gouvernement, mais « seulement si les autres associations y retournent ».

## Réactions politiques

La chef péquiste, Pauline Marois, a dénoncé pour sa part hier le caractère « boqué » [entêté] de Jean Charest qui s'est à son sens « traîné les pieds » dans ce dossier. À ses yeux, le premier ministre « l'a provoquée, la crise », car devait savoir qu'il y aurait une « opposition importante ». « Au lieu de prendre le taureau par les cornes dès le départ, il a laissé dégénérer la situation. » Elle a réclamé la suspension de la hausse des droits de scolarité pour l'année 2012.

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a déploré la lenteur du gouvernement à réagir à la crise hier, mais l'a au final appuyé

dans sa décision d'exclure la CLASSE. « Il revient maintenant à la FECQ et à la FEUQ d'agir de façon responsable et de poursuivre les négociations sans la CLASSE », a soutenu M. Legault.

Le porte-parole de Québec solidaire Amir Khadir a qualifié l'exclusion de la CLASSE de « geste irresponsable ». Il a salué les étudiants qu'il a qualifiés d'« admirables [...] de sagesse et de clairvoyance de ne pas avoir été dupes et d'être tombés dans ce piège ».

Correspondant parlementaire à Québec

## [Vos réactions \(82\)](#)

## **TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Violence dans les manifestations: Une stratégie de la CLASSE, selon le ministre Dutil / Dutil appelle au calme - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 21h38 - Mise à jour : jeudi 26 avril 2012 à 11h01 / Publié le: mercredi 25 avril 2012, 23H59 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 24H01**

Geneviève Lajoie

**La CLASSE utilise la violence à des fins stratégiques contre le gouvernement, dénonce le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil.**

« Actuellement, on fait de la violence pour forcer la négociation; c'est ça, la stratégie de la CLASSE, qu'ils n'avouent pas », a déclaré M. Dutil, à sa sortie du Conseil des ministres mercredi. Les négociations entre le gouvernement et les représentants des différentes associations étudiantes venaient tout juste d'être rompues. M. Dutil a lancé un appel au calme, mais aussi un appel aux étudiants à rentrer dans le rang. «

Dans notre société, les décisions ne se prennent pas par la violence. Elles se prennent par la discussion. Le processus démocratique, tout le monde peut ne pas être d'accord, mais une fois qu'on a dit ça, on prend des décisions et ceux qui ne sont pas d'accord se rallient sans violence », a-t-il insisté.

Selon le ministre de la Sécurité publique, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, ne peut continuer à nier toute responsabilité à l'égard des derniers événements.

### **Métropole isolée**

Le ministre Laurent Lessard croit pour sa part que le conflit étudiant touche davantage la mé-

tropole que le reste du Québec. « Il y a DES réalités », a-t-il signalé hier.

Il y a quelques jours, le ministre était dans son comté de Frontenac pour l'annonce de l'agrandissement d'un établissement d'enseignement en compagnie de nombreux enseignants.

« Pendant qu'il y avait des manifestations justement dans mon collège de Thedford, une annonce pour un agrandissement du collège, avec les enseignants sous la tente, on faisait un pique-nique à 25°, alors que ça brassait à Montréal », a-t-il illustré.

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Dutil appelle au calme - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 23H59 | Mise à jour: jeudi 26 avril 2012, 24H01**

Geneviève Lajoie

**La CLASSE utilise la violence à des fins stratégiques contre le gouvernement, dénonce le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil.**

« Actuellement, on fait de la violence pour forcer la négociation; c'est ça, la stratégie de la CLASSE, qu'ils n'avouent pas », a déclaré M. Dutil, à sa sortie du Conseil des ministres mercredi. Les négociations entre le gouvernement et les représentants des différentes associations étudiantes venaient tout juste d'être rompues. M. Dutil a lancé un appel au calme, mais aussi un appel aux étudiants à rentrer dans le rang. «

Dans notre société, les décisions ne se prennent pas par la violence. Elles se prennent par la discussion. Le processus démocratique, tout le monde peut ne pas être d'accord, mais une fois qu'on a dit ça, on prend des décisions et ceux qui ne sont pas d'accord se rallient sans violence », a-t-il insisté.

Selon le ministre de la Sécurité publique, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, ne peut continuer à nier toute responsabilité à l'égard des derniers événements.

### **Métropole isolée**

Le ministre Laurent Lessard croit pour sa part que le conflit étudiant touche davantage la mé-

tropole que le reste du Québec. « Il y a DES réalités », a-t-il signalé hier.

Il y a quelques jours, le ministre était dans son comté de Frontenac pour l'annonce de l'agrandissement d'un établissement d'enseignement en compagnie de nombreux enseignants.

« Pendant qu'il y avait des manifestations justement dans mon collège de Thedford, une annonce pour un agrandissement du collège, avec les enseignants sous la tente, on faisait un pique-nique à 25°, alors que ça brassait à Montréal », a-t-il illustré.

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Négociations suspendues : les étudiants solidaires – Mise à jour le mercredi 25 avril 2012 à 21 h 19 HAE**

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) suspendent les discussions avec le gouvernement en réaction à l'exclusion de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Les deux fédérations accusent la ministre Line Beauchamp de court-circuiter les discussions au moment où le premier délai de 48 heures n'était pas encore expiré. Selon elles, le gouvernement n'avait aucune raison valable d'exclure la CLASSE de la table de négociations, dans la mesure où les manifestations évoquées par la ministre pour exclure la CLASSE n'étaient pas organisées par la coalition.

Les présidents de la FEUQ et de la FECQ, respectivement Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin, se sont dits « extrêmement déçus » et ont fait appel au « sens des responsabilités » de la ministre.

« Pour nous, c'est une très grande déception de voir qu'on cherche comme ça à tout prix à éjecter un des acteurs importants du mouvement de mobilisation. Donc dans ce contexte-là, on n'a d'autre choix que de suspendre le processus de discussion jusqu'à ce que la situation se clarifie. »

Léo Bureau-Blouin

Quant à la teneur des discussions, les deux représentants ont affirmé que le gouvernement ne semblait pas avoir de réelle volonté de s'attaquer au noeud du problème, soit la hausse des droits de scolarité.

« C'est assez. On n'est pas présentement dans une classe, la ministre doit arrêter de jouer à la maîtresse d'école, à donner des punitions et des conséquences à tout le monde. Elle doit s'asseoir et négocier de bonne foi avec nous, parce que visiblement, il n'y a aucune ouverture claire de la part de la ministre qui a été là 1 heure sur les 40 dernières heures, c'est inadmissible. »

Martine Desjardins

### [Conflit étudiant - Qui est responsable de l'impasse?:](#)

#### [Réactions en direct](#)

### **Trêve « unilatérale », selon la FEUQ**

Martine Desjardins a jugé que la [trêve décrétée par Mme Beauchamp](#) était « encore une fois une condition qui venait jeter de l'huile sur le feu », disant du même coup que cette trêve était « unilatérale ». La présidente de la FEUQ a déploré que les conditions que devait remplir le gouvernement n'aient pas été remplies, le premier ministre Charest ayant appelé les étudiants à rentrer en classe et à mettre fin à la grève. « On a vu aussi plusieurs administrations demander des injonctions face aux associations étudiantes. Ce n'est pas comme ça qu'on réussit à avoir un climat qui favorise la discussion », a-t-elle affirmé.

La FEUQ a par ailleurs réitéré son offre d'offrir deux places à la CLASSE au sein de sa délégation à la table de discussion. La CLASSE a indiqué qu'elle comptait accepter les places proposées par la FEUQ au cas où les pourparlers reprendraient. « Nous accepterons la main tendue », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

La FECQ et la FEUQ disent maintenant attendre la réaction du cabinet de la ministre de l'Éducation quant à cette proposition.

Line Beauchamp avait, quelques instants auparavant, annoncé que la CLASSE ne prendrait plus part aux discussions avec le gouvernement. Selon la ministre, la CLASSE s'est « exclue elle-même » des discussions, puisqu'une [manifestation marquée par des gestes de violence](#), mardi soir à Montréal, avait été annoncée sur son site web. Mme Beauchamp a déploré que la CLASSE n'ait pas dénoncé les violences commises lors de cet événement. Elle a ajouté que d'autres manifestations annoncées sur le site de la coalition le sont « sur un ton provocateur ».

« Nous ne pouvons tolérer les actes de violence commis au cours des dernières heures. Nous avons clairement demandé une trêve de la part



des manifestants pendant la période de discussion amorcée lundi après-midi », a précisé la ministre.

« On ne peut plus jouer sur les mots. On ne peut plus utiliser l'ambiguïté pour échapper à ses responsabilités. On ne peut pas dire qu'on se dissocie d'un événement et en faire la promotion en même temps sur son site Internet. Je déplore sincèrement que la CLASSE ait choisi son camp, soit celui de la perturbation. »

Line Beauchamp

### Une tentative de diversion, estime la CLASSE

La CLASSE affirme se son côté que son exclusion des négociations n'est qu'une tentative de diversion de la part de la ministre de l'Éducation pour éviter d'aborder de front la question du financement de l'éducation supérieure.

En conférence de presse, l'un des deux porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a précisé que loin de contribuer à régler le conflit, la ministre ne fait que jeter de l'huile sur le feu, après 40 heures de négociations.

« L'enjeu de fond n'est pas quelques bombes fumigènes, c'est la hausse des frais de scolarité. »

Gabriel Nadeau-Dubois

Pour le porte-parole, il ne s'agit de la part du gouvernement que d'une manœuvre de sabotage. « Nous avons des initiatives concrètes à proposer. Mais en 40 heures, le sujet de la hausse des frais a à peine été effleuré, ce qui est problématique », a-t-il ajouté.

M. Nadeau-Dubois a encore une fois rappelé les limites de son rôle dans la structure démocratique de la CLASSE, affirmant ne pas avoir « le pouvoir d'appeler au calme », et que cela n'était pas son rôle. « Il n'y a aucun individu qui soit capable de contrôler 86 000 personnes », a-t-il ajouté.

Gabriel Nadeau-Dubois a par ailleurs pris les devants et précisé que la manifestation prévue mercredi soir, à Montréal, n'est pas une manifestation organisée par la CLASSE.

L'autre porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, a de son côté précisé, lors d'une manifestation à Montréal en après-midi, que le site web de la CLASSE est tenu par des bénévoles, qui y annoncent les événements liés à la grève, dont des événements organisés par diverses associations étudiantes. « On l'a clairement dit que ce n'est pas nous qui avons organisé la manifestation d'hier, et quand on organise une manifestation, on ne se gêne pas pour le dire non plus », a dit Jeanne Reynolds.

Si le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dissocié de ce rassemblement et a déclaré ne pas savoir qui l'avait organisé, il n'en reste pas moins que les organisateurs avaient annoncé leurs intentions sur le site de la CLASSE.

Des étudiants ont manifesté spontanément à Québec, mercredi, pour protester contre la décision de la ministre Line Beauchamp d'exclure la CLASSE des négociations.

À Montréal, une manifestation déjà programmée s'est mise en branle au parc Émilie-Gamelin vers 14 h. Après avoir appris la décision de la ministre, les manifestants ont emprunté un parcours qui n'avait pas été dévoilé aux autorités pour se rendre devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest.

### Le PQ suggère une suspension de la hausse pour 2012



Le chef péquiste Pauline Marois réagit à la suspension des négociations entre le gouvernement et les étudiants.

La chef de l'opposition officielle à Québec, Pauline Marois, a estimé que dans le climat actuel, la seule chose à faire pour le gouvernement est de suspendre la hausse pour 2012. « C'est assez, le gouvernement doit prendre ses responsabilités et régler le conflit », a dit la chef péquiste.

Mme Marois a par ailleurs tenu à condamner « sans réserve » les violences, « comme nous l'avons toujours fait depuis le début du conflit », et a appelé les manifestants au calme. « Il est temps que les esprits se refroidissent, un dialogue ne peut avoir lieu présentement », a déclaré Mme Marois.

« J'en appelle aux étudiants : les gestes que nous avons vus au cours des dernières heures ne servent que les intérêts du premier ministre. » — Pauline Marois



Amir Khadir, co-porte-parole de Québec Solidaire

Pour Amir Khadir, co-porte-parole de Québec solidaire, la balle est dans le camp du premier ministre. « Aucun gouvernement ne gagne en entrant en confrontation avec sa jeunesse », a-t-il dit.

« M. Charest doit cesser d'écouter uniquement le patronat et des entreprises minières », a-t-il souligné, tout en disant comprendre les étudiants qui ne veulent pas tomber dans le piège de la division.



François Legault, chef de la Coalition avenir Québec (CAQ)

De son côté, François Legault, chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), est d'accord avec la décision de la ministre Line Beauchamp, même si le processus de négociation est venu très tard.

M. Legault pense que la FEUQ et la FECQ doivent revenir à la table des négociations, « sinon elles devront porter l'odieux de l'échec des négociations ».

### En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Sébastien Bovet revient sur la décision de la ministre Beauchamp et Jacques Bissonnet et Alexandra Duval font le point sur les manifestations.](#)



- Vidéo - [Les négociations sont rompues](#)  
[Les commentaires \(1591\)](#)

**LE DEVOIR: Line Beauchamp exclut la CLASSE des discussions sur les droits de scolarité: Les deux autres fédérations étudiantes suspendent les discussions – Mercredi 25 avril 2012, 14h55**



Photo : La Presse canadienne  
Jacques Boissinot

*Line Beauchamp à son entrée à l'Assemblée nationale ce matin. Après la décision de la ministre d'exclure la CLASSE, les deux autres fédérations étudiantes ont suspendu les discussions.*  
La Presse canadienne

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, exclut la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) des discussions avec le gouvernement sur la hausse des droits de scolarité, en raison du non-respect de la trêve sur la tenue de manifestations perturbatrices.

Bien que la CLASSE prétend ne pas être à l'origine d'une manifestation tenue mardi soir au centre-ville de Montréal et qui a dégénéré, la ministre estime que l'association en a fait la promotion sur son site Internet.

Réagissant à cette annonce, les fédérations étudiantes universitaire et collégiale ont décidé de suspendre le processus de discussion avec la ministre.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, estime que la ministre Beauchamp n'a pas de raison valable d'exclure la CLASSE, puisque celle-ci n'est pas à l'origine de la manifestation violente qui a dégénéré au centre-ville de Montréal mardi soir.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, demande à la ministre de cesser de jeter de l'huile sur le feu en excluant un acteur majeur de la crise étudiante.

La FEUQ maintient son offre de laisser deux places à la CLASSE sur sa délégation, pour que ses représentants puissent participer aux négociations.

Mme Desjardins demande à la ministre de s'engager réellement à régler le conflit. Elle a indiqué que la ministre Beauchamp n'a assisté qu'à une heure de discussion depuis le début du processus de négociation entre le gouvernement et les associations étudiantes.

Selon Mme Beauchamp, la CLASSE s'est exclue elle-même des négociations en choisissant le camp de la perturbation.

La ministre Beauchamp a par ailleurs déclaré vouloir poursuivre les discussions avec les fédérations étudiantes qui respectent la trêve.

Vers 21h30 hier soir, plusieurs dizaines de personnes, dont certaines étaient masquées, s'étaient rassemblées au centre-ville de Montréal.

Du vandalisme a été perpétré, notamment sur un immeuble abritant une succursale bancaire. De nombreux objets, cônes de circulation et mobilier urbain, ont été déplacés dans la rue et les policiers ont finalement déclaré la manifestation illégale vers 23h30.

Cinq personnes ont été arrêtées dont deux jeunes femmes dans la vingtaine pour bris de condition alors qu'elles s'étaient vues interdire de participer à toute manifestation après avoir été appréhendées récemment pour des méfaits lors d'événements semblables.

À son entrée au caucus libéral mercredi matin, Mme Beauchamp avait dit croire que le seuil de tolérance de la population était désormais atteint et même dépassé face à de telles actions.

"En fait c'est plus qu'une manifestation, on est devant des gestes de nouveau de vandalisme, de méfait public, a-t-elle dit. Je considère vraiment que ce sont des gestes qui sont inacceptables. Je pense que c'est intolérable et que le seuil de tolérance de la population est atteint."

Mme Beauchamp avait indiqué que ces débordements nuisaient à la cause étudiante.

"Chose certaine ce sont des gestes qui n'aident en rien l'objectif qui est de trouver des solutions", avait-elle dit.

[Vos réactions \(169\)](#)

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: La CLASSE exclue: Retour à la case départ - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 13H57 | Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 23H59**

VIDEO: La CLASSE exclue des négos , 25 avril 2012 , Journal de Québec  
Régys Caron

**Les négociations entre le gouvernement Charest et les associations étudiantes sont tombées dans une impasse mercredi, dès que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, eut annoncé qu'elle en excluait la CLASSE.**

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) ont suspendu les discussions avec le ministère de l'Éducation aussitôt qu'elles ont été mises au fait de la décision de la ministre.

« On est extrêmement déçus que la ministre de l'Éducation court-circuite le processus de négociation (...) Extrêmement déçus, parce qu'on a l'impression qu'il n'y a pas de réelle intention de régler la crise », a déclaré le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin

La FECQ et la FEUQ soutiennent que la CLASSE n'a rien à voir avec les actes de vandalisme commis en soirée lundi et en matinée mardi, à l'occasion de manifestations étudiantes dans la métropole.

À leur avis, le ministère de l'Éducation n'a pas montré de volonté réelle de solutionner la crise

au cours des quelque 40 heures de discussion qui ont eu cours depuis lundi.

« **Maîtresse d'école** »

« La ministre doit arrêter de jouer à la maîtresse d'école (...) Elle doit s'asseoir et négocier de bonne foi avec nous. Visiblement, il n'y a aucune ouverture claire de la ministre », a dénoncé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Le gouvernement doit faire abstraction des actes de violence commis au cours des dernières 24 heures et maintenir les négociations avec toutes les associations étudiantes pour mettre fin à la crise, ont signifié les deux porte-parole. « Il faut être capable de passer par-dessus ces événements, parce qu'il faut régler la crise qui paralyse la société québécoise », a semoncé Léo Bureau-Blouin.

En début d'après-midi, Line Beauchamp avait annoncé que les représentants de la Coalition élargie pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) étaient exclus des négociations. « Nous ne pouvons tolérer les actes de violence commis au cours des dernières heures. Nous avions clairement demandé une trêve de la part des manifestants pendant la période de discussions. La CLASSE s'est exclue elle-même », a déclaré la ministre de l'Éducation.

« **De l'huile sur le feu** »

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a lui aussi rejeté sur le dos du gouvernement Charest la responsabilité de la rupture des négociations. « La ministre vient d'allonger la grève et de mettre de l'huile sur le feu », a prévenu M. Nadeau-Dubois.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pour sa part lancé un appel au calme. « Il faut à tout prix que cessent les gestes de violence. J'en appelle aux étudiants, les gestes que nous avons vus dans les dernières heures ne servent que les intérêts du premier ministre (...) La seule chose à faire pour le gouvernement est de suspendre la hausse des frais de scolarité pour l'année 2012 », a dit M<sup>me</sup> Marois.

Pour sa part, le chef de la Coalition Avenir Québec, François Legault, appuie la décision du gouvernement d'exclure la CLASSE des négociations. « Il revient à la FECQ et à la FEUQ de poursuivre les discussions avec le gouvernement », a dit M. Legault.

[Afficher 38 commentaires \(Québec\)](#)  
[Afficher 77 de 188 commentaires \(Montréal\)](#)

**TVANouvelles / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante : L'UQAR vient en aide aux étudiants appauvris - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 13h11 / Publié le: mercredi 25 avril 2012, 18H02 | Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 18H14**



Crédit photo : Agence QMI  
Par Gilles Turmel | TVA Nouvelles

Près du quart des 2 400 étudiants de l'**Université du Québec à Rimouski (UQAR)** sont dans une situation financière précaire.

Le prolongement de la session actuelle en raison de la grève complique encore plus leur réalité, ce qui amène l'UQAR à mettre en place des mesures d'aide spéciales.

«Il y a des dépenses supplémentaires qui sont associées à ça, parce qu'un logement ce n'est pas gratuit, la nourriture n'est pas gratuite» affirme Bernard Ouellet, le directeur du service aux étudiants.

Afin d'offrir du soutien aux étudiants les plus démunis, l'UQAR va donc distribuer dès la semaine prochaine des bons d'achat pour de la nourriture. L'université y consacre 10 000 dollars.

«Évidemment, ils font une demande au service aux étudiants, décrivent un peu leur situation parce qu'on ne veut pas distribuer ces bons-là à tout vent. On s'assure effectivement qu'ils en ont besoin et ces gens-là vont recevoir de l'aide» confirme Bernard Ouellet de l'UQAR.

Par ailleurs, trois étudiants de génie ont décidé, eux aussi, de participer. En collaboration avec



l'UQAR, ils ont mis sur pied un fonds de secours qui vise à amasser des dons pour les étudiants dans le besoin.

«On a lancé l'appel à toute la communauté universitaire, que ce soit les associations étudiantes ou les syndicats d'employés» explique Dominique Lafontaine-Poirier, l'un des instigateurs de ce fonds de secours.

De son côté, le service de cuisine collective des étudiants de l'UQAR entend distribuer gratuitement plus de nourriture afin de répondre à la demande croissante.

«En fait, on va prendre nos surplus de denrées. On va faire des sacs d'épicerie, un peu comme des paniers de Noël, et on va les redistribuer à certains étudiants» précise la porte-parole du Collectif Lèche-babines, Isabelle Bégin.

L'UQAR confirme enfin que des travailleurs sociaux, des psychologues et une ressource d'aide pour les étudiants internationaux seront dispo-

nibles pour encore quelques semaines. La grève étudiante à l'UQAR s'est mise en branle le 27 février dernier.

### **Afficher 2 commentaires (Montréal)**

- SarcastiqueTop 50  
Hein ? Pouvez-vous nous expliquer ce qui les appauvris ? On veut comprendre en quoi cette grève les appauvris, un logement, ils en avaient pas un avant la grève ? La nourriture, ils mangeaient pas avant la grève ? Ils ont pas du temps pour aller travailler là ? Allez les gens de la gauche, à vos claviers !
- Pierre Shefford  
Malheureusement, ceux qui auront les re-lents de cette grève, seront les silencieux. Ceux qui n'auront pas osé s'opposer au vote à main levée. J'en ai connu des étudiants sans lendemain. J'en ai nourri; loyers minables, pas le sou pour se payer l'autobus, mais ils croyaient.

Intelligents, l'objectif était le diplôme en 3 ans. Pas de système de son; pas de cellulaire, ni auto, ni stationnement. Que leur intelligence et le souci de s'affirmer.

Ils viennent de perdre plus de 2000\$ de frais de scolarité; le reste leur en aura coûté beaucoup plus. Rêve perdu? Lui a-t-on demandé dans le particulier s'il pouvait se permettre une grève? Pour sûr, les divas seront choyés; Xavier Dolan aime les vedettes; il les trouve sexy. Et toi Michel? Que comptes-tu faire? Guy A. ne t'a pas demandé pour son émission? Les journalistes t'ont interviewé? Non! Pourquoi t'es pas dans la rue? Ok, étudier c'est ce qui t'intéresse; je comprends.

T'es pas une vedette, t'as pas d'argent; sèche mon gars.

## **TVA NOUVELLES: À la suite de l'exclusion de la CLASSE par la ministre: Négociations rompues - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 12h54 - Mise à jour : mercredi 25 avril 2012 à 18h14**

TVA Nouvelles et Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont suspendu les discussions avec le ministère de l'Éducation, mercredi après-midi, quelques minutes après que Line Beauchamp eut annoncé que la CLASSE était exclue de la table de négociations.

En point de presse mercredi après-midi, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a déclaré que la CLASSE s'était exclue elle-même des négociations en faisant la promotion de différentes manifestations, par le biais de son site internet, alors qu'une trêve avait été exigée par Québec.

«On ne peut pas dire qu'on se dissocie d'un événement et en faire la promotion sur son site internet», a dit la ministre, faisant notamment référence à la [manifestation qui s'est tenue mardi soir à Montréal](#), qui avait été affichée sur le site de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). «"Ostie" (sic) de grosse manif de soir pour la fin de la trêve», pouvait-on lire mardi sur leur site.

«Je déplore que la CLASSE ait choisi son camp, celui de la perturbation», a-t-elle lancé en point de presse, mercredi après-midi. Line Beauchamp estime que de cette façon, cette association étudiante «s'éloigne grandement des véritables enjeux qui concernent les étudiants».

La ministre a indiqué que les porte-parole de la CLASSE avaient été avisés de leur exclusion par l'intermédiaire du négociateur du ministère. Elle a également précisé qu'elle souhaitait que les discussions se poursuivent avec les deux autres organisations impliquées dans cette négociation, soit la FECQ et la FEUQ.

**«Inacceptable», estime la CLASSE**

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a vivement dénoncé la décision de la ministre Beauchamp, la qualifiant «d'absolument inacceptable».

Il a rappelé que le rassemblement de mardi soir à Montréal n'était l'initiative d'aucune des trois grandes associations étudiantes (FECQ, FEUQ, CLASSE), mais apparaissait néanmoins sur le site de son association. La CLASSE l'avait annulé lundi afin de respecter la trêve demandée par Line Beauchamp.

M. Nadeau-Dubois estime que la véritable raison de l'exclusion de son association étudiante, c'est «le refus de la ministre Beauchamp de parler de la hausse des droits de scolarité».

«Elle n'a pas cessé de chercher depuis 11 semaines toutes sortes de prétextes pour rejeter la CLASSE des discussions», a déclaré le porte-parole. Selon lui, cette décision de la part de la ministre mènera au prolongement de la grève et à la poursuite des tensions sur les campus québécois.

### **La FEUQ et la FECQ «extrêmement déçues»**

Plus tôt, la FECQ et la FEUQ se sont dites «très déçues [...] que la ministre court-circuite le processus de négociations» et ont décidé d'un commun accord de suspendre le processus de négociations.

Les deux associations voient dans la décision de Line Beauchamp la preuve qu'il n'y a pas de réelle intention de dénouer la crise. «Les gestes que pose le gouvernement jettent de l'huile sur le feu», estime Léo Bureau-Blouin, de la FECQ.

De son côté, la porte-parole de la FEUQ «réitère son intention d'ouvrir sa délégation aux membres de la CLASSE», ce que l'association concernée a accepté. Il faut maintenant voir si la partie gou-

vernementale accepte cet aménagement, poursuit Martine Desjardins.

Pour la FECQ et la FEUQ, la CLASSE n'a rien à voir avec les actes de vandalisme commis en soirée mardi et mercredi à l'occasion de manifestations étudiantes dans la métropole.

L'opposition péquiste réagit

La chef du Parti québécois Pauline Marois est à son tour entrée dans le débat pour lancer un appel au calme.

«Il faut à tout prix que cessent les gestes de violence. J'en appelle aux étudiants, les gestes que nous avons vus dans les dernières heures ne servent que les intérêts du premier ministre (...) La seule chose à faire pour le gouvernement est de suspendre la hausse des frais de scolarité pour l'année 2012», a dit Mme Marois.

### **Mauvaise humeur**

En matinée mercredi, Line Beauchamp s'était dite déçue des événements de la veille, alors qu'elle avait demandé une trêve dans les moyens de pression en début de semaine.

«Il semble bien que certains tirent profit de l'utilisation de telles manifestations, mais je ne pense pas que ce soit au profit de la cause étudiante. Je pense que c'est parce qu'on veut poursuivre d'autres causes, des soi-disant causes sociales. Donc, je répète que ça n'aide en rien la recherche de solutions», avait-t-elle déclaré devant les micros des médias.

### **Appel au calme**

Deux associations étudiantes avaient lancé un appel au calme, mercredi matin, invitant les grévistes à respecter la trêve convenue avec la ministre de l'Éducation.

Les présidents de la FECQ et de la FEUQ ont senti le besoin de faire une déclaration publique en réaction à la manifestation qui a donné lieu à des gestes de vandalisme, mardi soir.

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante: Appel au calme des étudiants - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 12H24 | Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 12H43**





© Les archives Jean-François Desgagnés

Régys Caron

**Deux associations étudiantes ont lancé ce matin un appel au calme, invitant les grévistes à respecter la trêve convenue avec la ministre de l'Éducation.**

Les présidents de la FECQ et de la FEUQ ont senti le besoin de faire une déclaration publique en réaction à la manifestation qui a donné lieu à des gestes de vandalisme en soirée hier à Montréal. «On n'endosse pas les manifestations qui ont été organisées hier et ce matin. On s'était engagé à

respecter la trêve. On continue d'appeler les membres au calme, la casse ce n'est pas quelque chose qui est tolérable», a convenu le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) Léo Bureau-Blouin.

«C'est important que les étudiants comprennent qu'il y a eu des avancées à la suite de la montée de pression avec les grèves et qu'on arrive à un moment décisif. On les invite à demeurer en grève et à manifester pacifiquement», a renchéri la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Martine Desjardins. Selon Mme Desjardins, la trêve n'est pas fragilisée pour autant et la sortie de crise doit demeurer la priorité.

Pour sa part, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp était visiblement furieuse, ce matin, en raison des méfaits commis hier à Montréal. «Je considère que ces gestes sont inacceptables et que le seuil de tolérance de la population est atteint. Ce sont des gestes qui n'aident en rien la recherche d'une solution», a dit Mme Beauchamp avant de promettre qu'elle ferait une intervention publique plus tard en journée.

«Le gouvernement n'est pas en position d'exiger quoi que ce soit. Ça fait 11 semaines de grève. On est dans une situation où c'est le gouvernement qui a de la pression», a jouté la présidente de la FEUQ. Mme Desjardins a soutenu que les auteurs des méfaits commis hier n'étaient pas des membres de la FEUQ, ni de la FECQ ni de la CLASSE. «Il faut distinguer les actes isolés de certains groupes des actes voulus par les associations étudiantes (...) Ce n'est pas représentatif de l'ensemble des étudiants. On a déjà condamné la violence», a rappelé Mme Desjardins.

Les discussions entre les quatre associations étudiantes (FECQ, FEUQ, CLASSE et TACEQ) et le ministère de l'Éducation reprendront cet après-midi au moment où la CLASSE tiendra une autre manifestation «pacifique» à Montréal. Les parties n'ont pas encore convenu de prolonger ces négociations au-delà de l'échéance de 48 heures posées lundi par la ministre Beauchamp.

**Afficher 11 commentaires (Montréal)**

- patsir  
Il manque,un intervenant dans les discussions, les payeurs de taxe. Qui va défendre nos intérêts ?  
Les politiciens surement pas ils n'ont en tête que la prochaine élection. Avant de régler ce faux problème on devrait prendre en compte le fait que tous ce que les étudiants ne paierons pas ce sont le contribuables qui en feront les frais.On dira ensuite que notre société est démocratique. Foutaise .On devrait se souvenir " PAS DE TAXATION SANS REPRÉSENTATION "
- uheepTop 50  
Parfaitement d'accord avec vous 51426jdm!
- 129enazTop 50  
Pourquoi demander aux étudiants de respecter la treve si ce ne sont pas des étudiants qui manifestent et font de la casse ?
- myriam77Top 10  
J'ÉCOUTAIS ME MARTINE DESJADINS  
Pas croyable. Elle dit à peu près ceci: "v Elle est qui elle, madame Beauchamp pour nous mettre sur le nez la trêve qu'elle a demandé". Je ne savais pas que la FEUQ avait refusé la trêve. Bon, j'ai encore mal compris cette chère Martine. Une journée , elle dit blanc, le lendemain elle dit noir et cela devrait être pareil pour nous. Elle a l'étoffe d'une politicienne. Je suis sûr qu'un parti ( probablement le PQ) va la récupérer.  
Ils me font rire, c'est étudiants là. Ils sont pour toutes sortes de révolutions. mais s'ils savaient l'histoire des peuples, la plupart et je dis bien la plupart du temps, quand tout a sauté, les THÉS et autres de ce monde reprennent le pouvoir et finissent presque toujours dans l'obscurantisme totale: EX: Kadhafi en Libye, Cuba, chine, URSS, etc.  
Quand les leaders de la révolution reprennent le rennes, ils appliquent leurs règlements, et souvent, deviennent de bons dictateurs. Mais pas tous , heureusement. pas ici au Québec, j'en suis sûr.
- mommylou

Mais sur quelle planète vit les étudiants? Ce merveilleux boycott coute cher à tout le monde, surtout aux contribuables...

- salaires de la force policière requise pour les manifs
- frais engendrés lors de manif tel que bris de biens publics
- les retards occasionnés dans le transport en commun par des manifestants zélés
- les retards occasionnés aux camionneurs lors de manifs
- bris occasionnés lors de manifs aux biens des multiples commerçants
- et que dire de l'incertitude imposée à tous les étudiants qui sont contre la grève... personne ne pense à eux....

Ce boycott engendra également des couts astronomiques en salaire et frais divers auprès de toutes les écoles impliquées, car une session repoussée occasionnera des frais supplémentaires. Devrions-nous récupérer toutes les bourses de la session étant donné que l'étudiant n'a pas assisté à ses cours? Ça joue des deux cotés.

En passant, chers étudiants, une démocratie veut pas dire : NON on veut rien savoir c'est aux autres de bouger, cela est de la dictature.

Soyez présent aux prochaines élections et faites bouger les choses!! Arrêtez ce spectacle ignoble qui n'engendre que violence et désespoir.

GhostRiderRunTop 10

Vous devez les battre à Sadowa, Shiloh et Waterloo car le gouvernement ne vous donnera aucun répit. Il ne fait que gagner du temps de glace.

Le gouvernement ne gouverne plus, il ne fait qu'administrer les systèmes d'exploitations déjà existants. Et il ne rentabilise plus l'économie.

Il accorde son crédit à la corruption en se disant que dès que les élections seront passées les gens auront déjà oubliés l'aspect économique et l'avenir de sa pérenité.

[Francis Morin](#)

Allo??? On parle de dictature ici, et vous dites que les étudiants rêves de se genre de

gouvernement, je suis bien désolé, mais a voir comment le pays est géré et comment nos bon fonctionnaire du gouvernement dépense et dépense sur le dos des contribuables je vois pas trop la différence entre de la dictature au gouvernement Charest et Harper. Les prises de décisions unanimes sans révisions, des lois votez sans même le consentement des citoyens. Les jeunes sont de plus en plus visez pour enlever leurs pouvoir politique. On commence d'abord a leurs enlever de l'argent en leurs faisant payer plus cher l'école pour ensuite leurs mettre des lois insensé, mais comme ils n'ont plus une cennes tout se qu'ils peuvent faire c'est accepté. Bientôt y faudra avoir 30 ans minimum 50 ans maximum pour pouvoir conduire un véhicule et si on veut pas payer cher d'assurance avoir minimum 10 d'expériences. Sa coute peut-être cher maintenant, mais si les étudiants réussisse a faire changer la façons de géréz le gouvernement, les primes astronomique de départ des fonctionnaires, recteur, politiciens, etc. Les petits voyages tout inclus payez par les contribuables, croyez moi vous allez sauvez pas mal plus d'argent a long terme avec cette grève, mais si vous aimez sa vous faire "fourrez" a longueur d'année... mettez vous dont du bord a Martineau, Dutrizac, Charest, Beauchamps etc etc. Y doivent tous être entrain de rire dans leur barbe dans leur maison d'un demi-millions.

LeNomade

Vous rendez-vous compte cher SUR-TAXÉ du Québec, actuellement il n'y a que les étudiants qui ont le courage de dire à notre cher gouvernement que c'est assez de taxer et facturer la population parce que le gouvernement n'a pas le courage de faire le ménage qui s'impose dans notre fonction publique. Hey reveillez-vous... depuis que les libéraux sont au pouvoir, ils ne font qu'augmenter les tarifs de partout....

- permis de conduire presque le double
- plaque d'immatriculation
- taxe de santé... 75 +100+ 200 en 3 ans
- taxe d'assise sur l'essence



- hydro
- TVQ
- les tarifs de la SEPAQ (vampire), ça nous cher pour accéder à nos parc nationaux et j'en oublie.... pis on est encore en déficit hey c'est quand le bon peuple va dire que c'est assez...
- Les jeunes ils l'ont compris car ce sont eux qui vont subir nos excès du passé et d'aujourd'hui.
- Hey reveillez-vous...
- max2040
- Et le pire c'est que Charest va être réélu même s'il y a plus de 70% d'insatisfaction et que env. 85% de la population, d'après le dernier sondage, pense qu'il y a de la corruption dans le parti libéral...une société qui veut du changement mais reste assis confortablement dans leur sofa tout en chialant, un bel avenir attend nos enfants
- [Denis Roy](#)
- Si j'étais engagé par la mafia pour faire ralentir la police et rediriger l'opinion publique, j'engagerais des casseurs pour boucaner le métro, cela passerait facilement sur le dos des enfants.
- Bardou25
- Comme le disait mon pere , c' est dur de rentrer quelques choses dans une tete dure.BRAVO a Léo bureau-blouin pour son discernement .Pour les autres qui croient que seulement eux ont le pas et la véritée, alors continur a mettre le Québec dans la m\_\_\_e et a dire votre cassette usagée? Pour Gabriel-Nadeau-Dubois et sa gang alors RÉVOLUTION GANG DE PAS DE CERVELLE .
- Afficher 13 commentaires (Québec)**
- Lydya
- J'ai remarqué qu'encore une fois GND est invisible.
- Est-ce que ce jeunes qui ont IGNORÉS la trêve réalisent que leur avenir est en jeux ici ? Probablement pas ils trop de fun.
- Domage pour les étudiants sérieux qui EUX veulent trouver des solutions.
- BRAVO aux deux leaders de la FEUQ ainsi que de la FECQ au moins vous, vous démontrez une grande maturité.
- Rémi Drolet
- Au lieu de dire des conneries, renseigne-toi donc: GND et la CLASSE se sont clairement dissociés de la manifestation d'hier et affirmé haut et fort qu'ils désapprouvaient tout geste de violence..
- C'est beau écouter les nouvelles, mais ce n'est pas en le faisant de manière sélective, en n'en retenant que ce qui te permet de bitcher les représentants de la CLASSE que tu vas augmenter ta cote de crédibilité.
- Pour ce qui est de la maturité, tu n'as AUCUNE leçon à donner à qui que ce soit, surtout pas à GND qui a démontré jusqu'ici qu'il en a cent fois plus que les autres leaders étudiants. En entrevue, il a su garder un calme olympien devant les attaques personnelles pernicieuses qui ont été dirigées

- contre lui et pour cela il mérite toute mon admiration.
- Bob23
- Est-ce que GND à un mandat contre la hausse des frais et promouvoir la gratuité scolaire ? Ou une révolution sociale complète ? Pas sûr que des étudiants ont voté pour cela... C'est un anarchiste d'extrême gauche, pas une rock star...
- carré rouge
- GND n'est que le porte-parole de la CLASSE. Il est illégitime de le traiter d'anarchiste d'extrême gauche ( ce qui n'est évidemment pas le cas, sinon il ne ferait pas de politique et se contenterait de faire brûler des chars ou quelque chose dans ces eaux-là), alors qu'il ne fait que communiquer ce que l'association lui demande de dire. De plus, révolution sociale complète? Oui, on a voté pour ça ;).
- Manouchka
- Rémi,
- De 2 choses l'une. Ou bien tu as oublié ton jugement en chemin ou bien tu n'en a jamais eu. En ce qui me concerne je préfère écouter les nouvelles comme tu dis qu'un illuminé complètement déconnecté et dangereux en plus.
- Quant à la crédibilité de la CASSE, il y a déjà un moment qu'elle n'en a plus auprès de la population. Ça lui prend 7 jours pour dénoncer du bout des lèvres la violence et ça prend 1:30hre a GND pour planter la ministre. Arrête de nous prendre pour des cruches.
- D'une travailleuse qui se lève chaque matin pour payer des impôts excessifs qui servent entres autres à financer l'éducation...
- carré rouge
- ... de gens qui, plus tard, après votre gentille contribution (je le pense sincèrement) à la société et à leur diplôme, vont se faire un plaisir de payer pour votre retraite et votre service de santé (que vous risquez malheureusement d'avoir plus de besoin à ce stade de la vie). Eh oui! C'est ça le modèle de la société québécoise: payer pour tous et recevoir de tous.
- Pelletierjoe
- Désolé Rémi, mais le site WEB de la classe incitait hier aux "manifestations" suite à la fin de la "trêve" de 2 jours...
- Smar
- Au lieu de RADOTER des commentaires gauchistes, pense donc un peu! Les 3/4 des étudiants sont en classe et on demande à tout le monde de faire un effort pour les finances publiques. 0.89 cents d'augmentation par jour, c'est pas la mer à boire.
- Le Gouvernement élu par la population a le mandat de prendre des décisions. SA décision c'est qu'il ne reculera pas devant des casseurs professionnels. GND ne travaille que pour lui. On n'a pas à bitcher les représentants de la CLASSE, ils se font du tort à tous les jours.
- Rémi Drolet

- La ministre ne semble pas faire la différence entre des casseurs professionnels masqués et des étudiants qui manifestent pacifiquement.
- Comme le dit si bien Martine Desjardins, la ministre n'est pas en position d'exiger quoi que ce soit, la pression étant sur les épaules du gouvernement. Et j'ajouterais: C'est une pression que la ministre s'est mise elle-même sur les épaules en s'entêtant, depuis le début du conflit, à refuser de négocier de bonne foi, en refusant de condamner les assauts sauvages et gratuits des policiers contre des jeunes désarmés et en manoeuvrant hypocritement dans le but de diviser la coalition des trois principales associations étudiantes.
- La ministre peut toujours exiger que les échanges se fassent dans un climat de bonne foi, encore faudrait-il qu'elle donne l'exemple. Si elle avait fait preuve de bonne foi dès le début du conflit, il n'y aurait pas eu de brutalité policière, pas eu de casse et certainement beaucoup moins de jours de classe perdus.
- Son entêtement idéologique ridicule et méprisant a coûté à son gouvernement des millions en frais de toutes sortes qui auraient pu être utilisés ( de manière plus responsable ) à la recherche de compromis acceptables pour tous.
- Madame Beauchamp aura beau blâmer tout le monde sauf elle-même, comme son gouvernement en a pris la détestable habitude, mais cette fois-ci les gens ne seront pas dupes: c'est elle et son gouvernement d'incompétents qui sont les seuls responsables du merdier dans lequel le monde de l'Éducation est plongé.
- Smar
- Rémi, t'es dans les champs!
- carré rouge
- Je crains que non, il ne soit pas dans le champ. Un gouvernement censé représenter le peuple devrait être capable de négocier avec un mouvement occupant plus du 1/32 de la population du Québec ( les gens à la manifestation du 22 mars), sachant qu'il y a probablement beaucoup plus de gens que cela qui sont contre la hausse. Alors oui, il était illégitime que le gouvernement s'obstine à ne pas parler avec les étudiants, considérant l'ampleur du mouvement.
- Lydya
- Il y a juste quelques minutes, aux nouvelles, ils annonçaient que les pourparlers SONT TERMINÉS entre la FEUQ et la FECQ.
- Fuck la Gauche
- Dans un avenir certain, le Québec sera dirigé par cette bande de communistes révolutionnaires.
- Vive la future dictature communiste du Québec. U.R.S.S.Q.(Union des républiques socialistes soviétiques du Québec) CAMARADE, NOUS VAINCRONS!

**LA TRIBUNE: Session d'hiver: les associations étudiantes sont mécontentes - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 11h39**



Imacom, Claude Poulin

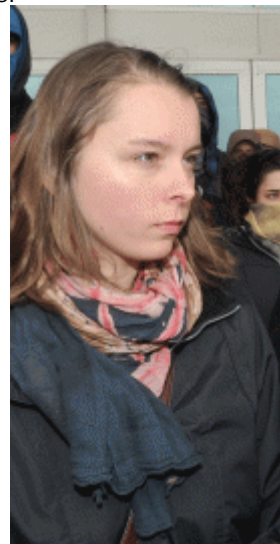
Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Les associations étudiantes ont dénoncé la décision de l'Université de Sherbrooke, mercredi matin, de mettre fin à la session d'hiver vendredi comme le prévoyait le calendrier scolaire.

Elles estiment que cette «décision unilatérale» aura pour effet de mettre fin artificiellement au mouvement de grève, même si l'UdeS doit se plier à une injonction du tribunal.

Mardi, un courriel a été envoyé aux étudiants touchés par la grève, leur annonçant que des mesures de rattrapage seront appliquées à compter de lundi prochain, parallèlement au début de la session d'été. Plus de 5600 étudiants sont toujours en grève dans les facultés des lettres et sciences humaines, d'éducation, d'éducation physique et sportive et aux cycles supérieurs en sciences.

« Les étudiants de la session d'hiver 2012 seront exclus des prochaines assemblées générales puisqu'ils ne sont pas inscrits, pour la majorité, à la session d'été », a fait valoir Isabelle Houle, coordonnatrice de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) de l'UdeS.



Imacom, Claude Poulin

Isabelle Houle

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Trêve fragilisée - Publié le: mercredi 25 avril 2012, 10H55 | Mise à jour: mercredi 25 avril 2012, 15H37**

VIDÉO: Line Beauchamp et le vandalisme, 25 avril 2012, Journal de Québec  
Régys Caron

**Line Beauchamp juge inacceptable les actes de vandalisme commis pendant une manifestation étudiante tenue en soirée hier à Montréal, alors qu'une trêve entre le gouvernement et les associations étudiantes était sensée tenir.**

«C'est plus qu'une manifestation, ce sont des gestes de vandalisme et de méfaits publics qui n'aident en rien l'objectif qui est d'atteindre une solution», a déclaré la ministre de l'Éducation qui semblait choquée. Selon Mme Beauchamp, les auteurs des méfaits commis hier poursuivent une autre cause que celle des étudiants. «Il me

semble que certains tirent profit de cela. Je ne pense pas que c'est au profit de la cause étudiante. Je pense qu'ils veulent poursuivre d'autres causes plus larges et que ça n'aide en rien la recherche de solutions», a dit Mme Beauchamp.

Après avoir dénoncé la violence à demi-mot, lundi, La CLASSE avait déclaré ne pas avoir prévu commettre de geste de désobéissance civile pendant les 48 heures qui allaient suivre. Une manifestation pacifiste est prévue pour aujourd'hui. «Le seuil de tolérance de la population est atteint», a prévenu Line Beauchamp. Les discussions entreprises lundi entre quatre associations étudiante (CLASSE, FEUQ, FECQ et TACEQ) et le ministère de l'Éducation repren-

dront en après-midi. Les deux parties ont convenu de se donner quelques heures, en début de journée, pour passer en revue le contenu des discussions qui ont cours depuis deux jours, a fait savoir un porte-parole de la FEUQ.

Line Beauchamp a promis de faire une déclaration publique plus tard en journée au sujet du conflit étudiant qui en est à sa 11e semaine.

[Afficher 19 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

- Fff  
La classe n'a vraiment pas de classe... Lamentable à l'image de son ... porte-parole!!!!
- CI  
Hé! Gang de caves! Vous êtes en négó!

**LE SOLEIL: Line Beauchamp «jette de l'huile sur le feu», réagit la CLASSE - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 10h53 | Mis à jour le mercredi 25 avril 2012 à 16h21**



La Presse Canadienne

*Gabriel Nadeau-Dubois a réagi en point de presse à l'exclusion de la CLASSE des discussions avec le gouvernement.*

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Les négociations entre le gouvernement et les étudiants ont déraillé, mercredi, avant la fin de la trêve de 48 heures qui devait permettre de dénouer la crise qui secoue le Qué-

bec depuis 11 semaines autour de la hausse des droits de scolarité.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a annoncé mercredi en début d'après-midi qu'elle expulsait la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de la table des négociations.

Mme Beauchamp a jugé que la CLASSE s'était «exclue d'elle-même» en annonçant sur son site Internet une manifestation qui a donné lieu à du vandalisme, mardi soir, au centre-ville de Montréal, et en ayant continué de promouvoir des actions du même type sur le site.

«On doit choisir son camp, a déclaré la ministre. C'est soit le camp de la recherche de solutions, de bonne foi, soit le camp de la perturbation.»

Par solidarité avec la CLASSE, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante (TaCEQ) ont décidé de suspendre les négociations.

«On est extrêmement déçus que la ministre de l'Éducation court-circuite le processus de négocia-

tions, alors que nous n'avions même pas terminé le délai de 48 heures qu'elle avait elle-même fixé», a réagi le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

«On n'est pas dans une classe, la ministre doit arrêter de jouer à la maîtresse d'école, à donner des punitions et des conséquences à tout le monde», a ajouté Martine Desjardins, de la FEUQ.

**Un prétexte**

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a estimé que le gouvernement cherchait un prétexte pour exclure les représentants de la Coalition de la table des négociations.

«Le prétexte cache la vraie raison: Mme Beauchamp ne veut pas parler de la hausse des droits de scolarité, et c'est pour ça qu'elle exclut la CLASSE», a-t-il dit en point de presse.

Selon le porte-parole, Line Beauchamp «vient jeter de l'huile sur le feu» en excluant les quelque 99 666 membres de la CLASSE, qui représente plus de la moitié des étudiants en grève au Québec.

M. Nadeau-Dubois a assuré mercredi que la CLASSE n'a pas organisé la manifestation de mardi soir à Montréal. Quant au site Internet, il s'agit d'une plate-forme de diffusion ouverte où diverses manifestations peuvent être annoncées sans que la CLASSE en soit à l'origine, a-t-il soutenu. Malgré son statut de leader étudiant, le porte-parole a répété qu'il n'avait pas le mandat de dénoncer ou d'apaiser les manifestants derrière les «gestes de perturbations économiques et

sociales» que la ministre Beauchamp accuse la CLASSE de promouvoir. Après 40 heures de négociations, les porte-parole des quatre associations étudiantes nationales ont indiqué que le gouvernement avait fait plusieurs propositions «périphériques», notamment sur l'aide financière aux études, mais était resté fermé sur la question de la hausse des droits de scolarité. «Pire que ça, le négociateur du gouvernement n'avait aucun mandat pour négocier la hausse

des frais de scolarité», dit Simon Gosselin, le secrétaire général de la TaCEQ, qui participait lui-même aux négociations. Mercredi, la FEUQ a proposé de laisser à la CLASSE deux de ses quatre places à la table de négociations, ce que la CLASSE a accepté. Les quatre associations étudiantes nationales attendent la réponse de la ministre de l'Éducation sur cette proposition.

**LA PRESSE: La CLASSE exclue, la guerre de mots continue - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 10h41 | Mis à jour le jeudi 26 avril 2012 à 06h53**



Photo Reuters

Line Beauchamp

Pascale Breton et Tommy Chouinard, La Presse Les négociations sont rompues entre le gouvernement et les étudiants. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a exclu la CLASSE de la table de discussion hier, ce qui a poussé les fédérations étudiantes à se retirer par solidarité. Du grabuge et des actes de vandalisme ont été commis mardi soir lors d'une manifestation à Montréal. En matinée, la ministre Beauchamp a d'abord déploré ces gestes «inacceptables et intolérables», survenus pendant une trêve de 48 heures. En après-midi, elle a montré la porte à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). «La CLASSE s'est exclue d'elle-même», a affirmé Mme Beauchamp, qui sortait d'une réunion du Conseil des ministres. Elle a ajouté «qu'on ne peut pas impunément poser des gestes graves de perturbations sociales et économiques». La manifestation de mardi soir, de même que deux autres qui ont eu lieu hier, était clairement annoncée sur le site de la CLASSE. On y parlait d'une «ostie de grosse manif» et de la «trêve ridicule de la ministre Beauchamp». La CLASSE se défend toutefois d'avoir organisé l'événement de mardi, qui s'est soldé par de la casse. «On ne peut pas cultiver l'ambiguïté, vouloir être à la fois autour de la table de discussions me-

nées de bonne foi et dans le camp de la perturbation sociale et économique», a affirmé la ministre Beauchamp, en répétant à plusieurs reprises qu'il fallait «choisir son camp». Elle a invité les deux fédérations étudiantes à poursuivre les discussions. «Je ne peux pas croire que l'ensemble du mouvement étudiant choisisse de s'identifier à des gestes de violence et de vandalisme», a-t-elle dit. Les fédérations ont immédiatement réagi en se montrant solidaires de la CLASSE. «C'est assez. On n'est pas présentement dans une classe. La ministre doit arrêter de jouer à la maîtresse d'école, de donner des punitions et des conséquences à tout le monde», a déclaré la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, s'est dit extrêmement déçu de la tournure des événements. Il a reproché à la ministre de ne pas respecter la trêve qu'elle a elle-même imposée. «On n'a d'autre choix que de suspendre le processus de négociation jusqu'à ce que la situation se clarifie», a-t-il dit. Il soupçonne le gouvernement de préparer en coulisse le déclenchement d'élections. La FEUQ a réitéré la proposition faite à la CLASSE en début de semaine de lui offrir deux places dans sa délégation. La FECQ entend aussi rester solidaire de la CLASSE. Les deux fédérations refuseront donc de réintégrer la table de négociation en l'absence de membres de la CLASSE. Line Beauchamp n'a pas voulu réagir. La CLASSE a accepté la «main tendue» de la FEUQ. Son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, a accusé la ministre de vouloir «saboter les discussions». La raison invoquée par Mme Beauchamp pour exclure son organisation est un prétexte, selon lui. «Le prétexte cache la vraie raison: elle ne veut pas parler de la hausse des droits de scolarité», a-t-il lancé. D'après lui, la

ministre s'attarde à «d'infimes détails» pour «envenimer» la situation. «Line Beauchamp vient de rallonger la grève de beaucoup et vient surtout de jeter beaucoup d'huile sur le feu», a-t-il tonné. Il a plaidé que la CLASSE n'est pas responsable de tous les événements qui figurent à son calendrier, puisqu'il s'agit d'une «plateforme ouverte pour diffuser l'information». Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas voulu lancer d'appel au calme, tandis qu'une manifestation était attendue en soirée. «Je n'ai pas le pouvoir d'appeler au calme, et je ne le ferai pas. Ce n'est pas mon rôle», a-t-il dit, rappelant que le mandat qu'il a obtenu de ses membres est de condamner la violence physique contre des individus. Pour la chef du Parti québécois, Pauline Marois, «il est temps que les esprits se refroidissent». Elle demande au gouvernement de suspendre la hausse des droits de scolarité prévue pour cette année. «C'est la seule chose à faire pour mettre fin à ce conflit», a-t-elle dit. Ce serait «une façon de se trouver un espace pour être capable de discuter sérieusement, convenablement, avec les étudiants et de trouver une solution plus définitive qui va satisfaire les personnes en cause». En effet, selon elle, «un dialogue ne peut avoir lieu présentement». «Il faut que cessent à tout prix les gestes de violence, a-t-elle ajouté. J'en appelle aux étudiants. Les gestes que nous avons vus dans les dernières heures ne servent que le premier ministre.» Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, demande à la FEUQ et la FECQ de poursuivre les négociations sans la CLASSE. Si elles refusent, le premier ministre Jean Charest «devra s'assurer que les cours reprennent». «Et si cela s'avérait impossible, le trimestre devrait être annulé», a-t-il indiqué. Contrairement au PQ, la CAQ appuie la hausse des droits de scolarité de 325\$ par année pendant cinq ans.

**LA PRESSE: Qui négocie avec les étudiants? - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h31**



Photo François Roy, archives La Presse Pierre Pilote

Paul Journet, La Presse (QUÉBEC) Afin de régler le dossier avec les étudiants, le gouvernement Charest a engagé Pierre Pilote à titre de négociateur en chef, a appris La Presse. Le cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a pas voulu confirmer ou infirmer cette information. Cet avocat

avait produit, au printemps 2010, l'entente avec les 500 000 employés du secteur public. Mme Beauchamp se montre désormais plus patiente. Lundi, elle a dit se donner «un horizon de 48 heures» pour dénouer la crise. Mais ce n'était qu'un «souhait», a-t-on affirmé hier à son cabinet. En contrepartie, la trêve sur les «actions de perturbation économique et sociale» devra durer plus de 48 heures. Mme Beauchamp demande que la trêve soit observée pendant toute la durée des négociations. Mais elle ne semble pas vouloir chercher les cas de «perturbation» pour nuire aux négociations. Elle évite de définir précisément en quoi consistent les actions de perturbation économique et sociale visées par la trêve. Et elle évite de se prononcer sur des cas précis. «Je ne commencerai pas à commenter chaque événement», a-t-elle répondu à une question au sujet d'une manifestation à Sherbrooke.

La trêve ne concerne pas les manifestations pacifiques, précise-t-on à son cabinet. Pour le reste, on dit vouloir utiliser le «gros bon sens» pour évaluer si les actions étudiantes respectent la trêve. La CLASSE répond aux conditions de la trêve, mais ce n'est pas pour consentir aux demandes de Mme Beauchamp. Aucune activité de perturbation n'était prévue, explique son porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois. Seule activité au calendrier de la CLASSE aujourd'hui: une manifestation à 14h au parc Émilie-Gamelin, à Montréal. M. Nadeau-Dubois précise toutefois que l'organisme n'a pas le pouvoir de contrôler toutes les manifestations étudiantes ou citoyennes. Les négociations ont commencé lundi en fin d'après-midi. Elles se sont prolongées jusqu'à environ 23h45, et se sont poursuivies hier en après-midi et en soirée. Onze délégués étudiants participent aux négociations (quatre de la CLASSE, trois de la FEUQ, deux de la FECQ et deux de la Table de concertation étudiante du



Québec). Mme Beauchamp a assisté à la première moitié de la rencontre lundi. «On s'est entendus avec les associations étudiantes pour ne pas commenter le contenu des discussions», a-t-elle affirmé.

**LA PRESSE: Le Québec, un laboratoire pour un chercheur ontarien - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 07h13**



Photo: archives PC

Des étudiants protestaient le 16 avril dernier à l'Université du Québec en Outaouais contre la hausse des droits de scolarité.

Mathieu Perreault, La Presse

La crise sur les droits de scolarité fait du Québec un véritable laboratoire pour Ross Finnie, un économiste ontarien qui est l'un des principaux chercheurs se penchant sur l'accès aux études universitaires du pays.

**> En graphique: Un comparatif Québec-Ontario**

M. Finnie a élargi ses analyses et a conclu que l'approche québécoise a eu des conséquences tragiques pour les hommes, qui sont les moins susceptibles du pays à fréquenter l'université.

«Les études montrent que ce n'est généralement pas par manque d'argent que les gens ne vont pas à l'université, explique M. Finnie. Ce qui compte le plus, c'est l'éducation des parents. Si on veut faire des investissements pour augmenter la fréquentation de l'université, il vaut mieux convaincre les élèves du secondaire de la valeur des études universitaires, plutôt que de garder les droits de scolarité à un bas niveau.»

Une étude publiée l'an dernier par l'Institut de recherche sur l'éducation de l'Université d'Ottawa, où enseigne M. Finnie, a conclu que seulement 30% des Québécois de 22 ans fréquentent l'université, contre 42% ail-

**UNE POLITIQUE POUR LES RICHES**

Proportion des personnes de 21 ans qui vont à l'université, en fonction du revenu parental.

**REVENU PARENTAL**

5000 à 25 000\$

39% ONTARIO	18% QUÉBEC
----------------	---------------

25 000 à 50 000\$

34% ONTARIO	20% QUÉBEC
----------------	---------------

50 000 à 75 000\$

43% ONTARIO	28% QUÉBEC
----------------	---------------

Les droits de scolarité très bas semblent avoir permis aux riches Québécois de s'approcher des riches des autres provinces

75 000 à 100 000\$

48% ONTARIO	43% QUÉBEC
----------------	---------------

Plus de 100 000\$

62% ONTARIO	55% QUÉBEC
----------------	---------------

Source: HEGCO 2011

leurs au pays. Depuis le début de la grève, M. Finnie a fait d'autres analyses sur la cohorte qu'il utilise et a constaté que l'écart reste sensiblement le même à 25 ans: 39% contre 51%.

«C'est tragique pour les hommes, dit M. Finnie. À 22 ans, seulement 23% d'entre eux vont à l'université. C'est le plus bas taux au pays, et de loin. Il faut faire autre chose que de garder les droits de scolarité bas. Ça ne marche visiblement pas.»

N'est-il pas possible que des personnes ne fréquentent pas l'université de peur d'avoir des dettes? «C'est très minoritaire, dit M. Finnie. Dans notre étude, c'était le cas de seulement 5% des gens qui disaient n'avoir pas été à l'université pour des motifs financiers.»

De plus, note M. Finnie, le Québec a des droits de scolarité encore plus bas qu'il n'y paraît à première vue, parce que l'une des années est «gratuite». Les Québécois sortent normalement du secondaire à 17 ans, vont deux ans au cégep général puis étudient à l'université trois ans (en général). Ailleurs au pays, le secondaire se termine à 18 ans et l'université dure quatre ans.

Comme le cégep est presque gratuit, les Québécois paient 6504\$ en droits de scolarité durant leurs études universitaires (2168\$ par an), contre 20 404\$ pour la moyenne canadienne (5138\$ par an). De plus, le cégep technique est aussi gratuit au Québec, tandis qu'il coûte cher ailleurs au Canada: 2400\$ par année en Ontario, plus que l'université au Québec.

**LA PRESSE: Grève étudiante: facture salée pour la sécurité publique - Publié le mercredi 25 avril 2012 à 06h58**



Photo: Bernard Brault, La Presse  
Le président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francoeur.

Pascale Breton, La Presse

Les dépenses engagées dans la foulée des nombreuses manifestations étudiantes depuis le début de la grève s'élèvent déjà à plusieurs millions de dollars pour les différents corps policiers.

Le président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francoeur, a déclaré mardi que le coût des manifestations atteignait entre 2,5 et 3 millions, notamment en heures supplémentaires,

des chiffres qui n'ont pas été corroborés par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Seulement dans la métropole, plus de 150 manifestations étudiantes ont été organisées depuis le début de l'année.

À la Sûreté du Québec, la grève a coûté à ce jour 1,5 million de dollars en heures supplémentaires, a indiqué la semaine dernière le directeur du corps policier, Richard Deschênes, lors de l'étude des crédits à Québec.

**TVANOUVELLES: En pleine grève étudiante: Des recteurs dans le Sud - Première publication mercredi 25 avril 2012 à 05h01 - Mise à jour : mercredi 25 avril 2012 à 19h38**

TVA Nouvelles

Des recteurs d'universités québécoises se trouvent présentement à Rio de Janeiro au Brésil où ils souhaitent recruter de nouveaux étudiants et faire la promotion de leurs établissements. Un voyage qui dérange en plein conflit étudiant.

Une trentaine de recteurs et dirigeants du pays, dont trois proviennent du Canada, logent dans les hôtels les mieux notés du Brésil. Des agences de voyages ont même comparé les hôtels au Reine Elizabeth à Montréal

La rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Nadia Ghazzali a expliqué que plusieurs facteurs ont motivé ce choix: «Ce sont des décisions motivées entre autres par des raisons de sécurité.»

La facture du voyage va atteindre 9500\$ à l'Université McGill, entre autres, parce que la rectrice a préféré voyager en classe affaires. Même chose pour le directeur général de l'École de technologie supérieure de Montréal.

Le représentant de l'Université du Québec à Trois-Rivières a toutefois fait le voyage en classe économique. Or, les coûts frôlent aussi les 10 000\$

La rectrice de l'UQTR devait être du voyage qu'elle planifiait depuis des mois. Toutefois, lorsqu'elle a appris lundi que la ministre Line Beauchamp entamait des négociations avec les associations étudiantes, elle a préféré se désister.

**Grogne chez les étudiants**

Après des mois à militer contre la hausse des frais de scolarité, les associations étudiantes sont

choquées par ces importants coûts: «Particulièrement dans une période où on demande aux étudiants de serrer leur ceinture, il serait bien que les dirigeants fassent leur part» explique Hugo Maillot Couture, président de l'association étudiante de l'UQTR.

Une position que partagent plusieurs étudiants sur les campus universitaires qui remettent en cause le luxe dans lequel ce voyage se fait.

Le séjour des recteurs va durer près d'une semaine. Des ententes avec d'autres universités devraient alors être signées. Les dirigeants parlent d'une belle opportunité, puisque le gouvernement brésilien doit accorder plus de 100 000 boursiers aux étudiants qui souhaitent étudier à l'étranger.







Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Pour la Fédération étudiante collégiale du Québec, le plan d'action de la Fédération des cégeps est un signal clair que la grève fonctionne. «La ministre n'a plus vraiment le choix de bouger sur la question des droits de scolarité au Québec», dit le président de la Fédération, Léo Bureau-Blouin. Pascale Breton, La Presse

Les directeurs généraux des cégeps estiment que le coût de la grève étudiante, qui dure depuis plus de 10 semaines, risque d'effacer les bénéfices provenant de la hausse des droits de scolarité pour l'année à venir. La hausse de 325 \$ par année des droits de scolarité doit notamment servir à financer les universités. La première année de la hausse, à compter de septembre 2012, le gouvernement estime qu'une somme supplémentaire de 41 millions pour les universités proviendra de la contribution étudiante.

La Fédération des cégeps, en collaboration avec les directeurs généraux des cégeps, a rédigé au cours des derniers jours un plan d'action, que La Presse a obtenu, dans lequel ils sonnent l'alarme.

«Les directeurs généraux estiment qu'on entre dans une zone où le rattrapage de la session coûtera plus cher que l'augmentation des droits de scolarité», écrit la Fédération des cégeps dans le document en six points. «Sans connaître précisément pour l'instant la hauteur des coûts du boycottage des cours pour les collèges et les universités, nous jugeons que l'ensemble des coûts de ce conflit pour l'État québécois pourrait dépasser les 40 millions ciblés la première année», confirme la porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier. Selon les informations obtenues, la grève pourrait coûter «quelques millions», seulement pour le collégial.

Le salaire du personnel enseignant doit être pris en compte dans le calcul des coûts, mais aussi les heures supplémentaires faites par le personnel administratif et technique pour terminer le trimestre au-delà de la date prévue.

#### **Pertes de revenus**

Plusieurs établissements ont dû embaucher des agents de sécurité. D'autres ont perdu des revenus provenant de la location de locaux ou de la tenue d'activités sportives.

Des données qui ne tiennent pas compte des coûts liés au vandalisme ou des dépenses engagées par la sécurité publique.

Le plan d'action a été conçu le 16 avril dernier, lors d'une conférence téléphonique entre les directeurs généraux et la Fédération des cégeps.

Dès le lendemain, un appel devait être fait au cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour «signifier le ras-le-bol» des cégeps à l'égard de la grève.

Les directeurs généraux la pressaient aussi d'entamer des discussions avec les deux fédérations étudiantes (FEUQ et FECQ), ainsi qu'avec la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Ces discussions ont débuté en fin de journée lundi.

Pour la Fédération étudiante collégiale du Québec, le plan d'action de la Fédération des cégeps est un signal clair que la grève fonctionne.

«La ministre n'a plus vraiment le choix de bouger sur la question des droits de scolarité au Québec, de faire un compromis. On est arrivés à un point où les coûts de la grève sont rendus plus importants que ce que va rapporter la hausse des droits de scolarité», dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin.

En 2005, la grève avait duré 52 jours et avait entraîné des coûts élevés. Le ministère de l'Éducation a dû verser une subvention spéciale de 350 000 \$ aux cégeps, uniquement pour les aider à absorber les dépenses supplémentaires liées au salaire versé aux enseignants non permanents pour rattraper le trimestre, indique la responsable des communications au Ministère, Esther Chouinard.

Cette année, il est encore trop tôt pour chiffrer les dépenses supplémentaires, «mais les gens planchent déjà sur des scénarios», ajoute Mme Chouinard.

Au-delà des coûts économiques, la grève a aussi des impacts humains. Au collégial, les cégépiens qui veulent s'inscrire à l'université en septembre ou ceux inscrits dans les programmes techniques sont particulièrement touchés.

Des élèves en soins infirmiers ne pourront pas travailler dans les hôpitaux durant l'été comme externes parce qu'ils doivent avoir terminé leur deuxième année.

D'autres cégépiens inscrits dans des techniques où ils alternent entre les stages et les études ne pourront pas entreprendre leur stage rémunéré à la mi-mai si le trimestre se poursuit jusqu'en juin.

### **LE DEVOIR: Négociations avec les étudiants - Le suspense se poursuit à Québec: Le climat s'est envenimé à l'Assemblée nationale - Mercredi 25 avril 2012**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Hier, les cours ont été suspendus dans deux écoles secondaires, l'école Joseph-François-Perrault (ci-dessus) et l'Académie de Roberval, où les élèves ont voté démocratiquement la semaine dernière trois jours de grève en solidarité avec le mouvement étudiant.

Lisa-Marie Gervais

Le milieu de l'éducation retient son souffle alors que le premier blitz de négociations entre la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et les quatre organisations étudiantes s'achève cet après-midi. Le délai de 48 heures pour dénouer la crise sera allongé si nécessaire, a laissé entendre

la ministre. Compte tenu du « ton respectueux » des pourparlers, elle a dit vouloir « laisser les discussions se faire ».

Toutefois la trêve devra continuer, a-t-elle insisté. Aucune action de perturbation économique ou sociale ne devra être perpétrée et endossée par les groupes d'étudiants en négociations. Si le trajet est fourni et qu'elles sont pacifiques, les manifestations sont tolérées. « Ce qu'on ne veut pas, c'est des ponts ou la Banque Nationale bloqués », a indiqué Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de la ministre.

Alors que l'appel au calme de la ministre Beauchamp a été passablement respecté hier, c'est à l'Assemblée nationale que le climat s'est envenimé. Dans un échange musclé, la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, a exigé que le premier ministre, Jean Charest, s'excuse pour ses propos « méprisants » tenus lors du Salon Plan Nord vendredi dernier, ce qu'il a refusé de faire. M. Charest n'a pas non plus renié les propos qu'il a tenus plus tôt hier en matinée, laissant entendre que son gouvernement avait toujours tendu la main aux étudiants. « Depuis très longtemps qu'on veut se mettre à la table, enfin nous y sommes. Ça a pris du temps pour les associations de venir à la table, mais nous y sommes », avait-il déclaré.

Enfin, interrogé à savoir si une baisse, un moratoire ou un étalement des droits de scolarité faisaient partie des négociations, le premier ministre a indiqué que celles-ci ne se tiendraient pas sur la place publique. À son tour, il n'a pas manqué sa chance de rappeler à Mme Marois qu'elle n'avait toujours pas fait connaître sa position sur le sujet. « Pourquoi est-elle incapable de dire aux Québécois la position qu'elle, et son parti, défend ? Si ce n'est pas un échec lamentable de leadership », a dit M. Charest, en déplorant qu'elle continue de porter le carré rouge.

#### **Manifestations d'élèves du secondaire**

Hier, les cours de deux écoles, Joseph-François-Perrault et l'Académie de Roberval, ont été suspendus, les élèves ayant voté démocratiquement la semaine dernière trois jours de grève en solidarité avec le mouvement étudiant. Des manifestations et des piquets de grève se sont tenus en face des établissements. Le même scénario pourrait vraisemblablement se reproduire aujourd'hui, malgré un avertissement de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) qui demande aux élèves de reprendre les cours pour permettre le dénouement de la situation. « Compte tenu de la demande de trêve [...], toute nouvelle action pourrait être perçue comme un élément perturbateur », a fait savoir la CSDM par voie de communiqué. Les cours ont également été perturbés à l'école Édouard-Montpetit sans qu'ils soient annulés.

Le premier ministre a répété qu'il souhaitait que les étudiants retournent en classe sans plus attendre. « Nous espérons, nous voulons, que pendant la période où il y a discussion, et après, que les étudiants restent à leurs cours, qu'ils ne boycottent pas leurs propres cours », a-t-il soutenu.

Malgré le calme apparent dans les rues et dans la majorité des campus, la tension est maintenue en raison du recours aux injonctions. À Montréal, un juge a entendu la requête d'étudiants du cégep Saint-Laurent qui souhaitaient retourner en classe. À Sherbrooke, environ une centaine d'étudiants ont occupé le pavillon de l'administration du cégep, protestant contre la décision de la Cour supérieure rendue la semaine dernière, qui forçait la reprise des cours. La ministre de l'Éducation n'a pas dit si cette occupation constituait ou non un bris de trêve.

Des étudiants ont par ailleurs reconduit la grève dans plusieurs établissements, dont ceux du cégep Montmorency et de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal (2e cycle). Par contre, la tentative de relancer la grève a échoué au cégep de Drummondville. À ce jour, sept cégeps au moins ont dû annuler leur session d'été. Quelque 180 000 étudiants sont actuellement en grève.

### **Impatience et inquiétude**

Au 73e jour de grève, l'inquiétude croît particulièrement au sein des milieux qui auront besoin de la main-d'oeuvre étudiante l'été venu. L'Association québécoise du loisir municipal (AQLM) a dit craindre que certains services soient compromis. « On pourrait se retrouver en juin avec de belles journées chaudes et des piscines fermées », a dit Luc Toupin, le

directeur général de l'AQLM. La préparation des camps de jour qui se fait normalement en juin pourrait aussi souffrir de la prolongation de la session. « Presque 100 % des camps de jour font appel à la main-d'oeuvre étudiante », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, Amnesty internationale croit que la police est allée trop loin et interpelle le gouvernement sur la façon dont la sécurité est assurée durant les manifestations. L'approche et les tactiques des forces policières ont entraîné « des violations des droits fondamentaux », a conclu l'organisation en se basant sur la plainte déposée par un professeur de l'Université du Québec à Montréal, qui a été matraqué lors de l'émeute vendredi dernier, ainsi que sur des témoignages, récits journalistiques et autres rapports.

En cette période de trêve, des manifestations continueront d'avoir lieu. Les deux fédérations étudiantes collégiale et universitaire tiendront une manifestation demain pour maintenir la pression tandis que cet après-midi, à la place Émilie-Gamelin, c'est la CLASSE qui invite tout un chacun à manifester afin de souligner ironiquement la fin des sessions universitaires. En temps normal, les cours de la session d'hiver auraient dû se terminer aujourd'hui.

L'Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM a quant à elle reporté à ce soir une manifestation à laquelle au moins 1200 personnes ont confirmé leur présence sur Facebook. « Nous voulons nous assurer d'avoir un maximum de gens pour troubler la paix sociale asservissante si chère à Line », pouvait-on lire.

À 21h30 hier soir, une manifestation a réuni quelques centaines de personnes au parc Émilie-Gamelin. Les manifestants se sont déplacés vers l'ouest, d'abord de façon pacifique, puis des vitres de voitures ont été brisées et des feux d'artifice ont été lancés. « Ce n'est pas une manifestation de la CLASSE, a indiqué un groupe de manifestants au carré rouge interrogés au sujet de la trêve. On est juste des étudiants qui avons choisi individuellement de faire une manifestation. »

Cette dernière a été déclarée illégale environ une heure après le départ et les manifestants se sont dispersés en groupes. Des dizaines de voitures de police se déplaçaient dans le Quartier des spectacles.

Avec La Presse canadienne

### **Vos réactions (77)**

## **LE DEVOIR: La CLASSE avait prévu d'« exiger », pas de « négocier »: Québec a embauché comme négociateur l'avocat Pierre Pilote – Mercredi 25 avril 2012**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

*Après plusieurs semaines de grèves marquées par de nombreuses manifestations, les fédérations étudiantes se sont assises avec le gouvernement pour trouver une issue au conflit.*

Antoine Robitaille

Québec — Ne pas « négocier » mais « exiger » : tel est le mandat qu'a obtenu le quatuor de représentants de la CLASSE, une des quatre associations étudiantes à participer depuis lundi aux pourparlers de sortie de crise avec le gouvernement.

Ces représentants ont été élus parmi sept candidats le 18 février lors d'un Congrès de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Jusqu'à lundi, l'organisation était considérée comme une indésirable par Québec. « Ce comité, dit de négociation, devra non pas négocier, mais exiger », arguait Philippe Lapointe dans une lettre ouverte où il défendait sa candidature en février. L'étudiant à l'UQAM est aussi responsable aux affaires académiques sur l'exécutif de la CLASSE. « Je n'aime pas négocier, je n'aime pas les fédés [fédérations étudiantes] et je n'aime pas le gouvernement », affirmait dans sa lettre Shanie Morasse, étudiante à l'UQAM aussi élue au comité. Mme Morasse y expliquait qu'elle n'aime pas ce type de réunion « dans lesquelles personne ne s'aime et

que tout est faux » et où, « quand tu quittes la salle, tu as mal aux joues parce que tu as trop fait des sourires "fake" ». « De toute façon, moi je n'ai pas vraiment envie de négocier, moi je veux exiger ce que le Congrès exige. »

Conformément à la structure de « démocratie directe » qui fonde la CLASSE, le comité n'a pas de marge de manoeuvre et doit se rapporter aux assemblées. « Le fait que ce comité n'a aucun pouvoir le rend vraiment cool », notait Mme Morasse. Un autre membre élu, Nicolas Lachance-Barbeau, dans sa lettre, affirmait qu'« aller » s'asseoir avec les gens du ministère de l'Éducation » était « contre [ses] valeurs ». « J'ai finalement compris que c'est justement PARCE QUE c'est contre mes principes qu'on me le demande », opinait l'étudiant à l'Université de Sherbrooke avant d'ajouter : « En processus de négociation, je suis plutôt connu pour ne pas négocier. Ça tombe bien. »

L'autre élu au comité, Justin Arcand, du cégep de Valleyfield, expliquait pour sa part dans sa missive que toute négociation entre les étudiants et le gouvernement devrait se tenir « à l'extérieur » en signe de transparence, proposition que « Mme Beauchamp et ses acolytes n'accepteront sûrement pas » étant donné leur « attitude de petite-bourgeoisie et leur historique de manigance ». M. Arcand promettait aussi de lutter contre les « magouilles gouvernementales et fédérationsnelles ».

Le Devoir a appris que le gouvernement a choisi d'opposer aux étudiants l'avocat Pierre Pilote de la firme Gowlings, qui a été négociateur en chef du gouvernement au moment du renouvellement des conventions collectives des syndicats du secteur public, Clément D'Astous, le secrétaire associé au sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes et Christiane Piché, sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur au MELS.

Quant à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), elle a délégué dans la capitale quatre membres de son exécutif sous l'égide d'une « négociatrice en chef », la porte-parole Martine Desjardins. L'accompagnent le vice-président exécutif, Yanick Grégoire, le vice-président aux affaires universitaires, Laurent Gauthier, et la vice-présidente aux affaires sociopolitiques, Ariane Campeau.

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), représentant des associations de l'Université Laval, McGill et Sherbrooke qui ont rompu avec la FEUQ en 2005, a aussi deux représentants : Simon Gosselin et Paul-Émile Auger. Enfin, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est représentée par son président, Léo Bureau-Blouin, ainsi que son vice-président, Simon Harvey.

**LE DEVOIR: Des mesures exceptionnelles sont adoptées au Conservatoire de musique - Mercredi 25 avril 2012**

Le Devoir  
Le Conservatoire de musique de Montréal se défend bien d'annuler la session de ses étudiants qui font la grève depuis le 19 mars pour la gratuité scolaire. « Au contraire, le Conservatoire a adopté des mesures exceptionnelles afin que le présent trimestre ne se solde pas par un échec pour ses élèves », a expliqué la directrice des communications de l'établissement d'enseignement, Nancy Bélanger, en réaction à un article publié dans Le Devoir samedi dernier.  
L'horaire des étudiants sera réaménagé au cours des sessions d'automne et d'hiver prochains. Les étudiants reprendront les cours théoriques à travers leurs autres cours en établissant des ententes avec les professeurs.  
Pour les cours de spécialité, les étudiants dont les résultats scolaires sont « particulièrement élevés » pourront les reprendre en accéléré sans frais au cours de la prochaine année. Les cours de discipline des étudiants qui n'ont pas les notes voulues devront toutefois être repris et repayés. Ces mesures concernent uniquement les étudiants qui ont manqué deux cours et plus dans chaque matière.  
Le Conservatoire a choisi de reporter les cours manqués à l'an prochain puisqu'il ne s'y tient pas de classes pendant la période estivale. « Les directeurs du Conservatoire de musique de Mon-

tréal et du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec ont rencontré les élèves à trois reprises pour leur proposer un protocole de retour en classe », a dit Nancy Bélanger, arguant que la direction a fait preuve d'ouverture.  
L'Association étudiante du Conservatoire de musique de Montréal déplorait vendredi dernier les mesures adoptées, les qualifiant de « annulation discriminatoire de la session ».

**Vos réactions (4)**

- Q1234 - Inscrite, 25 avril 2012 06 h 55  
Une facture déjà augmentée pour la prochaine session.  
Ces mêmes étudiants, que l'on dit vouloir aider ici, ont déjà reçu leur formulaire de confirmation d'inscription pour l'an prochain et les frais de scolarité exigés sont déjà haussés. Pour le niveau collégial, ils passent de 100\$, à 275\$ (150\$ de frais afférents et 25\$ contribution à la fondation) sans même attendre ce que donneront les négociations des associations étudiantes avec le ministre. Ceci n'est pas la fin de la hausse prévue. Il faut voir pour les niveaux universitaires. Il faut dire que le Conservatoire s'éloigne de plus en plus de sa mission de permettre l'accessibilité à la formation musicale pour tous et la direction semble oublier qu'une majorité

d'étudiants ne peuvent se payer une telle facture.  
Carole Dionne - Inscrite, 25 avril 2012 09 h 06  
J'imagine le rattrapage  
Une entente avec le prof. Cela va donner un diplôme de derrière. Cela ne vaudra pas grand chose. Déjà que plusieurs étudiants ont de la misère à suivre 5 ou 6 cours par session, imaginez d'en rajouter par la bande. Voyons, on nous prend pour des ...  
Albert Descôteaux - Abonné, 25 avril 2012 09 h 37  
conséquences facheuses  
Malheureusement pour les étudiants en grève, il y aura dans certains cas des conséquences financières. On peut comparer cela aux salariés qui ne reçoivent pas de salaires durant une grève. C'est triste, mais c'est la réalité.  
André Michaud - Inscrit, 25 avril 2012 10 h 37  
Assumer ses choix  
Ceux qui ont décidé de boycotter les cours doivent assumer LEUR choix..c'est ça la liberté. On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre.. Sans cours, pas de diplôme..ou alors les diplomes ne vaudraient absolument rien!

**RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Éducation supérieure : les discussions reprennent ce matin - Mise à jour le mercredi 25 avril 2012 à 0 h 35 HAE**

Radio-Canada avec La Presse Canadienne  
Le reportage de Martine Biron  
Les discussions entre la ministre de l'Éducation et les 11 représentants des grandes associations étudiantes ont été suspendues peu après minuit et reprendront mercredi matin.  
Interrogée mardi par les journalistes sur le déroulement des pourparlers, la ministre de l'Éducation a indiqué qu'elles se déroulaient « sur un ton respectueux » et qu'en raison de ce climat positif, elle entendait « laisser les discussions se faire ».  
Cette rencontre entre la ministre et les représentants étudiants vise à mettre un terme au conflit et aux grèves étudiantes qui durent depuis maintenant 72 jours.  
Les pourparlers, les premiers à s'ouvrir depuis le début du conflit, **ont commencé vers 16 h lundi**, après que les étudiants eurent accepté de respecter une trêve de 48 heures des gestes de perturbation de nature économique et sociale. Les associations étudiantes ont jusqu'à maintenant respecté le mot d'ordre, évitant tout débordement.  
La teneur des discussions n'a pas été dévoilée publiquement pour le moment. La ministre Beauchamp dit avoir convié les étudiants pour discuter de gestion des universités et d'accessibilité aux études. Les étudiants assurent qu'ils parleront de la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.  
En théorie, les 48 heures fixées par la ministre pour la tenue des discussions se termineront mercredi, à 16 h. Mais le ministère de l'Éducation affirme que cela n'est pas une finalité et que si les discussions progressent, elles vont se poursuivre au-delà de ce délai.  
Dans un communiqué publié mardi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a invité les étudiants à poursuivre la grève pendant les négociations. Selon la FECQ, c'est la grève qui assure un « rapport de force face au gouvernement et c'est pourquoi il est essentiel de la continuer ».

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) organise quant à elle une manifestation à 14 h mercredi « afin de souligner ironiquement la fin des sessions universitaires dans plusieurs institutions au Québec », peut-on lire dans son communiqué.

**Vifs échanges à l'Assemblée nationale**



Lors de la période de questions à l'Assemblée nationale, mardi, la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, a pressé le premier ministre Charest de présenter ses excuses pour ses commentaires sur les manifestations étudiantes **qui ont soulevé la controverse**, vendredi dernier.  
La chef péquiste n'a toutefois pas obtenu d'excuses, M. Charest l'accusant plutôt d'avoir tardé à condamner la violence dans les manifestations étudiantes.  
Mme Marois n'a pas eu plus de succès avec ses questions sur le mandat des négociateurs du gouvernement actuellement en discussion avec les étudiants. Elle demandait notamment au gouvernement libéral s'il était question d'étalement de la hausse des droits de scolarité sur une plus longue période que les cinq ans prévus. M. Charest a rétorqué que le gouvernement et les représentants étudiants s'étaient entendus pour ne pas négocier sur la place publique.

« Le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement, encore une fois, comme c'est à son habitude, a attendu d'être poussé dans ses derniers retranchements avant de tendre l'oreille. »  
Pauline Marois



« Malheureusement, elle a agi de manière irresponsable dans cette affaire-là, elle porte encore le carré rouge aujourd'hui, elle en portera la responsabilité également aux yeux des Québécois. »  
Jean Charest

**Jean Charest pour un retour en classe**

Plus tôt mardi, le premier ministre du Québec avait fait quelques brefs commentaires sur l'ouverture du dialogue entre son gouvernement et les étudiants.

« Nous, on fait ça avec ouverture. Depuis très longtemps qu'on veut se mettre à la table, enfin nous y sommes. Ça a pris du temps pour les associations de venir à la table, mais nous y sommes. Dans les circonstances, je vais laisser le soin aux gens de se parler, et on va éviter de faire des commentaires », a-t-il déclaré.

M. Charest a répété qu'il souhaitait que les étudiants retournent en classe sans plus attendre. « Nous espérons, nous voulons, que pendant la période où il y a discussion, et après, que les étudiants restent à leurs cours, qu'ils ne boycottent pas leurs propres cours. En boycottant leurs propres cours, ils sont les premiers à en subir les conséquences. Alors, il n'y a pas de raison de boycotter », a dit le premier ministre.

**Débrayage au secondaire**

Le mouvement de grève étudiante s'est transporté **dans certaines écoles secondaires de Montréal mardi matin**.  
L'École secondaire Joseph-François-Perrault et l'Académie de Roberval ont

fermé leurs portes, et l'enseignement a été perturbé à l'École Édouard-Montpetit. Le premier ministre du Québec, Jean Charest, est en désaccord avec cette démarche. « Il n'y a pas de raison pour laquelle les élèves du secondaire devraient boycotter leurs propres cours. Il n'y en a pas », a-t-il déclaré mardi matin. « D'autant plus qu'on est en négociation avec les représentants des associations étudiantes. »

### La judiciarisation du conflit se poursuit

Les tribunaux continuent à être saisis de demandes d'injonction provenant d'étudiants qui veulent forcer le retour en classe.

À Sherbrooke, près d'une centaine d'étudiants mécontents de la décision rendue par la Cour supérieure forçant le Cégep de Sherbrooke à reprendre les cours jeudi ont occupé un pavillon de l'établissement où se trouvent des bureaux administratifs. À Montréal, un juge entendait en après-midi une requête en injonction d'étudiants du Cégep Saint-Laurent.

En complément

• Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



• Vidéo - [Le reportage de Martine Biron](#)

[Les commentaires \(544\)](#)

## JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Grève | étudiants: Des recteurs dans le sud: En pleine grève, des dirigeants d'université voyagent en première classe - Publié le: mardi 24 avril 2012, 22H38 | Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 23H18

### Un voyage coûteux

Heather Munroe-Blum, Université McGill :

**10 506,24 \$** (avion et hébergement)

Yves Beauchamp, ÉTS :

**8 800 \$** (avion et hébergement)

Sylvain Benoît, UQTR :

**environ 7 000 \$** (transport, hébergement et séjour)

Ces montants ne comprennent pas les allocations pour les repas.

Source : McGill, UQTR, ÉTS

Selon l'Université McGill et l'UQTR, ce voyage est « essentiel ».

« En plus de signer des ententes avec d'autres universités, nous allons recruter des étudiants. Le gouvernement brésilien accordera plus de 100 000 bourses au cours des quatre prochaines années à des étudiants qui souhaitent étudier à l'étranger. C'est une belle opportunité pour nous », souligne Guylaine Beaudoin, la porte-parole de l'UQTR.

► L'Université Concordia, qui devait être aussi du voyage, s'est désistée la semaine dernière. L'UQTR y enverra seulement son directeur des relations internationales, Sylvain Benoît, puisque la rectrice, Nadia Ghazzali, a annulé, hier, sa participation, afin de pouvoir « suivre l'évolution de la grève étudiante ».

### Des recteurs dans le sud - Images



Photos courtoisie

L'hôtel Windsor Barra, où logeront les recteurs est un des établissements cinq étoiles les mieux cotés de Rio de Janeiro, au Brésil. Il donne directement sur une magnifique plage.

Sarah-Maude Lefebvre

**Au moment où des associations étudiantes remettent en question la gestion des universités québécoises, des recteurs s'envolent aujourd'hui pour le Brésil, en Amérique du Sud, où ils logeront dans deux luxueux hôtels. La rectrice de McGill voyagera même en classe affaires pour un montant qui frôle les 9 500 \$.**

Le séjour a été organisé par l'Association des universités et des collèges du Canada pour faire la promotion des universités canadiennes. Les premières rencontres débutent, aujourd'hui, à Rio de Janeiro.

L'Université McGill, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et l'École de technologie supérieure (ÉTS) seront du voyage et ont déboursé chacune près de

10 000 \$ pour y envoyer leurs représentants pendant trois jours.

Première classe pour McGill Seulement en billets d'avion, l'Université McGill dépensera 9 470,05 \$, car la principale et vice-chancelière, Heather Munroe-Blum, a émis le souhait de voyager en classe affaires.

« C'est un long voyage, justifie la porte-parole Julie Fortier. Mme Monroe-Blum doit dormir dans l'avion, car elle doit assister à plusieurs activités dès son arrivée au Brésil. Comme elle doit être revenue à une date précise, le prix du billet de retour est aussi plus élevé. »

Le directeur général de l'ÉTS, Yves Beauchamp, se déplacera aussi en classe affaires pendant une partie du voyage.

### Des hôtels luxueux

Durant leur séjour, les recteurs logeront dans deux hôtels cinq étoiles situés à Rio de Janeiro et à São Paulo.

« Ce sont de très beaux hôtels, où les clients paient 500 \$ la nuit en général, explique Geneviève Lemaire de l'agence Voyages à prix fous. On peut les comparer à l'hôtel Reine-Élisabeth à Montréal. »

### Montrer 1 commentaire (Québec)

• Student77195 [Réduire](#)

NON mais NON! vous allumez tu la que dans le fond les étudiants ont en partie raison commençons par faire le ménage à l'intérieur

même des murs de tout nos organismes, commissions, régies, etc...etc...etc...

C'est gens doivent être carrément congédiés et imputable par des mesures sévères, ce

sont des gens sans éthiques et sans scrupules qui profitent de l'argent collective.

Il est temps d'arrêter le robinet de couler, pensez-y , en pleine crise comme nous vivons présentement ils ne sont même pas gè-

### Des recteurs dans le sud - Images



nés de partir quand même...au moins ceux qui ont annulés démontrent un certain respect?

Si cela est tellement nécessaire Mme la porte parole et bien que l'on voyage en classe standard ainsi qu'en hôtel standard...si tu veux le luxe paie la différence tu est payé en conséquence.

Moi mes voyage je me l'ai paye et si je décide d'aller dans un 5 étoiles je me le paye!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

Quand on aura fait le ménage à l'intérieur des murs de tous ce qui est public, alors la ce sera à tous de contribuer et tous vont comprendre que l'on doit mettre l'épaule à la roue afin de ne pas devenir une autre Grèce.

Les étudiants ou les jeunes réalisent l'ampleur du dégât laissé en partis par les Boomers mais de toute façon je ne veux pas revenir sur le passé car ils ont aussi faient de

bonne chose mais la collectivement tous doit payer, les étudiants compris mais pas 75% d'augmentation???

Après le ménage nous pourrions être surpris de l'ampleur de l'argent que nous aurons pour tout nos services public.

Quand on y pense, les impôts, les taxes, les droits de ci et de sa.....merde en plus du gaz par exemple qui augmente constamment et du coup augmente les revenus du gouvernement c'est quoi la joke?

Des services que l'on se payent à coût ridicule ex: les garderies (OUPS! excusé les centre de la petite enfance....) 5\$ euh! non 7\$ ridicule 12\$ minimum et retour d'impôt au moins bien nantis qui travaillent et 0\$ de retour au 80 000\$ et plus et ne vous trompez cela m'affecte aussi.

Nous sommes devenus une collectivité qui regarde son nombrils en essayant toujours d'en payer le moins possible et si une me-

sure sociale insensée fait notre affaire et bien qu'on la garde, moi j'en profite au dépend du bien collectif et cela est le reflet de ceux qui nous dirigent. (gouvernement)

Je m'inclus dans le lot mais je crois que cela doit cesser.

M. Harper change les règles pour les retraites tout en profitant du fond de pension le plus généraux jamais vue au Canada, taux intérêts garantie de 10% et plus je crois quand moi mes petits REER non seulement n'augmentent pas mais baisse vue la conjoncture des taux en ce moment!

Des exemples comme cela ils y en à plein??? Nous devons absolument nous prendre en main collectivement!

[Afficher 62 de 64 commentaires \(Montréal\)](#)

## **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Discussions - Grève étudiante: Un «ton respectueux» - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H58 | Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 18H09**

VIDÉO: La ministre Line Beauchamp commente les négociations avec les étudiants. , 25 avril 2012 , Journal de Québec Régys Caron

**QUÉBEC - Maintenant que les négociations avec les associations étudiantes sont bien engagées, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp se dit prête à prolonger les discussions au-delà de l'échéance de 48 heures qu'elle a posée hier.**

«J'ai assisté à la première partie de la rencontre, j'étais en mode écoute, j'ai pu entendre chacune des propositions des associations», a dit Line Beauchamp à l'entrée du caucus des députés libéraux ce midi. Les discussions ont débuté sur le coup de 16h hier et se sont poursuivies jusqu'à minuit avant de prendre vers 11h ce matin.

L'échéance de 48 heures signifie que les discussions prendraient fin vers 16h demain. L'attachée de presse de la ministre, Mme Hélène Sauvageau,

**Afficher 15 de 15 commentaires (Montréal)**

• 129enazTop 50

Un ton respectueux.....La CLASSE n'a pas encore pris la parole ?

Je m'excuse , c'est vrai, il y a une trêve

• [Jean-Francois](#)

la CLASSE ne parle surement pas beaucoup, puisque a la base ils sont contre toute augmentations, donc je sais pas vraiment à quoi ils vont servir dans cette négociation... comment on peu négocier quand l'autre impose un non recevoir sur tous les offres du gouvernement depuis 2 ans

• Paterson81Top 50

En fait, je crains que la présence de la CLASSE ne soit "le manche à balais dans la roue de la bicyclette".....

• pouletpoulet

SI tu suivais un peu ce qui se passe... tu saurais qu'il n'y a pas de trêve... et sache... que peu importe ce que tu peux penser... les membres de la CLASSE ne sont pas que des sauvages sans respect pour autrui...

• dajotTop 100

mde marois n'encourage pas le desobéissance civile et la violence au moins,

• amigo27

Pauvre Pauline Marois qui veut donner des leçons mais qui à ce jour n'a démontré aucun leadership en rapport la présente crise et ce, même si elle avait la chance d'être objective et pro-active. Je reconnais qu'elle est la chef de l'Opposition mais avec un climat sociale et économique si perturbé par ce boycott étudiant, elle aurait pu apporter une plus valeur mais a préféré faire l'autruche en espérant que le gouvernement en place se mette dans l'embarras. Elle doit être déçu car la majorité de la population est pour la hausse des frais de scolarité.

a signifié toutefois que les négociations pourraient se prolonger au-delà de cette limite que Mme Beauchamp avait posée lundi. «J'ai dit qu'on souhaitait un cadre de 48 heures parce qu'à l'évidence il faut agir très rapidement pour rétablir le cours normal de la session d'études», a rappelé la ministre.

«Les discussions se font sur un ton respectueux», a convenu Mme Beauchamp, précisant qu'elle avait pris entente avec les associations étudiantes de ne pas commenter publiquement l'évolution de ces négociations. Les associations étudiantes ont fait savoir ce matin qu'elle feraient de même.

Le premier ministre Jean Charest a déclaré pour sa part que son gouvernement abordait ces négociations avec ouverture.

«Après 71 jours il était plus que temps que le gouvernement se mette à table», a dit la chef du Parti Québécois Pauline Marois.

Elle pense qu'à ses petits votes qu'elle pourrait avoir avec ses petits étudiants plutôt qu'au bien-être en général de la population québécoise avec une optique que chacun doit payer sa part. Lorsqu'elle était au pouvoir comme ministre, elle a gafouillé a maintes reprises avec des décisions qu'on tente encore aujourd'hui de corriger à cause de sa mauvaise gestion. Chaque gouvernement fait des erreurs, le monde n'est pas parfait. Le fait qu'elle s'oppose à la hausse avec le port du petit carré rouge, elle nous annonce d'avance que si elle venait qu'être porté au pouvoir lors des prochaines élections, elle va exiger sans aucun doute que l'on paie tous pour le manque à gagner dans les coffres du gouvernement.

• Sarcastique

Avouons que Madame la Ministre semble une personne très posée et pacifique, voir même maternelle.

Elle saura assurément porter une oreille attentive aux étudiants qui demandent attention, respect, reconnaissance et écoute.

Je rêve déjà qu'ils se donnent tous l'accolade et aussi les regarder plaisanter avec la Ministre au sortir de ces 48 heures de négociation comme de joyeux lurons.

Qu'il est grand le mystère de la foi.

• 100peurs

il faut pas oublier que sa carrière est psychologue, alors pour écouter il ne devrais pas avoir de problème

• vettebob

Elle gagne du temps. On ne peut pas régler un tel problème en 48 heures. La Classe a été amenée dans ce débat de force et son porte-parole-sans-pouvoir-décisionnel ne pourra pas donner de décision sans aller voir ses membres démocratiques lui dire quoi répondre.

• charlot\_88

La photo et elle dit tout de "go"

«Calmez-vous les petits maman va sécher vos larmes»

• Shiris

Est-ce qu'ils vont devoir attendre à la fin de semaine prochaine et ce rencontrer pour décider s'il prolonge la trêve ou la CLASSE pourra décider dans la semaine ?

• jeanpeuplus

Bon enfin accordez vous c'est si beau l'accordéon, Les singeries pis niaserie ça a jamais fait avancé le monde , ça fait rire les niaiseux pis ça excitent les frustrés, Il y a un débat d'idées contradictoires mais dans le même intérêts du moins je l'espère.entre jens de bonne foi on devraient améliorer les résultats.domage que l'exercice d'ouverture n'as pas eu lieu plus tôt.

• 100peurs

a t-elle condamné le jugement du juge dumas a sherbrooke pour avoir ignoré le statut quo pendant les négociation..... bien sur que NON

La ministre a été claire pour une fois, STATUT QUO dans tout les institution pendant les négociation, ceux qui peuvent aller à l'école le font et ceux qui sont en boycott le reste mais non la un juge plus gros que l'état ordonne une injonction pour le retour en classe. Tout étant déposé apres le discours de la ministre. Vivement la justice

• gernath

Bon, elle avait peur pour rien, elle vient de s'en rendre compte.

• Action Abstention

Maintenant c est urgent! Ça fait depuis février que ca perdure

**Afficher 9 de 9 commentaires (Québec)**

• ulrich1961



Pourquoi avoir pris autant de temps quand on sait qu'à la fin vous allez négocier ? Autant d'argent, de temps et de violence et de bastonnade vous nous dire que le ton de la discussion est respectueux. Est-ce que nous sommes des cavats utiles Madame La ministre pour ramasser la facture !

- Gil
- Les gouvernements sont très rusés: il y a eu la nuit "Des longs couteaux" avec le gouvernement fédéral. Il y a eu souvent des lois spéciales provinciales pour écraser les enseignants et les infirmières, on se sert souvent de la cour provinciale quand cela fait l'affaire du gouvernement. "César" Charest est un guerrier sans pitié. Il y a sûrement anguille sous roche. J'espère que les étudiants éviteront les pièges des fourbes!
- Rémi Drolet
- Par son entêtement irresponsable, le gouvernement a lui-même créé l'« urgence » qu'il invoque aujourd'hui. S'il avait accepté dès le début du conflit de s'asseoir pour négocier avec les représentants étudiants au lieu de se peindre dans le coin comme il l'a fait, la grève serait probablement finie depuis longtemps, les étudiants seraient de retour en classe, le gouvernement aurait économisé des millions en temps supplémentaire et en

munitions pour les policiers et il n'y aurait pas eu de vandalisme ni de blessés. C'est ÇA un gouvernement incompétent et borné.

- Marin26
- Mémoire courte, les étudiants ont refusé de discuter il y a bien longtemps, longtemps avant la grève, et la classe qui refusait de reconnaître les actes de violences, toujours pour la grève jamais pour le bon sens, quel société
- monaco00
- Se n'est pas aux étudiants à être Boss au Québec c'est au gouvernement. Si les étudiants ne sont pas content de leur gouvernement aux élections ils n'ont qu'à aller voter. Avec un changement ça va être pareil, on est endetté. Et l'éducation coûte très chère au Québec.....
- Christian
- Les étudiants ont fait reculer ce gouvernement incompétent qui aurait dû parler dès le début avec les étudiants. Si le gouvernement veut renflouer ses coffres et en mettre sur la dette, rien de plus facile. Ils n'ont qu'à aller chercher les sous où ils sont. Éliminer les abris fiscaux pour les riches, faire payer aux grosses entreprises leurs justes dues telles que les impôts et l'électricité, etc. Les rot-

teux de la droite préfèrent couper les moins bien nantis afin d'avantager certains ..... du privé.

- Martin Carrier
- Le gouvernement va encore plier.... à la minorité. C'est décourageant.
- étudiante
- J'espère que le gouvernement au moins va tenir son bout de la hausse et ne pas la diminuer ni l'enlever. Mme Beauchamps disait tellement de fois que la discussion est sur tout SAUF concernant de bouger sur la hausse des frais.
- Tenez votre bout quand même, si vous vous penchez, c'est clair que nous retournerons dans le même manège de vandalisme et bordels à la prochaine tentative de hausse des frais.
- INFLATION, ça affecte tout, incluant l'éducation bordel!
- WO s't'assez
- Avec ce qui s'est passé hier soir, j'espère que la ministre va mettre tout le monde dehors et faire décréter une loi spéciale par le gouvernement, C'EST RENDU TROP LOIN!
- Il y a perte de contrôle et dérapage, ils sont passés par dessus la trêve, ce sera quoi le prochain affront?

**TVANOUVELLES: Moqueries à l'endroit des étudiants: Jean Charest refuse de s'excuser - Première publication mardi 24 avril 2012 à 15h34 - Mise à jour : mardi 24 avril 2012 à 23h13**



Crédit photo : archives Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI  
Interpellé par le chef du Parti québécois, Pauline Marois, le premier ministre Jean Charest a refusé de s'excuser, mardi, pour ses blagues à propos des étudiants qui manifestaient devant le salon du Plan Nord, vendredi dernier, alors qu'une manifestation tournait à l'affrontement avec les forces policières dans les rues de Montréal.  
«Est-ce que le premier ministre est prêt à s'excuser pour les propos qu'il a tenus vendredi dernier», a demandé, mardi, la chef de l'opposition, Pauline Marois, à l'ouverture de la période de questions à l'Assemblée nationale.  
Jean Charest a esquivé la question de la chef péquiste à trois reprises, lui reprochant d'avoir tardé à dénoncer les actes violents commis lors des manifestations étudiantes.

«À ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi, et dans le Nord autant que possible», avait déclaré M. Charest devant un parterre de gens d'affaires venus l'entendre au Salon du Plan Nord au Palais des congrès de Montréal. Sa déclaration avait soulevé un torrent de réprobations, notamment sur les réseaux sociaux. Les étudiants lui avaient reproché de jeter de l'huile sur le feu. M. Charest avait publié un communiqué soutenant que ses propos avaient été cités hors contexte.

Jean-Martin Aussant a par ailleurs déposé mardi après-midi une motion en chambre pour que l'Assemblée nationale dénonce les propos de Jean Charest à l'endroit des étudiants et pour rappeler entre autres au premier ministre que son rôle est de faire en sorte de régler les conflits sociaux et non de les attiser et que les gens qui manifestent sont des citoyens au même titre que les gens d'affaires auxquels il s'adresse.

**Négociations**

À une autre question de Pauline Marois, qui lui demandait ce que le gouvernement avait à offrir aux associations étudiantes qui négocient depuis lundi avec le ministère de l'Éducation, le premier ministre a rétorqué qu'il ne négociait pas sur la place publique. «Je souhaite que l'opposition se joigne à nous pour qu'on puisse arriver au dénouement de cette affaire-là», a dit M. Charest.

Pauline Marois et le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, ont reproché au gouvernement Charest d'avoir attendu 71 jours avant d'entamer des négociations avec les associations étudiantes pour mettre fin à la crise.

«On a perdu deux mois et demi. Il est temps de négocier sur l'accessibilité aux études supérieures. Geler les frais de scolarité reviendrait à subventionner les riches. [...] En bonifiant les prêts et bourses, on aide plus ceux qui en ont besoin», a plaidé M. Legault.

**Ton respectueux**

Les discussions entre les associations étudiantes et le MELS se sont poursuivies pendant toute la journée, mardi, sur un ton respectueux, a confirmé la ministre Line Beauchamp.

Mme Beauchamp s'est montrée disposée à prolonger, si nécessaire, les discussions au-delà de l'échéance de 48 heures qu'elle avait posée lundi et demandé que la trêve quant aux actes de désobéissance civile soit elle aussi prolongée.

Une quatrième association, la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ) s'est jointe à la FECQ, à la FEUQ et à la CLASSE pour participer aux négociations. Ainsi, l'équipe de négociateurs du MELS discute avec 12 représentants des étudiants : 4 de la FEUQ, 4 de la CLASSE, 2 de la FECQ et 2 de la TACEQ.

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Discussions - Grève étudiante: Un «ton respectueux» - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H58 | Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 18H09**

VIDÉO: La ministre Line Beauchamp commente les négociations avec les étudiants, 25 avril 2012, Journal de Québec

Régys Caron

**QUÉBEC - Maintenant que les négociations avec les associations étudiantes sont bien engagées, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp se dit prête à prolonger les discussions au-delà de l'échéance de 48 heures qu'elle a posée hier.**

«J'ai assisté à la première partie de la rencontre, j'étais en mode écoute, j'ai pu entendre chacune des propositions des associations», a dit Line Beauchamp à l'entrée du caucus des députés libéraux ce midi. Les discussions ont débuté sur le coup de 16h hier et se sont poursuivies jusqu'à minuit avant de prendre vers 11h ce matin.

L'échéance de 48 heures signifie que les discussions prendraient fin vers 16h demain. L'attachée de presse de la ministre, Mme Hélène Sauvageau,

**Afficher 9 commentaires (Québec)**

• ulrich1961

a significé toutefois que les négociations pourraient se prolonger au-delà de cette limite que Mme Beauchamp avait posée lundi. «J'ai dit qu'on souhaitait un cadre de 48 heures parce qu'à l'évidence il faut agir très rapidement pour rétablir le cours normal de la session d'études», a rappelé la ministre.

«Les discussions se font sur un ton respectueux», a convenu Mme Beauchamp, précisant qu'elle avait pris entente avec les associations étudiantes de ne pas commenter publiquement l'évolution de ces négociations. Les associations étudiantes ont fait savoir ce matin qu'elle feraient de même.

Le premier ministre Jean Charest a déclaré pour sa part que son gouvernement abordait ces négociations avec ouverture.

«Après 71 jours il était plus que temps que le gouvernement se mette à table», a dit la chef du Parti Québécois Pauline Marois.

Autant d'argent, de temps et de violence et de bastonnade vous nous dire que le ton de



la discussion est respectueux. Est-ce que nous sommes des caves utiles Madame La ministre pour ramasser la facture !

- Gil  
Les gouvernements sont très rusés: il y a eu la nuit "Des longs couteaux" avec le gouvernement fédéral. Il y a eu souvent des lois spéciales provinciales pour écraser les enseignants et les infirmières, on se sert souvent de la cour provinciale quand cela fait l'affaire du gouvernement. "César" Charest est un guerrier sans pitié. Il y a sûrement anguille sous roche. J'espère que les étudiants éviteront les pièges des fourbes!
- Rémi Drolet  
Par son entêtement irresponsable, le gouvernement a lui-même créé l'« urgence » qu'il invoque aujourd'hui. S'il avait accepté dès le début du conflit de s'asseoir pour négocier avec les représentants étudiants au lieu de se peindre dans le coin comme il l'a fait, la grève serait probablement finie depuis longtemps, les étudiants seraient de retour en classe, le gouvernement aurait économisé des millions en temps supplémentaire et en munitions pour les policiers et il n'y aurait pas eu de vandalisme ni de blessés. C'est ÇA un gouvernement incompetent et borné.
- Marin26  
Mémoire courte, les étudiants ont refusé de discuter il y a bien longtemps, longtemps avant la grève, et la classe qui refusait de reconnaître les actes de violences, toujours pour la grève jamais pour le bon sens, quel société
- monacoo  
Se n'est pas aux étudiants à être Boss au Québec c'est au gouvernement. Si les étudiants ne sont pas contents de leur gouvernement aux élections ils n'ont qu'à aller voter. Avec un changement ça va être pareil, on est endetté. Et l'éducation coûte très chère au Québec.....
- Christian  
Les étudiants ont fait reculer ce gouvernement incompetent qui aurait dû parler dès le début avec les étudiants. Si le gouvernement veut renflouer ses coffres et en mettre sur la dette, rien de plus facile. Ils n'ont qu'à aller chercher les sous où ils sont. Éliminer les abris fiscaux pour les riches, faire payer aux grosses entreprises leurs justes dues telles que les impôts et l'électricité, etc. Les rotteurs de la droite préfèrent couper les moins bien nantis afin d'avantager certains ..... du privé.
- Martin Carrier  
Le gouvernement va encore plier... à la minorité. C'est décourageant.
- étudiante  
J'espère que le gouvernement au moins va tenir son bout de la hausse et ne pas la diminuer ni l'enlever. Mme Beauchamp disait tellement de fois que la discussion est sur tout SAUF concernant de bouger sur la hausse des frais.

Tenez votre bout quand même, si vous vous penchez, c'est clair que nous retournerons dans le même manège de vandalisme et bordels à la prochaine tentative de hausse des frais.

INFLATION, ça affecte tout, incluant l'éducation bordel!

WO s't'assez

Avec ce qui s'est passé hier soir, j'espère que la ministre va mettre tout le monde dehors et faire décréter une loi spéciale par le gouvernement, C'EST RENDU TROP LOIN!

Il y a perte de contrôle et dérapage, ils sont passés par dessus la trêve, ce sera quoi le prochain affront?

### Afficher 15 commentaires (Montréal)

- 129enazTop 50  
Un ton respectueux.....La CLASSE n'a pas encore pris la parole ?  
Je m'excuse , c'est vrai, il y a une trêve
- Jean-Francois  
la CLASSE ne parle sûrement pas beaucoup, puisque a la base ils sont contre toute augmentations, donc je sais pas vraiment à quoi ils vont servir dans cette négociation... comment on peu négocier quand l'autre impose un non recevoir sur tous les offres du gouvernement depuis 2 ans
- Paterson81Top 50  
En fait, je crains que la présence de la CLASSE ne soit "le manche à balais dans la roue de la bicyclette".....  
pouletpoulet  
SI tu suivais un peu ce qui se passe... tu saurais qu'il n'y a pas de trêve... et sache... que peu importe ce que tu peux penser... les membres de la CLASSE ne sont pas que des sauvages sans respect pour autrui...
- dajotTop 100  
mdé marois n'encourage pas le desobéissance civile et la violence au moins ,  
amigo27  
Pauvre Pauline Marois qui veut donner des leçons mais qui à ce jour n'a démontré aucun leadership en rapport la présente crise et ce, même si elle avait la chance d'être objective et pro-active. Je reconnais qu'elle est la chef de l'Opposition mais avec un climat sociale et économique si perturbé par ce boycott étudiant, elle aurait pu apporter une plus valeur mais a préféré faire l'autruche en espérant que le gouvernement en place se mette dans l'embarras. Elle doit être déçu car la majorité de la population est pour la hausse des frais de scolarité.  
Elle pense qu'à ses petits votes qu'elle pourrait avoir avec ses petits étudiants plutôt qu'au bien-être en général de la population québécoise avec une optique que chacun doit payer sa part. Lorsqu'elle était au pouvoir comme ministre, elle a gafouillé a maintes reprises avec des décisions qu'on tente encore aujourd'hui de corriger à cause de sa mauvaise gestion. Chaque gouvernement fait des erreurs, le monde n'est pas parfait. Le fait qu'elle s'oppose à la hausse avec le port du petit carré rouge, elle nous

annonce d'avance que si elle venait qu'être porté au pouvoir lors des prochaines élections, elle va exiger sans aucun doute que l'on paie tous pour le manque à gagner dans les coffres du gouvernement.

SarcastiqueTop 50

Avouons que Madame la Ministre semble une personne très posée et pacifique, voir même maternelle.

Elle saura sûrement porter une oreille attentive aux étudiants qui demandent attention, respect, reconnaissance et écoute.

Je rêve déjà qu'ils se donnent tous l'accolade et aussi les regarder plaisanter avec la Ministre au sortir de ces 48 heures de négociation comme de joyeux lurons.

Qu'il est grand le mystère de la foi.

100peursTop 50

il faut pas oublier que sa carrière est psychologue, alors pour écouter il ne devrait pas avoir de problème

vettebob

Elle gagne du temps. On ne peut pas régler un tel problème en 48 heures. La Classe a été amenée dans ce débat de force et son porte-parole-sans-pouvoir-décisionnel ne pourra pas donner de décision sans aller voir ses membres démocratiques lui dire quoi répondre.

charlot\_88Top 10

La photo et elle dit tout de "go"

«Calmez-vous les petits maman va sécher vos larmes»

Shiris

Est-ce qu'ils vont devoir attendre à la fin de semaine prochaine et ce rencontrer pour décider s'il prolonge la trêve ou la CLASSE pourra décider dans la semaine ?

jeanpeuplus

Bon enfin accordez vous c'est si beau l'accordéon, Les singeries pis niaserie ça a jamais fait avancé le monde , ça fait rire les naïseux pis ça exitent les frustrés, Il y a un débat d'idées contradictoires mais dans le même intérêts du moin je l'espère.entre jens de bonne foi on devraient améliorer les résultats.domage que l'exercice d'ouverture n'as pas eu lieu plus tôt.

100peursTop 50

a t-elle condamné le jugement du juge dumas a sherbrooke pour avoir ignoré le statut quo pendant les négociation..... bien sur que NON

La ministre a été claire pour une fois, STATUS QUO dans tout les institution pendant les négociation, ceux qui peuvent aller à l'école le font et ceux qui sont en boycott le reste mais non la un juge plus gros que l'état ordonne une injonction pour le retour en classe. Tout étant déposé après le discours de la ministre. Vivement la justice

gernathTop 50

Bon, elle avait peur pour rien, elle vient de s'en rendre compte.

Action Abstention

Maintenant c est urgent! Ça fait depuis février que ca perdure

## LA PRESSE: Négociation avec les étudiants: Beauchamp veut prolonger la trêve - Publié le mardi 24 avril 2012 à 13h27

Paul Journet, La Presse  
(Québec) Les négociations avec les associations étudiantes pourraient être plus longues que ne le souhaitait la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Mais la «trêve» devra se prolonger aussi. Mme Beauchamp se montre désormais plus patiente. Lundi, elle disait se donner «un horizon de 48 heures» pour dénouer la crise. Mais ce n'était qu'un «souhait», affirmait-on aujourd'hui à son cabinet.

«J'ai indiqué un cadre (de 48 heures) parce qu'à l'évidence même, dans certains établissements, il faut réagir très rapidement pour rétablir le cours normal de la session», a commenté la ministre lors d'un bref point de presse à l'entrée du caucus libéral.  
En contrepartie, la trêve sur les «actions de perturbation économique et sociale» devra durer plus de 48 heures. Mme Beauchamp demande que la trêve dure tout au long des négociations.

Mais elle ne semble pas vouloir chercher les cas de «perturbations» pour nuire aux négociations. Après avoir associé pendant plusieurs semaines les leaders étudiants à des gestes qu'elle jugeait illégitimes ou illégaux, elle évite de définir précisément en quoi consistent les actions de perturbations économiques et sociales visées par la trêve. Et elle évite de se prononcer sur des cas précis. «Je ne commencerai pas à commenter chaque événement», a-t-elle répondu, lorsqu'on



l'a questionnée au sujet d'une manifestation à Sherbrooke. Des étudiants auraient pénétré dans un cégep qui [protester contre une injonction](#). La trêve ne concerne pas les manifestations pacifiques, précise-t-on à son cabinet. Pour le reste, on dit vouloir utiliser le «gros bon sens» pour évaluer si les actions étudiantes respectent la trêve. En marge d'une annonce économique ce matin, le premier ministre Charest a exhorté les étudiants du secondaire de retourner en classe. «Nous on a tendu la main aux représentants des associations étudiantes, et nous voulons que pendant la période où il y a cette discussion, et après, que les étudiants restent à leurs cours. En

boycottant leurs propres cours, ils sont les premiers à en subir les conséquences, alors il n'y a pas de raison de boycotter.» Il a aussi affirmé qu'il n'y avait «pas de raison pour laquelle les élèves du secondaire devraient boycotter leurs propres cours». Les négociations ont commencé lundi en fin d'après-midi. Mme Beauchamp a assisté à la première moitié de la rencontre. «On s'est entendu avec les associations étudiantes de ne pas commenter le contenu des discussions (...) Les discussions se font dans un ton respectueux. On va laisser les discussions se faire», a-t-elle affirmé.

Onze délégués étudiants participent aux négociations (quatre de la CLASSE, trois de la FEUQ, deux de la FECQ et deux de la Table de concertation étudiante du Québec). Même si le conflit étudiant dure depuis 11 semaines, M. Charest a assuré que son gouvernement était ouvert depuis le début à discuter avec les étudiants. «Nous, on fait ça avec ouverture depuis très longtemps. Ça a pris du temps aux gens des associations de venir à la table. Nous y sommes, alors dans les circonstances, je vais laisser aux gens le soin de se parler, et puis on va éviter de faire des commentaires.»  
- Avec Martin Primeau

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Blagues | Étudiants: Charest refuse de s'excuser - Publié le: mardi 24 avril 2012, 13H06 | Mise à jour: mardi 24 avril 2012, 15H18**



Photo Joël Lemay / Agence QMI  
Jean Charest

Agence QMI

**Interpellé par la chef du Parti québécois, Pauline Marois, le premier ministre Jean Charest a refusé de s'excuser, mardi après-midi, pour ses blagues à propos des étudiants qui ont manifesté devant le salon du Plan Nord, vendredi dernier.**

En réponse à une question de la chef péquiste, à l'Assemblée nationale, il a esquivé en accusant à son tour Mme Marois d'avoir été plus rapide à condamner des blagues qu'à condamner les actes de violence. Plus tôt aujourd'hui, appelé à commenter pour une première fois le tournant qu'ont pris les négociations entre les mouvements étudiants et sa ministre de l'Éducation, le premier ministre Jean Charest y était allé d'une déclaration timide, «Depuis très longtemps qu'on veut se mettre à table. [...] Ça a pris du temps aux associations avant de venir à la table, mais

nous y sommes, alors dans les circonstances, je vais laisser le soin aux gens de se parler», s'es-il contenté de dire.

**Trois mois perdus, dit le PQ**

«Ce qu'on souhaite actuellement, c'est qu'on s'en sorte, que les gens reviennent à la table des négociations comme ils le font actuellement, mais qu'on trouve une vraie solution après trois mois perdus par entêtement et par mépris des gens», a lancé pour sa part le leader parlementaire de l'opposition péquiste, Stéphane Bédard.

À la table des négociations, il n'y aurait encore aucune proposition formelle. Les parties impliquées se seraient d'abord attachées à débayer les pistes de solution avancées par chacune d'entre elles.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se sont dites toutes deux ouvertes à étudier toute proposition qui leur semblerait raisonnable.

Quant à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), son mandat demeure le blocage «de toute hausse des frais de scolarité», comme l'a confirmé lundi son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois.

**48 heures pour dénouer l'impasse**

Les discussions, qui ont débuté lundi en fin d'après-midi, se sont poursuivies jusqu'à minuit. En point de presse le même jour, la ministre Line Beauchamp a déclaré se donner 48 heures pour trouver une solution à l'impasse sur la hausse des droits de scolarité décrétée par son gouvernement.

Cette période de négociation doit prendre fin mercredi après-midi, ce qui concorde avec la tenue d'un conseil des ministres. Cette rencontre avec ses collègues pourrait permettre à Mme Beauchamp de soumettre une proposition.

Le cabinet de la ministre Beauchamp a tenu à préciser que la trêve demandée ne se limite pas à 48 heures, mais qu'elle devra se poursuivre tout le temps que les négociations se tiendront. Pas question pour elle, alors que se déroulent les discussions, d'autoriser des actions de perturbation sociale ou économique.

**Afficher 79 de 96 commentaires (Montréal)**

**Afficher 14 commentaires (Québec)**

- Cl  
S'excuser de quoi? D'avoir démontré un sens de l'humour?
- Lydya  
Charest n'a pas à s'excuser. Ce serait plutôt aux étudiants à s'excuser auprès de la population pour toute la casse qui sera payé sans contre-dit par les contribuables et non les étudiants et/ou leurs parents.  
Pauline devrait également s'excuser auprès de la population pour avoir encouragé cette violence et d'autres devrais s'excuser aaaaaaaah oui les médias pour avoir fait la propagande de cette violence.  
Beaucoup de monde devrait s'excuser mais certes pas le Premier ministre du Qc lequel pour une fois, se tient debout devant un PE-TIT groupe de pression.
- WO s't'assez  
et votre manifestation surprise de mardi soir, ça doit être quelques chose de drôle?  
gang de pas de coeur, vos représentants discute avec la ministre et vous êtes supposé faire une trêve de 48h et n'êtes même pas capable de respecter cet engagement, vous

ne méritez aucun soutient de la population car vous reniez votre parole, VITE UNE LOI SPÉCIALE POUR ARRÊTER CETTE RÉVOLTE. Aujourd'hui, ne me parlez plus de grève, mais de révolte....

• monacooo  
Le Premier Charest n'ira toujours bien pas s'excuser auprès des étudiants qui ont fait des dégâts par millions en plus du salaire des policiers. Mme.Marois et M.Legault qui demandent des excuses doivent rire dans leur barbe car je suis certain qu'ils ont rit de la farce. Tout humain normal doit la trouve drôle cette farce. Elle va surement passer au Buy Buy de fin d'année..

• Hilda N'Dougo  
je ne voulais pas voter pour lui. S'il plante un tant soit peu cette bande de casseurs c'est très bien. Dommage que Pauline veuille tellement être première ministre qu'el'el n'ait pas le courage de dénoncer la violence. Charest n'a pas à s'excuser. Ceux qui doivent s'excuser ce sont les parents du porte-parole de la CASSE pardon de la CLASSE d'avoir mis au monde un spécimen semblable.

• Gilles Laplante  
La Marois dit qu'on a perdu 3 mois. C'est certain que si le PQ avait été au pouvoir, elle

aurait tout de suite pliée l'échine devant eux. Elle leur aurait peut-être même accordée une réduction pour être certaine de bien acheter leurs votes.

• Ben  
Coudonc!  
y t' il juste des partisans libéraux sur canoe? Vous oubliez que si Charest n'était pas si entêté ça aurait couté mois cher au gouvernement que ça va lui couter avec tous les coûts additionnelle que représente le prolongement de cette grève.

Le coût de la grève est entrain de lui couter plus cher que le gel des frais universitaire. Je crois que Charest ne sait pas gérer les finances du Québec ou encore une foi il fait exprès de nous mettre encore plus dans le trou.

J'ai l'impression que vous êtes pour la plupart des gens qui n'ont que leur secondaire ici et que peut importe qui est à la tête des libéraux vous allez toujours voter rouge donc tous ce que fait votre parti c'est toujours correct.

Le Québec peut bien toujours faire du sur-place.  
L'économie n'est pas la force des libéraux mais dépenser ça alors ils sont très fort.





- Benoit  
C'est pasw que Charest ne sais pas gérer les finances, quoi que mon opinion ne porte pas là-dessus. C'est que les étudiants ne savent pas respecter la démocratie. Les jeunes de 18 à 24 représente les plus bas taux de participation à de élections, qu'il commence par voté si ils veulent faire passer leurs idées. C'est comme ça que fonctionne la démocratie.
- Lydya  
Allez plutôt apprendre ce que c'est qu'une DÉMOCRATIE vous pourrez ainsi LA RESPECTER.
- Gheroux  
bien trop suffisant pour s'excuser.
- celtal  
nous aussi on s'excusera de ne plus voter voter pour lui
- Apalaches  
Violence et non violence : D'une part, je suis contre la violence. D'uatre part, comment

définer le retard de Charest à prendre action dans ce dossier. Voir tous les problèmes causés. Il m'apparaît que cette façon de prodéder ressemble étrangement à de la violence. Mais de façon subtile.

- Benoit  
Prendre position... Ah oui tu veux dire de dire oui au étudiant. Il a pris position, il a décrété que la hausse serait maintenant, c'est une position. Il a offert via le Mme Beauchamp de majorer le système de prêts, Et d'établir une négociation quand la Feq et la Feuq on proposé une commission de gestion des université. Il a pris position pour condamner la violence. Ce sont tous des prise de position, la CLASSE eux sont un peu plus en retard, ça a pris du temps avant de prendre position sur la violence, ce qui a retarder la tenue des négociation(pour l'accessibilité au études). Tu veux quoi d'autre comme position pour Jean Charest? Instaurer

la loi martial? Ah... tu voudrais qu'il revienne sur ça décision dans le bût de prendre la même décision que les Étudiants et d'abolir les frais de scolarité. Il n'a aucune obligation de le faire, la population sont pour la hausse pourquoi l'annulerait-il?

Lydya  
Depuis 2010 que le gouvernement Charest a offert aux étudiants d'offrir des solutions alors s.v.p. y a pas "de retard de Charest" mais bien plutôt de la très mauvaise foi de la part des associations étudiantes. Les étudiants à venir jusqu'à aujourd'hui, n'ont RIEN offerts. C'est plutôt le gouvernement qu s'est 'ouvert' aux étudiants alors qu'eux, ont toujours fermés la porte. Mais voilà, lorsque ce sont les Syndicats qui tient les cordes, on a les résultats escomptés ie.: vandalisme, actes de terrorisme etc.etc. Vous devriez mieux vous informer.

## **TVA NOUVELLES: Rencontre entre la ministre et les représentants étudiants: Les discussions se poursuivent - Première publication mardi 24 avril 2012 à 12h26 - Mise à jour : mardi 24 avril 2012 à 18h28**

TVA Nouvelles  
La ministre de l'Éducation et les leaders étudiants ont repris leurs pourparlers en fin d'avant-midi, mardi, mais peu d'informations ont filtré sur ce qui s'est passé autour de la table jusqu'à maintenant.  
Les discussions se déroulent au 16e étage d'un immeuble situé aux abords de la colline parlementaire. Un gardien de sécurité y est posté pour empêcher l'accès aux médias.  
«Les discussions se font dans un ton respectueux. J'ai assisté à la première partie de la rencontre, j'étais en mode écoute. J'ai pu entendre chacune des positions et chacune des propositions des assemblées, des associations», a commenté laconiquement la ministre Line Beauchamp.  
Il n'y aurait encore aucune proposition formelle. Les parties impliquées se seraient d'abord attachées à débayer les pistes de solution avancées par chacune d'entre elles. De part et d'autre, on se serait entendu pour ne pas commenter le contenu des discussions tant qu'elles auront cours.  
Lundi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) s'étaient dites toutes

deux ouvertes à étudier toute proposition qui leur semblerait raisonnable.  
Quant à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), elle avait réaffirmé que son mandat demeure le blocage «de toute hausse des frais de scolarité».  
**48 heures pour dénouer l'impasse**  
Les discussions, qui ont repris lundi en fin d'après-midi, se sont poursuivies jusqu'à minuit. En point de presse le même jour, [la ministre Line Beauchamp déclarait se donner 48 heures pour trouver une solution](#) à l'impasse sur la hausse des droits de scolarité décrétée par son gouvernement.  
Cette période de négociation doit donc prendre fin mercredi après-midi, ce qui concorde avec la tenue d'un conseil des ministres. Cette rencontre avec ses collègues pourrait permettre à Mme Beauchamp de soumettre une proposition.  
Appelé à commenter pour une première fois le tournant qu'a pris la situation, le premier ministre y est allé d'une déclaration timide qui décoche tout de même une flèche aux étudiants. «Depuis très longtemps qu'on veut se mettre à table. [...] Ça a pris du temps aux associations avant de venir à la table, mais nous y sommes, alors dans les circonstances, je vais laisser le

soin aux gens de se parler», s'est contenté de dire Jean Charest.  
«Ce qu'on souhaite actuellement, c'est qu'on s'en sorte, que les gens reviennent à la table des négociations comme ils le font actuellement, mais qu'on trouve une vraie solution après trois mois perdus par entêtement et par mépris des gens», a lancé pour sa part le leader parlementaire de l'opposition péquiste, Stéphane Bédard.  
Le chef de la Coalition avenir Québec déplore quant à lui le délai avant qu'une main soit tendue aux étudiants. «Le gouvernement Charest s'est traîné les pieds. On aurait pu, il y a deux mois et demi, commencer à négocier sur l'accessibilité», a affirmé François Legault.

**Trêve**  
Le cabinet de la ministre Beauchamp a tenu à préciser que [la trêve demandée ne se limite pas à 48 heures](#), mais qu'elle devra se poursuivre tout le temps que les négociations se tiendront. Pas question pour elle, alors que se déroulent les discussions, d'autoriser des actions de perturbation sociale ou économique.  
La pause a d'ailleurs été respectée, puisqu'aucun événement n'a été organisé par les associations étudiantes au cours des dernières heures.

## **LE SOLEIL: La TaCEQ, un nouveau joueur à la table de discussions - Publié le mardi 24 avril 2012 à 08h34**

Marc Allard, Le Soleil  
(Québec) Le gouvernement a décidé lundi d'inviter une autre association étudiante nationale à la table de discussions, a appris *Le Soleil*.  
Discrète depuis le début de la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) représente néanmoins 65 000 étudiants de l'Université Laval, de l'Université McGill et de l'Université de Sherbrooke.  
Le gouvernement a accepté qu'elle envoie deux représentants pour participer aux pourparlers avec la FEUQ, la FECQ et la CLASSE. Depuis la

semaine dernière, les membres de la TaCEQ demandaient au gouvernement d'être inclus dans les pourparlers.  
Hier matin, la ministre Beauchamp n'avait pas mentionné la Table lors de son point de presse. «On va aller où les négociations ont lieu et on va demander à être entendu», disait hier matin le président sortant de la TaCEQ, Simon Gosselin, avant d'apprendre qu'il pourrait participer lui-même aux négociations.  
**Au nom de 65 000 étudiants**  
Ce n'est que lundi après-midi que la TaCEQ, qui est plus modérée que la CLASSE et a des posi-

tions plus similaires à celles de la FEUQ, a eu la confirmation qu'elle était admise. «La TaCEQ a peut-être été moins visible durant cette campagne de grève là, mais on est quand même 65 000 étudiants québécois qui avaient besoin de se faire entendre aussi», a réagi Martin Bonneau, président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), qui fait partie de la TaCEQ.  
Née en 2009, la TaCEQ regroupe plusieurs associations - dont la CADEUL - qui ont quitté la FEUQ après la grève de 2005.

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La discussion entre Québec et les étudiants est ouverte - Mise à jour le mardi 24 avril 2012 à 7 h 09 HAE**

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, et des représentants de quatre grandes associations étudiantes ont discuté toute la soirée lundi de la question de l'accessibilité aux études. Les discussions, qui ont commencé en fin d'après-midi, se sont terminées vers minuit. Elles vont reprendre mardi matin.  
La ministre Beauchamp a demandé aux étudiants de respecter une trêve de 48 heures des gestes de perturbation de nature économique et sociale comme condition à la participation à la ren-

contre, trêve acceptée d'emblée par les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ) du Québec. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a de son côté critiqué la demande de la ministre, mais respectera la trêve puisqu'aucune action de cette nature n'est à son programme pour les prochaines 48 heures.  
La ministre Beauchamp s'est engagée à ne pas demander aux établissements d'enseignement qui ont fermé leurs portes pour des

raisons de sécurité de donner des cours, le temps d'entamer des discussions avec les étudiants.

### **Une quatrième association prend part à la discussion**

Au total, 11 délégués étudiants participaient à la rencontre de lundi avec les représentants du ministère de l'Éducation.  
4 sont de la CLASSE  
3 sont de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)



2 sont de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)  
 2 sont de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)  
 La TaCEQ, dont on a moins entendu parler dans les médias au cours du conflit étudiant, est une association nationale indépendante qui représente 65 000 étudiants et étudiantes universitaires provenant de l'Université McGill, de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke.

« Il est temps de choisir, le camp de la solution ou le camp de la perturbation », a déclaré le ministre de l'Éducation en point de presse, lundi en début d'après-midi.

Line Beauchamp a dit qu'elle n'empêcherait pas les étudiants d'aborder la question des droits de scolarité lors des discussions, mais elle a réaffirmé que le gouvernement demeurerait ferme sur cet enjeu. Selon elle, la véritable question est de savoir si cette hausse empêchera des étudiants d'accéder aux études supérieures.

« Impérativement, nous devons être dans un mode solutions. Or, la recherche de solutions exige que chaque partie autour d'une table soit de bonne foi. »  
 La ministre Line Beauchamp



Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, et Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

### La FECQ et la FEUQ veulent parler de droits de scolarité

Les dirigeants de la FECQ et de la FEUQ ont rapidement accepté de respecter la trêve demandée par le gouvernement afin de participer aux discussions.

« On va poursuivre en grève, mais on ne mettra pas en branle d'actions de perturbations économiques, comme le demande la ministre. Je pense qu'on peut apaiser les tensions et je pense que c'est un premier pas dans la bonne direction. Maintenant, on souhaite aussi que le gouvernement soit de bonne foi dans l'exercice et accepte de parler du fond du problème, c'est-à-dire les droits de scolarité à l'université », a déclaré Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Ce dernier

a ajouté sentir « un adoucissement » de la position du gouvernement.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, affirme qu'il s'agit d'une « trêve qui est tout à fait légitime dans les circonstances ». « De notre côté, il est clair que si on va s'asseoir à une table, on continue de mettre [de l'avant] nos moyens de pression, soit la grève. Mais on comprend que dans le cadre d'autres moyens de pression, effectivement, pour être bon joueur, nous on accepte cette trêve-là », a affirmé Mme Desjardins.

En point de presse, les deux dirigeants ont avoué qu'il était possible que le délai de 48 heures ne soit pas suffisant pour trouver une solution à la crise actuelle. Ils ont affirmé se présenter à ces négociations « de bonne foi » et dans une démarche « d'ouverture ». Réaffirmant ne pas vouloir tenir des négociations sur la place publique, M. Bureau-Blouin a affirmé que si les étudiants obtiennent des « offres sérieuses » sur les droits de scolarité, elles seront présentées à leurs associations.

### La CLASSE critique la demande de la ministre

Dans un point de presse donné en fin d'après-midi, l'un des deux porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a déploré que la ministre leur demande encore de prendre position dans un délai « extrêmement serré », ce qu'il a vu comme une deuxième tentative de diviser le mouvement étudiant. Il a réitéré qu'en tant que porte-parole de la CLASSE, il n'avait pas le pouvoir de prendre une telle décision, la structure de la coalition voulant que les décisions soient prises de façon démocratique.

M. Nadeau-Dubois a dit que par chance, aucune action de perturbation sociale n'était au programme de la CLASSE au cours des prochaines 48 heures et qu'en conséquence, la trêve allait d'elle-même. La CLASSE a précisé que les votes de grève et la mobilisation allaient se poursuivre en parallèle aux discussions avec Québec.

Par ailleurs, la CLASSE a souligné que toute proposition ferme de la ministre ne pourra être acceptée de facto par le comité de négociation présent à la table, puisqu'elle devra être soumise au vote dans ses associations membres, ce qui entraînera forcément des délais.

En outre, Gabriel Nadeau-Dubois est revenu sur la réaction de la ministre Beauchamp à la [résolution adoptée dimanche par la CLASSE](#). Cette dernière l'a qualifiée d'« ambiguë, complexe, soufflant le chaud et le froid ». Elle a déploré que cette résolution accepte le principe de désobéissance civile « donc, du non-respect de nos lois ».

« Je ne crois pas que cela soit responsable », a-t-elle ajouté.

M. Nadeau-Dubois a rétorqué que la position de la CLASSE n'était pas ambiguë, mais plutôt « nuancée, claire et intelligente ». Rappelons que la CLASSE a choisi de condamner toute violence physique délibérée commise lors de manifestations, mais qu'elle continue de cautionner des actions de désobéissance civile, comme des blocages, des occupations ou des piquets de grève. Selon Gabriel Nadeau-Dubois, le recours à la désobéissance civile est parfaitement légitime dans le contexte actuel. Cette façon de faire, a-t-il argué, a été utilisée avec succès dans l'histoire par des syndicats, des groupes féministes et des mouvements de défense des droits civiques pour faire progresser la société.

Selon la CLASSE, 178 930 étudiants sont toujours en grève lundi au Québec. Certains entreprennent une 11<sup>e</sup> semaine de grève.

### La judiciarisation du conflit étudiant se poursuit

**À Gatineau**, le juge Pierre Isabelle de la Cour supérieure du Québec a ordonné à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) de prendre tous les moyens nécessaires pour assurer la reprise des cours en dehors de ses deux campus. Les classes à distance pourraient ainsi être données par Internet.

**À Sherbrooke**, le juge Gaëtan Dumas de la Cour supérieure du Québec a rappelé que l'Université de Sherbrooke devait offrir des cours et qu'il n'y avait pas place à l'interprétation dans son jugement rendu la semaine dernière. Un groupe d'une vingtaine d'étudiants du Cégep de Sherbrooke demande de son côté une injonction ordonnant la reprise des cours. Une décision sera rendue dans ce dossier mardi matin.

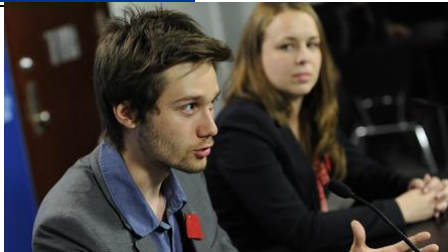
### En complément

• Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



• Vidéo - [Les explications de Sébastien Bovet](#)  
**Les commentaires (948)**

## TVANOUVELLES: Grève des étudiants : Trêve de 48 heures - Première publication mardi 24 avril 2012 à 06h16



Crédit photo : Agence QMI

Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins

Par Régys Caron | Le Journal de Québec  
 Les négociations entre la ministre de l'Éducation et les trois associations étudiantes des cégeps et des universités ont débuté en fin de journée lundi. Line Beauchamp se donne 48 heures pour mettre fin au conflit qui dure depuis plus de 10 semaines. Les associations étudiantes ont entrepris ces négociations avec des attitudes différentes.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se sont dites « en mode ouverture », prêtes à analyser toute position de la ministre qui pourrait leur paraître raisonnable.

« S'il y a des propositions sérieuses de la ministre concernant les droits de scolarité, on va les soumettre à nos membres », a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

« Tout devra être mis sur la table et nous sommes prêts à faire notre bout de chemin », a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Pour leur part, les quatre délégués de la CLASSE sont arrivés à Québec avec le mandat de « bloquer toute hausse des frais de scolarité », a confirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'organisme.

« La ministre a ouvert la porte plus que jamais à parler de la hausse de droits de scolarité. Sa position a fléchi depuis 11 semaines. Les injonctions ont été un échec. Le rapport de force est de notre côté », a soutenu le leader de la CLASSE.

### Trêve de 48 heures

Avant d'entreprendre ces discussions, la ministre Line Beauchamp a obtenu qu'aucune action de perturbation économique ou sociale ne sera commise pendant 48 heures.

« La recherche de solutions exige que chaque partie soit de bonne foi (...) Je ne vois qu'un moyen pour instaurer un climat propice à la discussion et à la solution, c'est l'instauration d'une trêve dans le déploiement de gestes de perturbation le temps que l'on mène la discussion », a déclaré le ministre de l'Éducation en conférence de presse.

Mme Beauchamp a signifié qu'elle aurait des propositions à faire au sujet de l'accessibilité aux études postsecondaires et s'est montrée disposée à écouter les étudiants lui parler des droits de scolarité qu'elle prévoit toujours augmenter de 75 % au cours des cinq prochaines années. La FECQ et la FEUQ ont instamment accepté la condition posée par la ministre. La CLASSE s'est montrée plus « nuancée », laissant savoir qu'elle

n'acceptait ni ne rejetait la trêve proposée par la ministre, précisant qu'aucune action de perturbation n'était prévue dans les 48 heures suivant l'appel de la ministre.

Une nouvelle manifestation est prévue demain à Montréal, mais sans acte de perturbation, a promis Gabriel Nadeau-Dubois.

**Désobéissance civile**

Mme Beauchamp s'est montrée déçue de la position de la CLASSE, qui a déclaré « condamner la

violence » commise à l'endroit des êtres humains, tout en promettant de poser d'autres actions de désobéissance civile.

«Cela nous amène à nous questionner sur leur bonne foi», a déploré Mme Beauchamp. Les discussions se sont poursuivies en soirée lundi.

**LE SOLEIL: Sondage CROP: les libéraux passent en tête... par défaut - Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 24 avril 2012 à 08h20**



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes  
Ce serait un très gros pari pour Jean Charest de convoquer les Québécois aux urnes avec les données colligées par la firme de sondage CROP.

Jean-Marc Salvet, Le Soleil (Québec) Pour la première fois depuis des mois, le Parti libéral du Québec (PLQ) se hisse en tête d'un sondage. Il recueille 30 % des intentions de vote, selon le dernier CROP. N'empêche que ce serait un très gros pari pour Jean Charest de convoquer les Québécois aux urnes avec les données colligées par la firme de sondage. Car, déjà à des sommets, le taux d'insatis-

PARTI QUÉBÉCOIS	34 %	28 %
COALITION AVENIR QUÉBEC	24 %	25 %
PARTI QUÉBEC SOLIDAIRE	5 %	8 %
PARTI VERT	5 %	7 %
OPTION NATIONALE	1 %	1 %
AUTRE PARTI	0 %	1 %

**73 %**

**D'INSATISFAITS à l'égard du gouvernement Charest, en hausse de trois points depuis mars**

faction à l'endroit de son gouvernement grimpe encore! Il passe de 70 à 73 %.

Selon la dernière enquête CROP-*Le Soleil-La Presse*, le Parti québécois (PQ) a chuté du premier au deuxième rang depuis le mois dernier. La formation de Pauline Marois aurait reçu l'appui de 28 % des citoyens si des élections générales avaient eu lieu entre le 18 et le 23 avril.

La Coalition avenir Québec (CAQ), de François Legault, demeure stationnée en troisième position, avec 25 % des intentions de vote.

Le vice-président de CROP, Youri Rivest, constate que le gouvernement ne paraît pas bénéficier du conflit l'opposant depuis des semaines aux associations étudiantes. Il n'engrange pas les points qu'il en escomptait en tout cas, même si l'opinion publique se montre majoritairement favorable à la hausse des droits de scolarité, d'après plusieurs enquêtes d'opinion. Le vote des libéraux se situait déjà à 30 % le mois dernier (et à 29 % en janvier et en février).

**Montée par défaut**

Si le PLQ passe tout de même au premier rang dans les intentions de vote - avec deux points d'avance -, c'est en quelque sorte par défaut : c'est parce que le Parti québécois a perdu six points, principalement au profit de Québec solidaire (8 %) et du Parti vert (7 %).

Youri Rivest ne parvient pas à expliquer la glissade du Parti québécois. Il émet l'hypothèse que son précédent score, qui se situait à 34 %, s'appuyait sur une conjoncture favorable et une couverture médiatique généralement sympathique à l'égard de Pauline Marois.

À 25 %, la Coalition avenir Québec, qui a dévissé dans les sondages depuis le début de l'année, semble avoir stoppé sa chute. Ce qui est une bonne nouvelle pour elle dans les circonstances, croit le sondeur. La CAQ bénéficiait de l'appui de 39 % des répondants en décembre, avant de baisser jusqu'à 24 % en mars.

À la lumière de ces données, CROP pense que c'est un gouvernement minoritaire qui aurait été élu si un scrutin s'était tenu ces jours-ci. Il aurait probablement été libéral.

Mais ce qu'il faut surtout retenir est que le jeu demeure ouvert, insiste Youri Rivest. «Il y a un grand marché pour le changement, sans qu'il y ait de champion pour ce changement», dit-il.

Ainsi, Jean Charest ferait le «meilleur premier ministre» aux yeux de 18 % des sondés, tandis que Pauline Marois et François Legault recueillent... 17 % d'appuis chacun à cet égard.

À noter : les libéraux prennent du mieux chez les francophones, avec 22 % d'appuis, contre 19 % le mois dernier. Mais c'est toujours le Parti québécois qui domine ce classement avec 32 %. Il est suivi de la CAQ avec 29 %.

Le parti de François Legault figure en tête des intentions de vote dans la capitale (à 40 %). Les libéraux sont premiers sur l'île de Montréal (à 35 %), mais *ex aequo* avec les caquistes dans les banlieues de la métropole (33 % chacun). Le PQ est en tête dans «le reste du Québec», avec 32 % des intentions de vote.

**Résumé de la méthodologie**

Du 18 au 23 avril 2012, CROP a mené un sondage en ligne auprès de 1000 répondants. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence, la langue d'usage à la maison, la langue maternelle, le niveau de scolarité ainsi que les valeurs socioculturelles des répondants. Compte tenu du «caractère non probabiliste de l'échantillon», le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas, rappelle CROP. Les chiffres indiqués tiennent compte de la répartition des 22 % de répondants qui ont dit qu'ils ignoraient pour qui ils voteraient ou qu'ils ne voteraient pas.

**LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: les négociations amorcées - Publié le mardi 24 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 24 avril 2012 à 07h33**



Photo Le Soleil, Yan Doublet  
Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a assuré lundi que la mobilisation continuera tant qu'il n'y aura pas d'entente.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Après 11 semaines de grève, le gouvernement et quatre grandes associations étudiantes ont entamé lundi après-midi des discussions pour s'entendre sur une sortie de crise.

La Fédération étudiante universitaire de Québec (FEUQ) y a envoyé trois représentants, la Fédération étudiante collégiale (FECQ), deux, la Coalition large de l'Association pour une solidarité

syndicale étudiante (CLASSE), quatre, et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), deux, pour un total de 11 étudiants.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a accepté de discuter avec les quatre grandes associations étudiantes pourvu qu'elles respectent une trêve de 48 heures durant laquelle elles devront cesser les «actions de perturbation économique et sociale».

La ministre a précisé qu'elle entend par là des «activités qui, selon le sens commun, empêchent des travailleurs d'avoir accès à leurs bureaux, empêche des citoyens de circuler en toute sécurité». Une participation aux discussions équivaut à un engagement des associations à respecter cette condition. «Lorsqu'elles se présentent autour de la table, je prends pour acquis qu'elles acceptent une trêve», a-t-elle déclaré.

La FEUQ et la FECQ, qui avaient déjà été invitées à des pourparlers, ont rapidement accepté la demande de la ministre. La TaCEQ n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur le sujet.

Sans la rejeter, la CLASSE n'a pas acquiescé à la trêve. Son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, a affirmé lundi que la Coalition n'avait pas prévu de perturbations économiques et sociales durant

les 48 heures visées par la ministre. Ce qui, selon la Coalition, revient à la même chose dans les faits.

La ministre de l'Éducation avait exigé la semaine dernière que la CLASSE condamne la violence pour l'inclure dans les discussions. Lundi, elle a expliqué qu'elle demandait une trêve en raison de la résolution «ambiguë» adoptée en fin de semaine par la plus activiste des associations étudiantes nationales.

Cette résolution «condamne publiquement la violence physique délibérée contre des personnes sauf dans les cas de légitime défense» et défend «le principe de désobéissance civile et les actions qui en relèvent, sans s'en dissocier».

**Pas de promesse**

Après les 48 heures sans gestes de perturbation, la CLASSE ne promet rien sans consultation. La mobilisation continuera tant qu'il n'y aura pas d'entente, indique Gabriel Nadeau-Dubois. «Nous n'abandonnerons pas les moyens qui nous ont menés jusqu'à la table de négociation avant que, de cette table-là, ressorte quelque chose d'intéressant pour nous.»

Bien que le gouvernement et les étudiants souhaitent arriver rapidement à une entente, les



deux parties se disent conscientes du fossé qui les sépare et sont prêtes à poursuivre les négociations au-delà de 48 heures. La ministre de l'Éducation s'est dite ferme sur la hausse des droits de scolarité. Mais en ce qui a trait à ses effets sur l'accessibilité aux études universitaires, elle a indiqué qu'elle «est prête à en parler». En point de presse conjoint, les porte-parole de la FECQ et la FEUQ n'ont pas voulu dire s'ils seraient prêts à accepter une hausse plus modérée des droits de scolarité, mais ont insisté pour

dire que cet enjeu serait au cœur des discussions. «On est prêt à mettre toutes les possibilités sur la table, mais la ministre doit se rendre à l'évidence, la question des droits de scolarité sera abordée par toutes les associations étudiantes», a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. «On sent le discours [de Line Beauchamp] s'adoucir du côté des droits de scolarité à l'Université, a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Le gouvernement se rend compte

qu'il doit régler cette crise qui a pris une ampleur sans précédent.» Gabriel Nadeau-Dubois a rappelé pour sa part que la CLASSE a obtenu le mandat de bloquer la hausse. Il estime que le rapport de force est du côté des étudiants parce que la ministre Beauchamp a épuisé toutes ses stratégies - bonification des prêts et bourses, remboursement proportionnel au revenu, injonctions, retour en classe forcé - avant d'accepter de s'asseoir avec eux. «Mme Beauchamp n'a plus le choix de dialoguer avec nous», dit-il.

**LA PRESSE.CA / LA PRESSE: Deux écoles secondaires sont en grève à Montréal - Publié le mardi 24 avril 2012 à 07h03 | Mis à jour le mardi 24 avril 2012 à 13h09 / Publié le 24 avril 2012 à 17h50**

David Santerre, La Presse  
Les élèves de deux écoles secondaires de Montréal, âgés de 12 à 17 ans, ont déclenché ce matin une grève de trois jours en appui à la contestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité. Un geste que les professeurs appuient et que même la direction de l'école salue, du bout des lèvres. L'école Joseph-François-Perrault (JFP), dans le quartier Saint-Michel, et l'Académie Roberval, dans Villeray, sont entourées de dizaines d'élèves ce matin. Le visage peint en rouge, portant tous l'emblématique carré rouge à la boutonnière, équipés de porte-voix et de trompettes, ils appuient de façon festive leurs aînés. À JFP, certains y allaient même de concours de limbo. «Limbo ! Limbochamp», scandaient-ils. La semaine dernière, ils se sont réunis en assemblée et ont voté en faveur de cette grève de trois jours à 91%. Près d'eux, un groupe de professeurs portant le carré rouge les observait. «Ils ont voté dans un cadre démocratique et parfaitement organisé. Beaucoup de gens pourraient prendre exemple sur eux», opine le professeur d'anglais Rachida Aitahar. Son confrère Mathieu Alarie, prof d'histoire, croit que malgré le jeune âge de certains, qui en secondaire un n'ont que 12 ou 13 ans, ils comprennent les enjeux du mouvement étudiant. «Le travail d'un prof est de développer leur esprit. On est là pour leur donner une conscience citoyenne. Ce qui se passe ici est le fruit de notre travail», croit-il. «On veut un avenir», a lancé Ernesto Rosado Vargas, un jeune de secondaire un. Son ami Jose Reyes Cueto, du même âge, abondait dans le même sens. «Quand je serai grand, je veux aller à l'université. Je ne sais pas si ma mère aura les moyens de payer avec la hausse», dit-il. «Le gouvernement n'aime pas que les étudiants décrochent. Mais avec la hausse, il va y avoir

plus de décrochage», croit leur consœur Néissa Samedy. La manifestation autour de leur école de 1600 élèves diffère de celles que l'on voit depuis le début du mouvement. Il n'y a pas de policiers en vue. Au micro, les voix des leaders sont moins viriles. À peine muées. Un membre du conseil étudiant, Arnaud Milot-Chouinard, élève de secondaire quatre, assure que le mouvement dans son école vient de l'intérieur, qu'il n'a pas été monté en épingle par leurs aînés membres des associations étudiantes comme la CLASSE. «Il y a quelques étudiants de cégep, des anciens de Joseph-François-Perrault, qui sont venus nous appuyer, mais c'est tout. On a commencé notre mobilisation pour la marche du 22 mars en expliquant aux élèves ce qui se passait, à quel point c'est injuste. Puis on a tenu une assemblée le 17 avril, dans laquelle on a expliqué le pour et le contre de la grève», explique l'élève. **La direction se faite discrète**  
Le directeur de l'école secondaire, Éric Dionne, assistait à la scène, un peu en retrait. Il avoue être un peu coincé entre l'arbre et l'écorce. Trois jours de cours perdu, ça complique la vie académique de l'école. «Mais ça me fait aussi plaisir de voir des jeunes exprimer leur opinion. Je suis fier d'eux. Ils en parlent depuis longtemps, et ils sont bien informés», indique-t-il. Il souhaite que le tout se déroule de façon sécuritaire. Ces manifestants sont mineurs, et il en a la responsabilité. **Grève à l'Académie Roberval**  
Rue de Castelnau, une centaine d'élèves bloquaient aussi les accès de l'Académie Roberval ce matin. Jules Michaud, élève de 5e secondaire, et porte-parole pour le groupe, confirme que la grève durera là aussi trois jours. «On souhaite apporter notre solidarité aux étudiants des cégeps et des universités, et en plus, ça nous concerne direc-

tement. C'est nous qui payerons la totalité de la hausse», a-t-il déclaré. Sur les entrefaites, de l'autre côté de la rue, les élèves de l'école primaire Saint-Gabriel-Lalemant encourageaient leurs voisins en scandant «so-so-so, solidarité!». **L'école Édouard-Montpetit aussi touchée**  
Un petit groupe d'élèves de l'école Édouard-Montpetit, dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ont aussi tenté de déclencher une grève-surprise en matinée. Il n'y avait pas eu de vote là-bas comme dans le cas des deux autres écoles. Mais la tentative n'a pas fonctionné et les cours ont repris comme chaque jour. Lundi, la Commission scolaire de Montréal avait avisé les parents de perturbations potentielles à venir dans certaines de ses écoles, au cours des prochains jours. Le porte-parole de la CSDM, Alain Perron, dit ne pas savoir si d'autres écoles emboîteront le pas des deux actuellement en grève ni ne savoir si le mouvement durera réellement trois jours. «La direction va discuter avec les élèves, ils vont parler de la trêve notamment. Et on verra», dit-il. Les étudiants de l'école JFP tiendront jeudi à 13h30 une manifestation au départ de la station de métro Saint-Michel et espèrent y voir participer de nombreux autres élèves du secondaire. Dans une déclaration au sujet des négociations et des manifestations étudiantes qui continuent d'avoir lieu malgré tout, le premier ministre Jean Charest a dit ne pas comprendre le geste des élèves du secondaire. «Il n'y a pas de raison pour laquelle les élèves du secondaire devraient boycotter leurs propres cours. Il n'y en a pas. D'autant plus qu'on est en discussion avec les représentants des associations», a-t-il commenté. -Avec Isabelle Audet et Martin Primeau

**LE DEVOIR: Finalement, Beauchamp discute: Le ministre s'assoit avec toutes les associations d'étudiants en grève - Mardi 24 avril 2012**



Photo : Agence Reuters Mathieu Bélanger  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, en conférence de presse à Québec, hier. Elle a annoncé qu'elle se donnait 48 heures pour voir si

un blitz de discussions avec les étudiants pouvait débloquer l'impasse. Lisa-Marie Gervais C'est l'espoir le plus sérieux d'une sortie de crise. Des discussions pour mettre fin au conflit qui dure depuis 11 semaines entre les étudiants et le gouvernement ont commencé hier en fin de journée à Québec entre la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et les trois grandes organisations étudiantes. La ministre se donne 48 heures pour voir si un blitz de discussions peut débloquer l'impasse. Pendant ce temps, elle invite à une trêve sur le terrain. Au menu des pourparlers ? Refusant d'exposer leur stratégie sur la place publique, les étudiants donnent l'assurance que la question des droits de scolarité sera abordée. Sont-ils prêts à accepter une certaine hausse, mais qui serait, par

exemple, moindre que ce que propose le gouvernement ? « S'il y a des propositions sérieuses qui touchent aux droits de scolarité, on va les soumettre à nos membres », a indiqué Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). « On n'arrive pas avec l'espoir de tout régler en 48 heures, mais on peut faire un premier déblayage. » Hier matin, prenant acte de la condamnation de la violence faite par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la ministre Beauchamp avait indiqué qu'elle allait recevoir les trois organisations étudiantes à sa table, mais à la condition que celles-ci respectent une trêve. « S'ils viennent à table, je prends pour acquis qu'ils auront compris et qu'ils endosseront le fait qu'il ne devra pas y avoir aucune perturbation économique et sociale



», a signifié la ministre Beauchamp aux étudiants.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Martine Desjardins, a quant à elle soutenu qu'il était « normal », devant l'« ouverture de la ministre », d'accepter les conditions du dialogue. Selon elle, l'endurance des étudiants en grève, la pression faite par les administrations des cégeps et universités, la condamnation de la violence par la CLASSE ainsi que la moquerie de Jean Charest lors du Salon Plan Nord sont quelques raisons qui ont facilité la tenue d'un dialogue.

Quant à la CLASSE, elle n'a pas accepté d'emblée la demande de trêve de la ministre, rappelant qu'elle n'a pas le pouvoir de décréter une telle trêve sans retourner en congrès pour consulter ses associations. « On a trouvé maladroit de la part de la ministre Beauchamp de répéter l'erreur en nous demandant de manière précipitée quelque chose qu'on n'a pas les moyens de faire, à savoir déclarer une trêve de 48 heures », a lancé Gabriel Nadeau-Dubois, l'un des porte-parole. Mais, heureux hasard, la CLASSE n'avait pas prévu d'action de ce type « dans les 48 prochaines heures ». Il y aura toutefois une manifestation mercredi à un lieu et à une heure qui sont encore à déterminer.

Concernant les cégeps et les universités, la ministre Beauchamp a demandé le statu quo. « Dans les établissements où il y a eu injonction et où le responsable a décidé de fermer les portes, je ne demande pas à les ouvrir », a dit la ministre. Elle souhaite par ailleurs qu'aucun vote de grève ne soit tenu dans les associations et que soient toujours donnés les cours qui le sont déjà. À ce sujet, le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, qui devait rouvrir ses portes après avoir obtenu une injonction, a décidé de suspendre ses cours jusqu'à jeudi. Les étudiants de l'UQO ne doivent pas se présenter en salle de cours, et ce, jusqu'à vendredi inclusivement, a fait savoir la direction de l'établissement. À l'Université de Sherbrooke,

les professeurs se sont pliés hier à une injonction obtenue la semaine dernière par un groupe d'étudiants. Ils étaient au rendez-vous dans les salles de cours, mais devant une poignée d'étudiants.

#### **Réactions nuancées**

La Fédération des cégeps se réjouit de l'établissement d'un dialogue. « On est satisfait non seulement qu'il y ait dialogue, mais, en plus, de voir que les parties comprennent qu'il y a un sentiment d'urgence. Ça nous sourit », a déclaré au Devoir, le président-directeur général de la Fédération, Jean Beauchesne. Il a rappelé que trois établissements avaient annulé leur session d'été et que la situation est « catastrophique » dans sept autres, dont certains sont susceptibles de reporter la fin de la session d'hiver à l'automne. Selon M. Beauchesne, il sera possible d'éviter le report des sessions à l'automne si les enseignants des cégeps collaborent. Une rencontre est prévue à ce sujet cet après-midi.

La reprise est préoccupante et, oui, les enseignants des cégeps collaboreront. Mais pas à n'importe quel prix, a souligné le président de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle. « On ne va pas se montrer fermés à tout aménagement. On a à cœur la réussite de nos étudiants, mais, en même temps, il n'est pas question qu'on fasse les frais d'une situation dont le gouvernement est au courant depuis longtemps et qu'il a laissée se dégrader », a-t-il affirmé. Il note toutefois l'amertume des enseignants à l'égard du gouvernement Charest et envers la façon dont il a géré la crise. « C'est clair que si les choses n'évoluent pas positivement, on va être pris avec cette colère-là, et ça n'augure rien de bon pour d'éventuelles négociations », a-t-il ajouté.

#### **Une condamnation « ambiguë »**

Tôt hier matin, la CLASSE a expliqué plus en détail la résolution adoptée par ses membres en congrès dimanche sur la question de la violence. Elle a d'abord longuement insisté sur la poursuite

des actions de désobéissance civile, comme le piquetage, les manifestations, les sit-in et les occupations de lieux. « On annonce plus que jamais notre adhésion à ces principes utilisés par les différents mouvements syndical, féministe, communautaire et de lutte pour les droits civils comme aux États-Unis. Ce sont ces moyens qui ont permis au Québec de faire une société un peu plus juste et égalitaire et nous sommes porteurs de cet héritage québécois de lutte », a noté M. Nadeau-Dubois.

Mais sont publiquement condamnées « les actions de violence délibérées qui posent des risques à l'intégrité physique des personnes », a dit M. Nadeau-Dubois, en donnant l'exemple des bidons d'essence aux résidences personnelles de certains ministres et de la lancer de pavé de pierre sur l'autoroute 720, comme ce fut le cas lors de l'émeute de vendredi dernier. La CLASSE a par ailleurs hésité à condamner le vandalisme, comme le bris des vitres au Palais des congrès. « L'intégrité matérielle est moins condamnable », a dit Jeanne Reynolds, l'autre porte-parole. Pour le reste des actes de violence, les condamnations se feront au cas par cas.

La ministre de l'Éducation a qualifié hier cette déclaration d'« ambiguë, complexe, soufflant le chaud et le froid ». Elle a néanmoins invité les quatre représentants de la CLASSE à venir s'asseoir avec elle pour ouvrir le dialogue, ainsi que deux membres de la FECQ et trois de la FEUQ. « Le fait qu'on ait dû attendre plusieurs semaines et aussi les sept dernières journées pour que la CLASSE condamne l'usage de la violence et le fait que la résolution adoptée tolère le principe du non-respect de nos lois amènent plusieurs à conclure que la CLASSE trouve profit dans les situations de perturbations sociales et économiques », a-t-elle dit. D'où l'exigence de trêve.

#### **Vos réactions (110)**

### **LE DROIT: La ministre Beauchamp demande une trêve - Publié le lundi 23 avril 2012 à 23h45 | Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 14h19**



Photo: Robert Skinner, La Presse  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.  
Marc Allard, La Presse Canadienne  
Le gouvernement a décidé lundi d'inviter une autre association étudiante nationale à la table de discussions, a appris *Le Soleil*.

Discrète depuis le début de la mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) représente néanmoins 65 000 étudiants de l'Université Laval, de l'Université McGill et de l'Université de Sherbrooke.

Le gouvernement a accepté qu'elle envoie deux représentants pour participer aux pourparlers avec la FEUQ, la FECQ et la CLASSE. Depuis la semaine dernière, les membres de la TaCEQ demandaient au gouvernement d'être inclus dans les pourparlers.

Lundi matin, la ministre Beauchamp n'avait pas mentionné la Table lors de son point de presse. « On va aller où les négociations ont lieu et on va demander à être entendu », disait hier matin le président sortant de la TaCEQ, Simon Gosselin,

avant d'apprendre qu'il pourrait participer lui-même aux négociations.

#### **TaCEQ: Au nom de 65 000 étudiants**

Ce n'est que lundi après-midi que la TaCEQ, qui est plus modérée que la CLASSE et a des positions plus similaires à celles de la FEUQ, a eu la confirmation qu'elle était admise. « La TaCEQ a peut-être été moins visible durant cette campagne de grève là, mais on est quand même 65 000 étudiants québécois qui avaient besoin de se faire entendre aussi », a réagi Martin Bonneau, président de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), qui fait partie de la TaCEQ.

Née en 2009, la TaCEQ regroupe plusieurs associations - dont la CADEUL - qui ont quitté la FEUQ après la grève de 2005.

### **JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Grèves étudiantes: Le patronat en faveur de la hausse des frais de scolarité - Publié le: lundi 23 avril 2012, 19H53 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 20H06 / Première publication lundi 23 avril 2012 à 22h58**



Yves-Thomas Dorval

Carl Renaud / Agence QMI

### Le mouvement de grèves étudiantes a retenu l'attention lors de l'assemblée annuelle du Conseil du patronat du Québec, lundi à Montréal.

Le président de l'organisme, Yves-Thomas Dorval, ainsi que le président de Cogeco, Louis Audet, ont fait des sorties en faveur de la hausse des droits de scolarité.

M. Dorval a soutenu qu'au terme des hausses, les étudiants acquitteront 17 % du coût d'un baccalauréat, soit un montant de 11 000 \$ sur une note totale de 60 000 \$.

«C'est pratiquement de la gratuité! C'est le régime le plus généreux en Amérique du Nord», a indiqué le patron du CPQ.

L'homme, qui affirme comprendre le désaccord des étudiants, soutient également que les contribuables ne peuvent pas tout payer. «Seulement 3,7 % des contribuables gagnent plus de 100 000 \$. Ces gens-là paient 30 à 40 % des impôts», a-t-il dit.

Louis Audet a pris position plus tard dans un discours prononcé après son introduction au Club des entrepreneurs du CPQ. Le dirigeant a exprimé que les huit années qu'il a passé au conseil d'administration de la Polytechnique l'ont convaincu de la nécessité de dégelier les frais de scolarité.

«C'est essentiel pour avoir des universités de qualité. Ça nous a pris 10 ans pour convaincre les politiciens. Mais nous avons échoué avec les jeunes», a-t-il déclaré.

[Afficher 5 de 29 commentaires \(Montréal\)](#)

Jocelyn Malette

### LE DEVOIR: Les discussions sont lancées entre les étudiants et Line Beauchamp – Lundi 23 avril 2012, 16h50



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
«S'ils viennent à table, je prends pour acquis qu'ils auront compris et qu'ils endosseront le fait qu'il ne devra pas y avoir aucune perturbation», a soutenu la ministre Beauchamp en point de presse.

Lisa-Marie Gervais, La Presse canadienne  
Les discussions pour dénouer l'impasse qui perdure depuis 11 semaines sont sur le point de commencer entre la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp et les trois grandes organisations étudiantes, y compris la CLASSE.

Elles ont toutes trois accepté les conditions de la ministre pour s'asseoir à la même table, soit de respecter une trêve d'au moins 48 heures, le temps de mener une première ronde de discussions. «S'ils viennent à table, je prends pour acquis qu'ils auront compris et qu'ils endosseront le fait qu'il ne devra pas y avoir aucune perturba-

tion économique et sociale», a signifié la ministre Beauchamp aux étudiants.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont aussitôt indiqué qu'elles seraient bonnes joueuses et qu'elles acceptaient les conditions. Pour la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la trêve va de soi. «La trêve n'est ni acceptée ni refusée, parce que d'emblée, ce n'était déjà pas prévu que l'on fasse ce type d'action dans les 48 heures», a dit le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, sur les ondes de Radio-Canada.

Elle a également noté qu'ils devront porter sur la gestion des universités et l'accessibilité aux études même si elle ne pourra pas empêcher les étudiants de soulever la question de la hausse. Ainsi, Mme Beauchamp a ouvert la porte à ce que les discussions portent sur l'augmentation des droits de scolarité, ce qu'elle refusait de faire jusqu'ici.

#### La position de la CLASSE

Lors d'un point de presse ce matin, la CLASSE avait demandé à être invitée à dialoguer avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à l'instar des deux autres fédérations étudiantes, la FECQ et la FEUQ. L'organisation, qui représente près de la moitié des étudiants en grève, avait indiqué qu'elle, qui condamne certaines formes de violence, a été longuement réfléchie en fin de semaine lors d'un congrès. «On a une position claire et nuancée. Le débat de mots est terminé», a dit M. Nadeau-Dubois. «La ministre vou-

lait nous enfermer dans un débat superficiel et nous on a eu un débat de fond sur la question.»

Sous prétexte de ne pas vouloir renier l'héritage des luttes sociales du Québec, la CLASSE ne condamne que la violence qui porte atteinte à l'intégrité des individus. Cependant, l'organisation a réitéré son appui en faveur des principes de la désobéissance civile, qui s'exprime par des gestes comme des manifestations, des occupations ou des piquets de grève. «Les menaces à l'intégrité matérielle sont moins condamnables», a dit Jeanne Reynolds, l'autre porte-parole de la CLASSE. Ce sera au cas par cas, a renchéri son collègue. «On ne fera pas de profilage. On ne livrera pas à l'avance des gens à la police», a dit M. Nadeau-Dubois.

#### Condamner le vandalisme?

Sa position était demeurée toutefois très floue en ce qui a trait au vandalisme. Interrogé spécifiquement sur les méfaits commis au Palais des congrès vendredi dernier, où plusieurs fenêtres ont été fracassées, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a expliqué que l'organisation se dissociait de tels gestes et qu'elle ne les encourageait pas, mais ne les a pas condamnés puisqu'ils n'avaient pas mis en péril l'intégrité physique de qui que ce soit.

La CLASSE estime avoir répondu maintenant à la demande de la ministre Beauchamp, et croit que si celle-ci persiste à les écarter de la table de négociation, elle démontrera qu'elle cherche simplement à diviser le mouvement étudiant, une position inacceptable selon ses représentants.

[Vos réactions \(132\)](#)

### TVANOUVELLES: Grève des étudiants: Place à la discussion... à condition d'une trêve - Première publication lundi 23 avril 2012 à 16h33 - Mise à jour : lundi 23 avril 2012 à 18h52



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI et TVA Nouvelles

Les négociations entre la ministre de l'Éducation et les trois associations étudiantes des cégeps et des universités ont commencé à huis clos à Qué-

bec, lundi après-midi. Line Beauchamp s'est donné 48 heures pour mettre fin au conflit qui dure depuis 11 semaines.

Dans une déclaration faite en début d'après-midi, Line Beauchamp a demandé aux trois principales associations étudiantes, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) de s'interdire toute action de perturbation économique et sociale le temps que dureront les discussions.

«La recherche de solution exige que chaque partie soit de bonne foi, a dit la ministre. Je ne vois qu'un moyen pour instaurer un climat propice à la discussion et à la solution, c'est l'instau-

ration d'une trêve dans le déploiement de gestes de perturbation le temps que l'on mène la discussion, une trêve pour les prochaines heures».

La FECQ et la FEUQ ont instamment accepté l'invitation et la condition posée par la ministre. «On va aller s'asseoir, on comprend l'histoire de la trêve (...) On a tout mis en place pour avoir de longues discussions. Ça augure bien», s'est réjouie la présidente de la FEUQ Martine Desjardins.

«C'est un soulagement de constater que le gouvernement accepte de rencontrer les trois associations étudiantes et on accepte la demande de trêve de la ministre», a convenu le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin.

Pour sa part, le porte-parole de la CLASSE a confirmé la présence de quatre représentants de la Coalition à la rencontre avec la ministre. «Pour nous, il est temps de cesser d'éplucher le dictionnaire des synonymes pour maintenant se concentrer sur l'important, c'est-à-dire les budgets de nos universités», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, en point de presse.

### Ambiguë

Au sujet de la trêve, la CLASSE s'est montrée nuancée, presque ambiguë, son porte-parole déclarant qu'il n'avait pas le pouvoir d'ordonner

la fin de la mobilisation. «Heureusement, la CLASSE n'avait tout simplement pas prévu ce type d'action dans les prochaines 48 heures», a expliqué M. Nadeau-Dubois.

Mme Beauchamp s'était montrée déçue de la position de la Coalition large qui a déclaré, ce matin «condamner la violence» tout en promettant de poser d'autres actions de désobéissance civile.

«Je ne veux plus entrer dans des débats de définition, a décidé la ministre. Le fait que la résolution adoptée tolère le principe du non-respect de

nos lois amène plusieurs à conclure que la CLASSE trouve profit dans les actions de perturbations sociales et économiques au nom d'une lutte globale, d'une contestation de notre système économique. Cela nous amène à nous questionner sur leur bonne foi à vouloir trouver une solution rapide», a déploré Mme Beauchamp.

Les discussions ont débuté en fin d'après-midi et pourraient se poursuivre jusqu'à tard en soirée et demain.

## LE DEVOIR: Grève étudiante - Un moratoire tout de suite, réclament des personnalités du monde culturel et politique: Les anciens ministres Jean Cournoyer et Robert Burns au nombre des signataires – Lundi 23 avril, 15h19



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le professeur à l'UQAM [Gérald Larose](#), le comédien [Jacques L'Heureux](#), le médecin et animateur [Alain Vadeboncoeur](#), ainsi que le juge à la retraite [Robert Burns](#) figurent parmi les vingt signataires de la déclaration demandant au gouvernement d'ouvrir un dialogue avec les trois fédérations étudiantes.



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau

Près d'une vingtaine de personnalités québécoises de tous les horizons ont rendu publique aujourd'hui une déclaration solennelle demandant au gouvernement québécois d'ouvrir un dialogue avec les trois fédérations étudiantes.

Jean-François Nadeau

Plus d'une quinzaine de personnalités de divers milieux ont demandé aujourd'hui au gouvernement libéral de Jean Charest un moratoire sur la hausse de 75 % des droits de scolarité, tout en invitant le gouvernement à prendre les moyens de négocier dès maintenant avec l'ensemble des étudiants.

L'ancien ministre Robert Burns, dans une rare apparition publique, s'est demandé comment le gouvernement pouvait négocier avec des Mohawks armés et masqués - lors de la crise d'Oka en 1990 - et prétendre aujourd'hui être dans l'impossibilité s'asseoir avec des universitaires. «Ça ne tient pas la route. Il faut que le gouvernement arrête un peu et discute.»

Au nombre des personnalités qui réclament ce moratoire, on trouve les comédiens Luc Picard et Jacques L'Heureux, le médecin urgentologue Alain Vadeboncoeur, le cinéaste Bernard Émond, l'ancien ministre libéral Jean Cournoyer, l'ancien ministre péquiste Robert Burns, l'ancien président de la CSN [Gérald Larose](#) et l'ancien président du Mouvement Desjar-

dins [Claude Béland](#). Tous craignent que l'intransigeance manifestée par les deux parties nuise au tissu social et politique québécois.

On trouve encore parmi les signataires de la déclaration [le professeur Guy Rocher](#) et deux anciens présidents du Conseil supérieur de l'éducation: [Jean-Pierre Proux](#) et [Célyne St-Pierre](#). Urgence de la situation La situation est urgente, clament-ils. Selon le comédien [Jacques L'Heureux](#), «un ministère de l'Éducation au Québec signifie plus que la simple gestion des frais de scolarité. L'éducation a connu un retard historique au Québec. Ce n'est pas le moment de tout jeter à l'eau».

Ces personnalités, qui se sont regroupées dans les dernières heures, demandent notamment au gouvernement de rencontrer «ensemble et sans délai les trois associations étudiantes», de suspendre l'application des mesures prévoyant la hausse de 75 pour cent des droits de scolarité au cours des cinq prochaines années et de mettre en place des mécanismes pour un large débat sur l'éducation et son financement. En contrepartie, les signataires demandent aux associations étudiantes de mettre un terme à la grève dès que le gouvernement québécois aura donné une réponse positive et de s'engager «avec ouverture et espoir» au dialogue.

Selon [Gérald Larose](#), il convient d'aménager rapidement un espace de discussion. «Les étudiants ne plieront pas, dit-il. S'ils avaient eu à le faire, cela se serait produits il y a quelques jours déjà. Le gouvernement ne doit plus espérer que les étudiants cèdent et faire le nécessaire pour rétablir un climat social acceptable. Des policiers dans les universités, je n'ai jamais vu ça, sauf dans des pays qu'on ne donne pas en exemple.» Ils reprochent au gouvernement d'avoir montré une «aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés». Cette incompréhension risque de détruire «l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations», ajoutent-ils.

### Vent de fraîcheur

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), cet appel au dialogue a été accueilli comme un vent de fraîcheur.

«On a l'impression, depuis une semaine, qu'il y a des conditions qui s'ajoutent pour aller s'asseoir à une table de discussions afin de finaliser une solution à ce conflit qui perdure depuis plus de dix semaines», a expliqué le porte-parole de la FEUQ, [Martine Desjardins](#).

«De voir plusieurs personnalités publiques qui sortent, qui proposent une solution concrète, on trouve ça intéressant, rafraîchissant.»

Par ailleurs, le groupe de signataires n'hésite pas à condamner la présence des «casseurs» lors des récentes manifestations, les qualifiant de «parasites qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et nous éloigner d'une résolution de la crise». Mais en même temps, le groupe de personnalités demande à la population de ne pas perdre de vue les raisons au centre de cette crise qui s'étire selon eux sans raison: les frais de scolarité. Un sujet, jugent-ils, dont il est tout à fait légitime de vouloir débattre autour d'une table de discussion.

Il est donc plus que temps d'ouvrir la porte pour que la violence cesse, au dire de [Jacques L'Heureux](#).

«On peut pas se mettre la tête dans le sable et faire des "jokes" sur le dos des étudiants devant tout le gratin des affaires qui sont intéressés à faire de l'argent avec le Plan Nord. C'est triste, je suis écoeuré de voir mes enfants se faire taper sur la tête», a lancé, avec émotion, celui qui a animé les débuts de soirées de nombreux jeunes à l'époque de Passe-Partout.

Au passage, il a rappelé le potentiel qu'il voit et l'espoir qu'il place dans la jeunesse.

«Avec son Plan Nord, il [[Jean Charest](#)] cherche une façon d'exploiter les richesses sans, disons, polluer. Eh bien, c'est un jeune qui est dans la rue présentement qui va avoir l'idée brillante d'inventer une machine qui ne pollue pas et qui va exploiter notre minerai de fer sans détruire l'écologie. Ce sont nos cerveaux qui vont trouver des trucs comme ça. Il faut les éduquer, il faut leur donner la chance de s'éduquer.»

Avec [Marie-Michèle Sioui](#), [La Presse canadienne](#)


**LA PRESSE: Vers un étalement de la hausse? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h36 | Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 23h13**

<p>Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Pour la première fois, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, laisse la porte ouverte à l'idée d'étalement sur une plus longue période la hausse des droits de scolarité. Ce revirement est survenu lundi, quelques heures avant le début d'une toute première rencontre avec les associations étudiantes, y compris la CLASSE, en fin d'après-midi. L'enjeu des droits de scolarité est sur la table, alors que Québec refusait jusqu'à maintenant qu'il le soit. Les discussions étaient toujours en cours au moment de mettre en ligne. Line Beauchamp a accepté de rencontrer les associations à la condition qu'elles observent une trêve de 48 heures sur les «actions de perturbation économique et sociale». Les fédérations étudiantes universitaire et collégiale, la FEUQ et la FECQ, ont acquiescé à sa demande. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) accepte aussi la condition, mais elle se défend de le faire pour satisfaire la ministre. C'est simplement parce qu'aucune «action de perturbation» n'était prévue lundi ou mardi, a expliqué son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. En conférence de presse, Line Beauchamp a donné l'impression de se ménager une marge de manoeuvre en vue des discussions. Elle n'a pas exclu un étalement de la hausse des droits de scolarité sur plus de cinq ans. «Je ne commencerai pas ici à mener des discussions par les médias», a-t-elle répondu lorsqu'un journaliste l'a questionnée sur cette option. Or, la ministre avait toujours écarté un étalement jusqu'ici. Elle martelait que le gouvernement entend maintenir la hausse de 325\$ par année pendant cinq ans - un bond de 75%.</p>	<p>Lundi, la ministre a assuré que le gouvernement «est ferme sur cette question de la hausse des droits de scolarité». Mais elle n'a pas repris les chiffres annoncés. «Je plaide ici pour que le climat de discussion soit le bon [...]». Et laissez-nous mener des discussions dans ce contexte. Mais le gouvernement a l'intention de hausser les droits de scolarité», s'est-elle contentée de dire. Elle permettra aux associations de «soulever» la question des droits de scolarité et de présenter leurs arguments en faveur d'un gel. Il n'y a pas si longtemps, elle refusait que le sujet soit même abordé. «L'idée ici n'est pas de fermer la porte, l'idée, c'est d'ouvrir la porte», a-t-elle dit. La ministre maintient toutefois que le «bon sujet de débat», ce sont «les différents moyens pour assurer l'accessibilité aux études». Elle veut discuter en particulier du régime de prêts et bourses et de la gestion des universités. <b>Changement de ton</b> La FEUQ et la FECQ entendent demander un gel. Mais elles semblent prêtes à accepter une hausse qui serait inférieure à celle annoncée. Une éventuelle proposition du gouvernement «doit toucher à la question des droits de scolarité [...]». Évidemment, il va falloir que ce soit quelque chose de notable», s'est limitée à dire la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle se rend à la table des discussions avec «bonne foi et ouverture». Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, constate que le gouvernement change de ton sur les droits de scolarité. Gabriel Nadeau-Dubois observe quant à lui que la ministre a «ouvert la porte plus que jamais». Line Beauchamp se donne «un horizon de 48 heures» pour dénouer la crise. «Nous ne</p>	<p>sommes pas dans un contexte où on a des semaines ou toute la semaine», a-t-elle affirmé au moment où le trimestre est en péril. La grève en est à sa 11e semaine dans certains établissements. La FEUQ et la FECQ trouvent que la ministre est «pressée». Elles veulent «prendre le temps qu'il faut» pour trouver une solution. Line Beauchamp a demandé une trêve en raison de la résolution «ambiguë» adoptée par la CLASSE dimanche. Selon cette résolution, l'organisation condamne «la violence physique débridée contre des personnes». Mais elle «défend activement le principe de désobéissance civile». Cela implique «le non-respect des lois», a dit Line Beauchamp. «Je ne crois pas que ce soit responsable. Il est temps de choisir: c'est le camp de la solution ou c'est le camp de la perturbation [...]». Il faut instaurer un bon climat de discussion.» La trêve concerne les actions «qui empêchent des travailleurs d'avoir accès à leurs bureaux et des citoyens de circuler en toute sécurité» - comme le blocage d'un pont ou la perturbation du métro. Les associations ne doivent pas voter de nouveaux mandats de grève dans les établissements où il n'y a pas de «boycott des cours». En échange, la ministre demande aux universités et aux cégeps touchés par un «boycott» de ne pas reprendre les cours même s'ils obtiennent une injonction. Elle souhaite le «statu quo» durant les discussions. La reconduction des mandats de grève se fera jusqu'à ce que la ministre présente une offre formelle, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois. - Avec Paul Journet</p>
---	--	---

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève: De Léo à Éliane - Publié le: lundi 23 avril 2012, 22H59 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 23H01**

<p>Francis A-Trudel Léo Bureau-Blouin passera les rênes de la FECQ à Éliane Laberge dans près d'un mois. Le double mandat du premier aura été marqué par un mouvement de grève historique, qu'importe son issue, tandis que celui de sa successeuse s'ouvrira dans ses contrecoups. Si le défi n'effraie pas l'étudiante en arts visuels au Collège Rosemont, reste que la transition s'annonce vertigineuse. Mme Laberge n'a pas</p>	<p>siégé au comité exécutif de la FECQ. Le 1er juin, elle passera directement de la présidence de son association étudiante locale à celle d'une fédération qui regroupe plus de 80 000 membres. Le président sortant de la FECQ avait lui aussi goûté à cette promotion brutale. Deux ans plus tard, il retient de ses mandats successifs une «capacité de faire changer les choses lorsqu'on s'organise, que les jeunes, au-delà des préjugés générationnels, sont aussi</p>	<p>conscientisés, sinon plus, que dans les années 1960 ». Il s'est inscrit en droit et en sciences politiques à l'Université de Montréal. « Je veux rester engagé d'une manière ou d'une autre », affirme-t-il, en précisant qu'il compte tout de même lever le pied un peu.</p>
---	--	--

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: CSDM: Perturbations possibles dans les écoles secondaires - Publié le: lundi 23 avril 2012, 22H10 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 22H21**

 <p>© Archives / Agence QMI Agence QMI</p> <p>La présidente de la CSDM, Diane De Courcy.</p>	<p><b>La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a averti lundi les parents d'élèves de possibles dérangements et perturbations dans certaines écoles secondaires.</b> Dans un message adressé aux parents, la CSDM a fait part de votes de grève tenus par des élèves en appui au mouvement contre la hausse des droits de scolarité. « Des actions pourraient en résulter, comme du piquetage devant les écoles pour empêcher l'accès », a-t-on indiqué dans un communiqué. La CSDM craint également des débordements comme ceux survenus lors des récentes manifestations et demande aux parents de discuter avec leurs enfants de « comportements à adopter en</p>	<p>de telles circonstances, tant sur le plan civique que sur le plan sécuritaire ». La commission est d'avis que ceux qui ne veulent pas envoyer leur enfant à l'école motive leur absence. Aux élèves manifestants, on demande de « permettre le libre accès à l'école ». « Nous voulons que les écoles demeurent ouvertes, que les cours puissent s'y donner. Pour nous, l'école doit demeurer accessible à tous les élèves, en toute sécurité », a fait savoir la CSDM. <b>Montrer 1 commentaire (Montréal)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sarcastique Il n'y a pas une trêve en ce moment ? 48 heures, même pas ? Pauvre Québec.</li> </ul>
--	---	---

**JOURNALDEQUÉBEC: Se serrer le ceinturon : Les manifestations et le nouvel horaire de travail forcent déjà la police à faire des choix - Publié le: lundi 23 avril 2012, 20H17 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 23H53**





Photo MICHEL DESBIENS. agence qm

Les manifestations coûtent cher à la police de Montréal qui doit déjà surveiller ses dépenses quatre mois à peine après le début de l'année.

### Appel au calme

Le chef de la police de Montréal, Marc Parent, s'inquiète de la violence de plus en plus présente dans les manifestations étudiantes et lance un appel à tous, les étudiants, leurs chefs, les professeurs, les politiciens et les artistes, pour calmer le jeu.

« Des agitateurs profitent de la situation et se radicalisent. Il faut que des messages soient véhiculés pour ne pas laisser les provocateurs briser un message qui est légitime », dit-il. Lors de l'émeute de vendredi, six policiers ont été blessés. Des projectiles tels des roches, balles de golf et écrous sont de plus en plus saisis durant les manifestations étudiantes.

Le directeur Parent est fier du professionnalisme montré depuis le début par ses troupes, mais il craint pour leur sécurité et celle des manifestants.

« On a rarement vu ça à Montréal et même au Canada. On est rendu à 160 manifestations étudiantes depuis janvier et on ne calcule pas les autres services d'ordre. 70 % pour cent d'entre elles se sont bien déroulées, mais dans 30 %, il y a eu des actes illégaux et des arrestations », déplore-t-il.

### Neutralité

Marc Parent refuse de blâmer le gouvernement ou les étudiants pour la fermeté affichée par les deux parties jusqu'à maintenant.

« C'est sûr que je ne rentrerai pas dans l'arène politique sur les événements de stratégie de négociation ou de rencontre entre eux, ça leur appartient. Je ne suis pas là pour arbitrer ou décider de la pertinence d'une stratégie ou d'une manifestation, je suis là pour que la sécurité publique soit assurée », affirme le chef.

Marc Parent ne veut pas dire s'il croit que Québec devrait payer la facture.

« Le maire et le directeur général de la ville sont très sensibles à toute cette question-là.

« Je suis convaincu qu'il va y avoir des discussions avec le gouvernement du Québec », conclut-il.

**Les manifestations étudiantes et le nouvel horaire de travail coûtent cher à la police de Montréal, tellement qu'elle doit déjà se serrer la ceinture quatre mois après le début de l'année.**

### Montrer 1 commentaire (Québec)

#### • Hergesimard

D'abord, je croyais naïvement que le devoir des policiers était en premier lieu de nous protéger contre les bandits. Lorsque je les vois, fesser sauvagement sur des étudiants qui ne font que manifester pour se faire entendre, j'en suis scandalisée. Vous parlez des coûts, selon plusieurs de mes concitoyens, les seuls uniques responsables sont nos chefs élus les vrais responsables, qui n'écoutent pas du tout leurs électeurs. Nous n'attendons que les prochaines élections, pour

s'en débarrasser. Malheureusement, les gouvernements passent, les mercénaires restent. Lorsque nous voyons des nations entières debout dans les rues telles que le Portugal, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, je ne pense pas que tout le monde soient des fous. C'est ce qui s'en vient à grands pas ici au Québec également. Que feront les mercénaires, lorsqu'ils auront des millions de personnes dans les rues? Ceux-ci nous ont coûté des millions de dollars en heures supplémentaires, sans calculer leurs heures régulières. Les coûts auraient été moins élevés

d'accorder aux étudiants ce qu'ils demandaient.

Nous n'avons plus le droit de manifester dans les rues, ni sur les trottoirs, ni sur la pelouse. Il serait peut-être temps de mettre notre technique de lévitation au point. Malheureusement, ils nous accuseraient encore de déranger, car probablement nous on nous accuserait de bloquer un couloir aérien. Il faut être aveugle pour ne pas voir ce qui s'en vient, ce n'est qu'un début.

PS: Les manants que nous sommes en ont ral le bol.

« Une chance que le Canadien n'a pas fait les séries parce qu'on serait dans le trouble », répètent en chœur plusieurs policiers interrogés par le Journal.

Depuis le début mars, des policiers de partout sur l'Île nous ont confié que la situation budgétaire est telle que des enquêtes ont dû être mises sur la glace, ralenties ou terminées prématurément, et que des opérations ont été reportées pour des raisons budgétaires.

Dans les centres opérationnels, les enquêteurs ont reçu le mot d'ordre de ne plus faire d'heures supplémentaires, à moins que celles-ci aient été dûment autorisées en haut lieu, nous a-t-on dit sous le couvert de l'anonymat.

Questionné à ce sujet hier, le chef de police, Marc Parent, s'est montré rassurant.

« Non, les budgets n'affectent pas les enquêtes. Et ce n'est pas vrai qu'il n'y a plus d'heures supplémentaires. S'il y a de la criminalité, on va s'en occuper », a-t-il dit.

« Mais il y a toujours des imprévus et le mouvement étudiant en est un qui vient occasionner des dépenses plus importantes », a convenu le directeur de la police.

### 200 heures chacun

Selon nos informations, chaque policier de l'intervention aurait cumulé plus ou moins 200 heures supplémentaires seulement avec les manifestations étudiantes.

D'après des chiffres qui circulent depuis quelques jours, les manifestations étudiantes auraient déjà coûté 2 M\$ en heures supplémentaires à la police de Montréal.

Mais d'autres sources avancent un montant de 10 à 15 M\$. « Non, moi je crois que c'est trop », dit le chef Parent, selon qui sa direction est en train de comptabiliser les dépenses.

Des sources ont confié au Journal que l'enveloppe d'heures supplémentaires pour toute l'année serait déjà dépensée à 80 %, ce que rejette le directeur du SPMV.

On nous a également confié qu'il est très rare que des directives visant à se serrer la ceinture soient données si tôt dans l'année. Normalement, elles circulent après les festivals, au retour des vacances d'été ou quelques mois avant la fin de l'année financière.

Le nouvel horaire de travail appliqué dans le cadre d'un projet pilote depuis la fin du mois de janvier n'aiderait pas les choses.

En vertu de ce nouvel horaire, les policiers des postes de quartier effectuent des quarts de travail d'une durée de 9 h 45. Les policiers de nuit travaillent sept jours consécutifs suivis d'autant de jours de congé.

### Témoignages coûteux

Or, il semble que leur présence en cour pour témoigner durant leur semaine de congé coûte cher en heures supplémentaires, beaucoup plus qu'anticipé.

Le soir, les équipes sont plus nombreuses, mais réduites en effectif, ce qui a pour effet d'augmenter le nombre de remplacements.

« Effectivement, il y a eu des gros projets en début d'année et la présence à la cour a aussi été importante. On est en train de voir tous les impacts associés à ça, mais il est trop tôt pour le dire », affirme Marc Parent.

Le nouvel horaire devait également s'appliquer aux enquêteurs, mais ce projet a été reporté à l'automne. « Les commandants s'arrachent les cheveux pour voir comment ils pourraient l'appliquer », nous a-t-on dit.

« C'est pas quelque chose que je vais régler dans un article de journal. Mes gens sont en discussion avec la Fraternité », a répondu le chef lorsqu'il a demandé si le nouvel horaire pourrait ne jamais s'appliquer aux sections des enquêtes alors que le projet pilote tirera à sa fin à l'automne.

**LE SOLEIL: La ministre Beauchamp demande une trêve à la CLASSE - Publié le lundi 23 avril 2012 à 14h05**



Photo: Robert Skinner, La Presse

Bien qu'elle se soit montrée insatisfaite de la résolution «ambiguë» adoptée par la CLASSE sur la violence, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a tout de même accepté que celle-ci puisse négocier aux côtés des Fédérations étu-

diantes universitaires (FEUQ) et collégiales (FECQ) du Québec.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demande à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) d'adopter une trêve de «quelques heures» durant laquelle elle devrait cesser ses gestes de perturbation afin d'avoir une place à la table de négociation.

En point de presse cet après-midi, la ministre a indiqué qu'elle «prend pour acquis» que si la CLASSE s'assoit à la table, c'est qu'elle accepte cette condition.

«Si d'autres gestes de perturbations économiques ou sociales sont endossés par une association étudiante, ça signifie qu'elle s'exclue d'elle-même», a dit la ministre Beauchamp.

Bien qu'elle se soit montrée insatisfaite de la résolution «ambiguë» adoptée par la CLASSE sur la violence, la ministre a tout de même accepté que celle-ci puisse négocier aux côtés des Fédérations étudiantes universitaires (FEUQ) et collégiales (FECQ) du Québec.

La ministre a précisé qu'elle entendait par perturbations «économiques et sociales» des «activités qui, selon le sens commun, empêchent des travailleurs d'avoir accès à leurs bureaux, empêche des citoyens de circuler en toute sécurité».

Line Beauchamp a toutefois précisé que les associations étudiantes pouvaient continuer d'organiser des «manifestations légitimes dans une société démocratique».

La ministre s'est par ailleurs dite «ferme» sur la question des droits de scolarité, mais a indiqué qu'elle ne pouvait pas empêcher les étudiants d'en discuter avec elle.

**LA PRESSE: Vers un étalement de la hausse? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h36 | Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 23h13**

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Pour la première fois, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, laisse la porte ouverte à l'idée d'étaler sur une plus longue période la hausse des droits de scolarité.

Ce revirement est survenu lundi, quelques heures avant le début d'une toute première rencontre avec les associations étudiantes, y compris la CLASSE, en fin d'après-midi. L'enjeu des droits de scolarité est sur la table, alors que Québec refusait jusqu'à maintenant qu'il le soit. Les discussions étaient toujours en cours au moment de mettre en ligne.

Line Beauchamp a accepté de rencontrer les associations à la condition qu'elles observent une trêve de 48 heures sur les «actions de perturbation économique et sociale». Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales, la FEUQ et la FECQ, ont acquiescé à sa demande. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) accepte aussi la condition, mais elle se défend de le faire pour satisfaire la ministre. C'est simplement parce qu'aucune «action de perturbation» n'était prévue lundi ou mardi, a expliqué son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois.

En conférence de presse, Line Beauchamp a donné l'impression de se ménager une marge de manoeuvre en vue des discussions. Elle n'a pas exclu un étalement de la hausse des droits de scolarité sur plus de cinq ans. «Je ne commencerai pas ici à mener des discussions par les médias», a-t-elle répondu lorsqu'un journaliste l'a questionnée sur cette option.

Or, la ministre avait toujours écarté un étalement jusqu'ici. Elle martelait que le gouvernement entend maintenir la hausse de 325\$ par année pendant cinq ans - un bond de 75%.

Lundi, la ministre a assuré que le gouvernement «est ferme sur cette question de la hausse des droits de scolarité». Mais elle n'a pas repris les chiffres annoncés.

«Je plaide ici pour que le climat de discussion soit le bon [...]. Et laissez-nous mener des discussions dans ce contexte. Mais le gouvernement a l'intention de hausser les droits de scolarité», s'est-elle contentée de dire.

Elle permettra aux associations de «soulever» la question des droits de scolarité et de présenter leurs arguments en faveur d'un gel. Il n'y a pas si longtemps, elle refusait que le sujet soit même abordé. «L'idée ici n'est pas de fermer la porte, l'idée, c'est d'ouvrir la porte», a-t-elle dit.

La ministre maintient toutefois que le «bon sujet de débat», ce sont «les différents moyens pour assurer l'accessibilité aux études». Elle veut discuter en particulier du régime de prêts et bourses et de la gestion des universités.

**Changement de ton**

La FEUQ et la FECQ entendent demander un gel. Mais elles semblent prêtes à accepter une hausse qui serait inférieure à celle annoncée. Une éventuelle proposition du gouvernement «doit toucher à la question des droits de scolarité [...]». Évidemment, il va falloir que ce soit quelque chose de notable», s'est limitée à dire la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle se rend à la table des discussions avec «bonne foi et ouverture».

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, constate que le gouvernement change de ton sur les droits de scolarité. Gabriel Nadeau-Dubois observe quant à lui que la ministre a «ouvert la porte plus que jamais».

Line Beauchamp se donne «un horizon de 48 heures» pour dénouer la crise. «Nous ne

sommes pas dans un contexte où on a des semaines ou toute la semaine», a-t-elle affirmé au moment où le trimestre est en péril. La grève en est à sa 11e semaine dans certains établissements.

La FEUQ et la FECQ trouvent que la ministre est «pressée». Elles veulent «prendre le temps qu'il faut» pour trouver une solution.

Line Beauchamp a demandé une trêve en raison de la résolution «ambiguë» adoptée par la CLASSE dimanche. Selon cette résolution, l'organisation condamne «la violence physique délibérée contre des personnes». Mais elle «défend activement le principe de désobéissance civile». Cela implique «le non-respect des lois», a dit Line Beauchamp. «Je ne crois pas que ce soit responsable. Il est temps de choisir: c'est le camp de la solution ou c'est le camp de la perturbation [...]. Il faut instaurer un bon climat de discussion.»

La trêve concerne les actions «qui empêchent des travailleurs d'avoir accès à leurs bureaux et des citoyens de circuler en toute sécurité» - comme le blocage d'un pont ou la perturbation du métro. Les associations ne doivent pas voter de nouveaux mandats de grève dans les établissements où il n'y a pas de «boycott des cours». En échange, la ministre demande aux universités et aux cégeps touchés par un «boycott» de ne pas reprendre les cours même s'ils obtiennent une injonction. Elle souhaite le «statu quo» durant les discussions.

La reconduction des mandats de grève se fera jusqu'à ce que la ministre présente une offre formelle, a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois.

- Avec Paul Journet

**LE SOLEIL: La CLASSE condamne la violence contre les individus mais pas le vandalisme - Publié le 23 avril 2012 à 13h16**





Photo: Robert Skinner, La Presse

La CLASSE estime avoir répondu maintenant à la demande de la ministre Beauchamp, et croit que si celle-ci persiste à les écarter de la table de négociation, elle démontrera qu'elle cherche simplement à diviser le mouvement étudiant, une position inacceptable selon ses représentants. Pierre Saint-Arnaud, La Presse Canadienne, Montréal

Dans l'espoir d'être invitée à la table de négociation par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la CLASSE accepte finalement de condamner la violence, mais seulement partiellement.

Ses porte-parole ont expliqué en conférence de presse lundi matin à Montréal que les délégués au congrès du weekend s'étaient prononcés en faveur d'une condamnation de toute violence qui porte atteinte à l'intégrité des individus.

Cependant, l'organisation, qui représente environ la moitié des étudiants en boycott de cours, a réitéré son appui en faveur des principes de la désobéissance civile, qui s'exprime par des gestes comme des manifestations, des occupations ou des piquets de grève.

Sa position demeure toutefois très floue en ce qui a trait au vandalisme. Interrogé spécifiquement sur les méfaits commis au Palais des congrès vendredi, où plusieurs fenêtres ont été fracassées, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a expliqué que l'organisation se dissociait de tels gestes et qu'elle ne les encourageait pas, mais ne les a pas condamnés puisqu'ils n'avaient pas mis en péril l'intégrité physique de qui que ce soit.

La CLASSE estime avoir répondu maintenant à la demande de la ministre Beauchamp, et croit que si celle-ci persiste à les écarter de la table de négociation, elle démontrera qu'elle cherche simplement à diviser le mouvement étudiant, une position inacceptable selon ses représentants.

Par ailleurs, les fédérations étudiantes universitaires (FEUQ) et collégiale (FECQ) exigent toujours que la CLASSE soit présente à la table, et estiment que sa position lui ouvre désormais les portes. Advenant un refus de Mme Beauchamp, la FEUQ offre de céder deux de ses sièges à la CLASSE pour qu'elle puisse quand même être présente sous son parapluie.

**LAPRESSE.CA: Coûts des manifs étudiantes: Gérald Tremblay rencontrera Québec - Publié le lundi 23 avril 2012 à 12h07 | Mis à jour le lundi 23 avril 2012 à 14h34**



Photo: Alain Roberge, La Presse

Sur la photo, des étudiants manifestent leur opposition à la hausse des droits de scolarité vendredi dernier, lors du passage de Jean Charest au Salon Plan Nord.

Denis Lessard, La Presse

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil rencontrera, début mai, le maire de Montréal pour discuter des coûts du conflit étudiant sur le budget de la métropole.

La rencontre était prévue depuis un moment et devait porter sur une série de sujets. «Mais on s'attend à ce que cette question [des coûts liés à la sécurité et à la réparation des méfaits récents] soit soulevée par le maire», observe Mathieu Saint-Pierre, porte-parole du ministre Dutil.

Le ministre Robert Dutil attendait d'avoir traversé la période des crédits budgétaires pour préparer la rencontre. Il a défendu ses budgets jeudi dernier en commission parlementaire.

Depuis déjà plusieurs semaines, le maire Gérald Tremblay réclamait ce face à face. Près de 1000 manifestations se déroulent chaque année à Montréal et, depuis soixante jours, les manifestations étudiantes ont fait grimper la facture qui est habituellement assumée par la Ville.

Le maire Tremblay a déjà réclamé une «prime métropole» de 35 millions \$ par année, pour les coûts supplémentaires des services policiers à Montréal.

«De notre côté, nous sommes toujours dans l'attente d'une date de la part du ministre Dutil», de préciser Mme Martine Painchaud pour l'administration Tremblay.

La rencontre est évoquée depuis plusieurs semaines sans que la Ville ait eu de retour d'appel de Québec.

Quant aux 35 millions \$ demandés à titre de «prime métropole», il couvrirait la totalité des besoins spécifiques de Montréal en matière de sécurité publique, et non seulement pour les événements récents.

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève des étudiants: Sortie de crise discutée - Publié le: lundi 23 avril 2012, 11H49 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 22H34**

VIDÉO: La CLASSE réagit à la trêve proposée par la ministre Beauchamp dans le conflit sur les droits de scolarité.



Line Beauchamp, Ministre

Régys Caron

**QUÉBEC - Les négociations entre la ministre de l'Éducation et les trois associations étudiantes des cégeps et des universités ont débuté en fin de journée lundi. Line Beauchamp se donne 48 heures pour mettre fin au conflit qui dure depuis plus de 10 semaines.**

Les associations étudiantes ont entrepris ces négociations avec des attitudes différentes.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) se sont dites « en mode ouverture », prêtes à analyser toute position de la ministre qui pourrait leur paraître raisonnable.

« S'il y a des propositions sérieuses de la ministre concernant les droits de scolarité, on va les soumettre à nos membres », a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

« Tout devra être mis sur la table et nous sommes prêts à faire notre bout de chemin », a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Pour leur part, les quatre délégués de la CLASSE sont arrivés à Québec avec le mandat de « bloquer toute hausse des frais de scolarité », a confirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'organisme.

« La ministre a ouvert la porte plus que jamais à parler de la hausse de droits de scolarité. Sa position a fléchi depuis 11 semaines. Les injonc-

tions ont été un échec. Le rapport de force est de notre côté », a soutenu le leader de la CLASSE.

**Trêve de 48 heures**

Avant d'entreprendre ces discussions, la ministre Line Beauchamp a obtenu qu'aucune action de perturbation économique ou sociale ne sera commise pendant 48 heures.

« La recherche de solutions exige que chaque partie soit de bonne foi (...) Je ne vois qu'un moyen pour instaurer un climat propice à la discussion et à la solution, c'est l'instauration d'une trêve dans le déploiement de gestes de perturbation le temps que l'on mène la discussion », a déclaré la ministre de l'Éducation en conférence de presse.

Mme Beauchamp a signifié qu'elle aurait des propositions à faire au sujet de l'accessibilité aux études postsecondaires et s'est montrée disposée à écouter les étudiants lui parler des droits de scolarité qu'elle prévoit toujours augmenter de 75 % au cours des cinq prochaines années.

La FECQ et la FEUQ ont instamment accepté la condition posée par la ministre. La CLASSE s'est montrée plus « nuancée », laissant savoir qu'elle n'acceptait ni ne rejetait la trêve proposée par la ministre, précisant qu'aucune action de perturbation n'était prévue dans les 48 heures suivant l'appel de la ministre.

Une nouvelle manifestation est prévue demain à Montréal, mais sans acte de perturbation, a promis Gabriel Nadeau-Dubois.

### Désobéissance civile

Mme Beauchamp s'est montrée déçue de la position de la CLASSE, qui a déclaré « condamner la violence » commise à l'endroit des êtres hu-

ains, tout en promettant de poser d'autres actions de désobéissance civile.

« Cela nous amène à nous questionner sur leur bonne foi », a déploré Mme Beauchamp. Les discussions se sont poursuivies en soirée lundi.

[Afficher 60 de 63 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 37 commentaires \(Québec\)](#)

## JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: La CLASSE attend une invitation : La ministre Line Beauchamp n'a plus de raisons d'exclure la Coalition des négociations - Publié le: lundi 23 avril 2012, 10H48 / Publié le: lundi 23 avril 2012, 11H24 | Mise à jour: lundi 23 avril 2012, 12H18



Photo Agence QMI, Michel Desbiens

*Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, estime que la guerre des mots est terminée et que Coalition doit être invitée à la table de négociations de la Ministre Line Beauchamp.*

**La guerre des mots est terminée maintenant que le mot « condamné » a été prononcé, a insisté la Coalition large des associations pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) qui attend avec impatience une invitation aux négociations de la ministre de l'Éducation.**

Exclure la CLASSE alors qu'elle a répondu à ses demandes « ne favoriserait pas le calme dans les rues », a averti le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois, lundi matin en conférence de presse.

### Un long congrès

À la sortie d'un congrès qui s'est conclu au petit matin lundi, la CLASSE a décidé de condamner les gestes mettant en péril l'intégrité physique d'individus, sauf en cas de légitime défense. Un flou subsiste toutefois quant à ce qui pourrait être perçu ou non comme de la légitime défense par les membres de la coalition.

« Ça répond aux demandes de la ministre », a affirmé M. Nadeau-Dubois en faisant référence à Line Beauchamp qui avait dit qu'elle ne souhaitait pas négocier avec la CLASSE tant que cette coalition ne dénoncerait pas la violence.

« Le débat est clos, la position est claire », a ajouté M. Nadeau-Dubois.

« Il va falloir que ça cesse cette attitude de mépris », a-t-il précisé en parlant du gouvernement Charest.

[Afficher 22 de 23 commentaires \(Montréal - 10h48\)](#)

[Afficher 3 commentaires \(Montréal - 11h24\)](#)

#### SarcastiqueTop 50

Exclure la CLASSE alors qu'elle a répondu à ses demandes « ne favoriserait pas le calme dans les rues », a averti le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois

Ouff, on appelle ça comment un énoncé du genre ?

De plus: La CLASSE a par ailleurs réitéré son appui au principe de désobéissance civile qui consiste en des actions non violentes, mais généralement illégales

(Modifié par l'auteur 2 semaines ago)

#### jnboisvertTop 10

Sarcastique ? Envenimer en ridiculisant les prérequis aux négociations.

Caustique ? Projeter l'acide de son venin au visage de la société au complet.

Obélique/Astérique ? Se draper des vertus héroïques du dernier carré rouge gaulois

Les deux côtés ont beau vouloir condamner-sans-condamner ou laisser pourrir le Québec au complet, au nom de NOTRE intérêt, on voit très clair derrière vos visages à deux et trois faces.

C'est TOUT le monde qui est otage de vos immaturités et vos enfantillages. Vous avez tous perdu votre crédibilité et votre sens de la dignité collective.

C'est un ULTIMATUM, pour vous tous: on s'en fout de vos egos et agendas personnels, vous êtes TOUS au service de la population.

Asseyez-vous ! (dit calmement, quand même, sans presque hausser le ton...)

(Modifié par l'auteur 2 semaines ago)

#### SarcastiqueTop 50 Réduire

Ouff pauvre vous, j'ai cité l'article du Devoir sur les déclarations de Nadeau-Dubois que je ne supporte aucunement et vous pensez que je les supportent...

Enfin au moins je dis que nous pensons la même chose, mais faut croire qu'il aurait fallu que j'écrive en majuscule pour vous que ce sont les propos de Nadeau-Dubois, cela vous aurais aidé.

## LE SOLEIL / LE NOUVELLISTE: Beauchamp rencontrera au moins la FEUQ et la FECQ / Rencontre entre les étudiants et la ministre aujourd'hui - Publié le lundi 23 avril 2012 à 09h16 / Publié le lundi 23 avril 2012 à 09h41



Photo: La Presse

*Les co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois (photo) et Jeanne Reynolds, ont déclaré qu'il était inadmissible que l'intégrité physique de citoyens soit mise en danger.*

La Presse Canadienne, Montréal

Au moment où des membres d'associations étudiantes regroupées au sein de la Coalition de

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) étaient toujours réunis en congrès, tard dimanche soir, le bureau de la ministre de l'Éducation du Québec a confirmé qu'une rencontre de discussion aurait lieu avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), et ce dès aujourd'hui.

La nouvelle a été annoncée dans un communiqué de presse émis vers 23h dimanche soir. Le même communiqué précise que le lieu et l'heure de la rencontre ne seront pas dévoilés, dans le but « d'assurer un climat propice aux échanges constructifs et respectueux envers toutes les parties impliquées ».

L'invitation de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, la semaine dernière, excluait la CLASSE, à moins que cette association ne condamne formellement les actes de violence commis lors des jours précédant cette annonce. Or, le communiqué du ministère indique que le gou-

vernement tient à prendre connaissance de l'ensemble des résolutions adoptées dimanche afin de « vérifier si la CLASSE s'est exclue d'elle-même des discussions ».

La FEUQ a réagi en publiant à son tour un communiqué de presse peu avant 1h, lundi, où elle dit tenir à rappeler à Mme Beauchamp qu'elle maintient ses exigences, soit d'avoir la CLASSE à la table de discussion et que l'enjeu des frais de scolarité y soit abordé.

« Ce soir, nous avons envoyé une lettre proposant à la CLASSE deux places au sein de la délégation de la FEUQ. Elles seront autour de la table, que Mme Beauchamp le veuille ou non. Et je vous garantis que nous allons parler de cette hausse inéquitable et injuste de 1625 \$ des frais de scolarité », rappelle Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

### Actes de violence

Quelques heures avant cette succession de communiqués, la CLASSE avait adopté une pre-

mière résolution, dimanche, concernant les actes de violence survenus dans le cadre du conflit étudiant à propos des droits de scolarité, et pris position contre les gestes commis autant «par les étudiants que par d'autres personnes».

Dans un communiqué de presse, le mouvement étudiant avait d'abord rappelé qu'il désirait lutter avec la population et non contre elle.

«Depuis quelques semaines, des actions inacceptables ont été posées, que ce soit par des étudiants et des étudiantes ou par d'autres personnes. Il est inadmissible que l'intégrité physique de citoyens et de citoyennes soit mise en danger, notamment ceux et celles qui se rendent au travail», ont déclaré les porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, citant notamment les cas où les transports collectifs et les automobilistes ont été directement pris pour cible.

Dans son communiqué, la CLASSE a aussi rappelé qu'en tant qu'organisation démocratique, elle s'opposait à toute intimidation ou tout rapport de

domination sur les individus lors des débats politiques.

Aux petites heures de la nuit, la CLASSE a fait savoir qu'elle réagirait à la tournure des événements ce matin, à l'occasion d'une conférence de presse.

#### **Abus policiers**

Toujours dimanche, au terme de son assemblée générale annuelle, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) avait annoncé qu'elle exigeait la présence de CLASSE aux négociations avec la ministre Beauchamp. La CLASSE devait cependant accepter de dénoncer fermement les actes de violence, une condition mise de l'avant par la FECQ.

La FECQ et la FEUQ ont déjà condamné toutes formes de violence, demandant toutefois au gouvernement de faire de même envers les abus policiers.

Jusqu'à présent, la FECQ et la FEUQ avaient toujours affirmé qu'elles exigeaient que la

CLASSE soit présente avant de rencontrer la ministre. Il s'agit donc d'un revirement pour la FECQ.

Le président, Léo Bureau-Blouin, a précisé que la fédération souhaitait voir la CLASSE participer aux négociations, mais qu'elle pourrait envisager de participer à des discussions sans elle si cette association refuse de se plier à l'exigence de la ministre.

Il a toutefois ajouté qu'il serait «plus simple» que la CLASSE, reconnue comme plus radicale que les fédérations, accepte de dénoncer la violence.

La rencontre prévue lundi aura lieu exactement huit jours après que la ministre ait formellement invité les associations étudiantes à un tel rendez-vous. Mme Beauchamp s'est contentée d'un bref commentaire, dimanche soir, disant «constater, enfin, leur volonté d'établir un dialogue constructif afin de trouver des solutions pour régler cette situation».

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE condamne la violence délibérée dans les manifestations – Mise à jour le lundi 23 avril 2012 à 8 h 52 HAE**

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), [réunie en congrès à Montréal](#), a adopté une résolution qui condamne toute violence physique délibérée commise lors de manifestations.

« Depuis quelques semaines, des actions inacceptables ont été posées, que ce soit par des étudiants et des étudiantes ou par d'autres personnes. Il est inadmissible que l'intégrité physique de citoyens et de citoyennes soit mise en danger, notamment ceux et celles qui se rendent au travail. Le mouvement étudiant désire lutter avec la population et non contre elle », ont déclaré par voie de communiqué Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la CLASSE.

En entrevue exclusive à Radio-Canada, M. Nadeau-Dubois a précisé que la CLASSE jugeait toujours légitimes des actions de désobéissance civile comme les manifestations, les occupations symboliques de lieux comme des bureaux de député, ou encore le blocage de lieux.

« On croit notamment que c'est grâce à cette pression-là que le gouvernement est pressant de dialoguer avec nous », a-t-il fait valoir, ajoutant que mis à part la violence physique délibérée, tout sera jugé aux cas par cas par les porte-parole.

**« Nous, on considère qu'on a fait vraiment une part importante pour satisfaire certaines exigences de la ministre et maintenant, on s'attend à avoir des négociations dès les prochaines heures avec le cabinet de Mme Beauchamp. »**

**Gabriel Nadeau-Dubois**

Cette condamnation était la condition posée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour accepter la Coalition à la table des discussions, aux côtés de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a d'ailleurs salué la décision : « On juge que c'est tout à fait suffisant. On espère que le cabinet de la ministre va appeler rapidement la CLASSE. »

La CLASSE avait jusqu'ici toujours refusé de condamner les actes de vandalisme et de violence, leurs porte-parole disant ne pas disposer du mandat pour le faire.

### **La FECQ force le jeu**



Léo Bureau-Blouin, porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Cette décision intervient quelques heures après l'annonce par la FECQ qu'elle était prête à entamer des discussions avec Québec, sans la CLASSE, si elle s'obstinait à ne pas condamner [les actes de violence com-](#)

mis lors de manifestations étudiantes. La FECQ, réunie dimanche en assemblée, en Montérégie, avait adopté une résolution allant en ce sens.

**« La résolution exige la participation de la CLASSE, mais à condition qu'elle condamne la violence. »**

**Léo Bureau-Blouin**

« On pense qu'il est important que tous soient unis, mais si une association décide elle-même de s'exclure du processus de discussion en ne condamnant pas les actes de violence, nos associations nous ont demandé d'entamer un premier processus de discussion pour voir ce que la ministre de l'Éducation avait à offrir et de quelle façon on peut dénouer l'impasse », expliquait plus tôt dimanche le président de la FECQ.

Le coporte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois s'était alors désolé de la nouvelle position de la FECQ. Il y voyait une erreur stratégique :

« C'est un affront et ça vient diviser le mouvement étudiant. Je crois que ça joue le jeu de la ministre, le jeu qu'elle voulait jouer en lançant ce fameux débat sur la condamnation. Malheureusement, il semblerait que la FECQ est tombée dans le panneau. C'est très dommage. »

### **Le temps presse, dit la FECQ**

M. Bureau-Blouin précise par ailleurs que sa fédération a l'intention de poursuivre le mouvement de grève plusieurs jours, voire plusieurs semaines : « La raison pour laquelle la ministre de l'Éducation porte attention aux revendications étudiantes, c'est qu'il y a des étudiants qui sont en débrayage. Si on arrête, le gouvernement n'aura plus de raison de nous accorder des concessions. »

Il ajoute que l'impasse ne peut être dénouée sans discussion sur la hausse des droits de scolarité, ce à quoi Québec se refuse toujours.

Le président de la FECQ estime que les discussions doivent commencer au plus tôt pour voir ce que Québec a à offrir.

**« Chaque jour qui passe, ce sont des jours qui compromettent le semestre de dizaines de milliers d'étudiants. C'est pourquoi on pense qu'on n'a pas beaucoup de marge de manoeuvre au niveau du temps. »**

**Léo Bureau-Blouin**

Dimanche encore, [de passage à Gatineau](#) pour un rassemblement partisan, le premier ministre Jean Charest a appelé les étudiants à négocier et a réaffirmé du même souffle que son gouvernement ne pouvait pas accepter l'intimidation et la violence.

### **En complément**



Vidéo - [Congrès déterminant](#)



Vidéo - [Marée humaine](#)  
[Les commentaires \(261\)](#)

## LE DEVOIR: Des personnalités lancent un appel d'urgence – Lundi 23 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
 Le syndicaliste *Gérald Larose*, le comédien *Jacques L'Heureux* et le médecin *Alain Vadeboncoeur* font partie des 15 personnalités qui ont lancé un appel au gouvernement.

La Presse canadienne

Le gouvernement Charest doit suspendre sa proposition d'augmenter les droits de scolarité de 75 % pour les cinq prochaines années, créer un espace de dialogue, rencontrer les trois associations étudiantes et ainsi permettre aux grévistes de retourner sur les bancs d'école.

Voilà la proposition formulée par un groupe de personnalités québécoises qui, au terme d'une journée de violentes manifestations, vendredi, ont « décroché le téléphone » et choisi de « lancer un message pressant pour le dénouement de la crise ».

Ces personnalités, parmi lesquelles figurent l'ancien ministre libéral Jean Cournoyer, l'ancien ministre péquiste Robert Burns, l'ancien président de la CSN *Gérald Larose*, les comédiens *Luc Picard* et *Jacques L'Heureux* ainsi que l'ancien président du Mouvement Desjardins *Claude Béland*, craignent que l'intransigeance manifestée par les deux parties ne nuise au tissu social et politique québécois.

Le Québec, disent-ils, a traversé de graves crises depuis la Révolution tranquille. Mais si les événements d'Octobre, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1972, la crise d'Oka et les deux référendums « ont soulevé les passions », « jamais », écrivent-ils dans une lettre qui détaille leur invitation au dialogue, « dans des moments dramatiques, le gouvernement du Québec, l'État québécois, n'a-t-il opposé une aussi incompréhensible fin de non-recevoir aux groupes s'opposant à ses volontés ».

Et pendant que la poussière retombe, le Québec doit se défaire des diversions qui l'aveuglent afin de recentrer le débat, proposent les signataires. « C'est trop court comme raisonnement, c'est terriblement court », a lancé le célèbre interprète de *Passe-Montagne*, *Jacques L'Heureux*, en référence à la possibilité que le gouvernement Charest profite de la situation actuelle pour s'attirer la sympathie de certains électeurs.

« *Jean Charest*, c'est quelqu'un qui a toujours dirigé avec les maudits sondages, et je pense que c'est ça qu'il regarde. Il faut aller plus loin que ça. Il faut voir qu'historiquement, le Québec a toujours massivement subventionné l'éducation supérieure. »

Pour *Gérald Larose*, syndicaliste devenu professeur, l'expulsion de la CLASSE de la table des négociations proposée par la ministre de l'Éducation, *Line Beauchamp*, comme la blague du premier ministre *Charest* - qui a proposé d'offrir un emploi, « dans le Nord, si possible », aux étudiants qui frappaient à la porte du gouvernement vendredi - ne sont

que des manoeuvres de diversion. « Il faut trouver un règlement rapide, a-t-il tranché. Ça a trop duré, le tissu social est mis à mal. Il y aura des coûts importants pour notre propre jeunesse. »

C'est ainsi que, devant « une incompréhension qui risque de détruire l'espoir et la confiance envers la société et ses mécanismes démocratiques, acquis de haute lutte depuis des générations », les signataires de l'appel au dialogue demandent notamment au gouvernement de rencontrer « ensemble et sans délai les trois associations étudiantes », de suspendre sa proposition et de mettre en place des mécanismes pour un large débat sur l'éducation et son financement.

En contrepartie, la proposition est faite aux associations étudiantes de mettre un terme à la grève dès que le gouvernement québécois aura donné une réponse positive, et de s'engager « avec ouverture et espoir » au dialogue. « Ce qui manque depuis le début, c'est un espace de discussion et de négociations », a commenté *M. Larose*.

« Quand on a affaire à un conflit de principes et que les parties ne peuvent pas le régler, il faut rouvrir la table, créer un comité s'il le faut. On s'organise pour que le débat se fasse. »

Et selon lui, ce n'est pas ce que la ministre *Beauchamp* a fait en invitant deux des trois associations étudiantes à la rencontrer pour discuter de la gestion des universités.

« Ce n'est pas une table qu'elle proposait. Elle suggérait d'abord de diviser le mouvement et ensuite de discuter d'une autre question. C'est comme une porte qui est ouverte, mais qui est peinte sur un mur. On comprend que les associations n'aient pas accepté », a expliqué *M. Larose*, qui cumule quelques décennies d'expérience dans la défense des causes syndicalistes. « Dans ce cas-ci, c'est pas un débat à deux, c'est un débat de société. On a à se prononcer collectivement. Demandons-nous si l'orientation globale qu'on s'est donnée avec le rapport Parent doit être remise en question. Est-ce qu'on pourrait en débattre ? », a-t-il demandé.

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), cet appel au dialogue a été accueilli comme un vent de fraîcheur. « On a l'impression, depuis une semaine, qu'il y a des conditions qui s'ajoutent pour aller s'asseoir à une table de discussions afin de finaliser une solution à ce conflit qui perdure depuis plus de dix semaines », a expliqué la porte-parole de la FEUQ, *Martine Desjardins*.

« De voir plusieurs personnalités publiques qui sortent, qui proposent une solution concrète, on trouve ça intéressant, rafraîchissant. »

Par ailleurs, le groupe de signataires n'hésite pas à condamner la présence des casseurs lors des récentes manifestations, les qualifiant de « parasites qui ne peuvent qu'exacerber les tensions et nous éloigner d'une résolution de la crise ».

Il est donc plus que temps d'ouvrir la porte pour que la violence cesse, au dire de *M. L'Heureux*. « On peut pas se mettre la tête dans le sable et faire des jokes sur le dos des étudiants devant tout le gratin des affaires qui sont intéressés à faire de l'argent avec le Plan Nord. C'est triste, je suis écoeuré de voir mes enfants se faire taper sur la tête », a lancé, avec émotion, celui qui a animé les débuts de soirées de nombreux jeunes à l'époque de *Passe-Partout*.

Au passage, il a rappelé le potentiel qu'il voit et l'espoir qu'il place dans la jeunesse. « Avec son Plan Nord, il [*Jean Charest*] cherche une façon d'exploiter les richesses sans, disons, polluer. Eh bien, c'est un jeune qui est dans la rue présentement qui va avoir l'idée brillante d'inventer une machine qui ne pollue pas et qui va exploiter notre minerai de fer sans détruire l'écologie. Ce sont nos cerveaux qui vont trouver des trucs comme ça. Il faut les éduquer, il faut leur donner la chance de s'éduquer. »

### Vos réactions

- Jean Richard – Abonné, 23 avril 2012 10 h 28  
 Autre pays, même débat, ou presque...  
<http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/04/19/act>  
 L'Espagne vient d'annoncer que les frais d'inscription à l'université seront majorés de

façon à ce que la contribution des étudiants puisse aller jusqu'à 25 % du coût réel. Le minimum serait fixé à 15 %. On estime que l'augmentation moyenne sera de plus de 500 € par année.

Le plafond de la contribution sera majoré pour les redoubleurs, pouvant aller jusqu'à 100 % selon le nombre d'années.

Dans ce pays où les Indignados ont précédé de plusieurs mois nos Indignés québécois ou l'Occupy Wall Street américain, les mesures annoncées n'ont pas été accueillies dans l'indifférence. Il faudra voir toutefois si les mesures annoncées par le nouveau gouvernement de droite (PP) soulèvent le même niveau de protestation qu'au Québec.

- Theodoric – Inscrit, 24 avril 2012 04 h 28  
Vive la pseudo-impartialité  
J'adore les passages où l'auteur a décidé de préciser à nouveau les qualifications des locuteurs dans un espoir de nous faire ressentir plus de sympathie envers eux!

"[...] a lancé, avec émotion, celui qui a animé les débuts de soirées de nombreux jeunes à l'époque de Passe-Partout."  
De toute beauté!  
Si le texte n'est pas un éditorial ou une diatribe, prière de rester dans le descriptif là où

c'est nécessaire. Le texte ne m'aurait peut être pas fait grimacer autant ainsi.

## LE **DEVOIR**: La CLASSE condamne la violence à demi-mot: La ministre Beauchamp n'a pas fait connaître sa réponse aux demandes des étudiants – Lundi 23 avril 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir  
Gabriel Nadeau-Dubois

Marco Bélair-Cirino

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) « dénonce toute violence physique délibérée envers des individus » émaillant les démonstrations de force des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité, une condition sine qua non fixée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avant d'amorcer toute discussion avec les étudiants.

« Pour nous, c'est celle-là, la violence qu'il faut condamner », a déclaré un des porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, au terme d'un vif débat de plus de 10 heures au Collège Maisonneuve. « Cela dit, on garde notre posture de dissociation pour toute une série d'autres actes. [...] C'est une posture qui est nuancée », a-t-il ajouté soulignant à grands traits le caractère « nécessaire » de plusieurs actions de désobéissance civile. L'étudiant en histoire à l'UQAM a cité en exemples l'« occupation de bureaux de députés » et les « blocages de certains lieux ». « Pour nous, ce sont des actions qui sont légitimes », a-t-il expliqué sur les ondes de RDI.

En revanche, la CLASSE dénonce des « gestes qui ont visé spécifiquement des individus, surtout des citoyens, des citoyennes ». « On pense notamment à des pavés qui ont été lancés sur l'autoroute 720. Ce sont des actes qui ont été jugés inacceptables », a illustré M. Nadeau-Dubois, qui escompte engager des négociations « dès les prochaines heures » avec l'entourage de la ministre de l'Éducation.

Le cabinet de la ministre Line Beauchamp disait toujours attendre, au moment de mettre sous presse, la « position officielle » de la CLASSE avant de faire connaître sa réponse aux demandes répétées des fédérations étudiantes et de la CLASSE d'entreprendre des pourparlers. « Est-ce que ça va être ce soir ou tôt demain matin, je n'en ai aucune idée », a indiqué l'attachée de presse Hélène Sauvageau.

Les présidents des fédérations étudiantes ont applaudi l'issue du congrès de la CLASSE. « On juge que c'est tout à fait suffisant », a fait valoir la présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, visiblement exaspérée de l'importance accordée à ce débat sémantique : « Ce n'est pas le noeud du problème actuellement. Peut-on parler de frais de scolarité et trouver une solution ! »

Plus tôt, Gabriel Nadeau-Dubois accusait la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) d'être « tombée dans le panneau » du gouvernement, en acceptant d'entamer des négociations avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, même si la CLASSE en était écartée. « Si une association décide elle-même de s'exclure du processus de discussion en ne condamnant pas les actes de violence, les associations [affiliées à la FECQ] nous ont demandé d'entamer un premier processus de discussion pour voir ce que la ministre de l'Éducation avait à offrir et de quelle façon on peut dénouer l'impasse », avait déclaré le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, ne manquant pas de soulever la colère des membres de la CLASSE. « C'est un affront. Ça vient diviser le mouvement étudiant », avait rétorqué Gabriel Nadeau-Dubois.

### « Vendre l'éducation aux entreprises »

Pendant que les 200 délégués des associations membres de la CLASSE débattaient ferme au Collège Maisonneuve, quelques milliers d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité - et les sympathisants à leur cause - prenaient part hier après-midi au Rassemblement du 22 avril. Après s'être réunis sur la place Émilie-Gamelin sur le coup de 13 heures, ceux-ci, arborant pour la plupart un carré rouge, se sont dirigés vers l'ouest rue Sainte-Catherine pour gagner sous les applaudissements le Quartier des spectacles où a pris racine le « plus grand arbre humain jamais réalisé sur Terre » (voir autre texte à la une).

« Ces derniers jours, on traite les étudiants et les étudiantes du Québec de voyous, de vandales et de violents. C'est faux ! Qu'est-ce qu'il y a de plus violent que de vendre des terres autochtones à des multinationales ? Qu'est-ce qu'il y a de plus violent que de vendre l'éducation aux entreprises ? Qu'est-ce qu'il y a de plus violent que de pourrir l'air que nos enfants vont respirer ? Nous ne sommes pas violents, ce sont eux qui sont violents ! », a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois à la foule rassemblée au pied du mont Royal après avoir ajouté sa voix à celle de l'artiste acadienne Lisa LeBlanc le temps de sa chanson Aujourd'hui, ma vie c'est d'la merde.

Plusieurs manifestants se sont indignés des propos tenus par le premier ministre, Jean Charest, à l'occasion de l'ouverture du Salon Plan Nord vendredi au Palais des congrès de Montréal. « À ceux qui frappaient à notre porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi, et dans le Nord autant que possible, ce qui va tous nous permettre de continuer à travailler fort », avait affirmé le chef du gouvernement, tout sourire devant un parterre de gens d'affaires, tandis que le Service de police de Montréal (SPVM) s'évertuait à disperser à coups de bombes assourdissantes des dizaines de protesta

La blague avait échoué à faire rire aux éclats, du moins hors de l'enceinte du Palais des congrès. « Des élections avant les goulags de Charest ! », appelait hier une manifestante ayant pris part aux activités du Jour de la Terre, alors qu'un autre, croisé aussi par Le Devoir dans le centre-ville de la métropole, brandissait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Oui à la Décharestation ! »

En marge d'un déjeuner-bénéfice du Parti libéral du Québec, le premier ministre a réitéré hier que ses propos tenus il y a trois jours sur la tribune de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain avaient été « pris hors contexte ». Son gouvernement est disposé à « rencontrer » les leaders des associations étudiantes afin d'« avoir un échange dans le respect et [...] qui va nous permettre de faire le tour de la question », a-t-il fait savoir lors d'un point de presse.

### [Vos réactions \(70\)](#)